JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 ₣
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIERE DE JOINDRE LA DERNIERE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

3^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

7995. — 22 mars 1968. — **M. Virgile Barel** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les rapatriés restent gravement affectés dans leurs intérêts par le fait que les revendications principales ci-après n'ont pas encore été prises en considération par le Gouvernement : 1° indemnisation pour les biens perdus outre-mer ; 2° affectation, au titre d'avance, des prêts obtenus sur l'indemnisation pour les biens perdus ; 3° suspension des obligations de remboursement des prêts consentis par l'Etat ; 4° arrêt des poursuites entreprises au nom de l'Etat par le service contentieux du Trésor public. Il lui demande si le Gouvernement entend persister dans son refus de satisfaire à ces revendications selon des modalités dont le Parlement devrait être mis à même de décider.

8007. — 22 mars 1968. — **M. Rossi** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui indiquer : 1° les raisons pour lesquelles est envisagée la fermeture de nombreux comptoirs de la Banque de France, une telle politique risquant par son ampleur de remettre en cause le rôle même de l'institut d'émission ; 2° si toutes les études ont été menées d'une façon approfondie dans les différents départements ministériels intéressés (finances, postes et télécommunications, intérieur, aménagement du territoire, etc.) pour s'assurer que la disparition de la Banque de France sur de nombreuses places de province n'entraînerait aucun dommage pour l'économie de ces villes et leur environnement ; 3° les critères selon lesquels la liste des établissements supprimés a été établie. Il pense que les réponses à ces importantes questions ne peuvent être données que dans le cadre d'un débat préalable tenu lors de la prochaine session parlementaire ; en conséquence, il lui demande s'il envisage de surseoir jusque-là à toute décision.

8008. — 22 mars 1968. — **M. Abelin**, estimant que s'il est juste de réclamer que soit rétabli l'équilibre des balances de paiements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, il est aussi nécessaire que les pays à balance excédentaire contribuent à un tel résultat, qui ne peut être obtenu que par étapes, demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° quelles mesures le Gouvernement français compte prendre pour atteindre cet objectif ; 2° si le Gouvernement ne juge pas préférable, plutôt que de prôner un retour aux automatismes désuets de l'étalon-or, de favoriser, en accord avec les autres pays membres de la Communauté économique européenne, la mise en œuvre d'une politique monétaire consciente et concertée dans le cadre d'un fonds monétaire international renoué.

8053. — 25 mars 1968. — **M. Achille-Fould** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'ensemble des professions concernées par la production et la commercialisation du vin est gravement préoccupé par les perspectives à court et à moyen terme dans ce secteur économique : sur le plan du marché intérieur une fiscalité injuste et excessive, contraire à la politique de qualité préconisée par le Gouvernement entrave le développement du marché ; sur le plan extérieur une conjoncture économique ou politique actuellement défavorable réduit les exportations qui sont cependant indispensables, en direction des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre et quels textes législatifs il envisage de soumettre au Parlement pour redresser une situation gravement compromise et assurer le développement normal des activités viti-vinicoles nationales.

8054. — 25 mars 1968. — **M. Orvoën** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que le V. Plan avait prévu une augmentation du revenu brut des exploitations agricoles de 4,8 p. 100 par an, augmentation qui ne tenait d'ailleurs pas suffisamment compte de la nécessité du

rattrapage en matière de revenus agricoles et qui ne permettrait pas encore d'obtenir la nécessaire parité avec les autres catégories sociales. Compte tenu des hausses de prix intervenues dans les produits qui sont indispensables aux exploitants agricoles pour concourir à la production, il lui demande : 1° quels sont les chiffres officiels d'augmentation du revenu brut des exploitations pour les deux premières années de l'exécution du V^e Plan ; 2° si l'augmentation du revenu brut global ne doit pas, d'une part, être diminuée en tenant compte des hausses de prix intérieurs bruts intervenues et tenir compte d'autre part, des conséquences de l'exode rural ; 3° quelles initiatives le Gouvernement compte prendre pour améliorer cette situation.

8068. — 26 mars 1968. — **M. Manceau** expose à **M. le ministre des affaires sociales** la situation économique, incertaine et inquiétante dans le département de la Sarthe. La situation de l'emploi qui avait été marquée par des créations dans les années précédentes, connaît un ralentissement dangereux qui se traduit par un chômage croissant. C'est ainsi que, selon les statistiques de l'I.N.S.E.E., le nombre de demandes d'emplois non satisfaites qui était de 1.552 en décembre 1966, est passé à 2.068 en décembre 1967, soit une augmentation de 33,2 p. 100. Le chômage partiel est important dans l'habillement ; c'est ainsi que chez Univet au Mans, le personnel (en grande partie féminin) ne travaille que 16 heures par semaine, ce qui réduit le salaire hebdomadaire aux environs de 45 à 48 francs. A la fonderie Seine et Sarthe de Tuffe, l'horaire est tombé à 32 heures par semaine. Dans le bâtiment, la situation est également assez grave puisque les perspectives officielles du V^e Plan, jusqu'en 1970, sont les suivantes pour la construction des logements : 3.760 pour 1968, 3.350 pour 1969, 2.940 pour 1970. En même temps, les licenciements et les suppressions d'emplois se poursuivent. Un licenciement de plus de 50 personnes vient d'être effectué à l'usine Radiolum de Saint-Calais. Après avoir atteint un effectif de plus de 8.500 employés en 1960, l'usine Renault du Mans tourne avec environ 7.700 ouvriers. Depuis 1954, 538 postes ont été supprimés au dépôt S.N.C.F. et le transfert prévu des réparations d'autorails vers les centres de Rennes et de Nantes vont encore accentuer cette tendance. Enfin, depuis quelques années déjà, un certain nombre d'usines ont fermé leurs portes : l'usine Malpaille dans la région de Sablé qui travaillait pour l'armée, Les Moulins de Saint-Georges, l'usine Dolige (textiles), rue Barry, au Mans, l'usine Métallabo à Champagne, et d'autres encore. Si on ajoute à cela l'exode rural qui a vu 20.562 personnes quitter leur village, on voit que la situation de l'emploi est préoccupante. Cette situation est d'autant plus grave qu'elle frappe, en premier lieu, la jeunesse. Le Mans, chef-lieu du département et pôle d'attraction, est en effet composé d'une population jeune puisque 49 p. 100 des habitants ont moins de 30 ans et 35 p. 100 moins de 20 ans. Par ailleurs, les possibilités de formation professionnelle sont nettement insuffisantes puisque l'entrée dans les C.E.T. en 1967 a été refusée à 667 garçons (43 p. 100 des candidats) et 716 jeunes filles (67 p. 100 des candidates). Enfin la croissance économique est freinée par le fait que les salaires payés sont insuffisants. D'après une étude de l'I.N.S.E.E., le salaire moyen annuel (toutes catégories hommes et femmes) s'élève à 8.939 francs et place la Sarthe au quarante-deuxième rang des départements français. Ce chiffre qui dissimule les inégalités donne un idée du taux des revenus les plus faibles, ceux de la grande masse des travailleurs. Si l'on tient compte des déclassements, de la non-qualification de la majorité de la main-d'œuvre féminine, on aboutit à des écarts importants entre les salaires féminins et masculins. En 1965, le salaire annuel des hommes s'élevait à 10.066 francs, alors que celui des femmes n'atteignait que 6.260 francs. Dans de nombreuses usines, les salaires sont de 350 francs, 450 et 500 francs pour des mois de 180 heures de travail et souvent dans des conditions pénibles. L'abaissement du pouvoir d'achat des travailleurs, malgré une augmentation de la productivité, est incontestable. Cette situation frappe également les petits commerçants et artisans qui sont, par ailleurs, victimes des tracasseries dues à l'application de la T.V.A. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le plein emploi et le développement économique et social de la Sarthe.

8069. — 28 mars 1968. — **M. Depletri** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** que la situation pourtant déjà difficile de l'économie lorraine, en particulier celle des travailleurs de la sidérurgie, ne cesse de s'aggraver. En effet, on constate que, si les concentrations permettent de créer des groupes de production à l'échelle européenne, elles se font au détriment des travailleurs de la sidérurgie. Celles qui se sont effectuées au cours des années 1966-1967 : 1° Lorraine-Escault-Usinor ; 2° Société mosellane de sidérurgie - Société métallurgique de Knutange ; 3° de Wendel-Sidélor pour créer Saclor ; 4° et en dernier lieu : de Wendel-Sidélor - S.M.S. vont permettre à ces sociétés capitalistes de restructurer l'organisation de leur production de fonte et d'acier, afin de la rendre plus compétitive par un accroissement de la productivité, mais non

par un accroissement de la production. En effet, si la production d'acier s'est élevée à 19.540.000 tonnes en 1966, elles n'est que de 19.675.000 tonnes en 1967, ce qui représente 1,2 p. 100 seulement d'augmentation par rapport à 1966. Or, le V^e Plan prévoyait une production de 24 millions de tonnes, mais le « plan professionnel », signé entre les patrons de la sidérurgie et l'Etat ne prévoit plus que 21 ou 22 millions de tonnes. Le V^e Plan prévoyait d'autre part une diminution des effectifs de 10.000 sidérurgistes d'ici 1970, mais le « plan professionnel » en prévoit, lui, 15.000. Il est certain que ce n'est pas en maintenant une production de 20 millions de tonnes par an — considérée comme une « ration d'entretien » — qu'on peut trouver une solution aux besoins réels de la nation, mais en utilisant toutes possibilités de production d'acier de notre sidérurgie. Les prêts de l'Etat à la sidérurgie qui, en cinq ans, se sont montés à 2.730 millions, « assortis de conditions favorables », ne doivent pas servir uniquement aux intérêts privés du Comité des forges, mais devraient en premier lieu servir aux intérêts des travailleurs et de la nation. Ces prêts doivent être utilisés en fonction des besoins en acier de notre pays et donc servir à maintenir le potentiel d'usines en activité, ainsi que le nombre de travailleurs de la sidérurgie. Tout se passe comme si le Comité des forges utilisait les fonds de l'Etat dans le but de moderniser les installations sidérurgiques, tout en se réservant le droit d'en contrôler la production, la main-d'œuvre et les salaires. De plus, ce sont les travailleurs qui, en qualité de contribuables, paient en réalité les prêts de l'Etat au Comité des forges. Aussi, il lui demande : 1° quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour exiger des patrons de la sidérurgie : a) de mettre fin à la fermeture des usines sidérurgiques ; b) de mettre fin à la suppression des emplacements dans cette industrie ; c) la création d'entreprises qui transformeraient l'acier lorrain, ceci en application du « plan professionnel » ; 2° si le Gouvernement ne pense pas qu'il serait utile que la sidérurgie, entreprise clef de l'économie française, soit gérée par la nation et non plus par des sociétés privées.

8070. — 26 mars 1968. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que le 11 avril 1967, c'est-à-dire au début de la présente législature, il déposait sous le numéro 111 une première question orale avec débat dont l'objet était d'obtenir, sur les problèmes des anciens combattants, un débat public devant l'Assemblée nationale. Cette initiative correspondait aux souhaits du monde ancien combattant français. Ceux-ci venaient de traverser une période pénible ; ils étaient en droit d'espérer que le nouveau Gouvernement issu des élections législatives de 1967 s'expliquerait enfin sur deux points au moins : a) le règlement du contentieux qui l'oppose depuis très longtemps aux anciens combattants ; b) le contenu du budget qui était en préparation. Sous des prétextes divers, le Gouvernement refusa tout débat public. Aussi, le budget souleva, lorsqu'il fut annoncé, un énorme mécontentement. C'est le plus décevant qu'on ait connu jusqu'ici. Il comportait d'insignifiantes mesures dites nouvelles, de l'ordre de 140 millions d'anciens francs alors qu'il comportait en même temps des réductions dépassant 12 milliards d'anciens francs. Le Gouvernement n'ignorait pas le caractère antipopulaire de son budget. Aussi s'arrangea-t-il, par de savantes manœuvres, pour qu'il soit voté vers deux heures du matin et dans des conditions pour le moins équivoques. Un tel budget n'a fait qu'accentuer la malaise existant chez les anciens combattants et victimes de la guerre d'autant plus que, parallèlement le Gouvernement s'est refusé jusqu'ici à inscrire à l'ordre du jour le rapport n° 279 portant sur cinq propositions de loi et voté à l'unanimité le 7 juin 1967 par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, rapport dont le but est de créer une commission spéciale sur le « rapport constant ». Une telle situation ne doit pas se renouveler en 1968. Il faut régler le contentieux qui n'a pas cessé de s'aggraver et qui porte : sur le sort des veuves de guerre, ascendants, orphelins, déportés, sur la suppression de toutes les forclusions, sur la reconnaissance de la qualité de combattant à ceux qui ont pris part aux combats en Algérie, sur la mise en œuvre de l'article 55 de la loi de finances de 1962, qui prévoit notamment l'égalité des droits ; sans oublier le sérieux problème du rapport constant dont l'application est sérieusement faussée au détriment des bénéficiaires depuis les décrets du 26 mai 1962. Il lui demande ce qu'il compte décider au cours de l'année du cinquantième anniversaire de la fin de la première guerre mondiale pour : 1° amorcer, enfin, le règlement du contentieux qui oppose le Gouvernement aux anciens combattants ; 2° inscrire dans le budget de 1969 les dotations budgétaires spéciales destinées à financer le début du règlement de ce contentieux.

8071. — 26 mars 1968. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que les subventions attribuées aux collectivités locales pour les classes de campagne, les classes de mer et les classes de neige relevaient du ministère de la jeunesse et des sports. Elles relèveraient maintenant du ministère de l'éducation nationale — ce qui semble d'ailleurs tout à fait normal.

Ce qui est moins normal c'est que ces subventions ne soient pas encore fixées. Il lui demande s'il peut lui en faire connaître les raisons et lui préciser en particulier s'il est exact que son ministère envisagerait de demander au ministre des affaires sociales de prendre en charge lesdites subventions.

8091. — 27 mars 1968. — **M. Godefroy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Agriculture** sur les problèmes que pose le marché européen des produits laitiers. Il se félicite du rejet par les ministres de l'Agriculture des pays de la Communauté et par le Parlement européen du système proposé par la commission de la Communauté européenne économique, celui-ci étant inacceptable pour les producteurs. Il lui demande quelles propositions envisage de faire le Gouvernement français, celles-ci devant tenir compte de la faiblesse des revenus procurés par les produits laitiers. Il importe que le règlement laitier à intervenir ait pour effet de contribuer à la réalisation de la parité prévue entre les revenus des agriculteurs et ceux des autres groupes professionnels.

8106. — 27 mars 1968. — **M. Niles** expose à **M. le ministre des affaires sociales** combien devient préoccupante et inquiétante la dégradation de l'activité économique du département de la Seine-Saint-Denis. La désindustrialisation et l'aggravation des conditions de vie de la population, caractérisent cette situation. Pour 500.000 personnes actives (47 p. 100 de la population totale dont 450.000 salariés), il n'existait en 1962 que 360.000 emplois dans le département, dont 285.000 dans le secteur privé. Une partie importante de la population active est donc obligée d'aller travailler hors du département et ce, dans des conditions difficiles du fait d'un réseau de transport public nettement insuffisant. Loin de s'améliorer, la situation s'aggrave de jour en jour. Alors que chaque année, environ 100.000 jeunes atteignent l'âge de travailler, le nombre des emplois diminue constamment. De 1958 à 1967 et pour le seul secteur privé, plus de 30.000 emplois ont été supprimés à la suite de décentralisations, de concentrations et de fusions industrielles. Pour 1968, la suppression de plus de 5.000 emplois est envisagée. Les 22.000 emplois nouveaux créés pendant la même période appartiennent en majeure partie au secteur tertiaire. Les suppressions d'emplois se traduisent donc, non seulement par un déficit de 8.000 postes, mais aussi par une baisse de qualification de la main-d'œuvre et par l'accroissement rapide du nombre des chômeurs. Au 31 janvier 1968, avec 8.840 inscrits dans les bureaux de la main-d'œuvre, soit environ 17.000 personnes à la recherche d'un emploi (application du coefficient 1,9), la Seine-Saint-Denis se place dans le peloton de tête des départements français pour le chômage. Les jeunes de moins de 25 ans et les femmes sont particulièrement touchés et constituent une réserve de main-d'œuvre non qualifiée vouée à une surexploitation systématique. A cela, il faut ajouter que la plupart des entreprises du département ont procédé à d'importantes réductions d'horaires. Chômage, réductions d'horaires, baisse de la qualification de la main-d'œuvre, se traduisent par une diminution considérable du pouvoir d'achat des travailleurs. Les hausses des loyers, l'augmentation des transports, les ordonnances sur la sécurité sociale, sont venues s'ajouter à leurs difficultés, réduisant bien souvent les familles ouvrières à une réelle misère. Devant une telle situation, la création d'emplois devient une nécessité vitale pour le département de la Seine-Saint-Denis. Il lui demande : 1° s'il peut indiquer les prévisions de créations d'emplois dans le département, les perspectives d'implantations de nouvelles industries, leur nature et leur importance ; 2° s'il envisage : a) de supprimer la redevance de cent francs au mètre carré industriel dans la zone 1 et de cinquante francs dans la zone 2, afin de faciliter l'implantation de nouvelles industries ; b) de faciliter les réalisations techniques et financières des zones industrielles prévues par les municipalités ; c) de réaliser rapidement les projets de prolongation des lignes 5, 7, 13, 9 et 11 du métropolitain vers la banlieue ; d) de doter le département d'un réseau de transport public cohérent et suffisant et faisant bénéficier la R. A. T. P. et la S. N. C. F. des tarifs préférentiels déjà consentis aux entreprises du secteur privé, et en faisant prendre en charge par l'Etat les frais de leur établissement ; e) d'interdire tous licenciements qui ne seraient pas accompagnés d'une garantie de reclassement dans une même qualification ; f) d'augmenter la prime de transport allouée aux salariés.

8107. — 27 mars 1968. — **M. Tourné** expose à **M. le Premier ministre** que la situation économique et financière du département des Pyrénées-Orientales ne cesse de s'aggraver depuis quelques années. Notamment en ce qui concerne le chômage et le sous-emploi. Au 29 février dernier, il y avait dans les Pyrénées-Orientales, 934 chômeurs effectivement secourus, soit : 549 hommes et 385 femmes. A cette même date, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites était de 2.088, soit : 1.109 hommes et 979 femmes. Toutefois, ces chiffres ne correspondent pas à la réalité. Il y a d'abord une masse de jeunes qui ne sont pas officiellement admis comme chômeurs. Beaucoup d'entre eux, pour des raisons diverses, ne sont pas enregistrés comme demandeurs d'emploi. La main-d'œuvre

féminine sur ce point est plus particulièrement concernée. Il y a également le « chômage saisonnier » qui s'étend cette année sur plusieurs mois dans les rares entreprises d'importance moyenne existant dans les Pyrénées-Orientales. Aussi, la masse salariale départementale ne cesse de diminuer. L'expérience en est faite quotidiennement par les magasins d'alimentation, d'habillement et d'ameublement. Les aménagements, en cours ou envisagés le long du littoral du Roussillon ou en montagne autour de Font-Romeu n'appellent en ce moment aucun emploi nouveau, bien qu'ils soient pleins de promesses. Le département des Pyrénées-Orientales situé très loin des grands centres de production industrielle et des grands centres de consommateurs, a été plus particulièrement frappé par les hausses de transports intervenues ces derniers temps. Le manque d'énergie de toute sorte : charbon, gaz, pétrole, etc., fait que les industriels modernes boudent le département. Le port de Port-Vendres qui était une grande porte ouverte vers l'Afrique et l'Orient, a perdu son importance. La sévère concurrence en provenance d'Italie, pays du Marché commun, de Grèce, d'Espagne et du Portugal, enlève au département des Pyrénées-Orientales le caractère primeur de ses fruits et légumes. Quant aux vins de haute qualité produits dans les Pyrénées-Orientales, ils perdent chaque jour un peu plus, du fait de la concurrence étrangère, la place qu'ils s'étaient faite au cours des derniers siècles. C'est surtout le cas pour les vins doux naturels, Banyuls, muscat de Rivesaltes, etc. La mise en place définitive du Marché commun agricole risque de porter le coup de grâce à l'économie agricole du département. L'application de la T. V. A. à tous ces produits rend par ailleurs leur commercialisation plus difficile. Déjà l'endettement des paysans a atteint des proportions incompatibles avec une économie normale. Le montant des seuls prêts consentis par le Crédit agricole mutuel des Pyrénées-Orientales aux agriculteurs ou assimilés, individuels et collectifs, atteignit entre le 1^{er} janvier 1967 et le 1^{er} octobre 1967 plus de 21 milliards d'anciens francs. L'endettement des seuls viticulteurs atteignait au 31 janvier 1968, moyen terme et long terme, 16 milliards d'anciens francs. Les seuls producteurs de V. D. N. dont la production familiale représente 95 p. 100 du total, avaient emprunté au 31 janvier 1968 au crédit agricole plus de 10 milliards d'anciens francs. Aussi l'exode rural prend en ce moment des proportions alarmantes, et l'on assiste à un vieillissement de la population qui risque à la longue de bouleverser toutes les données sociales antérieures. Un très grand nombre d'artisans et d'industriels petits et moyens, eux aussi victimes d'un endettement démesuré, se voient obligés de fermer leurs établissements. Si à cela on ajoute le fait qu'on détruit les pommes au fuel, qu'on rejette la sardine à la mer, alors on a une idée de la situation économique qui prévaut en ce moment dans les Pyrénées-Orientales. Il lui demande : 1° si le Gouvernement a conscience de cette situation ; 2° ce qu'il compte décider pour y mettre un terme ; en attendant d'abord les conséquences et, ensuite, en créant les conditions d'une vraie relance économique et de plein emploi, notamment en faveur des jeunes.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

7994. — 22 mars 1968. — **M. Cermolacce** expose à **M. le ministre des transports** que les personnels du service national de la météorologie ont émis un certain nombre de critiques à l'égard du projet gouvernemental qui vise à créer à Toulouse un centre de recherche atmosphérique. En effet, il est à craindre que la création de ce centre n'entraîne une coupure entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, ce qui serait extrêmement néfaste pour le développement de la science météorologique. Par ailleurs, le personnel du corps supérieur du service national de la météorologie n'admet pas d'être tenu à l'écart de la réalisation du projet en question, ou que la participation à titre individuel d'ingénieurs de la météorologie nationale aux travaux du centre de Toulouse puisse conduire à un démantèlement du service national. Il lui demande : 1° de lui indiquer les conditions dans lesquelles est envisagée la création du centre de recherche atmosphérique de Toulouse ; 2° s'il entend tenir compte des observations critiques et des suggestions formulées à l'égard de ce projet par le syndicat national de la météorologie C. G. T. ; 3° si le Gouvernement n'entend pas faire enfin inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la proposition de loi n° 197 déposée par le groupe communiste le 1^{er} juillet 1967 et qui tend en particulier à l'établissement d'un statut du service météorologique français.

8006. — 22 mars 1968. — **M. Waldeck Rochet** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que la direction de la Société de construction mécanique de Stains (S. C. M. S.), département de la Seine-Saint-Denis, a annoncé qu'elle prévoyait de fermer ses portes à partir du 30 juin prochain, la moitié du personnel devant être licencié à cette date et l'autre moitié en septembre. Ainsi, plus de 400 travailleurs sont menacés de perdre leur emploi. L'annonce de cette décision a provoqué un légitime mécontentement non seulement du personnel de la S. C. M. S. mais de toute la population de

Stains et des localités avoisinantes qui s'élève avec vigueur contre les fermetures d'usines réalisées en application de la politique gouvernementale dite de « décentralisation industrielle » de la région parisienne. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour maintenir dans leur emploi les 400 travailleurs de la S. C. M. S.

8067. — 26 mars 1968. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que, deux ans bientôt après sa promulgation, la loi n° 66-599 du 12 juillet 1966, relative à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, n'a pas reçu encore tous les décrets d'application permettant aux personnes intéressées d'en bénéficier. Il lui en demande les raisons et le prie de préciser la date à laquelle la loi pourra enfin bénéficier aux intéressés.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans le négatif, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

AFFAIRES ETRANGERES

8123. — 28 mars 1968. — **M. Bourgoïn**, se référant à la recommandation n° 507 relative à la politique spatiale européenne et aux applications des satellites qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 29 janvier 1968, demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si le Gouvernement est prêt à donner comme instruction à son représentant permanent au comité des ministres du Conseil de l'Europe de voter en faveur des demandes contenues dans cette recommandation.

8127. — 28 mars 1968. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1° s'il a connaissance de la présence de jeunes Français des deux sexes, parfois mineurs, qui s'adonnent à la drogue dans les rassemblements « hippies » de Kathmandou au Népal et de différents centres de l'Inde. Dans ce cas, s'il peut les recenser et en faire connaître le nombre ; 2° de faire connaître les conditions dans lesquelles des personnes peuvent se rendre jusqu'à ces pays et d'indiquer si elles sont en règle avec la législation en usage : délivrance de passeports, visas, etc., ainsi que leurs conditions matérielles de vie et d'existence ; 3° quelles mesures il envisage de prendre, en accord avec les autres départements ministériels, intéressés, pour : a) surveiller et éventuellement rapatrier ces ressortissants ; b) mettre en garde ceux et celles qui, attirés par un idéal philosophique ou par l'esprit d'aventure, ne deviennent en réalité, la plupart du temps, que de pauvres intoxiqués, vivant dans un état de déchéance physique et d'abrutissement total, parfois irrécupérables médicalement ; c) contrôler, par tous les moyens appropriés, les départs et les séjours prolongés de nos ressortissants, notamment des ressortissants mineurs.

AFFAIRES SOCIALES

7996. — 22 mars 1968. — **M. Bertrand** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que le décret n° 65-400 du 24 mai 1965, portant application de l'accord franco-algérien du 16 décembre 1964 relatif aux régimes complémentaires de retraite, prescrivait certaines dispositions favorables aux bénéficiaires de retraites complémentaires. Toutefois, ces mesures étaient assorties de forclusions fixées au 1^{er} juillet 1966. Les travailleurs concernés, qui ont atteint l'âge de 55 ans peu de temps après le 1^{er} juillet 1966, se voient contraints à continuer de travailler jusqu'à l'âge de 65 ans, sans que pour autant la retraite qui leur sera servie dans dix ans se trouve valorisée par ces dix années supplémentaires de cotisations. En conséquence, il lui demande s'il ne lui semble pas équitable de lever les forclusions attachées au décret 65-400 du 24 mai 1965, de façon à permettre au plus grand nombre possible de rapatriés de bénéficier des dispositions de ce texte.

7997. — 22 mars 1968. — **M. Dalze** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la nécessité de procéder à une réforme démocratique du contentieux de la sécurité sociale, afin d'atteindre les buts qui avaient été fixés en 1946 à cette institution. L'importance de ce problème est soulignée par le nombre des intéressés puisqu'il concerne 480 000 mutilés du travail, assurés sociaux, invalides civils et leurs ayants-droit. Il lui demande quels sont éventuellement les projets gouvernementaux en ce domaine.

8009. — 22 mars 1968. — **M. Maroselli** indique à **M. le ministre des affaires sociales** que l'application de la taxe à la valeur ajoutée, au taux de 6 p. 100, aux produits de grande consommation (produits d'alimentation courante) a entraîné des conséquences particulièrement douloureuses sur le niveau de vie des personnes âgées, spécialement celles qui bénéficient des allocations servies par le Fonds national de solidarité. Il lui fait observer, en effet, que le taux des allocations qui leur sont servies par l'Etat a été fixé, avec plusieurs années de retard, en référence avec les recommandations arrêtées par la commission d'étude des problèmes de la vieillesse dite « Commission Laroque » mais que celui-ci ne correspond absolument plus aux charges réelles qui pèsent sur les consommateurs et particulièrement sur les vieillards. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il compte prendre : 1° pour ajuster, dans les plus brefs délais, les allocations servies aux vieillards de façon à ce qu'il soit tenu compte des incidences dramatiques de l'application de la taxe à la valeur ajoutée aux produits alimentaires de consommation courante ; 2° pour demander la réunion d'une nouvelle commission d'étude qui réévalue les charges réelles qui pèsent sur les vieillards et qui élabore un nouveau plan permettant une progression régulière et réaliste des allocations servies, notamment, par les organismes de sécurité sociale et le Fonds national de solidarité.

8012. — 25 mars 1968. — **M. de Broglie** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la pénurie en personnel de cadre A du service général de l'action sanitaire et sociale de Haute-Normandie. Il lui expose que les effectifs théoriques de ce service prévoient un directeur et un inspecteur, mais que le poste de directeur est, en fait, vacant depuis courant 1965, et que celui d'inspecteur n'a jamais été pourvu depuis sa création, le 30 juillet 1964. Les postes de médecin inspecteur régional de la santé et de médecin inspecteur régional adjoint de la santé pour la même région sanitaire sont également vacants, et ainsi ce service régional de l'action sanitaire et sociale se trouve totalement dépourvu de fonctionnaires de cadre A. Il lui demande, dans ces conditions : 1° pour quelles raisons impérieuses le poste d'inspecteur vacant dans ce service n'a pas été offert aux inspecteurs stagiaires récemment sortis de l'Ecole nationale de la santé publique — au nombre de trente-deux — et affectés en poste à compter du 1^{er} février, alors que quatre postes ont été offerts dans des services régionaux de l'action sanitaire et sociale dont la situation certes était digne d'intérêt mais ne paraissait cependant pas présenter la même crise aiguë que celle de celui de Haute-Normandie ; 2° s'il compte offrir de toute urgence ce poste, par voie de mutation, aux inspecteurs récemment issus de l'Ecole nationale de la santé publique.

8030. — 25 mars 1968. — **M. Vignaux** expose à **M. le ministre des affaires sociales** à quel point est nécessaire un statut accordant aux médecins des hôpitaux psychiatriques une situation identique à celle de leurs confrères exerçant à plein temps dans les autres établissements hospitaliers. Ce statut leur est promis depuis longtemps. Un projet a été élaboré en ce sens et transmis il y a environ deux ans à **M. le ministre des finances**. Depuis les intéressés attendent en vain sa promulgation. Pour pallier en partie l'infériorité de leur rémunération ils bénéficiaient d'une prime compensatrice servie par les organismes régionaux de sécurité sociale. Dans le Gers, elle ne leur est plus accordée depuis 1966. Ces retards et attermoissements ont amené leur syndicat à déclencher il y a quelques mois une action revendicative nationale de grève administrative. Par voie de conséquence, les agents de toutes catégories de l'hôpital psychiatrique ont observé récemment des arrêts de travail limités pour demander la réunion des commissions paritaires et le paiement de la prime de service 1967 qui aurait dû être versée au plus tard au mois de février. Solidaires dans leur tâche comme ils le sont dans leurs revendications, médecins et agents subissent les conséquences de l'incompréhension gouvernementale. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre afin que soit mis un terme au malaise de la psychiatrie française du secteur public : 1° par la promulgation du statut concernant les médecins déposé depuis environ deux ans au ministère des finances ; 2° par le versement du rappel des primes compensatrices précédemment versées aux médecins ; 3° par le règlement immédiat aux agents de la prime de 1967 sur la base provisoire de la dotation de 1966.

8037. — 25 mars 1968. — **M. Sénés** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que, bien qu'elle ait été votée depuis bientôt deux années, la loi n° 86-509 du 12 juillet 1966, relative à l'assurance maladie et à l'assurance maternité des travailleurs non-salariés des professions non-agricoles n'est toujours pas entrée en application et que, en conséquence, les artisans, commerçants, industriels et membres des professions libérales ne peuvent encore bénéficier des avantages de la sécurité sociale. Dans ces conditions, il lui demande à quelle date la loi susvisée pourra entrer en application et s'il n'estime pas nécessaire, pour le cas où les services demanderaient encore de nombreux mois pour élaborer les textes d'application, d'accélérer la mise en route du régime, par une entrée en vigueur au moins partielle des dispositions législatives pour lesquelles les textes réglementaires ont déjà été publiés.

8041. — 25 mars 1968. — **M. Delelis** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que différents receveurs d'établissements hospitaliers du département du Pas-de-Calais ont refusé le mandatement de leur traitement, fin janvier, aux différents personnels auxiliaires des hôpitaux publics en application de l'instruction n° 68.8 MO du 22 janvier 1968 du ministère des finances aux receveurs des hôpitaux reprenant la circulaire n° 443 du 27 novembre 1967 du ministère des affaires sociales fixant à 10 p. 100 des crédits de paiement des personnels titulaires et stagiaires, le pourcentage autorisé de crédits servant à rémunérer les personnels auxiliaires. Seule l'intervention de **M. le préfet du Pas-de-Calais** a permis à un centre hospitalier important de régler la mensualité desdits personnels, mais de pareils incidents risquent de se reproduire prochainement dans d'autres hôpitaux publics, les directeurs de ceux-ci ayant reçu des injonctions écrites des receveurs hospitaliers. Tout en ne méconnaissant pas l'utilité absolue de fixer aux hôpitaux publics un certain pourcentage de crédits servant à la rémunération de personnels auxiliaires (mesures qui avaient été prises pour inciter les établissements à titulariser de nombreux agents), il pense qu'il faudrait néanmoins ne pas fixer un pourcentage aussi bas qui risque d'être très difficile à appliquer dans certains établissements au cas où un absentisme important survenant par maladie d'agents titulaires obligerait les directeurs d'hôpitaux à recruter des agents auxiliaires en plus grand nombre afin d'assurer le fonctionnement régulier des services hospitaliers. Il lui demande donc s'il ne serait pas opportun de porter le pourcentage en question de 10 à 15 p. 100 ce qui paraît plus proche de la réalité quotidienne et, en outre, qu'en tout état de cause, le pourcentage retenu soit appliqué annuellement et non pas, ainsi que semble le penser le ministère des finances, par procédé des douzièmes, les effectifs d'agents à remplacer pouvant varier d'un mois à l'autre.

8043. — 25 mars 1968. — **M. Sudreau** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur l'incapacité où se trouvent un certain nombre de personnes âgées, pensionnaires dans des maisons de retraite, de faire face aux majorations importantes des frais de séjour intervenues depuis quelques années. En effet, les intéressés ne disposent pour la plupart que de revenus fixes dont l'évolution ne suit pas la hausse du coût de la vie. Il lui demande si la prise en charge sur fonds publics de la différence entre les ressources des intéressés et les frais de leur séjour en maison de retraite est envisagée, de manière à permettre aux personnes âgées, victimes de la dépréciation monétaire, de finir leurs jours dans le cadre qu'elles ont choisi.

8047. — 25 mars 1968. — **M. Darras** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les cas d'injustice qu'entraîne une application trop stricte de la législation sur les maladies professionnelles : contrairement aux accidents de travail (où le malade ou ses ayants droit bénéficient de la présomption d'origine) dans le cas d'une maladie professionnelle, l'ayant droit doit apporter la preuve de la relation de causalité. Par exemple, les veuves d'ouvriers mineurs atteints de silicose ne peuvent bénéficier d'une pension que dans le cas où le décès est nettement imputable à la maladie professionnelle. Il lui demande s'il ne pense pas que les veuves d'ouvriers mineurs silicosés devraient continuer à bénéficier de la rente de leur conjoint quelle que soit la cause du décès de celui-ci.

8049. — 25 mars 1968. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que, depuis cinquante ans, la longévité en France a notablement augmenté. Cependant, il semble que certaines maladies inconnues ou presque, autrefois, existent maintenant. Il lui demande s'il peut lui donner les statistiques des causes de décès, d'une part pour les alentours de 1900, et d'autre part pour la période actuelle.

8050. — 25 mars 1968. — **M. Schloesing** demande à **M. le ministre des affaires sociales** de lui indiquer le nombre de donneurs de sang par département, et le pourcentage de donneurs de sang par rapport à la population totale de chaque département.

8055. — 25 mars 1968. — **M. Mermaz** demande à **M. le ministre des affaires sociales** s'il est exact que les caisses de sécurité sociale et les mutuelles ne doivent pas retenir, pour le décompte des prestations maladie remboursées aux assurés sociaux, en cas d'hospitalisation, le montant de la T.V.A. appliquée aux taux de 13,7 ou de 16,66 suivant qu'elle s'applique au prix de journée des chambres, au forfait pour salle d'opération ou au coût des médicaments. Un assuré social, hospitalisé le 20 novembre, opéré une première fois le 27 novembre, une seconde fois le 19 décembre, qui a quitté l'établissement d'hospitalisation le 2 janvier 1968, s'est vu réclamer, au titre de la T.V.A., la somme de 519 francs, pour toute la durée du séjour dans cet établissement, parce que la note lui avait été présentée le 2 janvier 1968. Les contributions indirectes consultées ont confirmé que le service comptabilité de l'établissement avait eu raison de calculer ainsi la T.V.A. Mais la sécurité sociale et la mutuelle chirurgicale ne la prennent pas en charge. Il lui demande s'il compte revoir cette question, car laisser à la charge des malades la totalité de la T.V.A. serait créer un impôt sur la maladie.

8057. — 25 mars 1968. — **M. Mermaz** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la situation des enfants de plus de 16 ans ayant arrêté leurs études et se trouvant sans travail. Aux termes de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale les enfants de moins de 20 ans poursuivant leurs études sont considérés comme étant à la charge de l'assuré et bénéficient comme ayants droit des prestations de sécurité sociale. Un certificat de scolarité est exigé entre 16 et 20 ans. On se trouve actuellement devant le cas suivant qui se rencontre fréquemment : des enfants de 16, 17 ou 18 ans cessent leurs études pour entrer dans la vie active. Compte tenu de la situation économique actuelle, ils ne trouvent que très difficilement du travail et restent quelquefois de nombreux mois inactifs. Ne pouvant fournir de certificat de scolarité, ils ne peuvent être pris en charge sur le compte de leurs parents. Les textes actuels ne leur permettent pas d'adhérer à l'assurance volontaire ; en effet, seuls les enfants de plus de 20 ans continuant leurs études, sans avoir qualité d'étudiant, peuvent bénéficier de l'assurance volontaire. Ces jeunes gens ont la faculté, et c'est ce qu'ils font dans la plupart des cas, de se faire inscrire comme demandeurs d'emploi, mais le fait de se faire inscrire ne leur donne pas la qualité d'assuré social. Cette inscription ne fait que maintenir des droits pour des personnes ayant déjà travaillé et ayant de ce fait la qualité d'assuré social. En conséquence, en l'état actuel des textes, il est absolument impossible de prendre en charge ces jeunes gens. Il semble que deux solutions pourraient être envisagées : 1° donner la possibilité aux jeunes gens cessant leurs études et se trouvant provisoirement sans travail, d'adhérer à l'assurance volontaire, ou 2° considérer comme ouvrant des droits une inscription comme demandeur d'emploi pour des jeunes gens ayant cessé leurs études et se trouvant sans travail. Cette inscription pourrait aussi servir à maintenir des droits comme ayant droit sur le compte de parents assurés. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre.

8074. — 26 mars 1968. — **M. Boucheny** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que la décision de se donner une filiale est de toute évidence une décision importante en ce qui concerne la gestion et la marche générale d'une entreprise. Il en est ainsi dans le cas du protocole d'accord signé par la S. N. E. C. M. A. et faisant de la Société d'exploitation des matériels Hispano-Suiza (S. E. M. H. S.) une filiale de la société nationalisée. Cette décision fait entrer au conseil d'administration de la S. N. E. C. M. A. des représentants du Holding l'Alsacienne de constructions mécaniques et accroît ainsi l'influence d'intérêts privés au sein de la société nationalisée. La forme et la structure des effectifs de la S. N. E. C. M. A. sont ainsi modifiés par le rattachement du personnel de la S. E. M. H. S. ; c'est là d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le Holding l'Alsacienne de constructions mécaniques a accepté de se séparer de la S. E. M. H. S. qui, en difficulté, avait dû réduire son personnel de huit cents personnes dans la seule année 1967. La S. N. E. C. M. A., pour assurer le financement de l'usine de Bois-Colombes, devra fournir des charges de travail suffisantes et ne pourra le faire qu'au détriment de ses propres charges. Elle sera contrainte d'accroître son endettement en finançant par l'emprunt les investissements indispensables à la modernisation des usines appartenant à la S. E. M. H. S. L'expérience du rattachement à la S. N. E. C. M. A. en 1963, sur instruction du Gouvernement, de l'arsenal du Havre qui a constitué la filiale Compagnie normande de mécaniques de précision, montre les incidences profondes sur la marche générale de l'entreprise qui résultera pour la S. N. E. C. M. A. de la

gestion d'une nouvelle filiale Celle-ci s'inscrit certes dans les directives de restructuration de l'industrie aéronautique préconisée par le ministre des armées et il est par ailleurs indéniable que la filiale devra avoir, si elle est constituée, son propre comité d'établissement, mais il n'est pas possible de considérer la décision de constituer une filiale comme une « mesure très latérale » sur laquelle le comité central d'entreprise n'aurait pas à être informé ni consulté. Cette appréciation de la direction générale de la S. N. E. C. M. A. qui traduirait ainsi l'argumentation ministérielle est sans conteste en contradiction avec la loi du 18 juin 1966 et avec la circulaire ministérielle du 1^{er} septembre 1967. Il lui demande s'il entend bien veiller à l'application, dans le cas considéré, des dispositions législatives en vigueur et des instructions générales de la circulaire précitée, afin de ne pas être en contradiction avec le vœu ministériel formulé le 12 mai 1966 « d'associer les salariés, par l'intermédiaire de leurs représentants, à la marche générale de l'entreprise et susciter un dialogue permanent une coopération concrète et fructueuse ».

8076. — 25 mars 1968. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la situation des ouvrières et des ouvriers de l'entreprise de confection Sonoco à Oissel. La direction vient de signifier leur licenciement à 43 salariés sur les 200 que compte l'entreprise. Les raisons invoquées sont la diminution des commandes et les difficultés financières résultant des délais de règlement de celles-ci par l'administration militaire. La direction n'a pas démenti les bruits concernant de nouvelles compressions de personnel. Cependant, dans la semaine précédant l'annonce de ces licenciements, certains ateliers effectuaient encore des heures supplémentaires et la direction faisait exécuter une partie de la production à l'extérieur de l'entreprise. Etant donné la situation difficile de l'emploi et le développement du chômage, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire droit aux légitimes revendications du personnel, c'est-à-dire : 1° qu'aucun licenciement ne soit effectué sans en connaître les raisons précises ; 2° dans le cas de reclassement de certaines ouvrières, que soient assurées la garantie de l'emploi, des ressources et de l'ancienneté, avec une indemnité de transport s'il y a lieu et la garantie de pouvoir réintégrer l'entreprise dès que possible ; 3° la garantie de l'emploi et des ressources pour tous, sur la base des 40 heures.

8078. — 26 mars 1968. — **M. Morillon** expose à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** la situation alarmante du point de vue de l'emploi des ateliers S. N. C. F. d'Épernay. Ces grands ateliers qui avaient un effectif de 1.700 agents en 1947, 1.100 en 1966, en sont maintenant à 900. Les agents partant en retraite — 50 d'ici la fin de 1968 et 50 en 1969 — ne sont pas remplacés. Actuellement, faute de travail, 33 agents sont déplacés ; parmi ceux-ci de jeunes ouvriers professionnels P 3 sont occupés dans les gares ou sur la voie. Le centre d'apprentissage de ces ateliers qui compte actuellement 40 apprentis et 6 agents d'encadrement, doit être fermé. Cette situation cause une grande inquiétude à Épernay. En effet, il n'existe pratiquement aucune possibilité d'emploi dans la localité et la liquidation de ces ateliers serait une catastrophe. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas, en accord avec son collègue des transports, prendre des mesures afin de maintenir une activité normale à ces ateliers, nécessaire à la vie économique de la cité.

8079. — 26 mars 1968. — **M. Morillon** expose à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** que les grands magasins Galeries Lafayette ont installé à Châlons-sur-Marne un service de vente par correspondance qui occupe actuellement 612 travailleurs. Or, la création de ce service ne semble pas avoir répondu aux espoirs de cette firme, car il est question de sa fermeture et de son déplacement. Cette solution serait catastrophique pour les 612 travailleurs qu'elle occupe, les possibilités d'emplois étant rares dans cette localité. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas intervenir pour faire rapporter cette décision.

8083. — 26 mars 1968. — **M. Doize** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** la situation difficile dans laquelle se trouvent les travailleurs de la métallurgie marseillaise du fait de l'augmentation du chômage et de la réduction massive des heures de travail. D'après ces indications, le chômage officiel touchait, au 31 décembre 1967, 1.062 ouvriers de la métallurgie à Marseille ; au 31 janvier 1968, il y avait 1.198 chômeurs dans cette même corporation. Un grand nombre d'entreprises ont réduit leurs horaires à 40 heures. Il en résulte, pour les travailleurs, une baisse importante de leur salaire et, par voie de conséquence, du pouvoir d'achat de leur famille. Il lui demande de lui faire connaître les initiatives qu'il compte prendre pour mettre en demeure les employeurs d'accorder à leurs salariés une indemnité compensatrice pour réduction d'horaires afin que leur pouvoir d'achat ne soit pas affecté.

8084. — 26 mars 1968. — **M. Morillon** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que les agents de traction de la C. G. T. V. N. se trouvent menacés de licenciement dans des conditions particulièrement inadmissibles. En effet, en l'état actuel de la législation, ils ne pourront bénéficier des indemnités consenties par le fonds national de l'emploi. La commission permanente du comité supérieur de l'emploi, a toutefois émis un avis favorable à la conclusion d'une convention de coopération d'allocation spéciale entre le fonds national de l'emploi et la C. G. T. V. N. Les effets de cette convention ont cependant été limités aux départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et du Nord ; en outre le droit à l'obtention des indemnités de préretraite a été fondé sur un critère d'âge (60 à 65 ans), sans qu'il soit tenu compte de l'ancienneté à la compagnie. Le caractère restrictif de cette convention porte un grave préjudice aux agents de traction des départements qui ne sont pas concernés par l'accord en question, ainsi qu'à ceux qui, sans avoir atteint l'âge de 60 ou 65 ans au moment de leur mise à la retraite anticipée auront travaillé de très nombreuses années à la compagnie. Il lui demande : 1° s'il entend, ainsi que la loi l'y autorise, étendre à l'ensemble des agents de traction de la C. G. T. V. N., le bénéfice de la convention passée entre cette compagnie et le fonds national de l'emploi ; 2° s'il ne lui paraît pas équitable de tenir compte pour l'attribution de la préretraite, à la fois de l'âge de l'agent et du temps qu'il a passé au service de la compagnie.

8086. — 26 mars 1968. — **M. Combrisson** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n'ayant pas eu d'effet rétroactif, les personnes victimes d'accidents du travail, survenus avant la date d'entrée en vigueur de ce texte, n'ont pu bénéficier des dispositions qu'il contenait. Les intéressés subissent ainsi un grave préjudice, les pensions d'invalidité qui leur sont versées étant très nettement inférieures à celles qui leur auraient été attribuées sous l'emprise de la loi du 30 octobre 1946. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable d'étendre à tous les accidents du travail, le bénéfice des dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946.

8087. — 26 mars 1968. — **M. Ducoloné** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que par un avenant n° 10 du 7 janvier 1966, à l'accord du 8 décembre 1961, il avait été admis que les experts comptables et directeurs de sociétés financières, devraient faire adhérer leur personnel à un régime de retraite complémentaire. Cette mesure était vivement souhaitée par tous les intéressés et la signature de ces accords fut saluée avec satisfaction par les personnels des cabinets d'experts comptables et des sociétés financières. Cependant, l'entrée en application de ces accords, se trouve retardée par le fait que l'approbation du ministère des affaires sociales se fait attendre. Il lui demande à quelle date il compte rendre applicables les accords en cause.

8090. — 26 mars 1968. — **M. Jacques Maroselli** demande à **M. le ministre des affaires sociales** de lui faire connaître : 1° le nombre de jeunes demandeurs d'emploi qui n'ont pu trouver de travail au 31 mars 1968 étant entendu qu'il s'agit de jeunes gens ou jeunes filles non compris dans les statistiques officielles du chômage parce qu'ils n'ont encore jamais été salariés ; 2° parmi eux le nombre et le pourcentage de ceux qui sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, secondaire, d'un titre de l'enseignement technique ou professionnel ; 3° les mesures qui ont été ou vont être prises pour offrir ou attribuer à ces jeunes gens et jeunes filles lorsqu'ils sont demandeurs d'emploi et lorsqu'ils se font inscrire dans les bureaux de placement, soit un emploi, soit lorsque le marché du travail ne comporte pas de disponibilités, des prestations du type de celles qui sont versées aux chômeurs ; 4° les renseignements visés au premier et au deuxième paragraphe individualisés pour chacun des quatre départements de la région de programme de Franche-Comté.

8093. — 27 mars 1968. — **M. Charret** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la convention conclue le 20 février 1968 entre la fédération des syndicats pharmaceutiques de France et la caisse nationale d'assurance maladie, convention aux termes de laquelle les pharmaciens d'officine feraient bénéficier la sécurité sociale d'une ristourne de 2,5 p. 100 sur le prix des médicaments vendus aux assurés sociaux. La convention prévoit qu'elle sera applicable si 80 p. 100 au moins des pharmaciens d'officine donnent leur adhésion à l'accord intervenu. Cette adhésion devant être donnée dans le délai d'un mois, à partir du 20 février, il lui demande : 1° quel est le pourcentage des pharmaciens d'officine qui se sont engagés personnellement à respecter ladite convention ; 2° si les pouvoirs publics envisagent des sanc-

tions à l'égard des pharmaciens refusant d'adhérer à l'accord envisagé ; 3° si ces mesures de rétorsion sont effectivement à l'étude, quelle argumentation, d'ailleurs difficilement concevable, pourrait justifier des sanctions éventuelles.

8097. — 27 mars 1968. — **M. Le Bault de la Morinière** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** qu'en application du décret n° 67-806 du 25 septembre 1967 fixant les conditions d'attribution des allocations d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, sont, en particulier, considérés comme involontairement privés d'emploi, les jeunes gens des deux sexes âgés de 17 ans au moins qui ont terminé leurs études depuis moins d'un an, et sont inscrits depuis plus de six mois comme demandeurs d'emploi sans qu'il ait été possible de leur en procurer un. Le premier de ces délais est toutefois augmenté d'une durée égale à celle du service militaire obligatoire pour les jeunes gens incorporés à l'expiration de leurs études. Par ailleurs, l'article 3 du même texte dispose que ne peuvent bénéficier de l'aide publique aux travailleurs sans emploi, les personnes qui ne peuvent justifier avoir accompli 150 heures de travail salarié au cours des douze mois qui précèdent leur inscription comme demandeurs d'emploi, sous réserve des dispositions précédemment rappelées concernant les jeunes gens de 17 ans au moins. Du fait des mesures ainsi exposées, un jeune homme ayant obtenu son C. A. P. de coiffeur pour dames et étant sous contrat d'apprentissage au moment de son départ au régiment, chômeur depuis la fin de ses obligations militaires, le 31 décembre 1967, ne peut bénéficier des allocations d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi avant un délai de six mois. Il est extrêmement regrettable qu'après avoir accompli ses obligations militaires, un jeune garçon chômeur à son retour du régiment, ne soit pas accueilli dans la vie civile par une aide de l'Etat qui, dans ces circonstances, serait parfaitement justifiée. Il lui demande, en conséquence, s'il compte modifier les dispositions du décret du 25 septembre 1967, de telle sorte que les jeunes gens se trouvant dans la situation qui vient d'être exposée puissent, dès leur libération du service militaire, prétendre aux allocations d'aide publique aux travailleurs sans emploi.

8098. — 27 mars 1968. — **M. Tricon** expose à **M. le ministre des affaires sociales** tout l'intérêt qu'ont les médecins à voir tous leurs titres hospitaliers ou universitaires appréciés de façon exacte lors de concours hospitaliers, commissions de droit et de dépassement, etc. Si certains titres ne peuvent prêter à discussion, certains autres, en particulier ceux qui concernent les spécialistes, peuvent donner lieu à interprétations diverses. C'est le cas, par exemple, des anciens médecins du centre hospitalier des Quinze-Vingts, dont la réputation n'est plus à faire. L'analyse de divers textes relatifs au statut du personnel médical des hôpitaux publics donne certaines précisions. Ce sont : a) le décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960, modifié par le décret n° 62-398 du 7 avril 1962, articles 63 et 67 ; b) le décret n° 61-946 du 24 août 1961, article 43, alinéa f ; c) le décret n° 63-741 du 22 juillet 1963 modifié par le décret du 19 août 1966, article 3, alinéas 5 et 6 ; d) l'arrêté du 25 novembre 1967. Il ressort de ces textes que le législateur a désiré assimiler le titre d'ancien chef de clinique (ancien régime) et assistant (nouveau régime) à celui d'assistant des hôpitaux des villes de faculté, de médecin des hôpitaux des villes autres que faculté, aux professeurs agrégés du service de santé, etc. Par ailleurs, le titre d'ancien assistant (ancien régime) ou interne (nouveau régime) serait l'équivalent d'interne des hôpitaux de villes de faculté et d'interne de la région de Paris. Il lui demande donc : 1° s'il peut lui confirmer, comme c'est probable, cette interprétation des textes existants ; 2° comment on doit interpréter ces textes en ce qui concerne le titre d'ancien chef de clinique adjoint (ancien régime). Ce titre et cette fonction ont disparu depuis 1958. Le fait que deux concours ont été nécessaires pour l'obtenir semble l'apparenter plus au titre d'ancien chef de clinique (ancien régime) qu'à celui d'assistant (ancien régime). Il semble que ce soit le vœu de l'association des anciens médecins de l'hôpital des Quinze-Vingts.

8103. — 27 mars 1968. — **M. Rossi** demande à **M. le ministre des affaires sociales** s'il n'a pas l'intention de faire paraître prochainement le décret qui, aux termes de l'article 8 de l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 portant généralisation des assurances agricoles volontaires pour la couverture du risque maladies et des charges de maternité, doit fixer les modalités d'application de ladite ordonnance.

8113. — 28 mars 1968. — **M. Westphal** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** que les non-salariés des professions non agricoles attendent depuis le 12 juillet 1966 la mise en œuvre du régime d'assurance maladie et maternité prévu en leur faveur par la loi n° 66-509 promulguée à cette date. De nombreuses questions écrites lui ont été posées lui demandant quand le nouveau régime

entrerait en vigueur. Les réponses, très circonstanciées, à ces questions faisaient état des difficultés rencontrées pour l'élaboration des textes à prendre et précisaient que la consultation des organisations professionnelles intéressées avait retardé la mise en œuvre de ce régime d'assurance maladie. Il lui demande s'il peut lui indiquer de la manière la plus précise possible, la date à partir de laquelle les cotisations d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles seront appelées et, par voie de conséquence, à partir de quelle date les intéressés pourront bénéficier des prestations prévues en leur faveur.

8116. — 28 mars 1968. — **M. Léon Feix** signale à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** la provocation dont a été victime ces jours derniers un agent technique de la Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (S. A. G. E. M.) d'Argenteuil (Val-d'Oise). Ce technicien s'est vu reprocher par la direction de la société une « faute grave » — prétendue perte de document « confidentiel sur le plan industriel » — et a été immédiatement licencié. Or, aucune preuve n'existe de la perte de quelque document que ce soit par l'agent intéressé. Par ailleurs, le document en question n'est nullement secret, plusieurs exemplaires se trouvant en circulation dans l'usine. Il s'agit en réalité d'une machination de la direction de la S. A. G. E. M. en vue de se débarrasser d'un militant syndicaliste qui devait être candidat aux prochaines élections de délégués du personnel. C'est ce qui explique l'indignation des travailleurs de la S. A. G. E. M. qui s'est notamment traduite le 25 mars par un puissant arrêt de travail affectant toutes les catégories du personnel. Il lui demande s'il compte prescrire d'urgence l'enquête qui s'avère indispensable pour laver le technicien injustement sanctionné de tout soupçon et le réintégrer dans ses droits.

8124. — 28 mars 1968. — **M. Griotteray** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** qu'aucune loi ne rend obligatoire la quatrième semaine de congé payé. Certaines catégories de salariés, en particulier les V.R.P. du textile, ne bénéficient pas de cet avantage, ce qui crée une grave injustice sociale. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour qu'un régime identique soit appliqué à tous les salariés de l'industrie et du commerce.

AGRICULTURE

7999. — 22 mars 1968. — **M. Maroselli** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, bien que les dispositions de la loi du 8 avril 1962 et du décret du 6 mai 1963 fixant les règles d'attribution d'une indemnité viagère de départ aux cultivateurs âgés qui cessent leur exploitation et la cèdent à des agriculteurs ne prévoient aucun délai pour en demander le bénéfice, les services du ministère de l'agriculture ont donné des instructions aux inspecteurs des lois sociales en agriculture de rejeter les demandes de tout cultivateur n'ayant pas déposé son dossier dans les quinze mois suivant sa radiation de la caisse de mutualité sociale agricole. Etant donné que de nombreux cultivateurs âgés tombent sous le coup de cette décision dont ils n'ont pas eu connaissance, il lui demande s'il ne pourrait être admis que toutes les demandes d'indemnité viagère de départ rejetées par application de ces instructions ne seront pas frappées de forclusion et feront l'objet d'un nouvel examen.

8059. — 25 mars 1968. — **M. Cornut-Gentille** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les problèmes que pose actuellement aux producteurs de fleurs d'orangers de la région de Grasse l'écoulement de plus en plus difficile de l'essence de néroli, alors même que l'importance de la production diminue chaque année. C'est ainsi qu'en raison du stockage des quantités invendues et malgré les efforts financiers du Groupement interprofessionnel des fleurs et plantes aromatiques, ces producteurs n'ont perçu qu'un acompte sur la récolte 1967, et cela à la veille d'une nouvelle campagne. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures, pouvant aller jusqu'à la restriction de l'importation de l'essence de néroli, il compte prendre pour permettre l'écoulement de la récolte locale et, du même coup, sauvegarder la culture de l'oranger à fleurs dans la région.

8066. — 26 mars 1968. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conditions dans lesquelles sont délivrés les bons d'essence détaxée aux agriculteurs qui disposent de matériels munis de moteurs (tracteurs, faucheuses, motoculteurs, etc.). Il lui fait observer, en effet, que les contingents sont délivrés au vu de la superficie exploitée et de la consommation des matériels utilisés, mais qu'il n'est pas tenu compte, pour l'attribution, de l'état du terrain et notamment de la déclivité de certains champs. Or, dans les régions montagneuses, les travaux sur terrains en pente sont très fréquents, spécialement dans le Massif central et les moteurs doivent rouler à des vitesses moindres et faire un effort plus impor-

tant que sur terrain plat, ce qui entraîne un surcroît de consommation de carburant. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'envisage pas, pour l'an prochain, de modifier les conditions d'attribution de l'essence détaxée aux agriculteurs, de façon à tenir compte non seulement de la superficie à cultiver et des types des moteurs utilisés, mais également de la déclivité du terrain.

8088. — 26 mars 1968. — **M. Manceau** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en 1966, il avait attiré son attention sur les conditions dans lesquelles il avait été procédé, sur le territoire de la commune de Langon, à l'exécution des décisions de la commission départementale de remembrement d'Ille-et-Vilaine. Un certain nombre d'agriculteurs ayant contesté ces décisions, le préfet de ce département eut, en effet, devoir prendre un arrêté d'envoi en possession provisoire des parcelles contestées, qu'il fit occuper par la force et dont il fit détruire les cultures. Dans la réponse à cette question écrite, M. le ministre de l'agriculture avait alors approuvé sans réserve cette décision du préfet d'Ille-et-Vilaine. Or, dans un jugement rendu le 27 décembre 1967, le tribunal administratif de Rennes, sur la requête d'un des agriculteurs concernés, a annulé la décision contestée de la commission départementale de remembrement. Il apparaît ainsi clairement que la décision du préfet de faire occuper, par la force, les parcelles contestées, était pour le moins intempestive et de nature à porter le plus grave préjudice aux agriculteurs en cause. En conséquence, il lui demande 1° quelles mesures il envisage de prendre afin que ces agriculteurs soient indemnisés totalement pour les dommages subis; 2° s'il entend veiller à ce que la commission départementale d'Ille-et-Vilaine qui va être appelée prochainement à statuer sur le remembrement de la commune de Langon le fasse avec toute l'équité souhaitable et en tenant le plus grand compte des intérêts particuliers de chaque exploitant; 3° s'il entend demander l'inscription prochaine à l'ordre du jour du Parlement de la proposition de loi n° 404 déposée par le groupe communiste et tendant à modifier certains articles du titre premier du code rural relatifs aux opérations d'aménagement foncier et de remembrement.

8092. — 27 mars 1968. — **M. Bisson** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi de finances pour 1963 a prévu l'alignement progressif des prestations sociales servies dans le régime agricole des salariés sur celles du régime non agricole. Il appelle son attention, à cet égard, sur le fait que l'article 7 du décret du 20 avril 1950 modifié par le décret n° 56-968 du 28 septembre 1956 impose, pour que les frais d'une maternité soit remboursée par la Mutualité sociale agricole, que le salarié chef de famille justifie de 200 jours d'activité sur les 4 trimestres précédant celui de l'accouchement, dont 50 jours obligatoirement au cours du premier de ces 4 trimestres (ou, à défaut, 50 jours dans le trimestre précédent). C'est ainsi qu'en vertu de ce texte un assujéti à la Mutualité sociale agricole, précédemment artisan jusqu'en juin 1966, s'est vu refuser l'allocation de maternité à l'occasion de la naissance d'un enfant, né le 19 avril 1967. En application du texte précité, les 4 trimestres de référence étaient les deuxième, troisième et quatrième trimestres de 1966 et le premier trimestre de 1967. Or, cet assuré n'avait que 8 jours d'activité salariée agricole au cours du deuxième trimestre 1966 et, bien qu'il ait totalisé 200 jours sur les 4 trimestres, une des conditions réglementaires n'était pas réalisée et les services de la Mutualité sociale agricole ne pouvaient rembourser les frais de maternité. L'exposé de cette situation particulière permet de constater qu'il serait hautement équitable que les conditions d'ouverture du droit aux prestations des salariés agricoles soient assouplies. Les assemblées générales de la Mutualité sociale agricole insistent périodiquement et à juste titre sur ce problème. Il est, en effet, inéquitable que, dans le régime industriel et commercial, 60 heures pour le dernier trimestre suffisent pour ouvrir droit aux prestations, alors que, dans le régime agricole, il faut, selon les cas, 100 ou 200 jours, soit 800 ou 1.600 heures. Il lui demande s'il compte apporter toute son attention à cette question afin qu'en attendant l'harmonisation des conditions d'ouverture du droit aux prestations entre le régime agricole et le régime non agricole, soit publié un décret permettant l'octroi des prestations sur justification d'un temps de travail égal au quart de la période de référence au lieu des deux tiers actuellement exigés.

8104. — 27 mars 1968. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, sous l'empire de la législation d'aide aux travailleurs sans emploi, qui était en vigueur jusqu'au 30 septembre 1967, les salariés agricoles se trouvaient pratiquement exclus de cette aide — au moins dans la majorité des cas — du fait qu'ils résidaient dans des communes rurales, dans lesquelles n'avaient pas été institués un fonds de chômage. Le nouveau régime défini par l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 instituant une allocation d'aide publique en faveur de tous les travailleurs involontairement privés d'emploi, qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi auprès des services compétents, quel que soit le lieu de leur résidence,

devrait s'appliquer aux salariés agricoles aussi bien qu'à ceux de l'industrie et du commerce. Par contre, il ne semble pas que les dispositions du titre II de ladite ordonnance puisse, dans l'état actuel des textes, concerner les professions agricoles. Il lui demande s'il ne semble pas nécessaire de procéder à l'établissement d'un décret apportant aux dispositions de l'ordonnance du 13 juillet 1967 susvisée, les adaptations nécessaires à leur application aux salariés agricoles.

8105. — 27 mars 1968. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, d'après les renseignements qui lui sont parvenus, le déficit de la production porcine française par rapport à la consommation nationale a été de 65.000 tonnes en 1967. La consommation tend assez régulièrement à augmenter et les producteurs français sont découragés; ils comprennent mal le prix actuel d'orientation de la viande de porc et constatent avec amertume que les prévisions de prix d'orientation pour les deux prochaines campagnes sont stationnaires, ce qui correspond en réalité à une baisse du niveau réel des cours d'au moins 3 p. 100 l'an. Ils se demandent en particulier comment les éleveurs porcins des cinq autres pays de la Communauté peuvent arriver à vendre avec profit à des prix aussi bas. Il lui demande de lui indiquer si les coûts de production de nos voisins et partenaires sont plus bas que les nôtres et, plus particulièrement, quelles mesures il compte prendre pour que les aliments composés destinés aux porcins ne soient pas d'un prix plus élevé, à qualité égale, en France que dans les autres pays de la Communauté.

8121. — 28 mars 1968. — **M. Schloesing** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui préciser: 1° si une commune appartenant à un syndicat intercommunal d'assainissement de vallée peut se retirer de ce syndicat en cours de travaux de sa seule initiative et compromettre ainsi la bonne fin du projet; 2° si une commune peut unilatéralement décider la réduction de sa participation financière aux charges d'un syndicat intercommunal d'assainissement ou obtenir la modification des critères retenus pour la détermination de cette participation.

8128. — 28 mars 1968. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si devant les difficultés rencontrées par les agriculteurs dans l'application du régime de la T.V.A. il n'envisage pas de repousser à une date ultérieure la limite du délai d'option fixé annuellement au 1^{er} avril 1968.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

8013. — 25 mars 1968. — **M. de Broglie** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il n'estime pas possible et équitable d'attribuer l'affiliation automatique de la sécurité sociale aux ascendants de guerre, afin de donner aux parents de tués une situation égale à celle qui est faite sur ce point aux veuves de guerre.

ARMÉES

8010. — 22 mars 1968. — **M. Maroselli** demande à **M. le ministre des armées** de lui faire connaître à quelle date il compte déposer sur le bureau du Parlement le projet de loi nécessaire pour préciser les conditions d'application des dispenses du service national accordées à certains jeunes gens en application de l'article 19 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965.

8014. — 25 mars 1968. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre des armées** que dans sa réponse (*Journal officiel* du 2 mars 1968), à la question écrite n° 6205 posée par M. Ansquer, il avait indiqué que pouvaient être dispensés du service militaire les « jeunes gens ayant à leur charge des enfants ou une épouse inapte à travailler », qu'ils aient ou non été admis par décision préfectorale, à percevoir pour leur famille les allocations attribuées aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service national actif. Il lui demande s'il n'envisage pas d'assimiler à ces cas, celui d'un jeune homme, orphelin de père et de mère, chef d'une exploitation de 20 hectares environ, en location, unique soutien de famille d'un frère et d'une sœur de douze ans, donc d'âge scolaire.

8063. — 26 mars 1968. — **M. Péronnet** expose à **M. le ministre des armées** que la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (*Journal officiel* du 30 décembre 1964) dispose en son article 4, paragraphe 1^{er}: « Par dérogation aux dispositions de l'article 2, les pensions concédées aux fonctionnaires et militaires et à leurs ayants cause dont les droits résultent de la radiation des cadres ou du décès se sont ouverts avant la date d'effet de la présente loi feront l'objet, dans

la mesure où leurs titulaires y auront intérêt, avec effet au 1^{er} décembre 1964, d'une nouvelle liquidation qui appliquera aux années de service et bonifications rémunérées par lesdites pensions l'article L. 13 du code annexé à la présente loi. L'accroissement du pourcentage des émoluments de base qui résultera de cette nouvelle liquidation sera accordé aux intéressés à concurrence : d'un quart, à compter du 1^{er} décembre 1964 ; de la moitié, à compter du 1^{er} décembre 1965 ; de trois quarts, à compter du 1^{er} décembre 1966, et de la totalité, à compter du 1^{er} décembre 1967. Or, il semble qu'à ce jour, soit plus de trois ans après la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle législation, il existe un nombre élevé de pensions militaires de retraite qui n'ont pas encore donné lieu à nouvelle liquidation. Il en résulte un préjudice certain pour les intéressés, du fait non seulement de ce retard mais aussi du fait de la réglementation fiscale relative aux modalités de recouvrement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les agents du Trésor n'admettent en effet l'étalement sur les déclarations antérieures d'impôt sur le revenu des sommes perçues à titre de rappel que sur trois exercices budgétaires. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui faire connaître : 1° le nombre, en valeur absolue et le pourcentage de pensions militaires de retraite relevant de l'article 4 et n'ayant pas encore donné lieu à nouvelle liquidation ; 2° le laps de temps nécessaire au service de liquidation des pensions militaires de La Rochelle pour venir à bout de ce travail ; 3° s'il n'envisage pas, dans le cas où la complète mise à jour des dossiers en instance de nouvelle liquidation nécessiterait un délai anormalement long, de renforcer par détachement temporaire l'effectif en personnels dont dispose ce service, en vue de lui permettre d'achever sa tâche dans des délais raisonnables.

8073. — 26 mars 1968. — **M. Boucheny** expose à **M. le ministre des armées** que la décision de se donner une filiale est de toute évidence une décision importante en ce qui concerne la gestion et la marche générale d'une entreprise. Il en est ainsi dans le cas du protocole d'accord signé par la S. N. E. C. M. A. et faisant de la Société d'exploitation des matériels Hispano-Suiza (S. E. M. H. S.) une filiale de la société nationalisée. Cette décision fait entrer au conseil d'administration de la S. N. E. C. M. A. des représentants du holding l'Alsacienne de constructions mécaniques et accroît ainsi l'influence d'intérêts privés au sein de la société nationalisée. La forme et la structure des effectifs de la S. N. E. C. M. A. sont ainsi modifiés par le rattachement du personnel de la S. E. M. H. S. ; c'est là d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le holding l'Alsacienne de constructions mécaniques a accepté de se séparer de la S. E. M. H. S. qui, en difficulté, avait dû réduire son personnel de 800 personnes dans la seule année 1957. La S. N. E. C. M. A., pour assurer le financement de l'usine de Bois-Colombes, devra fournir des charges de travail suffisantes et ne pourra le faire qu'au détriment de ses propres charges. Elle sera contrainte d'accroître son endettement en finançant par l'emprunt les investissements indispensables à la modernisation des usines appartenant à la S. E. M. H. S. L'expérience du rattachement à la S. N. E. C. M. A. en 1963, sur instruction du Gouvernement, de l'arsenal du Havre qui a constitué la filiale Compagnie normande de mécaniques de précision, montre les incidences profondes sur la marche générale de l'entreprise qui résultera pour la S. N. E. C. M. A. de la gestion d'une nouvelle filiale. Celle-ci s'inscrit certes dans les directives de restructuration de l'industrie aéronautique préconisées par le ministre des armées et il est par ailleurs indéniable que la filiale devra avoir, si elle est constituée, son propre comité d'établissement, mais il n'est pas impossible de considérer la décision de constituer une filiale comme une « mesure très latérale » sur laquelle le comité central d'entreprise n'aurait pas à être informé ni consulté. Cette appréciation de la direction générale de la S. N. E. C. M. A. qui traduirait ainsi l'argumentation ministérielle est sans conteste en contradiction avec la loi du 18 juin 1966 et avec la circulaire ministérielle du 1^{er} septembre 1967. Il lui demande s'il entend bien veiller à l'application, dans le cas considéré, des dispositions législatives en vigueur et des instructions générales de la circulaire précitée, afin de ne pas être en contradiction avec le vœu ministériel formulé le 12 mai 1966 « d'associer les salariés, par l'intermédiaire de leurs représentants, à la marche générale de l'entreprise et susciter un dialogue permanent permettant une coopération concrète et fructueuse ».

8094. — 27 mars 1968. — **M. de Préaumont** expose à **M. le ministre des armées** qu'aucun délai n'est prévu pour l'application des prescriptions du décret n° 67-892 du 5 octobre 1967. Il lui demande dans quel délai effectif il sera procédé aux révisions et aux liquidations des pensions visées par l'article 2 du décret précité.

8117. — 28 mars 1968. — **M. Delelis** demande à **M. le ministre des armées** à quelle date paraîtra le décret d'application de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 (article 19). Il apparaît indispensable que soient appliquées au plus tôt les mesures de dispense des obligations d'activité du service national aux jeunes gens exerçant une profession essentielle pour la collectivité et dont la situa-

tion est considérée comme critique sur le plan de la main-d'œuvre. De plus en plus, en effet, et il faut s'en réjouir, des jeunes gens sont appelés à exercer des responsabilités dans la vie économique et dans ce cas leur appel sous les drapeaux risque de compromettre des activités essentielles ou de mettre en cause des emplois existants.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

8052. — 25 mars 1968. — **M. Cerneau** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** que la réponse qu'il lui a faite le 2 novembre 1967, lors du débat sur le budget des D. O. M. pour 1968 ne correspondant pas à la question posée concernant l'insuffisance des sommes attribuées à la caisse centrale de coopération économique au titre des prêts spéciaux à la construction à La Réunion, il lui indique qu'en 1966 près de 500 millions de francs C. F. A. de demandes de prêts n'ont pas pu être satisfaites et que, pour cette raison, aucune suite n'a pu être donnée aux dossiers présentés en 1967. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions compte prendre le Gouvernement pour remédier à cette fâcheuse situation en informant de ce qu'il ne s'agit pas seulement de la société immobilière de La Réunion, mais principalement des constructeurs privés qui ne relèvent ni de la société immobilière, ni de la coopérative d'habitat rural et qui attendent depuis des mois que leurs demandes puissent être examinées, et cela en raison des crédits insuffisants dont dispose la caisse centrale de coopération économique pour les prêts à la construction.

8072. — 26 mars 1968. — **M. Lacavé** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** que le problème de l'emploi est particulièrement sérieux en Guadeloupe. L'une des solutions pour mieux équilibrer offres et demandes d'emploi est d'industrialiser ces îles. Il lui demande : 1° de lui faire connaître le nombre d'emplois créés depuis 1958 par la politique d'industrialisation du Gouvernement ; 2° si ce nombre d'emplois ne correspond pas aux besoins et s'il apparaît que la situation économique ne cesse de se dégrader, quelles mesures il compte prendre pour assurer un démarrage industriel réel susceptible d'offrir des emplois à la population guadeloupéenne. Il serait souhaitable que l'Etat prenne à sa charge l'installation de certaines usines capables d'avoir un effet d'entraînement sur l'économie du pays, le secteur privé n'étant peut-être pas disposé à investir en Guadeloupe.

8075. — 26 mars 1968. — **M. Lacavé** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** que la politique du tourisme menée en Guadeloupe ne semble pas donner les résultats espérés. Il s'étonne du fait que des équipements hôteliers capables d'offrir des prix moins élevés que ceux actuellement pratiqués n'aient pas été mis en place en Guadeloupe. La clientèle du Canada, d'expression française, serait particulièrement intéressante à prospecter pour la Guadeloupe, si des prix plus abordables étaient offerts aux touristes canadiens qu'attire, en hiver, le soleil de la Caraïbe. Il lui demande quel effort de prospection a été fait dans cette région particulièrement apte à apprécier l'accueil des Antilles, dans la mesure où les prix seront de nature à attirer cette clientèle et à favoriser l'essor économique et social de la Guadeloupe.

ECONOMIE ET FINANCES

7998. — 22 mars 1968. — **M. Bécam** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que les associations reconnues d'utilité publique bénéficient du droit à organiser quatre spectacles par an sans taxe à la condition que la recette ne soit pas supérieure à 5.000 francs. Il fait observer que ce plafond de 5.000 francs a été fixé il y a une vingtaine d'années sans aucune réévaluation, et lui demande s'il entend, et à quelle date, actualiser ce plafond.

8001. — 22 mars 1968. — **M. Montagne**, se référant à la réponse faite par **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** à sa question écrite n° 6543, parue au *Journal officiel* du 17 février 1968, expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en raison de la situation de la femme dans la fonction publique d'aujourd'hui et du caractère de la pension telle qu'elle est définie par l'article L. 1. du nouveau code, le bien-fondé d'un aménagement des règles de reversibilité sur le conjoint survivant de la pension des femmes fonctionnaires semble désormais reconnu. Il lui demande, en conséquence, s'il entend examiner avec son collègue de la fonction publique la possibilité de procéder à une modification du code des pensions, accordant à l'époux survivant d'une femme fonctionnaire décédée le droit à reversion de 50 p. 100 du montant de la pension civile de cette dernière.

8002. — 22 mars 1968. — **M. Pierre Bas** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que l'arrêté du 9 octobre 1956 énumérant les véhicules spéciaux exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ne comprend pas les véhicules destinés à l'enseignement de la conduite. Or de toute évidence, les véhicules-école sont des véhicules spéciaux. Par mesure de sécurité et de facilités pédagogiques il sont munis d'un dispositif de doubles commandes de freinage et d'embrayage, d'un double rétroviseur et d'un panneau réglementaire; une carte spéciale appelée carte orangée constate officiellement cette adaptation et autorise l'utilisation de tels véhicules en vue de l'instruction des élèves conducteurs. Ces véhicules sont des outils de travail. La carte orangée, qui pourrait être exigible pour la délivrance de la vignette gratuite, n'est octroyée auxdits véhicules qu'en fonction de leur immatriculation à un établissement agréé par la préfecture du lieu de l'exploitation et élimine tout risque de fraude. Enfin l'équipement obligatoire des véhicules-école empêche l'exploitant d'un établissement d'enseignement de se servir à des fins personnelles de ce matériel. Il lui demande s'il a l'intention de prendre une mesure tendant à ajouter les véhicules-école, ayant fait l'objet de la délivrance d'une carte orangée, à la liste des véhicules spéciaux exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

8005. — 22 mars 1968. — **M. Gulchard** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dangers que le décret n° 68-54 du 17 janvier 1968 relatif à la création d'une Union des groupements d'achats publics (U. G. A. P.), représente pour le commerce indépendant, pilier de l'activité économique dans les régions faiblement industrialisées et dans les agglomérations urbaines à activité tertiaire prédominante. La constitution de cet organisme a sans doute une intention louable, celle de réaliser des économies en améliorant la rentabilité du fonctionnement des services publics (administrations, entreprises nationales, collectivités locales, sociétés d'économie mixte, organismes assurant un service public). S'il faut craindre que le résultat escompté ne soit qu'illusoire, il est certain par contre que plusieurs secteurs de la distribution seront gravement perturbés. De plus, il s'agit là d'une véritable atteinte à la liberté commerciale et à l'esprit de concurrence, ce qui est en contradiction avec les principes fondamentaux instituant la Communauté économique européenne. Si elle se généralisait, cette pratique aboutirait rapidement à l'institution d'un véritable monopole commercial d'Etat. L'amélioration de la rentabilité des services publics risque d'être illusoire, car l'Union des groupements d'achats se verra contrainte, par ses dimensions tentaculaires, de gérer des stocks d'une extrême diversité et, bien que sa marge bénéficiaire ne soit destinée théoriquement qu'à couvrir des frais de fonctionnement, la lourdeur administrative de cet organisme risque fort de ne pas le rendre plus compétitif que ne le sont les petites unités commerciales indépendantes et animées par l'esprit de concurrence, auxquelles il sera même interdit d'entrer en compétition. Plusieurs secteurs de la distribution en seront gravement perturbés. Le chiffre d'affaire des papeteries, librairies, mécanographes réalisé avec les administrations dans certaines villes, représente environ 40 p. 100 de leurs ventes. Outre que les bénéfices de ces opérations font l'objet d'un prélèvement au profit du Trésor sous forme d'impôts directs et indirects, ils assurent l'emploi d'un nombre non négligeable de salariés qui risquent par licenciement d'être à la charge de la collectivité nationale; alors que le gain de leur travail est un élément générateur de la vie économique sous forme d'investissements et d'achats à la consommation. Ce qui confirme que l'intention de réaliser des économies risque de n'être qu'illusoire alors que le malaise social sera nettement aggravé. Le danger de l'institution à terme d'un véritable monopole commercial d'Etat est évident. Limité, pour l'instant, à l'assistance technique et à l'approvisionnement en matériel nécessaire à l'équipement et au fonctionnement des administrations et services publics, l'action de l'U. G. A. P. qui est déjà un élargissement important des attributions du service de groupement des achats de matériel et mobilier scolaires (S. G. A. M.), risque de s'étendre à un ensemble de biens d'équipement et aussi de consommation, et de jouir d'un privilège national sur une clientèle contrainte de passer par lui. L'ensemble du commerce traditionnel peut en être perturbé et les industriels, face à cet acheteur prépondérant, seront rapidement dans l'obligation de lui offrir à sa demande et à ses conditions les fournitures et biens qu'il aura décidé de rétrocéder à une clientèle réservée. La création de cet organisme s'accorde mal de l'esprit qui anima le Traité de Rome créant une communauté économique européenne. D'essence essentiellement libérale, ses principes sont clairs. Il fait fondamentalement confiance à la concurrence loyale pour diriger le cours de l'économie; elle est seule capable par une modernisation des entreprises, de provoquer un abaissement des prix et une amélioration des salaires. Or, la création de l'U. G. A. P. prive plusieurs secteurs de la distribution de toute tentative de concu-

rence en les éliminant d'office de la compétition des marchés. L'article 8 du Traité de Rome qui définit les conditions d'une concurrence objective est destiné à s'opposer réglementairement au protectionnisme découlant d'ententes commerciales déloyales, c'est à dire celles qui fixent les prix, limitent la production et répartissent les marchés (paragraphe 1). C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les intérêts du commerce indépendant et stimuler l'esprit de libre entreprise devant la menace que constitue le décret instituant une Union des groupements d'achats publics.

8011. — 22 mars 1968. — **M. Léon Ayme** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** l'inquiétude suscitée par la fermeture du comptoir de la Banque de France à Carpentras. Sous-préfecture, siège de la cour d'assises, d'un tribunal d'instance, d'un tribunal de commerce et d'une recette des finances, Carpentras constitue un centre d'attraction important. Cette ville est de plus située au centre d'une importante région agricole, tant par la quantité produite que par la qualité et la diversité. Ces produits ont toujours été expédiés vers les grands centres, puis vers les pays étrangers et à l'heure du Marché commun le monde agricole a fait les investissements et les efforts que nécessite cette nouvelle orientation: un marché d'intérêt national a été mis en place. Cette activité agricole entraîne un commerce important et la création d'industries variées: les implantations d'industries sont d'ailleurs encouragées par la ville par la création d'une zone industrielle pour faire face à un avenir de décentralisation. La population augmente, à Carpentras 18.000 habitants en 1962, 22.000 en 1967 et devant atteindre 26.000 en 1972. Cet essor économique et les perspectives d'avenir se traduisent par un réseau bancaire privé très dense, une Caisse d'épargne à succursales, l'implantation solide du Crédit agricole et par une activité importante du comptoir de la Banque de France, activité qui sur le plan national pas plus que sur le plan régional ne semble justifier sa suppression. Il lui demande, compte tenu de la situation historique, géographique, administrative et économique, dont il désire voir le complet développement dans un proche avenir, s'il n'y aurait pas lieu d'envisager, au sujet du comptoir de la Banque de France de Carpentras, une mesure conforme aux activités de notre région et de ce même comptoir.

8016. — 25 mars 1968. — **M. Béraud** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** la réponse qu'il a faite à la question écrite n° 22607 (*Journal officiel*, débats A. N. du 1^{er} avril 1967, page 509). Cette réponse faisait état du fait que les matériels frigorifiques achetés par les artisans ou commerçants peuvent bénéficier de l'amortissement dégressif lorsqu'ils sont de même nature que ceux utilisés par les entreprises industrielles. Ils peuvent également ouvrir droit au bénéfice de la déduction fiscale pour investissement instituée par la loi du 18 mai 1966, à condition que leur durée d'utilisation soit au moins égale à 8 ans. Cette réponse ajoutait que le fait de savoir si de tels matériels pouvaient être considérés comme des biens d'équipement industriel devait être résolu dans chaque cas d'espèce par le service local des contributions directes. La question ayant donné naissance à cette réponse faisait état d'un matériel de surgélation d'un volume de 300 à 500 litres, à propos duquel il était dit que compte tenu de la faible capacité de ce matériel il ne semblait pas que celui-ci puisse être considéré comme un bien d'équipement industriel. A la suite du refus opposé par l'administration des contributions directes d'admettre la déduction fiscale pour investissement dans le cas d'un comptoir frigorifique acheté par un boucher-charcutier, il lui expose les caractéristiques générales de cet appareil. Il s'agit d'un meuble réfrigérant important (6 mètres), d'un volume de plus de 4.000 litres dont la fabrication a été effectuée sur mesures et dont le coût atteint 20.000 francs. Il semblerait étonnant que les caractéristiques de ce matériel ne permettent pas de le considérer comme un bien d'équipement industriel, c'est pourquoi il lui demande s'il peut, à partir des caractéristiques techniques qui viennent d'être signalées, lui confirmer que le matériel en cause est bien susceptible d'ouvrir droit à la déduction fiscale pour investissement.

8017. — 25 mars 1968. — **M. Inchauspé** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il semble résulter de la réponse faite à la question écrite n° 5012 (*Journal officiel* débats Assemblée nationale du 14 mars 1964, page 482), rappelée dans l'instruction de la D. G. I. (B. O. C. D. 1968, page 10208) que la rémunération perçue par un syndic de copropriété n'est pas taxable à la T. V. A. lorsqu'elle est encaissée par une personne dont la profession habituelle n'est pas de gérer les affaires d'autrui. Par contre, la même rémunération est taxable lorsqu'elle est encaissée par un administrateur d'immeubles en qualité de syndic de copropriétés. Il lui demande si la rémunération perçue par un syndic de copropriété dont la profession principale est celle de conseiller juridique, commissaire aux comptes agréé par une cour d'appel, expert auprès des tribunaux, donc

profession qui ne consiste pas à gérer les affaires d'autrui, est soumise à la T. V. A. Il lui précise, à propos de cette question et à toutes fins utiles, que cette rémunération de syndic constituée moins du tiers des revenus professionnels bruts de l'intéressé.

8018. — 25 mars 1968. — **M. Julia** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le revenu imposable des célibataires, divorcés ou veufs n'ayant pas de personne à leur charge, est divisé par 1,5 lorsque ces contribuables sont titulaires d'une pension prévue par les lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919, soit pour une invalidité de 40 p. 100 ou au-dessus, soit à titre de veuves. Il résulte de ces dispositions qu'un contribuable marié invalide de guerre, ne bénéficie pas de cette demi-part supplémentaire pour la détermination du nombre de parts suivant lequel son revenu imposable doit être divisé. Il lui expose à cet égard la situation d'un ancien engagé volontaire aux F.F.L. en 1940 qui a obtenu une pension de 60 p. 100 pour blessures de guerre. L'intéressé d'abord placé en invalidité par la sécurité sociale en 1961 à la suite d'une incapacité définitive des deux tiers s'est vu dans l'obligation de prendre une retraite anticipée en 1966. Depuis 1961 donc, il a dû cesser tout travail et l'activité unique de son épouse lui est consacrée. Ce pensionné se trouve fiscalement dans une situation désavantagée par rapport à celle des célibataires pensionnés. Il lui demande s'il envisage à l'occasion de la réforme actuellement en cours d'étude de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, une modification des dispositions applicables à ce sujet. Il serait souhaitable que les mesures applicables aux célibataires invalides de guerre soient étendues aux contribuables mariés. Si cette extension ne lui paraît pas possible, il lui demande s'il envisage l'attribution d'une demi-part supplémentaire en faveur des contribuables mariés titulaires d'une pension de guerre pour invalidité de 40 p. 100 au moins et ayant subi une réduction définitive des deux tiers de leur capacité de travail, suivant les normes retenues à cet égard par la sécurité sociale.

8023. — 25 mars 1968. — **M. Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'intérêt qu'il y aurait à appliquer l'article 40 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 concernant les modalités d'attribution de la part locale de taxe sur les salaires en 1968. S'il n'y a pas de difficultés en ce qui concerne les 53 francs par habitant, concédés à de nombreuses communes, il n'en demeure pas moins que certaines autres doivent recevoir le montant, encaissé en 1967 sur les produits de la taxe locale, de ses pénalités, de la fraction de la taxe de circulation sur les viandes affectée aux budgets des collectivités locales et de la taxe sur les locaux loués en garni, majoré dans la même proportion que la variation de 1967 à 1968 du produit de la part locale de la taxe sur les salaires (8 p. 100). L'exercice 1967 étant normalement clos, l'administration intéressée devant avoir la connaissance exacte des recettes, il lui demande s'il ne pense pas qu'il conviendrait, pour les communes où le chiffre provisoirement attribué en 1968 se trouve supérieur, de procéder aux modifications qui s'imposent et d'effectuer les versements complémentaires qui leur sont dus dans les meilleurs délais.

8035. — 25 mars 1968. — **M. Sénès** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles mesures il compte prendre pour que, dans le cadre de la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les conditions d'imposition des viticulteurs soient révisées et qu'il soit mieux tenu compte des charges réelles qui pèsent sur la profession et surtout des conditions différentes de fonctionnement des exploitations, selon qu'il s'agit de la production de vins de consommation courante ou de vins d'appellation contrôlée.

8040. — 25 mars 1968. — **M. René Cassagne** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les mesures administratives prévues, pour atténuer les lourdes incidences financières du nouveau régime de la T. V. A. appliqué aux constructions d'immeubles, pénalisant surtout les sociétés civiles et immobilières, sans but lucratif, régies par la loi du 28 juin 1938. Depuis l'entrée en vigueur de l'article 9 de la loi du 17 décembre 1966, la livraison à soi-même n'est plus exigée que pour trois catégories d'immeubles, dont les logements sociaux construits par l'intermédiaire de sociétés civiles immobilières. Or celles-ci permettent à des gens de conditions moyennes, de construire une maison malgré de très lourds sacrifices financiers: apport initial, endettement prolongé, mais en obtiennent, grâce à la mise en commun de leurs efforts et conformément à la formule d'opérations groupées encouragée par l'administration, des prix de revient plus bas, alors que les immeubles construits individuellement, souvent à des prix très élevés, par des gens fortunés, ne sont pas assujettis à cette livraison à soi-même. L'article 8 de la nouvelle loi des finances porte le taux de la T. V. A. pour la livraison à soi-même de: 10 p. 100

en 1967, coefficient 11,111; 13 p. 100 en 1968, coefficient 14,942 au détriment des constructeurs les plus modestes qui voient leurs engagements financiers augmenter de 2,5 à 3 p. 100, soit une augmentation de l'ordre de 2.000 francs à 2.500 francs par maison et cela à l'encontre des mesures envisagées dès 1963 par le Gouvernement pour éviter les hausses du fait de la réforme de la T. V. A. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, pour ne pas ainsi frapper une catégorie de constructeurs particulièrement intéressante, contrairement d'ailleurs aux affirmations qui indiquent que l'application de la T. V. A. ne se traduira pas par une augmentation des prix.

8044. — 25 mars 1968. — **M. Sudreau** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, depuis de nombreuses années, des parlementaires de toutes tendances ont attiré l'attention du Gouvernement sur le problème de l'intégration de l'indemnité de résidence dans les émoluments servant de base pour le calcul de la pension de retraite. Cette revendication, déjà ancienne, des organisations de militaires et de fonctionnaires de l'Etat des départements et des communes, vient d'être prise en considération par **M. le ministre d'Etat** chargé de la fonction publique. Rien ne devrait plus s'opposer à ce que dès 1968, et par paliers successifs, l'indemnité de résidence soit prise en compte pour le calcul de la retraite. Il demande dans quel délai et selon quelles modalités les dispositions réglementaires à intervenir permettront de parvenir à ce résultat.

8046. — 25 mars 1968. — **M. Pimont** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas suivant: un commerçant décède en 1952 laissant pour recueillir sa succession, par parts égales ses deux enfants. Ces derniers continuent l'exploitation du fonds de commerce, sous la forme d'une société de fait, en reprenant les éléments d'actif figurant dans le dernier bilan arrêté par leur père, sans en augmenter la valeur, à seule fin de profiter des dispositions de l'article 41 du code général des impôts ayant trait à l'exonération des plus-values. L'un des enfants, vu son âge avancé, n'étant plus en mesure de participer à l'exploitation, cette dernière est actuellement assumée par son frère et ce, pour le compte de l'indivision. Il est précisé: a) que le fonds dont il s'agit — acquis bien avant la guerre — n'a jamais fait l'objet d'une réévaluation et qu'il a pris une valeur excédant considérablement sa valeur initiale; b) que son exploitation nécessite des connaissances techniques très poussées qui requièrent l'assistance périodique à des stades de recyclage. Ces faits exposés et, considérant que l'enfant qui continue seul l'exploitation n'est pas en mesure d'acheter la part indivise revenant à son frère, il lui demande de faire connaître, si l'héritier qui s'est retiré peut donner à bail, à son frère, sa part indivise du fonds sans que l'opération puisse être considérée par l'administration, comme constituant une appropriation par le bailleur de sa part héréditaire laquelle donnerait prise à l'impôt sur la plus-value dégagée sur la moitié du fonds loué. Il est rappelé que, en doctrine, la vente par un indivisaire à son co-indivisaire de ses droits n'est pas, en l'espèce, considérée comme faisant obstacle aux dispositions de l'article 41 du C. G. I. et qu'il apparaît exclu — a priori — qu'une location (dont le loyer sera fiscalement retenu comme B. I. C.) puisse être traitée avec plus de rigueur fiscale qu'une vente.

8062. — 26 mars 1968. — **M. Paul Duraffour** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation d'un agriculteur qui a bénéficié à l'occasion de l'achat de propriétés de l'exonération des droits prévue à l'article 1373 series B du code général des impôts. Cet agriculteur ayant procédé ultérieurement à un échange d'immeubles ruraux, l'administration de l'enregistrement demande à l'intéressé le paiement de droits pour déchéance du régime de faveur prévu à l'article 1373 series B susvisé, estimant que l'exonération n'a été accordée que sous réserve de diverses conditions, en particulier celle de ne pas échanger plus d'un quart de la superficie acquise au cours des 5 ans suivant l'acquisition. Il lui fait observer que l'acte d'échange dont il s'agit a été fait uniquement dans le dessein de regrouper les parcelles pour permettre à chacun des co-échangeants d'exploiter plus commodément sa propriété et, de ce fait, d'assurer une meilleure rentabilité à son exploitation et non dans un but spéculatif, et que le fait, par l'administration de demander aujourd'hui le paiement des droits sur la vente initiale, en suite de l'opération d'échange, ne semble pas favoriser les initiatives privées de regroupement préconisées par le législateur, mais semble, au contraire, les restreindre et les entraver. Si on peut admettre qu'une vente faite dans le délai de 5 ans peut justifier la déchéance du régime de faveur, il paraît anormal qu'un échange fait dans un but de regroupement puisse avoir la même conséquence. Il lui demande, si tel est son sentiment, s'il compte faire procéder à un aménagement dans ce sens de l'article 1373 series B susvisé du code général des impôts.

8080. — 26 mars 1968. — **M. Virgile Barel** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dégâts causés aux cultures par la grêle, qui a sévi dans certaines zones des Alpes-Maritimes, le 8 février 1968. Ces dégâts affectent les cultures maraichères (laitue, radis, etc.), les fleurs (perte totale du mimosa « Gaulois ») et des fleurs cultivées en pleine terre. Les orangers, cultivés pour la fleur, ont particulièrement souffert, les feuilles et les bourgeons hachés par la grêle laissent présager une réduction importante de la production florale de mai prochain. Il en résultera, pour les agriculteurs des Alpes-Maritimes, touchés par la grêle, une moins-value importante dans les recettes espérées pour cette année 1968. Aux difficultés que cela va causer s'ajoute le fait qu'en 1967, une partie importante de l'essence de fleurs d'orangers, appelée « Nérolis » est restée invendue. A Vallauris, par exemple, la coopérative « Le Nérolis » a actuellement en stock 92 kilos d'inventu de nérolis de la récolte de 1967 qui n'ont pas été payés aux producteurs. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les agriculteurs concernés puissent bénéficier d'indemnités de dégrèvement d'impôts et pour permettre la vente rapide de l'essence de fleurs actuellement en stock.

8089. — 26 mars 1968. — **M. Tony Larue** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur un aspect de la réglementation en vigueur concernant l'attribution de subventions au titre du fonds national d'amélioration de l'habitat. Depuis 1965, l'aide du F. N. A. H. a cessé d'être accordée dans les communes de moins de 4.000 habitants où par ailleurs les loyers ne sont plus passibles de la taxe correspondante. Une exception a toutefois été faite pour les communes de cette catégorie dans lesquelles l'accroissement de la population a été supérieure à 5 p. 100 entre les recensements de 1954 et 1962. Dans ce cas, les locations anciennes existant avant le 1^{er} janvier 1959 continuent à subir le prélèvement et peuvent bénéficier par voie de conséquence de l'aide du F. N. A. H. Or, son attention a été appelée sur le cas des propriétaires qui ayant bénéficié d'une subvention du F. N. A. H. dans le passé restent astreints au paiement de la taxe à l'amélioration de l'habitat, mais qui ne peuvent si leurs locations sont postérieures au 1^{er} janvier 1959 bénéficier d'une nouvelle aide du F. N. A. H. Il lui demande s'il n'estime pas devoir modifier cette discussion qui, d'une part, est contraire à la règle en vigueur suivant laquelle ne sont obligés d'acquitter la taxe que ceux qui peuvent bénéficier de la subvention et qui, d'autre part, est de nature à empêcher certains propriétaires d'apporter les améliorations nécessaires à l'habitat.

8110. — 27 mars 1968. — **M. Roulland** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que chaque année de nombreux jeunes, notamment des étudiants, prennent plusieurs semaines sur leurs vacances pour travailler temporairement dans certaines entreprises. C'est là une pratique qui se répand de plus en plus et qui mérite d'être encouragée. Car si elle peut apporter aux employeurs en période de congés du personnel, une aide non négligeable, elle permet surtout aux jeunes de sortir du cadre scolaire pour s'initier au monde du travail et mettre à l'épreuve leurs qualités d'initiative et de courage. Mais il se trouve que ce système qui devrait soulager certains budgets familiaux, aboutit en fait par le jeu des tranches d'imposition à les alourdir car l'argent de poche ainsi acquis doit figurer sur la déclaration des revenus des parents. Il lui demande si en raison du caractère très personnel et de l'importance minime de ces revenus, il n'envisage pas de les dissocier de la déclaration globale des parents, en les exemptant de toute imposition ou en les affectant seulement d'une taxe forfaitaire qui pourrait être retenue à la source.

8111. — 28 mars 1968. — **M. Lepeu** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une institution de prévoyance régie par l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 se propose d'absorber, par voie de fusion, une société anonyme immobilière, propriétaire d'un immeuble acquis depuis plus de cinq ans qu'elle donne en location. L'opération comporterait délivrance aux actionnaires de la société absorbée, autres que l'institution de prévoyance, de titres d'emprunt à quinze ans au moins d'échéance, que créerait ladite institution. Compte tenu du fait que cet organisme est assujéti à l'impôt sur les sociétés suivant les modalités particulières définies aux articles 206-5 et 219 bis du code général des impôts, il lui demande quel sera le régime d'imposition de la plus-value que l'apport-fusion ferait apparaître sur l'immeuble apporté.

8112. — 28 mars 1968. — **M. Pons** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 766 du code général des impôts a établi, au point de vue fiscal, une présomption de propriété en faveur du défunt, pour le paiement des droits de mutation par décès, lorsque celui-ci était usufruitier d'un bien appartenant à un de ses ayants droit héréditaires pour la nue-propriété (sous certaines réserves des cas et des conditions d'application de cette présomption, énoncés audit article). Il lui demande si la présomption établie par

cet article doit être appliquée lorsque le défunt n'était titulaire que d'un droit sous condition suspensive de survie, donc éventuel, à l'usufruit; spécialement lorsque l'acquisition a été faite par le défunt et un tiers, devenu son ayant droit successoral en vertu d'une disposition testamentaire, sans être son héritier légitime, savoir: pour la nue-propriété au profit de ce tiers seul, et pour l'usufruit, en commun par le défunt et le tiers, avec stipulation qu'au décès de l'un ou de l'autre, sa part en usufruit reviendra au survivant. Etant entendu qu'au décès de l'usufruitier indivisaire, le droit de mutation à titre onéreux est exigible sur la valeur au décès de la moitié de la valeur de l'usufruit, en application de la théorie de l'administration de l'enregistrement basée sur les arrêts de la cour de cassation, chambre civile, des 6 mars 1872 et 3 février 1959, qui ont décidé que la convention d'acquisition confère au survivant des coacquéreurs un droit sur le tout, sous condition suspensive de survie et à chacun d'entre eux le droit sur sa part sous condition résolutoire de son décès.

8120. — 28 mars 1968. — **M. Duffaut** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'extension de la T. V. A., à compter du 1^{er} janvier 1969, aux ventes de véhicules d'occasion pratiquées par les commerçants patentés de l'automobile, ne sera pas sans affecter très sérieusement l'activité de la profession. En effet, les dernières taxes grevaient les transactions sur les objets d'occasion auraient été supprimées par le décret n° 55-465 du 30 avril 1955 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires. Les nouvelles mesures entraîneront tout d'abord une réduction de la vente des voitures neuves car celle-ci se trouve souvent conditionnée par le jeu de la reprise. Elles pourront également encourager les transactions de particulier à particulier qui sont exonérées ce qui pose aussi un problème de sécurité, lesdits véhicules échappant au contrôle auquel se soumettent les négociants patentés de l'automobile. Il s'ensuivra enfin que les ateliers spécialisés dans cette remise en état verront alors leur activité diminuer ce qui accentuera encore le chômage. Il lui demande si, dans le souci de la sauvegarde des intérêts de la profession, le maintien, comme par le passé, de l'exonération de la T. V. A. aux transactions de ce genre ne pourrait être envisagé.

8122. — 28 mars 1968. — **M. Métayer** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne croit pas nécessaire de donner, dans un délai rapide, satisfaction aux propositions déposées par la fédération nationale de la coiffure, en particulier la fixation du nouveau prix de la coupe de cheveux ordinaire basé à 4,06 F pour la catégorie B. Cette revendication devenant, avec l'augmentation des prix et l'application de la T. V. A., vitale pour les coiffeurs et pour l'avenir de la profession.

EDUCATION NATIONALE

8020. — 25 mars 1968. — **M. Vertadier** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si, dans le cadre des textes réglementaires actuellement en cours d'élaboration et concernant la mise en place de nouveaux organismes d'information et d'orientation scolaire et universitaire, il ne pourrait envisager d'ouvrir le recrutement des professeurs-conseillers aux élèves professeurs de psychologie reconvertis vers les carrières d'orientation scolaire et professionnelle (O. S. P.). Ce élèves professeurs semblent en effet qualifiés à plusieurs titres: 1° ils ont été admis sur concours dans les I. P. E. S. et ont en conséquence vocation pour exercer dans l'enseignement du second degré et bénéficier d'une carrière analogue aux professeurs certifiés; 2° ils sont titulaires d'une licence de psychologie ancien régime dont les certificats (psychologie générale, psychologie de l'enfant et de l'adolescent, psychologie sociale et deux certificats de psycho-physiologie) leur donnent une qualification certaine; 3° ils possèdent le diplôme d'Etat de conseillers d'O. S. P.; 4° enfin, la plupart d'entre eux sont des professeurs de C. E. G. détachés qui se sont intéressés et tournés d'eux-mêmes vers la psychologie et l'orientation.

8024. — 25 mars 1968. — **M. Léon Ayme** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation créée par la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans: les familles sont dans l'obligation d'envoyer leurs enfants dans des collèges d'enseignement général ou dans des collèges d'enseignement secondaire qui dans la plupart des régions de France sont éloignés du lieu de résidence des familles. Pour se rendre dans ces établissements, les enfants utilisent souvent les services de ramassage déjà en place ou créés à cet effet. Ces services sont subventionnés par l'Etat, souvent aidés par le conseil général et les communes; mais, une partie importante des frais reste cependant à la charge des parents. Il lui demande si, étant donné que l'école dans notre pays est obligatoire et gratuite, il n'y a pas lieu d'assurer la gratuité réelle en prenant en charge la totalité des frais-entraînés justement par l'obligation de poursuivre jusqu'à 16 ans dans des établissements qui ne sont plus sur place.

8026. — 25 mars 1968. — **M. Sénès** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la loi Roustan permettant le rapprochement des époux enseignants est pratiquement inapplicable, en ce qui concerne tout particulièrement les départements du Midi, du fait du manque de postes budgétaires. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que la loi Roustan puisse être appliquée dans des conditions normales.

8028. — 25 mars 1968. — **M. Lagrange** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quels postes pourront être attribués aux professeurs d'enseignement technique théorique et dans quel cycle, à la suite de la suppression de l'enseignement ménager dans les classes préparatoires au brevet d'enseignement professionnel des collèges d'enseignement technique.

8032. — 25 mars 1968. — **M. Louis-Jean Delmas** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui indiquer : 1° l'effectif des personnels appartenant aux catégories suivantes : instituteurs, directeurs d'école, professeurs de C.E.G., directeurs de C.E.G., instituteurs assimilés C.E.G. (agricoles, enseignements spécialisés, classes d'application et annexes...), instituteurs remplaçants, suppléants éventuels, rémunérés sur les crédits de son ministère (éventuellement au 31 décembre 1967) ; 2° à défaut d'une ventilation complète par catégories, les effectifs par départements : instituteurs et directeurs d'école, professeurs et directeurs de C.E.G., instituteurs assimilés C.E.G. et écoles annexes et d'application, instituteurs remplaçants et suppléants éventuels.

8033. — 25 mars 1968. — **M. Jean Masse** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un élève d'un lycée technique d'Etat exempté par certificat médical motivé, d'éducation physique est pénalisé par un zéro en gymnastique. La moyenne générale de 216,25, par une application des coefficients ci-après : diverses matières 21, éducation physique 1, total 22, fait tomber la moyenne de 10,29 (216,25 : 22) sur 20 à 9, 83 (216,25 : 22) et donne un classement moins honorable. Il lui demande en conséquence si cette méthode que seul, à sa connaissance, applique ledit lycée, et qui est de nature à décourager un bon élève dont l'état de santé interdit formellement tous les sports, est conforme aux instructions données aux chefs d'établissements.

8048. — 25 mars 1968. — **M. Allainmat** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** sa lettre du 19 décembre 1967 adressée au secrétaire général du syndicat national des instituteurs indiquant : « J'ai décidé par ailleurs qu'avant de procéder à la suppression d'une classe dans un groupe scolaire, l'incidence de l'opération projetée doit être étudiée en fonction des effectifs des cours préparatoires, en principe une telle mesure ne devra être prise que si elle n'a pas pour effet d'imposer aux cours préparatoires un effectif supérieur aux 25 élèves qui représentent l'optimum pédagogique. L'application d'une telle mesure ne saurait avoir pour effet de porter les effectifs des autres classes de l'école en moyenne au-delà de 30 élèves ». Au cours de la réunion du comité technique paritaire de l'enseignement public du Morbihan qui s'est tenue le 8 mars, il a été décidé de « bloquer » 8 postes que les normes citées ci-dessus auraient dû conserver ouverts. Dans un cas ce blocage portera la moyenne dans une école à 32 élèves par classe alors que par ailleurs deux H.L.M. voisins seront occupés à la rentrée. Dans ces conditions, il lui demande de lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la pratique du blocage des postes qui correspond à des fermetures clandestines, et pour faire appliquer les dispositions contenues dans la lettre adressée au secrétaire général du S.N.I.

8056. — 25 mars 1968. — **M. Mermaz** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la protestation élevée, à juste titre, par l'association des parents d'élèves du C.E.S. de Décines (Rhône) qui insiste pour qu'un nouveau bâtiment de 300 places soit édifié immédiatement. La municipalité a voté une motion en ce sens. L'association souligne que la population qui était de 5.000 habitants il y a 5 ans est passée actuellement à plus de 15.000. D'autre part le C.E.S. de Décines reçoit les enfants des communes voisines. A la rentrée prochaine plus de 100 enfants ne pourront être admis au C.E.S. et il sera impossible de recevoir en 3^e et en 4^e les enfants de 3^e (cette classe compte 40 élèves) et il faut au minimum deux classes de transition pour récupérer quelques enfants de fin d'études. L'association estime que la rentrée scolaire 1967/1968 a déjà été « catastrophique » et elle ne peut admettre cet état de choses ; les promesses faites pour l'avenir ne sauraient la satisfaire. Elle déclare, avec force, que la scolarité des enfants ne peut attendre 1972. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que tous les enfants de Décines reçoivent l'instruction à laquelle ils ont droit.

8077. — 26 mars 1968. — **M. Gosnat** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la construction du lycée Romain-Rolland à Ivry-sur-Seine, en service depuis 10 ans, n'est pas encore complètement achevée. La 6^e tranche des travaux (logements de fonction, grand gymnase, espaces verts et clôtures) a pourtant fait l'objet d'une inscription de 350 millions d'anciens francs au plan de répartition de 1967, mais aucune suite n'a été donnée jusqu'à maintenant. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour l'ouverture, dans les plus brefs délais, des travaux de la 6^e tranche conformément au vœu exprimé par l'association des parents d'élèves de ce lycée, dans l'intérêt du personnel et des élèves.

8081. — 26 mars 1968. — **M. Roucaute** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** la réponse faite le 29 janvier 1966 à sa question n° 16542. Dans cette réponse, il précisait les mesures destinées à accroître la capacité d'accueil dans l'enseignement technique féminin à Alès : « 1° La construction de deux collèges d'enseignement secondaire dans la cité scolaire de Clavières qui permettra, par délestage des élèves du premier cycle, de doubler la capacité d'accueil des sections commerciales du lycée du Pré-Saint-Jean ; 2° la création à Clavières d'un nouveau collège d'enseignement technique féminin à option économique et administrative d'environ 500 élèves tandis que le C.E.T. féminin actuel conserverait les options industrielles. Il conviendra toutefois pour que les établissements prévus puissent faire l'objet d'une étude technique et soient retenus à un programme de financement, qu'ils aient été préalablement proposés par le préfet de la région après avis de la conférence administrative ». Plus de deux ans après cette réponse, aucune des mesures précitées n'étant encore entrée en application, il lui demande : a) si les constructions projetées ont été effectivement retenues par la commission ; b) si leur réalisation est susceptible d'intervenir dans les meilleurs délais.

8095. — 27 mars 1968. — **M. Xavier Deniau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la nécessité d'un examen complet des programmes, en particulier dans les classes de l'enseignement secondaire. Les directives et instructions ministérielles reconnaissent, à juste titre, au professeur la part de liberté qui lui permet d'adopter sur le plan pédagogique l'enseignement du programme à sa propre personnalité pour le meilleur profit des élèves ; mais elles précisent également que chaque professeur est tenu d'enseigner l'ensemble du programme officiel. Or, trop souvent, en contradiction avec les dispositions fixées par les textes, un grand nombre de questions prévues ne font pas l'objet d'explications du professeur et il n'est pas rare que le cours ne soit pas achevé en fin d'année scolaire. Il lui demande s'il compte prescrire une mention obligatoire sur le livret scolaire par le chef d'établissement indiquant quelles sont, dans les différentes matières du programme, celles qui n'ont pu être traitées soit pour absence du professeur, soit pour toute autre raison.

8096. — 27 mars 1968. — **M. Inchauspé** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que tous les lycées ne possèdent pas de classes de la série A5 qui permettent aux élèves de se présenter au baccalauréat avec trois langues vivantes mais sans mathématiques. Il s'ensuit que certains élèves peu doués en mathématiques qui n'ont pu pour des raisons diverses indépendantes de leur volonté entrer dans un lycée dispensant l'enseignement de la série A5 seront obligés de présenter le baccalauréat en série A6 et seront de ce fait désavantagés à l'examen. Il lui demande : 1° s'il envisage de faire ouvrir dans tous les lycées importants les classes A5 manquantes avec cours de rattrapage pour la troisième langue vivante ; 2° à défaut, s'il compte prescrire que dans les établissements non pourvus de classes A5 les élèves des séries A6 ayant appris par leurs propres moyens une troisième langue vivante pourront se présenter à une même session de baccalauréat à la fois dans la série A5 et dans la série A6.

8100. — 27 mars 1968. — **M. Xavier Deniau** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'enseignement actuellement dispensé dans les C.P.R. aux jeunes gens titulaires du C.A.P.E.S. néglige un aspect cependant essentiel de leur formation dans le cadre d'une pédagogie nouvelle : celle d'animateur culturel. Si ces jeunes professeurs reçoivent une formation qui leur permet d'enseigner dans leur discipline respective, ils ne semblent en général pas disposés, contrairement aux maîtres de l'enseignement primaire dans leurs établissements, à jouer le rôle d'animateur culturel que l'on pourrait attendre d'eux dans les établissements d'enseignement secondaire des petites villes de province. Il lui demande donc si, à l'échelon du C.A.P.E.S., ne pourrait être prévu un enseignement d'animation culturelle en organisant des cours d'éducation et d'animation d'activités para-scolaires, afin de porter remède à une situation préjudiciable aux enfants qui effectuent leur scolarité ailleurs que dans les grands centres urbains.

8101. — 27 mars 1968. — **M. Dayan** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation particulière faite à certains professeurs de C. E. G., maîtres des classes dites de transition et pratiques terminales, participant aux réunions des cycles d'observation et d'orientation, qui ont cessé de percevoir les indemnités de professeurs principaux et adjoints. En effet depuis la justification de la circulaire n° V 67-367 du 6 septembre 1967 (B. O. E. M., n° 35 du 21 septembre 1967) ces maîtres ne peuvent prétendre qu'aux seules indemnités dites « d'autres professeurs » dont le taux est nettement inférieur. Or l'observation et l'orientation prennent un rôle croissant dans une économie qui va exiger des qualifications. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour que la rémunération donnée à ces professeurs soit en rapport avec l'importance de leur tâche.

8109. — 27 mars 1968. — **M. Ducloné** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** les difficultés financières rencontrées par de jeunes professeurs, souvent mariés et pères de famille, du fait de retards apportés dans le paiement de leur traitement. En effet, son attention a été attirée à plusieurs reprises sur le cas de professeurs nommés assistants et qui sont restés plus de 6 mois sans percevoir de salaire. Il lui demande comment de tels retards peuvent se produire et quelles mesures il compte prendre pour que de tels faits ne se reproduisent plus.

8115. — 28 mars 1968. — **M. Rigout** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la grande inquiétude ressentie par la population de toute la région d'Ohjat (Corrèze) devant les menaces de suppression des classes de seconde et de première du lycée. Il souligne que la situation géographique et démographique de cette région laisse supposer que les effectifs de ce lycée pourront passer d'environ deux ans de 360 à 500 élèves, avec le maintien de ces classes, ce chiffre pourrait même atteindre 700 à 800 avec la création de classes terminales. Il lui demande : 1° s'il ne lui paraît pas nécessaire de confirmer la qualité de lycée à cet établissement au lieu de le transformer en C. E. S., d'affirmer le maintien des classes de second cycle existantes, et de décider la création des classes terminales permettant à ce lycée de conduire les élèves jusqu'au baccalauréat ; 2° quelles sont ses intentions à ce propos et quelle suite il entend donner à la demande de nationalisation de ce lycée municipal, demande formulée par les collectivités locales intéressées et les associations de parents d'élèves.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

8003. — 22 mars 1968. — **M. Pierre Bas** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur le fait que l'arrêté du 9 octobre 1956 énumérant les véhicules spéciaux exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ne comprend pas les véhicules destinés à l'enseignement de la conduite. Or de toute évidence, les véhicules-école sont des véhicules spéciaux. Par mesure de sécurité et de facilités pédagogiques ils sont munis d'un dispositif de doubles commandes de freinage et d'embrayage, d'un double rétroviseur et d'un panneau réglementaire ; une carte spéciale appelée carte orange constate officiellement cette adaptation et autorise l'utilisation de tels véhicules en vue de l'instruction des élèves conducteurs. Ces véhicules sont des outils de travail. La carte orange, qui pourra être exigible pour la délivrance de la vignette gratuite, n'est octroyée auxdits véhicules qu'en fonction de leur immatriculation à un établissement agréé par la préfecture du lieu de l'exploitation et élimine tout risque de fraude. Enfin l'équipement obligatoire des véhicules empêche l'exploitant d'un établissement d'enseignement de se servir à des fins personnelles de ce matériel. Il lui demande s'il a l'intention de prendre une mesure tendant à ajouter les véhicules-école, ayant fait l'objet de la délivrance d'une carte orange, à la liste des véhicules spéciaux exonérés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

8036. — 25 mars 1968. — **M. Sénés** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** de lui faire connaître : 1° quelle a été, en 1966 et en 1967, la somme globale engagée par les employeurs, en application des articles 272 et suivants, du code de l'urbanisme et de l'habitation, sous la forme de participation directe à des opérations de construction (au taux de 1 p. 100 de la masse des salaires versés) et sous la forme d'un versement obligatoire au Trésor (au taux de 2 p. 100 de la même masse) ; 2° quelles mesures il compte prendre pour que les versements effectués au taux de 2 p. 100 soient attribués automatiquement aux offices publics d'H. L. M. du lieu d'installation de l'employeur en cause.

8038. — 25 mars 1968. — **M. Duffaut** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que le plan de « relance » du mois de janvier dernier prévoit la construction de 10.000 H. L. M.

supplémentaires. Il lui demande : 1° le nombre d'H. L. M. attribué à chaque département ; 2° les règles qui ont précédé à cette répartition entre les différents départements.

8045. — 25 mars 1968. — **M. Sudreau** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que lorsqu'un agent des collectivités locales, logé pour raison de service, désire accéder à la propriété et sollicite à cette fin, de la part des organismes de prêt à la construction, un emprunt au titre du logement principal, il se voit opposer le fait qu'il occupe un logement de fonction (considéré comme résidence principale). Or, il semble singulier que l'on puisse assimiler un logement de fonction à une résidence principale, si l'on sait que la jouissance de ce logement est liée à l'exercice des fonctions qui le justifient et cesse avec elles. Il demande si une modification de la réglementation est envisagée sur ce point, de manière à permettre aux agents des collectivités locales ayant la jouissance d'un logement de fonction, de bénéficier des avantages accordés en vue de l'accession à la propriété.

8060. — 25 mars 1968. — **M. Cornut-Gentille** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que l'article 7 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967, modifiée par la loi n° 67-547 du 7 juillet 1967, relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, prévoit, dans l'énumération des conditions qui doivent être remplies par les contrats ayant pour objet de transférer la propriété d'un immeuble ou partie d'immeuble à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation, que ce contrat « doit en outre comporter en annexe ou par référence à des documents déposés chez un notaire, les indications utiles relatives à la consistance et aux caractéristiques techniques de l'immeuble ». D'autre part, l'article 18 du décret n° 67-1166 du 22 décembre 1967, pris en application des textes législatifs susvisés, précise que pour l'application dudit article 7 la consistance de l'immeuble vendu résulte des plans, coupes et élévations avec les cotes utiles et l'indication des surfaces de chacune des pièces et des dégagements. Ces plans représentant, pour les immeubles collectifs, un volume relativement considérable, il lui demande si l'expression « chez un notaire » contenue dans le texte de l'article 7 de la loi du 3 janvier 1967 entraîne l'obligation pour ce dernier d'en effectuer le dépôt au rang de ses minutes ou doit plutôt s'entendre comme lui permettant de détenir simplement les documents énumérés en sa possession, avec l'obligation de les représenter à tout acquéreur tant que l'immeuble n'aura pas été achevé. La première solution aurait en effet l'inconvénient d'entraîner l'encombrement des minutes avec des documents de dimension démesurée dont, par ailleurs, l'intérêt ne durera que le temps de la construction, alors que dans la seconde hypothèse, le notaire se trouverait autorisé à recueillir sur les plans les visas et signatures des acquéreurs pour justifier ultérieurement de la communication des pièces à ces derniers, ce qui est bien entendu impossible à réaliser si les pièces sont déposées au rang des minutes, un tel dépôt préservant toute signature ou toute autre mention ultérieure.

FONCTION PUBLIQUE

8000. — 22 mars 1968. — **M. Loo** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** la situation des adjoints administratifs et commis du ministère de l'équipement et du logement classés en échelle ES 3, indices 175 net - 245 net, alors que leurs homologues agents d'exploitation des P. et T. et agents de constatation, d'assiette et de recouvrement des finances sont classés en échelle ES 4, indices 190 à 265 net, soit une différence de 15 points nets en début de carrière et de 20 points nets en fin de carrière. Ce décalage, qui n'était que de 10 points en début et fin de carrière lors du classement de 1948 ne peut être justifié par des changements d'attributions. Il lui signale, par ailleurs, que, si un adjoint administratif ou un commis du ministère de l'équipement et du logement n'atteint le dernier échelon de l'échelle ES 3 (indice net 245) qu'en 24 ans, un agent des P. et T. ou des finances atteint cet indice dans l'échelle ES 4 en 7 ans. Les adjoints administratifs et commis subissent donc un préjudice extrêmement grave qui ne peut s'expliquer par le niveau du recrutement qui est identique, ni par les tâches accomplies. Il lui demande si le Gouvernement entend remédier dans les plus brefs délais à cette situation anormale — qui se traduit par une différence de traitement en fin de carrière de 101,38 francs, en classant les adjoints administratifs et commis du ministère de l'équipement et du logement en échelle ES 4 avec débouché dans l'échelle ME L.

8025. — 25 mars 1968. — **M. Philibert** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** qu'il avait fait connaître à plusieurs reprises aux représentants des fédérations de fonctionnaires sa volonté de réunir tous les trois mois le Conseil supérieur

de la fonction publique. Il lui demande : 1° les raisons qui l'ont conduit à reviser cette position, puisque le Conseil supérieur de la fonction publique ne s'est pas réuni depuis le mois de juin 1967 ; 2° s'il a l'intention de revenir à un fonctionnement normal de cet organisme conformément au décret qui prévoit la réunion trimestrielle du Conseil supérieur de la fonction publique.

8031. — 25 mars 1968. — **M. Denvers** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** que l'indemnité de résidence est calculée sur le traitement de base, à un taux variable suivant les zones de salaires et lui rappelle que ces zones ont été réduites à plusieurs reprises et que la dernière réduction a pris effet en date du 1^{er} janvier 1968, par décret n° 67-1204 du 28 décembre 1967. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de faire bénéficier les agents de la fonction publique exerçant dans les zones de salaires supprimées du taux de l'indemnité de résidence relevant de la zone à 2 p. 100.

8042. — 25 mars 1968. — **M. Charles Privat** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** : 1° comment il justifie l'infériorité de l'augmentation globale de la masse salariale de la fonction publique pour 1968 par rapport aux augmentations globales de la masse salariale du secteur nationalisé ; 2° quelles mesures il compte prendre en faveur de la fonction publique pour remédier à l'aggravation de l'injustice dont celle-ci est l'objet.

8058. — 25 mars 1968. — **M. Leccia** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** qu'il avait fait connaître à plusieurs reprises aux représentants des fédérations de fonctionnaires sa volonté de réunir tous les trois mois le Conseil supérieur de la fonction publique. Il lui demande : 1° les raisons qui l'ont conduit à reviser cette position, puisque le Conseil supérieur de la fonction publique ne s'est pas réuni depuis le mois de juin 1967 ; 2° s'il a l'intention de revenir à un fonctionnement normal de cet organisme conformément au décret qui prévoit la réunion trimestrielle du Conseil supérieur de la fonction publique.

8061 — 26 mars 1968. — **M. Lafay** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** que les modalités d'octroi des autorisations d'absence aux femmes fonctionnaires, mères de famille, contraintes de prodiguer très temporairement des soins à un enfant malade, donnent lieu selon les administrations, voire les services, à des divergences de vues particulièrement regrettables. Sans doute, ces autorisations présentent-elles, aux termes de l'instruction n° 7 du 23 mars 1950, qui semble toujours en vigueur, un caractère facultatif et sont-elles laissées à l'appréciation des chefs de service dont relèvent les agents en cause. Il n'est cependant pas conforme à l'équité que certaines femmes fonctionnaires placées dans la situation qui vient d'être évoquée, puissent être contraintes par leurs chefs de service, de formuler une demande qui a pour effet d'entraîner l'imputation sur la durée du congé annuel, des journées d'absence motivée par la maladie de l'enfant. De telles pratiques dont la fréquence ne manque pas de surprendre prouvent que des administrations perdent de vue l'impératif fondamental qui commande le règlement des affaires de l'espace et réside dans la nécessité de maintenir le service dans des conditions de fonctionnement satisfaisantes. Il lui demande s'il ne serait pas opportun que fussent prises rapidement par ses soins des mesures réglementaires qui harmoniseraient les procédures actuellement suivies pour l'attribution des autorisations d'absence aux femmes fonctionnaires mères de famille et conférerait à la solution de ces problèmes les bases de justice qui, trop souvent, lui font défaut.

INDUSTRIE

8062. — 26 mars 1968. — **M. Lamps** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation d'une entreprise de bonneterie de Moreuil. Du fait de la faillite de cette entreprise, 500 ouvriers ont reçu leur lettre de licenciement, ce qui ne manque pas de créer des difficultés graves pour ces travailleurs et leur famille et met en cause l'avenir économique de toute une région. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation et notamment pour permettre à ces ouvriers de poursuivre leur activité dans cette entreprise.

INFORMATION

8064. — 26 mars 1968. — **M. Berthouin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'information** sur la situation des Invalides de guerre pensionnés au taux de 100 p. 100 qui bénéficient de l'exonération de la taxe radio. Il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre cette exonération à la taxe télévision.

INTERIEUR

8015. — 25 mars 1968. — **M. André Beauguitte** demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° si l'autorité administrative saisie d'une procédure relative à un accident de la circulation routière peut prononcer le retrait ou la suspension du permis de conduire à l'automobiliste partie en cause, alors que celui-ci n'a pas été verbalisé pour infraction au code de la route par les services de police ou de gendarmerie ayant procédé aux constatations d'usage de l'accident ; 2° dans l'affirmative, quelles sont les bases légales d'un tel arrêté émanant de l'autorité administrative ou les textes réglementaires régissant la suspension ou le retrait du permis de conduire dans pareil cas.

8021. — 25 mars 1968. — **M. Voilquin**, se référant à la réponse apportée à sa question écrite n° 6030 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 2 mars 1968), attire à nouveau l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait qu'il semble que certains fonctionnaires de l'Etat ont vu entrer en ligne de compte, pour leur carrière et dans le cadre de leur avancement, des années antérieures passées dans l'administration municipale. Qui peut le plus peut le moins, et le contraire doit donc pouvoir se réaliser. Sans doute n'y a-t-il pas de dispositions spéciales permettant cet effet ; et il lui demande s'il compte étudier la question et rendre possible l'opération.

8022. — 25 mars 1968. — **M. Voilquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'intérêt qu'il y aurait à appliquer l'article 40 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 concernant les modalités d'attribution de la part locale de taxe sur les salaires en 1968. S'il n'y a pas de difficultés en ce qui concerne les 53 francs par habitant, concédés à de nombreuses communes, il n'en demeure pas moins que certaines autres doivent recevoir le montant, encaissé en 1967 sur les produits de la taxe locale, de ses pénalités, de la fraction de la taxe de circulation sur les viandes affectée aux budgets des collectivités locales et de la taxe sur les locaux loués en garni, majoré dans la même proportion que la variation de 1967 à 1968 du produit de la part locale de la taxe sur les salaires (8 p. 100). L'exercice 1967 étant normalement clos, l'administration intéressée devant avoir la connaissance exacte des recettes, il lui demande s'il ne pense pas qu'il conviendrait, pour les communes où le chiffre provisoirement attribué en 1968 se trouve supérieur, de procéder aux modifications qui s'imposent et d'effectuer les versements complémentaires qui leur sont dus dans les meilleurs délais.

8029. — 25 mars 1968. — **M. Périllier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les différends qui opposent dans de nombreux départements, d'une part, les entreprises de spectacles et bals et, d'autre part, des associations sportives ou de bienfaisance et des comités des fêtes, constitués sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 et sous l'égide des municipalités en ce qui concerne l'organisation de spectacles à l'occasion des fêtes communales. Les premiers, qui paient patente et qui sont imposés sur leurs bénéfices, se plaignent de la concurrence des seconds, qui, ne poursuivant aucun but lucratif, peuvent pratiquer des prix inférieurs et les évincer des manifestations publiques, tout en faisant profiter certaines catégories de déshérités ou des activités dignes d'intérêt, d'une partie des recettes provenant du produit des attractions. Afin d'éviter la multiplication de ces conflits, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de préciser par des instructions aux préfets et aux maires la réglementation applicable et la limite des initiatives permises en la matière.

8034. — 25 mars 1968. — **M. Sénès** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de lui indiquer : 1° le nombre de postes qui ont été réservés aux agents non titulaires d'Algérie dans son département, au titre du décret 62-1170 du 8 octobre 1962, les services intéressés et les emplois attribués par région ; 2° le nombre d'agents qui ont bénéficié des dispositions du décret 65-328 du 29 juin 1965 et les départements d'affectation.

8039. — 25 mars 1968. — **M. Longueue** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des directrices de crèches des services municipaux. L'échelle indiciaire dont bénéficient ces agents est peu élevée et supérieure de 15 points seulement à celle qui est attribuée aux puéricultrices chargées de les secourir dans leurs fonctions. Cet écart de rémunération paraît faible, eu égard aux responsabilités importantes qu'incombent aux directrices. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage une revalorisation de l'échelle indiciaire afférente à cet emploi qui semblerait devoir être fixée par référence à celle des assistantes sociales principales.

8106. — 27 mars 1968. — **M. Virgile Barel** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que la création de la taxe d'assainissement applicable à partir du 1^{er} janvier 1968 va créer des difficultés dans de nombreuses communes dont le réseau n'est pas différencié en ce qui concerne l'eau à usage domestique et l'eau à usage industriel et agricole. Dans le cas d'un réseau unique de distribution, il semble que, la directive ait été donnée d'appliquer la taxe d'assainissement au volume global d'eau délivré aux usagers soit par le système du compteur, soit par le système dit « à la jauge ». Une telle application crée une mesure d'injustice pour les usagers qui emploient une grande partie du volume d'eau pour l'arrosage de leur jardin. Cette eau qui s'infiltre dans le sol, n'étant en aucun cas dépendante du réseau d'assainissement, ne devrait pas supporter la taxe d'assainissement. En ce qui concerne les horticulteurs dont l'exploitation et l'habitation se trouvent dans le périmètre d'utilisation du réseau d'assainissement, ils se verraient appliquer la taxe sur la totalité du volume d'eau livrée, dans la mesure où il n'existe qu'un contrat d'abonnement global, sans tarif dégressif agricole (ce qui est le cas pour les abonnements-compteurs consentis actuellement par la Société lyonnaise des eaux qui exploite le réseau de la Siagne, dans les Alpes-Maritimes). L'incorporation de cette taxe au prix de revient risquerait d'avoir des conséquences redoutables du point de vue de la « compétitivité » des prix de vente au moment où va s'aiguiser la concurrence des productions florales italiennes avec l'application des nouvelles conditions douanières du Marché commun, en juillet prochain. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin qu'un système de détaxation soit appliqué à certaines catégories d'usagers et qu'ils ne soient imposés que sur la fraction d'eau livrée correspondant à une consommation domestique normale.

8114. — 28 mars 1968. — **M. Wesphal** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que la plupart des maîtres enseignants dans les C. E. G. et les C. E. S. sont des professeurs de C. E. G. ou des instituteurs, ces établissements comptant un nombre réduit de professeurs certifiés. Jusqu'à présent les municipalités mettaient à la disposition de ces maîtres un logement de service nu, à défaut, leur versaient une indemnité compensatrice. Compte tenu de la prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans, du caractère intercommunal de ces établissements, de leur nature qui ne permet pas de les considérer comme des écoles primaires, mais bien comme des établissements secondaires ainsi que l'indique, d'ailleurs, la dénomination de C. E. S., les maires estiment que l'obligation de loger les maîtres en cause ou de leur verser une indemnité de logement ne devrait plus incomber aux communes mais à l'Etat. Il lui demande de lui préciser en lui indiquant la référence des textes applicables en cette matière, les obligations exactes des municipalités à l'égard de ces maîtres. Il lui fait valoir, d'ailleurs, qu'il serait souhaitable de faire disparaître une indemnité qui conserve un caractère anachronique, cette disparition étant compensée par une revalorisation des traitements des enseignants concernés. Il serait souhaitable qu'une décision rapide soit prise, à cet égard, par accord avec **M. le ministre de l'éducation nationale** car l'incidence financière de ce problème sur les budgets communaux est de plus en plus importante, compte tenu de la prolongation de la scolarité. La solution actuellement retenue provoque d'ailleurs le mécontentement des municipalités des communes où sont implantés ces établissements scolaires qui sont des établissements intercommunaux, alors que les professeurs sont pratiquement tous logés dans les communes d'implantation du C. E. G. ou du C. E. S.

8126. — 28 mars 1968. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'intérieur** de lui faire connaître si le nombre de personnes qui s'adonnent à la « drogue » sous toutes ses formes, ne lui paraît pas croître de façon inquiétante, notamment parmi les jeunes, et dans ce cas, s'il n'estime pas utile d'intensifier la lutte contre l'usage des stupéfiants et d'annoncer les mesures qu'il compte prendre pour y parvenir.

JUSTICE

8019. — 25 mars 1968. — **M. Kaspereit** expose à **M. le ministre de la justice** que l'article 4 de l'ordonnance du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique est ainsi rédigé : « Les membres du groupement sont tenus des dettes de celui-ci sur leur patrimoine propre. Ils sont solidaires, sauf convention contraire, avec le tiers cocontractant ». Il lui demande s'il faut comprendre que les membres du groupement sont, à la fois, solidaires entre eux et solidaires du groupement, ou seulement solidaires entre eux. En effet, dans le premier cas, les membres du groupement ne pourraient pas opposer le bénéfice de discussion et de division alors que cela leur serait possible dans la seconde hypothèse.

8099. — 27 mars 1968. — **M. Ziller** rappelle à **M. le ministre de la justice** que le décret du 30 juin 1967 a supprimé du champ d'application de la loi du 1^{er} septembre 1948, les locaux classés dans la catégorie exceptionnelle et dans la catégorie 1, à partir du 1^{er} juillet 1968. Il ne fait pas de doute que cette mesure frappe particulièrement les professions libérales, médecins, avocats, avoués, architectes, dont le local d'habitation et le local professionnel sont confondus. Pour beaucoup, notamment les médecins, surtout à Paris, cette décision risque d'entraîner la perte de toute leur clientèle, car ils pourront être expulsés après un congé régulier, et il leur sera souvent impossible de se reloger dans le même quartier. Il lui demande s'il n'est pas possible de modifier ce décret, aux conséquences rigides, comme cela a été fait, pour les locaux insuffisamment occupés; ne serait-ce qu'en permettant au juge des référés d'accorder de longs délais, au minimum, de un à deux ans.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

8027. — 25 mars 1968. — **M. Deschamps** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** qu'en date du 10 juillet 1967 il a été admis que certaines catégories d'agents des P. T. T. non titulaires pourraient désormais bénéficier d'un régime de retraite complémentaire (I. G. R. A. N. T. E.). Or, les gérants des recettes auxiliaires, n'étant pas considérés comme personnel auxiliaire, ils ne peuvent bénéficier de cet avantage. Il lui demande en conséquence s'il envisage la possibilité de remédier à cet état de fait qui lui paraît être une anomalie car les recettes auxiliaires ont été créés dans l'intérêt du public et leurs gérants accomplissent le travail qui leur incombe en assumant également les responsabilités y afférentes.

8118. — 28 mars 1968. — **M. Sénès** appelle l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur le sous-équipement téléphonique, tant urbain que rural, du département de l'Hérault. Il lui signale que le personnel technique ne paraît pas être en nombre suffisant pour faire face aux nombreuses demandes des usagers. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre, afin de donner satisfaction aux nombreuses demandes de branchements actuellement en instance dans le département de l'Hérault et dans la région méridionale.

8125. — 28 mars 1968. — **M. Griotteray** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** qu'avec la création des nouveaux départements de la région parisienne, le ministère des postes et télécommunications a décidé la suppression des annuaires de téléphone qui, jadis, couvraient la Seine et Paris, et édite désormais des annuaires pour le Val-de-Marne, la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise, les Yvelines et l'Essonne. Or, les habitants de ces nouveaux départements ont très souvent besoin des annuaires de l'ensemble des départements de l'ancienne Seine et de Paris. Il lui demande s'il est possible d'envisager de leur délivrer une année, l'annuaire de Paris et, l'année suivante, les annuaires des départements de la région parisienne.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET QUESTIONS ATOMIQUES ET SPATIALES

8119. — 28 mars 1968. — **M. Loustau** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales** le texte d'une des motions votées par le deuxième colloque de Caen, en novembre 1966 : « Le colloque, ému de la complication croissante des règles de gestion financière imposées aux organismes de recherches, demande un assouplissement de ces règles et de leur interprétation, pouvant aller jusqu'à la modification du statut juridique de ces organismes. Il souhaite qu'une commission soit créée auprès du ministre délégué à la recherche, comprenant des chercheurs et des administrateurs pour étudier ce problème et proposer des solutions ». Il attire son attention sur l'aggravation continue de cette situation, qui surcharge chaque jour davantage les chefs de laboratoires de tâches administratives plus lourdes et totalement dépourvues d'intérêt. Il demande : 1° quelles mesures ont été prises dans le sens souhaité par le colloque ; 2° s'il est exact qu'un renforcement des règles comptables est en préparation, sous le prétexte de la création d'une pseudo-comptabilité analytique ; 3° si le niveau des moyens accordés à la recherche scientifique française apparaît déjà comme « convenable » au Gouvernement français.

TRANSPORTS

8004. — 22 mars 1968. — **M. Gaudin** expose à **M. le ministre des transports** que les panonceaux sur les véhicules-écoles doivent, à compter du 1^{er} juillet prochain, être ramenés à 15 centimètres de

hauteur et ne comporter aucun nom d'établissement. Cette dernière disposition prive les établissements d'autos-écoles d'un moyen utile pour se faire connaître auprès de l'usager éventuel qui saurait, de cette façon, à qui s'adresser sans avoir à effectuer des recherches plus ou moins prolongées. Il lui demande s'il n'estime pas devoir modifier cette règle en leur permettant par exemple d'indiquer en petits caractères le nom de l'établissement sur la petite plaque.

8051. — 25 mars 1968. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre des transports** que, d'après un journal parisien du soir en date du 12 mars, un haut fonctionnaire chargé des lignes S. N. C. F. dites déficitaires, aurait déclaré : « Sur certaines lignes de chemin de fer, nous aurions intérêt à donner à chaque voyageur une voiture américaine et un chauffeur, ce serait encore moins coûteux que d'entretenir une liaison ferroviaire ». Or, selon les déclarations du directeur général de la S. N. C. F. à la table ronde sur les conséquences de la modernisation de la S. N. C. F., il ne résulterait de la suppression de 5.000 kilomètres de lignes qu'une économie de l'ordre de 50 millions de francs, alors que le déficit global de la société paraît supérieur à 1.610 millions de francs. Il lui demande en conséquence de lui faire connaître : 1° les raisons pour lesquelles on tente d'ameuter l'opinion sur l'urgence d'une mesure finalement inopérante au plan de la réduction du déficit ; 2° comment le changement de techniques consistant à passer du train à l'autocar peut rendre un service équivalent alors que l'on sait que, notamment dans les régions rurales, la desserte routière, sauf le revêtement, n'a pratiquement pas été améliorée depuis le développement de la circulation automobile d'après guerre. A cet égard, il souhaiterait connaître si, dans les calculs de rentabilité, il a été tenu compte du montant des travaux de modernisation de la route, à entreprendre à bref délai et si, en l'état actuel, l'incidence du coût des accidents matériels et corporels a été prise en considération ; en effet, nul ne saurait nier que les accidents routiers sont, de très loin, supérieurs aux rares accidents qui affectent le chemin de fer ; 3° si les communes et les départements seront tenus, en cas de suppression du trafic ferroviaire, à payer les travaux de modernisation qu'exigera désormais la route et si, à ce propos, ces collectivités recevront de l'Etat les très importantes subventions qui leur seront nécessaires ; 4° si tout a été entrepris pour sauver, en les améliorant, les services non rentables qui constituent quand même les affluents des grandes lignes ; 5° comment la politique de décentralisation et d'aménagement du territoire peut s'accommoder d'une contraction aussi totale du réseau ferroviaire français, spécialement dans les zones rurales, alors que les transports en commun de la région parisienne ne cessent pas d'être subventionnés par la collectivité nationale.

8065. — 26 mars 1968. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conditions de fonctionnement du train n° 1109 reliant Paris (gare de Lyon) à Clermont-Ferrand. Il lui fait observer, en effet, que ce train met, en principe, 5 heures et 11 minutes pour accomplir ce parcours alors que l'autorail n° 1105, qui part quatre minutes avant, met seulement quatre heures, soit une heure et onze minutes de moins, pour faire le même kilométrage et que si la différence de moyenne kilométrique existant entre ces deux trains s'explique par le fait que les arrêts du train n° 1109 sont plus nombreux et que la traction-vapeur permet des pointes de vitesse moins élevées que la traction-Diesel de l'automotrice de l'autorail Le Bourbonnais, elle s'explique aussi par la longueur des arrêts. C'est ainsi que, mis à part les deux arrêts de Moret-les-Sablons (six minutes) et Saint-Germain-des-Fossés (trois minutes en principe), au cours desquels il est procédé au changement de la motrice ou au fractionnement d'une partie du train, le train n° 1109 s'arrête à Montargis, au moins deux minutes, ainsi qu'à Gien et Cosne, pour le même temps, puis à Nevers, où il reste six minutes, ensuite Moulins, pour au moins deux minutes, le même temps étant au moins accordé aux stationnements prévus à Vichy et Riom. Ainsi, ce train consacre trente minutes aux arrêts, cette durée étant souvent supérieure en raison des prolongements imprévus. De son côté, l'autorail Le Bourbonnais marque des temps d'arrêt qui, mis à part celui de Saint-Germain-des-Fossés, sont toujours inférieurs à une minute. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour accélérer la circulation du train n° 1109 (et également du train n° 1110, qui circule en sens inverse) de façon à ce que ce train puisse arriver à Clermont-Ferrand avant zéro heure, l'accélération pouvant être obtenue : 1° par le remplacement de la traction-vapeur par la traction-Diesel, étant entendu que tous les autres trains circulant sur cette ligne, y compris les trains de marchandises, sont tractés par une motrice Diesel qui assure à la fois une vitesse et un confort supérieurs à la traction-vapeur qui produit, par ailleurs, une fumée chargée de débris non brûlés, incendiant les abords des voies et salissant les voitures ; 2° par une réduction des temps d'arrêt, en prenant exemple sur les autorails dans lesquels il est demandé aux voyageurs d'accélérer l'évacuation des voitures, ce qui se fait sans difficultés.

8085. — 26 mars 1968. — **M. Morillon** expose à **M. le ministre des transports** que les agents de traction de la C. G. T. V. N. se trouvent menacés de licenciement dans des conditions particulièrement inadmissibles. En effet, en l'état actuel de la législation, ils ne pourront bénéficier des indemnités consenties par le Fonds national de l'emploi. La commission permanente du comité supérieur de l'emploi, a toutefois émis un avis favorable à la conclusion d'une convention de coopération d'allocation spéciale entre le Fonds national de l'emploi et la C. G. T. V. N. Les effets de cette convention ont cependant été limités aux départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et du Nord ; en outre le droit à l'obtention des indemnités de pré-retraite a été fondé sur un critère d'âge (60 à 65 ans), sans qu'il soit tenu compte de l'ancienneté à la compagnie. Le caractère restrictif de cette convention porte un grave préjudice aux agents de traction des départements qui ne sont pas concernés par l'accord en question, ainsi qu'à ceux qui, sans avoir atteint l'âge de 60 ou 65 ans au moment de leur mise à la retraite anticipée auront travaillé de très nombreuses années à la compagnie. Il lui demande : 1° s'il entend, ainsi que la loi l'y autorise, étendre à l'ensemble des agents de traction de la C. G. T. V. N. le bénéfice de la convention passée entre cette compagnie et le Fonds national de l'emploi ; 2° s'il ne lui paraît pas équitable de tenir compte pour l'attribution de la pré-retraite, à la fois de l'âge de l'agent et du temps qu'il a passé au service de la compagnie.

8102. — 27 mars 1968. — **M. Philibert** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le problème du reclassement dans Air-France des anciens employés de nationalité française de la compagnie Air-Algérie. En effet ce problème n'a pas encore été réglé à la satisfaction des intéressés, bien que le gouvernement français ait garanti leur réemploi par Air-France à la suite des entretiens franco-algériens des 12, 13 et 14 février 1963. Il lui demande quelles mesures il compte prendre et dans quels délais, pour appliquer les engagements qui ont été pris à l'égard de ces personnels dont les qualifications et l'expérience ne devraient pas rester plus longtemps inutilisées.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES CULTURELLES

5885. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** s'il peut : 1° indiquer l'effectif réel des personnels rémunérés sur les crédits de son ministère, en distinguant les personnels non titulaires et les personnels titulaires et, pour ces derniers, en précisant la catégorie à laquelle ils appartiennent ; 2° rapprocher les chiffres constatés des emplois budgétaires ; 3° préciser le mois auquel correspondent les renseignements fournis. (Question du 19 décembre 1967.)

Réponse. — L'honorable parlementaire voudra bien trouver dans le tableau ci-après les renseignements qu'il a demandés dans sa question écrite du 19 décembre 1967. La situation des effectifs est arrêtée à la date du 31 décembre 1967 et tient compte des services votés au titre de l'année 1967.

	PERSONNELS CIVILS titulaires.		PERSONNELS CIVILS titulaires contractuels et non auxiliaires.		OUVRIERS rémunérés sur la base du commerce et de l'industrie.	
	Effectif budgétaire.	Effectif réel.	Effectif budgétaire.	Effectif réel.	Effectif budgétaire.	Effectif réel.
Administration centrale	477	452	60	102	»	»
Services extérieurs	3.968	3.138	373	980	26	44
Totaux ..	4.445 (a)	3.590	433	1.082	26	44

(a) Non compris 25 emplois pour ordre de la caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Cette situation s'explique comme suit : à l'Administration centrale 24 agents temporaires ont été recrutés sur des vacances d'emplois de titulaires en attendant les concours prévus ; dans les services extérieurs 651 agents temporaires figurent sur des emplois vacants de titulaires ; sur ce nombre 414 agents temporaires sont des gardiens de musée. Sont provisoirement vacants des emplois qui doivent faire l'objet de concours ou qui relèvent de corps ayant fait l'objet d'aménagements statutaires.

6015. — M. Poniatowski attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur les questions suivantes intéressant la manufacture nationale des Gobelins. Il lui demande en particulier ; 1° pour quelles raisons l'administration centrale maintient un corps de liciers (à type de carrière complet : 10 échelons, vingt-quatre ans, catégorie ES 2). Le recrutement de ce corps a été encore compromis par l'article 23 du statut particulier du personnel technique des manufactures, titre IV, du 27 mars 1964, paragraphe 3. Ce nouveau statut entraîne semble-t-il le départ des personnels les plus jeunes. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation ; 2° pourquoi les liciers n'ont pas de programme, ni de temps d'étude, pour leur permettre de préparer le concours d'artiste-licier. En vertu de l'article 19 du décret n° 59-244 du 4 février 1959, titre II, cette préparation est prévue ; 3° pour quelles raisons, le tissage de pièces anciennes n'a plus lieu pour maintenir le patrimoine national ; 4° pour quelles raisons la commission du choix des cartons de tapisserie et tapis, au moment de la mise en œuvre des choix effectués, ne consulte pas les techniciens qualifiés de haute-lice, basse-lice et savonnerie ; 5° en ce qui concerne les pensions civiles, quelles sont les raisons pour lesquelles le service technique de la teinture n'a pas été officiellement reconnu en service B (actif), malgré différents rapports médicaux favorables. (Question du 30 décembre 1967).

Réponse. — 1° Le statut particulier des fonctionnaires de l'administration générale du mobilier national et des manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie a prévu que les artistes liciers seraient recrutés par concours ouvert aux liciers comptant quatre ans de services effectifs en cette qualité. Ce recrutement par concours est indispensable pour faire accéder des fonctionnaires de catégorie C (des liciers) à des emplois (artistes-liciers) aboutissant en fin de carrière sans autre concours à la catégorie A (maîtres artistes liciers, sous-chefs d'atelier et éventuellement chef d'atelier). Or, l'accès par concours implique l'élimination des candidats jugés d'un niveau insuffisant (la catégorie A correspondant au niveau de la licence). Il était donc nécessaire d'assurer aux liciers auxquels leurs connaissances générales n'auraient pas permis d'accéder aux grades supérieurs, une carrière normale. C'est pourquoi a été prévu un échelonnement correspondant à celui de la catégorie ES 2. Il ne semble pas que le nouveau statut entraîne spécialement le départ des personnels les plus jeunes : au contraire, depuis la parution de ce statut, les cours de formation, institués aux manufactures nationales pour préparer au concours d'apprenti licier, sont tellement encombrés que l'on a dû refuser de prendre de nouveaux élèves ces deux dernières années, faute de pouvoir leur assurer un débouché dans les manufactures. 2° Le ministère des affaires culturelles se préoccupe d'organiser progressivement des cours de formation des liciers pour leur permettre de se présenter aux concours donnant accès à des postes supérieurs. 3° Si, en vue de promouvoir une politique de création artistique, la manufacture des Gobelins tisse surtout des cartons d'artistes contemporains, il n'en est pas de même pour la manufacture de Beauvais qui, outre des tapisseries modernes, exécute des tissages de cartons anciens ; des tissus de sièges « Empire » sont en fabrication. La manufacture de la Savonnerie tisse également en plus de tapis modernes un tapis « Restauration » d'après un carton de Saint-Ange qui, à l'époque, n'avait pas été exécuté. Il y a toujours sur métier à la Savonnerie au moins un tapis ancien. 4° Avant que la commission soit appelée à se prononcer sur le choix des cartons, les trois chefs des ateliers des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie sont consultés sur les possibilités techniques de réalisation des cartons présentés. 5° Le classement des fonctionnaires et agents de l'Etat dans les catégories du service actif ou du service sédentaire relève de la politique générale de la fonction publique et non pas de la compétence spécifique du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Il est toutefois rappelé que depuis la suppression de l'abattement d'un sixième, sur les services sédentaires, les pensions de retraite sont calculées selon des critères identiques pour les agents classés en service actif et ceux classés en service sédentaire. En outre, les règles actuelles permettent aux agents classés en catégorie B de ne partir en retraite qu'à soixante ans accomplis et aux agents classés en catégorie A de partir en retraite anticipée dès soixante ans.

6621. — M. Boucheny demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles pour quelles raisons les services techniques de la teinture n'ont pas été reconnus en service B (actif) malgré différents rapports médicaux favorables pour le calcul des pensions civiles (Question du 27 janvier 1968).

Réponse. — Le classement des fonctionnaires et agents de l'Etat dans les catégories du service actif ou du service sédentaire relève de la politique générale de la fonction publique et non pas de la compétence spécifique du ministre d'Etat chargé des affaires

culturelles. Il est toutefois rappelé que depuis la suppression de l'abattement d'un sixième sur les services sédentaires, les pensions de retraite sont calculées selon des critères identiques pour les agents classés en service actif et ceux classés en service sédentaire. En outre, les règles actuelles permettent aux agents classés en catégorie B de ne partir en retraite qu'à soixante ans accomplis et aux agents classés en catégorie A de partir en retraite anticipée dès soixante ans.

7053. — M. Labbé expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles le problème de la disparition de la gare Renault, à Sèvres. Depuis 1940, le terrain appartenant à la S. N. C. F. aux abords du pont de Sèvres a été réquisitionné pour le temps des hostilités au profit des usines Renault. La guerre finie, malgré les promesses formelles faites par la Régie Renault, notamment en 1967, et malgré une décision du délégué général au district datant de 1963, aucune mesure efficace n'a été prise pour faire disparaître ces constructions inesthétiques. Il lui demande dans quels délais peut disparaître la gare Renault à Sèvres qui offre devant le musée national de la porcelaine et le parc de Saint-Cloud, un aspect artistique discutable. Sur le plan même de l'urbanisme, il faut remarquer que les travaux d'aménagement de la tête du pont de Sèvres sont quelque peu entravés par l'existence de ces bâtiments dans lesquels depuis peu la Régie Renault est autorisée à installer une citerne aérienne de 15.000 litres destinée au stockage du fuel domestique. Il lui demande également s'il n'est pas à craindre que la Régie Renault fasse naître ainsi des difficultés matérielles supplémentaires pour rendre problématique la disparition de ces bâtiments qui deviennent de plus en plus coûteux. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — Le problème de la disparition de la gare Renault à Sèvres est étudié par mes services en liaison avec le service régional de l'équipement pour la région parisienne, dans le cadre des projets de circulation qui intéressent la rive gauche de la Seine et les hauteurs de Meudon et de Saint-Cloud. Ces études permettront de dresser un échéancier des dispositions à prendre pour rétablir une continuité entre le domaine du parc de Saint-Cloud et la Seine. L'implantation dans l'île Monsieur d'une citerne destinée au stockage de fuel domestique ne m'a pas été soumise pour autorisation. J'ai fait ouvrir une enquête pour savoir dans quelles conditions aurait pu être délivrée l'autorisation nécessaire à cette construction dans un site classé.

7119. — M. Barrot demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles s'il peut lui indiquer : 1° quel est le statut de la Cinémathèque française ; 2° quel est le montant de la subvention octroyée par le Gouvernement à la Cinémathèque française ; 3° en vertu de quels pouvoirs a été prise la décision de refuser l'octroi de cette subvention à la Cinémathèque si celle-ci continue à être dirigée par la personnalité qui l'a essentiellement fondée ; 4° quel est le groupe de travail ou la personne qui a choisi le successeur de ce fondateur ; 5° s'il est exact que de nombreux cinéastes envisagent d'interdire la projection de leurs films à la Cinémathèque. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — 1° La Cinémathèque française est une association déclarée, régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et celles de ses statuts particuliers qui précisent notamment les conditions et modalités de la participation de l'Etat à son activité et à son contrôle. 2° Au titre de l'exercice 1967, un crédit d'un montant de 1.200.000 F a été inscrit au budget du ministère des affaires culturelles pour permettre l'octroi d'une subvention à la Cinémathèque française. Un crédit d'un égal montant est inscrit au titre de l'exercice 1968. En outre l'Etat met gratuitement à la disposition de la Cinémathèque française les deux salles de projection du Musée du cinéma (Palais de Chaillot) et de l'Institut pédagogique national (rue d'Ulm). Les recettes réalisées par les projections de la Cinémathèque organisées dans ces salles concourent à l'alimentation du budget de l'association. 3° Les décisions conduisant à différer partiellement certains versements au titre de la subvention allouée pour l'exercice 1967 et à subordonner l'octroi de la subvention au titre de l'exercice 1968 à la réorganisation administrative et financière de la cinémathèque française ont été prises par les autorités de tutelle, suivant les pouvoirs que possède l'Etat de s'assurer du minimum d'ordre et de clarté qu'il est en droit d'exiger des organismes auxquels il accorde l'usage des fonds et des bâtiments publics. 4° Les décisions relatives à la désignation d'un directeur technique et artistique et du directeur administratif et financier ont été prises, conformément à l'article 7 des statuts de l'association, par le conseil d'administration de la Cinémathèque, dans sa séance du 9 février 1968. 5° En ce qui concerne les intentions des cinéastes, relativement à la projection de leurs films, le ministre des affaires culturelles ne les connaît que par les manifestations au cours desquelles ces intentions ont été exprimées publiquement ou par voie de la presse, ainsi que par diverses lettres individuelles adressées à la Cinémathèque. En ce qui concerne

les droits que peuvent avoir ces cinéastes d'interdire les projections, la réponse ne pourrait être donnée qu'à la condition de connaître, pour chaque film, les titulaires des droits d'exploitation et des droits d'auteur ainsi que les conditions juridiques suivant lesquelles les dépôts de films ont été faits auprès de la Cinémathèque.

7429. — M. Fouet expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que la sous-commission chargée d'émettre un avis sur les demandes d'avances sur recettes ou de garanties de recettes se compose outre d'un président, d'un membre à compétence technique, de cinq membres à compétence financière et administrative et de huit membres à compétence artistique. Il s'étonne du fait que la production française spécialement intéressée par ses attributions ne soit pas plus représentée au sein de cette sous-commission, comme il serait souhaitable. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir un élargissement de cette sous-commission afin que soient représentées toutes les corporations intéressées à la rentabilité d'un film, distributeurs et exploitants, pour obtenir une plus juste répartition et une meilleure récupération des fonds avancés. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Selon le décret modifié du 16 juin 1959 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique, des avances sur recettes peuvent être décidées par le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et accordées soit avant, soit après la réalisation du film en fonction notamment de la nature du sujet, des caractéristiques et des qualités de l'œuvre cinématographique et des conditions de la réalisation. Pour permettre au ministre de se prononcer en toute connaissance de cause sur les différents critères ainsi dégagés, le décret précise que la décision est prise après avis d'une commission réunissant des personnes compétentes du point de vue financier, technique et artistique. Comme dans tous les domaines de fonctionnement du régime de soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique, les avis sont émis par une sous-commission de la commission consultative du cinéma. Cette sous-commission est composée, d'une part, des membres de la commission consultative choisis pour leur compétence artistique, d'autre part, des membres particulièrement compétents en matière financière et enfin, au titre de la compétence technique, du directeur de production qui siège à la commission. De plus la sous-commission vient d'être complétée par un représentant de l'association française des cinémas d'art et d'essai, le ministre ayant ainsi entendu qu'un directeur de salle en prise directe avec le public la fasse bénéficier de son expérience. Ainsi un équilibre harmonieux des goûts et des compétences est-il assuré. Une condition qui contribue au maintien de cet équilibre est l'indépendance de la commission par rapport aux sociétés privées de la profession cinématographique qui se trouvent comme il est normal en état de concurrence les unes par rapport aux autres. Sa neutralité étant garantie, la commission peut émettre des avis qui, compte tenu de l'aspect sélectif de ce type de soutien, accordent une priorité aux critères artistique et culturel. La rentabilité n'est pas pour autant ignorée puisqu'il est procédé à un examen attentif des devis estimatifs des films proposés et qu'à cet égard les membres choisis pour leur compétence financière contribuent à la formulation des avis de la commission. L'expérience de plus de sept années de fonctionnement de la sous-commission des avances sur recettes, les résultats obtenus par les films dont ses avis ont permis la réalisation et qui contribuent largement à la diffusion à l'étranger du cinéma français de qualité ainsi que le nombre des auteurs qui se sont affirmés grâce à elle démontrent à l'évidence l'utilité de son action. Il ne paraît pas opportun de modifier dans ces conditions la composition de cette sous-commission.

7431. — M. Péronnet expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles l'inquiétude de la production cinématographique devant la décision de l'O. R. T. F. d'entreprendre la réalisation d'une série d'une durée de six heures d'antenne groupant les œuvres de Dumas sur « Les Trois Mousquetaires ». Il attire son attention sur le grave préjudice ainsi causé à la production française par l'impossibilité pour elle de continuer valablement l'exploitation des trois films « Les Ferrets de la Reine », « La Vengeance de Milady », « Les Trois Mousquetaires » réalisés par des interprètes actuellement fort appréciés du public du fait de la parution d'une telle émission. L'acquisition des droits de télévision des trois films précités permettrait de compenser dans une large mesure ce grave préjudice tout en procurant une économie de plus de 8 millions de francs à l'O. R. T. F. qui pourrait être éventuellement investie dans toutes réalisations portant moins préjudice à la carrière de films français existant. Il lui demande ce qu'il compte faire pour intervenir afin de modifier favorablement cette situation difficilement acceptable. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — La société de production de films cinématographiques qui a réalisé au cours de l'année 1961 deux films de long métrage tirés de l'œuvre d'Alexandre Dumas « Les Trois Mousquetaires »

— « Les Ferrets de la Reine » et « La Revanche de Milady » — s'est effectivement émue des intentions annoncées par l'O. R. T. F. d'entreprendre la réalisation d'une série de quatre films tirés de la même œuvre. Elle a protesté auprès de l'Office en faisant valoir que les possibilités d'exploitation commerciale de ces films n'étaient pas terminées, en raison de la date relativement récente de leur réalisation, et elle a demandé à l'O. R. T. F. de renoncer à ses projets. Le centre du cinéma a, de son côté, soumis le même problème à l'Office. Il n'apparaît pas que ce dernier ait réservé une suite favorable à la demande du producteur; toutefois une solution de compromis avait été recherchée dans le sens de l'acquisition par l'O. R. T. F. des droits d'exploitation des deux films cinématographiques précités. Il semble cependant que les intéressés n'aient pu se mettre d'accord sur le prix de cette transaction. L'œuvre d'Alexandre Dumas appartenant au domaine public, on ne saurait contester le droit de tout producteur ainsi que celui de l'O. R. T. F. de réaliser une adaptation cinématographique ou télévisée de cette œuvre et cette situation rend inopérantes des interventions du ministère des affaires culturelles. Celui-ci s'efforce, par contre, d'obtenir de l'O. R. T. F. que les conditions pécuniaires d'acquisition des droits d'exploitation des films cinématographiques soient améliorées à la fois pour tenir compte de l'importance des investissements des producteurs de films et des préjudices que présente pour ces derniers et pour l'ensemble de la profession cinématographique le passage de films sur les écrans de la télévision, lorsque ces films sont acquis à des prix trop faibles, comme c'est souvent le cas.

AFFAIRES ETRANGERES

3914. — M. Sènès expose à M. le ministre des affaires étrangères que, dans certains cas, certaines dettes du secteur public nées antérieurement à l'indépendance de l'Algérie ont été normalement prises en charge par le Trésor. Des créanciers du secteur public remplissant les conditions ci-dessus précisées ne sont pas cependant payés des travaux qu'ils ont réalisés avant l'indépendance de l'Algérie. C'est le cas en particulier d'entrepreneurs ayant effectué des travaux pour le compte des hôpitaux d'Algérie. Ces entrepreneurs ont parfois été condamnés par les tribunaux à régler pour les mêmes travaux les approvisionnements de leurs fournisseurs. Il lui demande de lui faire connaître : 1° les raisons qui s'opposent actuellement au règlement de ces créanciers du secteur public ; 2° la date à laquelle toutes les dettes du secteur public nées antérieurement à l'indépendance de l'Algérie pourront être réglées. (Question du 2 octobre 1967.)

Réponse. — Aux termes des accords d'Evian (art. 18 de la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière), l'Algérie assume les obligations et bénéficie des droits contractés en son nom ou en celui des établissements publics algériens, par les autorités françaises avant l'indépendance; il en résulte que le règlement des dettes des hôpitaux, établissements publics départementaux d'Algérie, incombe aux autorités algériennes. Ce principe n'a pas été mis en cause par la décision prise par le Gouvernement, en accord avec le Gouvernement algérien, de désintéresser pour le compte de l'Algérie les titulaires de certaines créances sur des collectivités publiques algériennes antérieures au 1^{er} janvier 1963. Les mesures adoptées, qui n'étaient applicables, en ce qui concerne les établissements publics, qu'aux seules dépenses de fonctionnement, viennent d'être étendues aux créances détenues à l'encontre des organismes d'I. L. M. Les services compétents étudient la possibilité d'étendre le bénéfice de ces mesures aux dépenses d'équipement des hôpitaux, mais aucune décision n'a encore été prise.

5956. — M. de Montesquiou, se référant à la recommandation n° 499 relative aux aspects scientifiques et technologiques de l'élargissement des communautés européennes qui a été adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 26 septembre 1967, demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement est prêt à donner comme instruction à son représentant permanent au comité des ministres du Conseil de l'Europe de voter en faveur des demandes contenues dans cette recommandation. (Question du 30 décembre 1967.)

Réponse. — Le Gouvernement prête une extrême attention aux problèmes soulevés par la nécessité de conserver à l'Europe une indépendance réelle dans les domaines de la recherche scientifique et de la technologie. La coopération entre les pays intéressés lui paraît, à cet égard, un des moyens efficaces de développement du potentiel scientifique et technologique de l'Europe. La France s'est d'ailleurs, pour sa part, engagée dans cette voie, en élaborant des projets communs, soit avec ses partenaires de la C. E. E., soit avec d'autres pays, dans des secteurs de pointe tels que l'aéronautique, l'espace, l'énergie atomique. Aussi, le représentant français au comité des ministres du Conseil de l'Europe a-t-il reçu comme instructions d'approuver la réponse de ce comité à la recommandation n° 499 de l'assemblée.

6057. — M. Massot rappelle à M. le ministre des affaires étrangères qu'il lui a posé, le 30 décembre 1966, la question écrite ci-après, restée sans réponse : « ... La reconnaissance par le Gouvernement français de la Chine populaire a fait naître de grandes espérances chez les Français qui, à titre personnel ou par voie de succession, possédaient des biens mobiliers en Chine. Il lui demande si un accord ne doit pas intervenir prochainement pour permettre aux Français susvisés de rapatrier en France les titres, bijoux, valeurs et objets mobiliers divers qu'ils possèdent en Chine et, dans l'affirmative, quels sont les moyens que ces Français doivent employer pour entrer en possession de leurs biens. Il lui demande s'il peut enfin apporter une réponse à ce sujet. (Question du 30 décembre 1967.) »

Réponse. — Il existe en effet un contentieux franco-chinois qui porte sur les créances civiles et commerciales détenues par des Français sur des personnes physiques et morales chinoises, les emprunts du Gouvernement chinois émis en France, les dommages de guerre et les biens, droits et intérêts français atteints par des mesures de confiscation ou d'expropriation du fait du Gouvernement chinois. Le Gouvernement ne peut, pour le moment, que réserver la possibilité de conclure avec le Gouvernement chinois un accord pour le règlement de ce contentieux.

6373. — M. Ponsellé expose à M. le ministre des affaires étrangères que les labours préparatoires effectués en Algérie par des exploitants français rapatriés n'ont pas été pris en compte dans le calcul des biens indemnisables. Or, ils constituaient, pour de nombreux agriculteurs français d'Algérie, les principaux frais de culture. Il lui demande de lui indiquer s'il n'estime pas devoir indemniser les frais de labours et quelles mesures il compte prendre à cet effet. (Question du 20 janvier 1968.)

Réponse. — En vertu d'un arrangement particulier avec l'Algérie, les exploitants agricoles français expropriés dans ce pays en 1963 obtiennent le remboursement forfaitaire des frais culturaux effectués au titre des productions dont ils n'ont pas pu commercialiser les récoltes. Les frais de labours préparatoires à la campagne 1964 sont alors pris en considération dans les mêmes conditions que les autres frais engagés entre le 1^{er} octobre 1962 et la date de dépossession. En revanche, l'arrangement n'étant pas applicable lorsque la récolte a été commercialisée, il n'existe aucune disposition permettant un remboursement spécifique des frais de labours préparatoires qui s'ajouterait au produit de la récolte, car celui-ci couvre l'ensemble des dépenses effectuées au cours de l'année agricole.

6735. — M. Palmero demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles démarches il a accomplies et quels résultats il a obtenus au sujet de l'indemnisation des Français expulsés et spoliés en R. A. U. consécutivement à l'affaire dite de « Suez ». (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — A la suite des événements de Suez, un accord général a été conclu avec la République arabe unie le 22 août 1958 prévoyant notamment la mainlevée du séquestre prononcé sur les biens de nos compatriotes et différentes facilités de transfert des liquidités. Le fonctionnement de cet accord n'ayant pas donné pleine satisfaction, une convention a été signée le 23 juillet 1966 avec le Gouvernement du Caire pour réduire le formalisme des procédures en cours. Pour ceux dont les biens gérés par la séquestration générale égyptienne n'ont laissé qu'un passif ou n'ont pu être retrouvés, et pour ceux qui n'auraient pu, malgré leur bonne volonté, bénéficier des procédures instituées, il a été prévu la répartition d'une indemnité versée par le Gouvernement égyptien. Une commission spéciale chargée de la répartition de cette indemnité a été instituée par un décret n° 68-103 du 30 janvier 1968. Elle doit incessamment commencer ses travaux. D'autre part, le versement par annuités d'indemnités pour les terres agricoles nationalisées à la suite de la réforme agraire en Egypte a été convenu. En outre, deux accords, l'un du 5 novembre 1964, l'autre du 24 mai 1967, organisent dans le cadre des conventions précitées, l'indemnisation des porteurs de titres égyptianisés ou nationalisés par l'organisme économique égyptien et les modalités de transfert des sommes obtenues. Enfin, à la suite des nationalisations portant sur des établissements industriels et commerciaux, différents accords particuliers ont été conclus à l'initiative de notre ambassade au Caire, en application de la convention du 28 juillet 1966.

6752. — M. Meujouan du Gasset expose à M. le ministre des affaires étrangères que se fait sentir d'une façon urgente la nécessité de la création d'un axe routier Ouest—Est, à quatre couloirs, en vue de désenclaver l'Ouest de la France et aider par là à remettre cette région périphérique dans l'orbite de la Communauté économique européenne, alors que son éloignement la pénalise. Il lui demande s'il ne serait pas opportun de saisir officiellement les autorités européennes et plus spécialement la « commission

européenne » de ce problème ; et même, s'il ne serait pas opportun peut-être de leur demander d'élaborer un projet, en accord avec les différentes collectivités locales et régionales, en vue de réaliser cette liaison d'intérêt européen. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — La liaison Ouest—Est, qui doit permettre de desservir dans les meilleures conditions les villes du littoral atlantique et de les raccorder à l'Allemagne, à la Suisse et à l'Italie présente en effet une très grande importance et ressortit au plan directeur routier qui est en cours d'élaboration. Elle n'est par contre nullement de la compétence de la commission des communautés européennes, compétence déclinée en l'espèce par le traité de Rome créant le Marché commun. Toute coordination qui paraîtrait nécessaire sera étudiée et discutée avec les autres gouvernements intéressés.

AFFAIRES SOCIALES

4266. — M. Danel expose à M. le ministre des affaires sociales qu'aux termes de l'article 415-1 du code de la sécurité sociale est considéré comme accident du trajet le sinistre qui survient à un salarié sur le parcours entre son domicile ou sa résidence entendue au sens indiqué aux paragraphes a et b de ce texte et le lieu de son travail ou *vice versa* : « ... dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné par un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités de la vie courante ou indépendant de l'emploi ». Certains entrepreneurs envisagent de payer les salaires de la totalité de leur personnel par chèques bancaires qui, pour les salariés dont la rémunération mensuelle serait inférieure à 1.000 francs seraient des chèques non barrés que les intéressés auraient la possibilité de toucher directement aux guichets des banques de la place. Le travail dans les entreprises en cause étant interrompu de 12 heures à 14 heures alors que les guichets de banque sont ouverts jusqu'à 12 h 30 et à partir de 13 h 30, ces salariés seraient amenés à effectuer un détour de leur trajet normal pour aller toucher leur chèque, soit en revenant du travail, soit en s'y rendant. Il lui demande si, compte tenu de ces circonstances de fait, il n'estime pas que ce détour devrait être considéré comme inhérent aux nécessités de la vie courante et que, par conséquent, les accidents qui pourraient survenir à ces salariés sur le parcours entre soit l'usine et la banque, soit la banque et le domicile ou les parcours inverses ne devraient pas être considérés comme des accidents de trajet, au sens de l'article 415-1 susvisé. (Question du 17 octobre 1967.)

Réponse. — Il appartient à la caisse primaire d'assurance maladie et, en cas de litige, aux juridictions compétentes, d'apprécier si l'accident, dont le travailleur a été victime au cours des trajets d'aller et retour de son domicile au lieu de son travail, entre ou non dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 415-1 du code de la sécurité sociale, modifié par l'article 18 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967. Il incombe à la victime ou à ses ayants droit d'apporter la preuve que le trajet n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par un intérêt personnel ou indépendant de l'emploi. A la connaissance du ministre des affaires sociales, il ne semble pas que la Cour de cassation ait été appelée à se prononcer sur le caractère professionnel d'un accident survenu dans les circonstances indiquées par l'honorable parlementaire. Il convient de noter que la juridiction suprême avait décidé, sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, qu'un travailleur, autorisé à se rendre, chaque mois, pendant les heures de travail, au lieu de paiement de son salaire, accomplissait, lors de ce déplacement, un acte se rattachant par un lien direct au contrat de louage de services et, de ce fait, avait droit, en cas d'accident, à la protection de la loi. La Cour de cassation a estimé qu'au contraire, lorsque l'exécution du contrat de travail est suspendue, par exemple lorsque le travailleur est en état d'incapacité temporaire de travail pour cause de maladie, ou qu'il n'appartient plus à l'entreprise, le déplacement qu'il accomplit pour se rendre au siège de celle-ci afin d'y percevoir son salaire n'est pas couvert par la législation sur les accidents du travail (en ce sens Cour de cassation, soc. : 12 décembre 1957 ; 8 décembre 1960 ; 21 mars 1962).

4263. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur le fait que les cadres en chômage et inscrits à l'A.S.S.E.D.I.C. ne peuvent plus cotiser au régime de retraite et que, si les droits acquis sont maintenus, le compte de points des intéressés n'est plus alimenté. De plus, les assurances décès et invalidité ne leur sont plus garanties. Cet état de chose ne fait qu'aggraver la situation déjà très pénible des cadres en chômage. D'autre part, un cadre âgé de plus de soixante ans est obligé d'aller au pointage tous les quinze jours. Ces deux dispositions n'existant pas lorsque le cadre chômeur est bénéficiaire du fonds national de l'emploi, il lui demande : 1° s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour que les cadres en chômage puissent continuer à bénéficier totalement de leurs droits à la retraite, assurance décès et invalidité ; 2° et si, en outre, il ne lui semble pas

opportunité d'envisager un allègement de la procédure de pointage à laquelle les chômeurs sont soumis. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Le régime de retraites complémentaires des cadres est un régime privé qui a été institué par la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947. Les organisations qui ont conclu cette convention ont participé le 10 mai 1967 à la signature d'un protocole qui pose le principe de la validation, par le régime des cadres, des périodes de chômage de leurs ressortissants lorsque ces périodes sont indemnisées par les associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (A. S. S. E. D. I. C.). Le protocole du 10 mai 1967 laissant à la commission paritaire créée par la convention du 14 mai 1947 le soin de préciser ses modalités d'application, ladite commission a adopté un avenant à la convention permettant la mise en application des principes posés par le protocole. Il est précisé que cette étude ne concerne que la retraite, et qu'en raison de la nature privée de ces régimes, il n'appartient pas aux pouvoirs publics d'intervenir dans le règlement en question. Les cadres privés d'emploi peuvent, néanmoins, avoir intérêt à prendre l'attache des caisses de retraite complémentaire compétentes, certaines d'entre elles maintenant, sous certaines conditions et pendant une certaine durée, le bénéfice de la garantie décès et invalidité. En ce qui concerne l'allègement de la procédure de pointage des travailleurs privés d'emploi, il convient de souligner que, pour l'application de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967, la fréquence de la vérification de la situation d'inactivité a été fixée à une fois par semaine pour les travailleurs âgés de moins de soixante ans et une fois par quatorzaine pour les travailleurs âgés de plus de soixante ans. Il n'est pas possible, dans l'intérêt même des travailleurs privés d'emploi, de prévoir des contacts plus espacés avec les services de main-d'œuvre et, lorsqu'elles seront implantées, avec les sections de l'agence nationale pour l'emploi. Les instructions qui ont été données (circulaire T. E. 43 67 du 27 septembre 1967) mettent en évidence le double but de ces contacts : vérifier la situation d'inactivité, mais aussi permettre un entretien avec le demandeur d'emploi sur ses possibilités de reclassement. C'est ce deuxième objectif considéré comme primordial, qui sera poursuivi, en priorité, lorsque l'implantation de l'agence nationale pour l'emploi le permettra, tandis qu'un effort sera entrepris pour permettre l'aménagement des locaux et la répartition des horaires de réception.

6893. — **M. Jacques Maroselli** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la situation tragique des handicapés physiques grands infirmes qui malgré une réévaluation des pensions intervenues le 1^{er} janvier 1968, ne perçoivent, en Haute-Saône, pour survivre et quand ils sont jugés « nécessiteux », qu'une somme de 6,30 francs par jour au titre de l'allocation principale et de l'allocation du fonds national de solidarité alors qu'ils ont à supporter les augmentations nombreuses survenues notamment sur le pain, le lait, l'électricité, le gaz, le charbon, les loyers et les transports. Aussi et parce que leur situation déjà précaire continuera à se dégrader si la solidarité qu'ils ont en droit d'attendre de la société ne se manifeste pas plus efficacement, il lui demande s'il envisage : 1° de promouvoir une vigoureuse campagne nationale en leur faveur ; 2° d'examiner la possibilité de satisfaire leur revendication immédiate en portant les allocations annuelles des handicapés physiques et grands infirmes aux trois quarts du S. M. I. G. ce qui leur permettrait au moins de percevoir les quelques malheureux 9,20 francs par jour qu'ils espèrent (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Le Gouvernement s'efforce d'améliorer progressivement la condition des handicapés physiques ou mentaux qui ont droit à une égale sollicitude. Dans ce but, le montant des allocations d'aide sociale à domicile et le minimum de ressources auxquels les handicapés peuvent prétendre font régulièrement l'objet de relèvements proportionnellement supérieurs au taux de l'accroissement des autres revenus (tel qu'il est prévu dans le cadre du plan de développement économique et social. A nouveau, récemment, à compter du 1^{er} février, le minimum de ressources dont doivent disposer les handicapés et les personnes âgées a été majoré. Il est rappelé à l'honorable parlementaire que ce minimum de ressources fixé à 2.200 francs par an au 1^{er} octobre 1967 a été porté à 2.300 francs au 1^{er} janvier 1968 et à 2.400 francs au 1^{er} février. Depuis le 1^{er} janvier 1967, le taux d'augmentation de cette allocation est de 14 p. 100. Depuis le 1^{er} janvier 1958, où elle n'était que de 1.051 francs ou 1.014 francs selon les localités, soit seulement 2,90 francs par jour, l'augmentation a été de plus de 130 p. 100. L'importance des dépenses supplémentaires qui résulteraient de la mesure proposée en rendrait le financement très lourd pour l'Etat et pour les collectivités locales. D'autre part, il ne serait opportun d'indexer ni les plafonds de ressources, ni le montant minimum des avantages financiers sur la base du salaire minimum interprofessionnel garanti. Une telle indexation risquerait en effet d'entraver indirectement une politique active du S. M. I. G. Il paraît inutile d'envisager le lancement d'une campagne nationale en faveur des handicapés physiques grands infirmes ainsi que le propose l'hono-

rahle parlementaire. Il existe en effet déjà une journée nationale des paralysés et des infirmes civils, ainsi qu'une journée nationale des aveugles. Les résultats des collectes, qui sont effectuées lors de ces journées, permettent heureusement de penser que les Français ont bien conscience de l'effort qu'il convient de faire en faveur des handicapés.

7007. — **M. Michel Durafour**, se référant aux dispositions de la loi n° 65-883 du 20 octobre 1965, relatives à l'admission à l'assurance volontaire du conjoint ou du membre de la famille d'un grand invalide remplissant ou ayant rempli bénévolement auprès de ce dernier le rôle de la tierce personne, demande à **M. le ministre des affaires sociales** s'il ne serait pas possible d'étendre ces dispositions aux personnes célibataires ne travaillant qu'à mi-temps, afin de pouvoir remplir les fonctions et obligations de la tierce personne auprès de leurs vieux parents ou membres proches de leur famille, infirmes ou invalides, afin que soit compensé, au moins partiellement, le préjudice subi par les intéressés — qui sont relativement nombreux — du fait que les cotisations versées à la sécurité sociale à leur compte ont été calculées sur un demi-salaire, au cours des périodes pendant lesquelles elles ont rempli les fonctions de la tierce personne (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — La loi n° 65-883 du 20 octobre 1965 a eu pour objet d'étendre le bénéfice de l'assurance sociale volontaire, instituée en application de l'article L. 244 du code de la sécurité sociale, pour tout ou partie des risques, aux personnes qui, parce qu'elles assistent un parent infirme ou invalide, ne peuvent exercer une activité professionnelle. Il est certain que, dans la pratique, certaines personnes qui assistent leur conjoint ou un membre de leur famille, infirme ou invalide et titulaire, à ce titre, d'un avantage pour tierce personne, se trouvent dans l'obligation d'occuper, à l'extérieur, un emploi salarié à temps partiel. Dans ce cas, elles bénéficient, si elles remplissent les conditions d'ouverture des droits, des prestations en nature et en espèces des assurances sociales. Mais, il va de soi qu'elles ne peuvent, au titre de leur activité salariée à temps partiel, acquérir, en règle générale, des droits comparables à ceux d'un travailleur à plein temps. Toutefois, aucune disposition, tant de la loi n° 65-883 du 20 octobre 1965 précitée que du décret d'application n° 66-1058 du 30 décembre 1966, ne paraît — sous réserve de l'interprétation souveraine des juridictions compétentes — s'opposer à ce que les personnes visées par la question de l'honorable parlementaire, et qui répondent aux conditions des textes susvisés, puissent être admises à l'assurance volontaire pour la couverture du risque vieillesse.

7223. — **M. Deschamps** expose à **M. le ministre des affaires sociales** le cas d'une entreprise qui effectue la paie mensuelle de son personnel exclusivement par virement soit aux C. C. P. soit aux caisses d'épargne ou aux banques. Il lui demande de lui indiquer si, dans l'éventualité où un employé serait victime d'un accident de la circulation durant le trajet qu'il doit faire pour percevoir sa paie, la sécurité sociale considère cet accident comme un accident du travail. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — Il appartient à la caisse primaire d'assurance maladie, et, en cas de litige, aux juridictions compétentes, d'apprécier si l'accident, dont le travailleur a été victime au cours des trajets d'aller et retour de son domicile au lieu de son travail, entre ou non dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 415-1 du code de la sécurité sociale, modifié par l'article 18 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967. Il incombe à la victime ou à ses ayants droit d'apporter la preuve que le trajet n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par un intérêt personnel ou indépendant de l'emploi. A la connaissance du ministre des affaires sociales, il ne semble pas que la Cour de cassation ait été appelée à se prononcer sur le caractère professionnel d'un accident survenu dans les circonstances indiquées par l'honorable parlementaire. Il convient de noter que la juridiction suprême avait décidé, sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, qu'un travailleur, autorisé à se rendre, chaque mois, pendant les heures de travail, au lieu de paiement de son salaire, accomplissait, lors de ce déplacement, un acte se rattachant par un lien direct au contrat de louage de services et, de ce fait, avait droit, en cas d'accident, à la protection de la loi. La Cour de cassation a estimé qu'au contraire lorsque l'exécution du contrat de travail est suspendue, par exemple lorsque le travailleur est en état d'incapacité temporaire de travail pour cause de maladie, ou qu'il n'appartient plus à l'entreprise, le déplacement qu'il accomplit pour se rendre au siège de celle-ci afin d'y percevoir son salaire n'est pas couvert par la législation sur les accidents du travail (en ce sens Cour de cassation, soc. : 12 décembre 1957 ; 8 décembre 1960 ; 21 mars 1962).

ARMÉES

154. — **M. Sauzedde** demande à **M. le ministre des armées** de lui faire connaître, à la suite des récentes explosions atomiques expérimentales sur l'atoll de Mururoa dans l'Océan Pacifique : 1° quel

a été le coût exact de fabrication de chacun des engins ayant explosé (bombe seule); 2° quel a été le coût exact des installations construites (logements, bâtiments administratifs et de fonctionnement, bâtiments techniques, ateliers, installations des aérodromes et des aires de départ des vecteurs, etc.) soit par l'armée, soit par les ministères civils; 3° quel est le coût annuel de fonctionnement du C. E. P. (personnels et entretien du matériel, y compris transports des personnes et des matériels) et quels sont les effectifs employés dans chaque catégorie (personnels civils et personnels militaires); 4° quelles sont les entreprises qui ont été ou qui sont encore titulaires des marchés engagés à l'occasion de la construction du C. E. P. (y compris les marchés des avions de transport des personnes, des matériels et des bombes expérimentales, ainsi que les marchés des études et des matériels nécessaires pour la réalisation des engins ayant fait récemment explosion); et quelles ont été les méthodes de passation desdits marchés: gré à gré, adjudication ouverte ou restreinte, appels d'offres; 5° quelles sont les dépenses d'investissements prévues pour le C. E. P. dans les prochaines années et notamment en 1967. (Question du 11 avril 1967.)

6314. — M. Sauzedde fait observer à M. le ministre des armées que l'article 138 du règlement de l'Assemblée nationale dispose, dans son deuxième alinéa, que « les réponses des ministres (aux questions écrites) doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions », et que « ce délai ne comporte aucune interruption ». Son troisième alinéa stipule, en outre, que « dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté, soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ». Or, il lui fait observer que par une question écrite n° 21683, publiée le 16 octobre 1966, devenue caduque avec la législation parce que n'ayant pas eu de réponse avant le 2 avril 1967 et redéposée, avec le même libellé, sous le numéro 134 le 11 avril 1967 il lui demande de lui fournir certains renseignements relatifs aux expériences atomiques françaises dans l'océan Pacifique. A ce jour, aucune réponse n'a encore été donnée à cette question qui se trouve en fait, posée depuis plus d'un an, bien que la possibilité de « déclarer par écrit que l'intérêt public ne permet pas de répondre » n'ait pas été utilisée, pas plus d'ailleurs que celle par laquelle un délai supplémentaire peut être obtenu pour rassembler les éléments de la réponse. Dans ces conditions, il lui demande pour quelles raisons il n'a pas répondu ni à sa question n° 21683, ni à sa question n° 154 et pour quelles raisons, par suite, il n'a pas cru devoir respecter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale, qui s'imposent au Gouvernement comme aux députés. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — 1° Le coût d'un engin expérimental est pratiquement impossible à évaluer sans que soient précisés les éléments qui sont à prendre en considération. L'ordre de grandeur des prix retenus peut ainsi, selon les cas, varier dans des proportions considérables. De toute façon le détail du prix des engins ne peut être donné sans compromettre, par les déductions qui peuvent en être tirées, des secrets de défense nationale. 2° Le montant total des dépenses engagées pour la réalisation du C. E. P. s'élève à la fin de 1967 à 2,2 milliards de francs et celui des paiements à 1,5 milliard de francs. Sur ce total, les dépenses d'infrastructure proprement dites se sont élevées à 493 millions de francs pour les armées et à 72 millions de francs pour le commissariat à l'énergie atomique. 3° Les dépenses de fonctionnement du C. E. P. s'élèvent à environ 200 millions de francs, elles sont comprises dans le total indiqué au paragraphe 2. Les personnels relevant des armées et affectés au C. E. P. représentent environ 6.000 militaires et 2.000 ouvriers et manœuvres polynésiens. Le commissariat à l'énergie atomique et les entreprises associées comptent 400 européens et 150 polynésiens. 4° En ce qui concerne les travaux d'infrastructure du C. E. P. ils ont d'abord été réalisés par quatre marchés importants: lot 1: travaux du port de Papeete intéressant à la fois le port civil de Papeete et la partie du C. E. P. Le titulaire de ce marché à forfait est la Société française d'entreprise de dragage et de travaux publics (S. F. E. D. T. P.). Cette société était installée à Papeete depuis la construction de l'aérodrome civil de Faaa. Les lots 2, 3 et 4 ont donné lieu à des marchés passés sous la forme de « régime d'intérêt commun ». Ils ont été confiés à des groupements d'entreprises. Après dépouillement des appels d'offres les lots 2 (travaux maritimes à Mururoa) et 3 (travaux C. E. A. à Mururoa également) ont été fusionnés et il a été constitué un nouveau groupement d'entreprises à partir des deux groupements veant en tête de chacun des lots. Lots 2 et 3: travaux maritimes et C. E. A. à Mururoa. Leurs titulaires sont les groupements d'entreprises pilotées par les entreprises Citra et Dumez. Lot 4: travaux de Hao (constructions maritimes et d'une piste d'aviation de 3.400 mètres, du centre technique C. E. A. et d'une partie du camp-vie). Le titulaire de ce marché est le groupement d'entreprise piloté par la Société des grands travaux de l'Est (S. G. T. E.). Aux quatre marchés ci-dessus, il convient d'ajouter la construction des installations du Taaone qui a donné

lieu à des marchés à forfait. Les titulaires sont la Société des grands travaux de l'Est pour les chambres de célibataires et l'entreprise Somel pour le P. C. du C. E. P., l'hôpital, le mess officiers et sous-officiers. L'équipement de la centrale mixte de production d'eau et d'électricité de Hao, dont le gros œuvre a été réalisé par la S. G. T. E. dans le cadre du marché du lot 4, est effectué par Thomson Houston. A ces marchés importants il convient d'ajouter de très nombreux marchés passés à l'échelon local avec les entreprises locales portant essentiellement sur les fournitures d'agrégats, de matériels et matériaux divers, la réalisation de remblais et des constructions diverses: logements, hangars, routes, etc. Tous ces marchés ont donné lieu à des appels d'offres. A l'exception de la S. F. E. D. T. P. entreprise importante, les autres entreprises locales ont des possibilités limitées ne leur ayant permis de soumissionner que pour les travaux d'importance réduite. Les marchés essentiels sont actuellement terminés. Des marchés concernant des matériels aériens divers et leur entretien ont été passés aux sociétés désignées ci-après: U. T. A., Matra, Sud-Aviation, Reims-Aviation, A. M. D., Air France, Air-Motive, Piper. En ce qui concerne le matériel terrestre, des achats de véhicules, d'engins du génie et de matériel de manutention ont été effectués auprès des sociétés: Poclair, Berliet, Citroën, Renault, Nord-Est, Armak et Frankel. Enfin des marchés ont été passés par la marine pour l'achat de navires d'occasion à diverses compagnies maritimes françaises ou étrangères, et pour l'achat de constructions neuves, aux diverses sociétés suivantes: Chantiers franco-belges: Edic-Bau (en cours); Chantiers la Perrière: Edic (en cours); Constructions mécaniques de Normandie: Vedettes et C. T. M. (en cours); Jouet: Vedettes. 5° Le montant des investissements encore nécessaires jusqu'à la fin de 1970 est en cours d'évaluation compte tenu des enseignements, des campagnes de tir passées et des programmes d'expérimentation actuellement prévus. En toute hypothèse, l'essentiel des investissements de base étant actuellement réalisé, l'ordre de grandeur de ces dépenses est sans commune mesure avec ce qui est indiqué au deuxième paragraphe.

6627. — M. Odru se fait, auprès de M. le ministre des armées, l'interprète de l'émotion du peuple français à la suite de l'accident (le 15^e depuis 10 ans), survenu au Groenland à un B 52 américain qui s'est écrasé à la base de Thulé alors qu'il transportait quatre bombes H représentant au total 80 millions de tonnes d'explosif chimique, soit 8.000 fois la puissance de l'engin qui détruisit Hiroshima. Il lui demande: 1° s'il n'entre pas dans ses intentions d'intervenir auprès du gouvernement américain pour que cessent tous vols de bombardiers atomiques en dehors des frontières des pays auxquels ils appartiennent, première étape avant l'interdiction totale, ardemment souhaitable, de tous vols d'avions porteurs de bombes A ou H; 2° de lui indiquer si des appareils des forces aériennes stratégiques françaises effectuent des vols avec l'arme nucléaire à bord. Dans l'affirmative, combien de vols de ce genre ont été effectués en 1967; 3° quelles sont les intentions du Gouvernement pour l'avenir, s'il entend suspendre définitivement ces vols, comme le demande le peuple français. (Question du 27 janvier 1968.)

1^{re} réponse. — D'une manière générale, l'instruction ministérielle qui définit les conditions de survol du territoire national par les aéronefs étrangers, interdit que ceux-ci soient armés. La question touchant aux vols de Mirage IV est couverte par le secret de défense nationale. En toute hypothèse toutes précautions techniques sont prises pour qu'il ne puisse en résulter aucun risque particulier.

6903. — M. Palmero, constatant le temps perdu en vaines recherches par les sauveteurs à la suite de la disparition de la *Minerve*, demande à M. le ministre des armées pour quelles raisons il n'a pas été possible, en temps normal, d'utiliser tous les moyens techniques d'identification et de recensement des épaves qui gisent au large de nos côtes, et d'en dresser une carte permettant d'intervenir plus sûrement et plus efficacement en cas d'accident. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Sur les côtes de France les épaves dues à la deuxième guerre mondiale sont très nombreuses et, dès la fin des hostilités, un navire hydrographique a été spécialisé dans leur recherche systématique. Les renseignements ainsi obtenus joints à tous ceux qu'on a pu se procurer par ailleurs ont permis au service hydrographique de la marine d'établir un fichier d'épaves et des cartes index. Actuellement plus de 1.700 épaves ont été ainsi répertoriées et toutes celles qui sont susceptibles d'intéresser la navigation ont été indiquées sur les cartes marines en service. La découverte d'une épave demande d'autant plus de temps et de moyens que la profondeur est plus grande et que le relief sous-marin est plus tourmenté: si un navire spécialisé peut, en quelques journées, découvrir une épave gisant à cinquante mètres de fond, il faut des moyens spéciaux considérables au-delà de cette profondeur. On conçoit donc qu'une recherche systématique

jusqu'aux grandes profondeurs d'épaves dont on ne sait rien, si ce n'est que leur nombre peut être estimé à plusieurs milliers, est pratiquement irréalisable. Il a donc été nécessaire de se limiter et d'établir des ordres d'urgence dans les recherches pour satisfaire les besoins qui se sont manifestés : on a commencé par les accès des grands ports français et les zones de trafic, pour étendre finalement les recherches jusqu'aux profondeurs d'une cinquantaine de mètres, c'est-à-dire, partout où les épaves pouvaient constituer des dangers pour la navigation. Actuellement ces recherches sont poursuivies vers le large dans tous les secteurs où elles présentent un intérêt particulier. Dans le cas des recherches entreprises pour localiser la *Miner* pendant la période où l'on pouvait espérer retrouver du personnel en vie, les zones explorées couvraient des profondeurs supérieures d'environ cent cinquante mètres à celles des zones pour lesquelles des cartes d'épaves ont été dressées.

ECONOMIE ET FINANCES

1575 et 3429. — **M. Palmero** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la contradiction qui existe entre la législation sur les expropriations et celle sur les plus-values. En effet, d'une part, le législateur permet que soit augmentée la valeur vénale des biens expropriés d'une indemnité de remploi pour permettre au propriétaire frappé de retrouver un bien équivalent à celui qui lui est enlevé. D'autre part, les textes sur la plus-value amputent le prix payé d'une taxe qui, dans les cas les plus défavorables, peut dépasser 40 p. 100. Il s'ensuit que ces textes sur les plus-values dont le fondement réside dans le souci de faire obstacle à la spéculation conduisent à appauvrir les propriétaires frappés qui, sans avoir ni l'intention de vendre leurs biens ni évidemment de spéculer, ne peuvent pas retrouver une propriété équivalente à la première. Devant cette injustice apparente, il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de supprimer la taxe sur la plus-value dans le cas des expropriations pour cause d'utilité publique. Cette exonération aurait le double mérite de sauvegarder la justice en favorisant les acquisitions poursuivies par l'Etat et les collectivités dont le besoin accru est souligné dans l'exposé des motifs du projet de loi foncière. (Questions des 26 mai et 9 septembre 1967.)

Réponse. — Il résulte des travaux parlementaires qui ont précédé le vote de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963, d'où sont issues les dispositions de l'article 150 ter du code général des impôts relatives à la taxation des plus-values réalisées à l'occasion de l'aliénation à titre onéreux de terrains non bâtis et assimilés, qu'il n'était ni possible ni souhaitable de faire une distinction entre ces plus-values selon qu'elles sont consécutives à une vente volontaire ou à une expropriation. Il s'ensuit que les règles prévues pour la fixation du montant des indemnités d'expropriation, et notamment le fait que des indemnités accessoires, parmi lesquelles l'indemnité de remploi, soient allouées le cas échéant, en sus de l'indemnité principale, n'ont pas d'incidence sur le principe de la taxation de ces dernières plus-values. Aussi bien celles-ci sont-elles imposables même si aucune indemnité de remploi n'est allouée, ce qui est le cas lorsque les biens expropriés étaient nolotement destinés à la vente ou mis en vente par leur propriétaire au cours de la période de six mois ayant précédé la déclaration d'utilité publique. D'autre part, il est admis que l'indemnité de remploi soit exclue, en toute hypothèse, pour le calcul de la plus-value éventuellement imposable dès lors que la mutation porte sur un bien compris dans une déclaration d'utilité publique (cf. B. O. C. D. 1967-II-3951). En outre, les pourcentages selon lesquels la plus-value est retenue dans le revenu imposable sont réduits de dix points lorsque l'aliénation est consentie au profit de l'Etat, des collectivités publiques, des collectivités locales ou, après accord des collectivités locales et avis de l'administration des domaines, à des organismes d'habitations à loyer modéré et leurs unions. Enfin, l'article 80 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 dispose que, lorsque l'acquéreur est une collectivité publique, la plus-value peut être rapportée sur demande du redevable, au revenu de l'année au cours de laquelle l'indemnité a été effectivement perçue.

2128. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'impôt foncier acquitté par les arboriculteurs. Le revenu cadastral, lors de la dernière révision cadastrale, a été établi pour l'arboriculture sur des bases fictives. Il n'existait à l'époque que très peu de vergers modernes intensifs et en pleine production. Les rendements moyens, les prix de vente et les frais d'exploitation retenus n'ont rien à voir avec ce qu'ils sont actuellement. C'est ainsi que la rente du sol a été portée à une valeur manifestement excessive. Il en résulte que les arboriculteurs paient non seulement un impôt foncier exorbitant, mais versent des cotisations excessives en matière d'allocations familiales, puisque ces dernières sont assises sur le revenu cadastral. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre afin que les intéressés soient assujettis au paiement d'un impôt foncier calculé sur des bases réelles. (Question du 13 juin 1967.)

6248. — **M. Ponsellé** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** sa question écrite n° 2128 du 13 juin 1967, restée sans réponse et par laquelle il appelait son attention sur l'impôt foncier acquitté par les arboriculteurs. Le revenu cadastral, lors de la dernière révision cadastrale, a été établi pour l'arboriculture sur des bases fictives. Il n'existait à l'époque que très peu de vergers modernes intensifs et en pleine production. Les rendements moyens, les prix de vente et les frais d'exploitation retenus n'ont rien à voir à ce qu'ils sont actuellement. C'est ainsi que la rente du sol des terres en nature de verger a été portée à une valeur manifestement excessive. Il en résulte que les arboriculteurs paient non seulement un impôt foncier exorbitant mais versent des cotisations excessives en matière d'allocations familiales, puisque ces dernières sont assises sur le revenu cadastral. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre afin que les intéressés soient assujettis au paiement d'un impôt foncier calculé sur des bases réelles. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — L'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1967, n° 67-1172 du 22 décembre 1967, a prescrit l'exécution de la deuxième révision quinquennale des évaluations foncières des propriétés non bâties. Elle sera effectuée suivant une procédure allégée comportant l'application de coefficients d'adaptation au revenu cadastral des propriétés non bâties issu de la dernière évaluation. Cependant, les coefficients d'adaptation étant établis par nature de culture et par région agricole, cette révision doit permettre une actualisation équitable des bases imposables. Plus spécialement, le coefficient d'adaptation pour les propriétés arboricoles soumises au régime de l'évaluation directe sera tiré des variations des cours des produits constatés entre le 1^{er} janvier 1961 et la date de référence retenue pour la nouvelle révision, le taux de variation des cours considérés pouvant être pondéré, en tant que de besoin, pour tenir compte de l'évolution du montant des frais d'exploitation déductibles du produit brut au cours de la même période. Ainsi, il y a tout lieu de penser que se trouveront corrigées les anomalies signalées par l'honorable parlementaire.

2209. — **M. Tourné** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quels sont, au 31 décembre 1966 : a) le nombre des pensionnés de guerre par taux de pensions définitifs ou temporaires (guerres : 1914-1918, 1939-1945, T. O. E., guerres d'Indochine et d'Algérie, hors-guerre) ; b) le nombre de veuves de guerre par catégorie (guerre et hors-guerre, victimes civiles de guerre) ; c) le nombre d'orphelins de guerre (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre) ; d) le nombre d'ascendants (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre) ; 2° quelle est la répartition par catégorie d'âge des bénéficiaires de la retraite du combattant. (Question du 15 juin 1967.)

Réponse. — Les travaux entrepris pour l'exploitation du fichier des pensions militaires d'invalidité permettent actuellement de fournir la situation existant du 1^{er} janvier 1966 et consignée dans le tableau ci-dessous :

	INVALIDES	VEUVES et orphelins.	ASCENDANTS	TOTAL
Guerre 1914-1918....	313.285	380.397	11.647	705.329
Guerre 1939-1945....	367.758	101.207	128.396	597.361
Hors guerre.....	166.283	30.119	28.513	224.915
Victimes civiles 1914-1918.....	5.742	1.189	238	7.219
Victimes civiles 1939-1945.....	57.632	35.294	30.220	123.146
Victimes civiles, événements d'A. F. N..	295	203	61	559
Total.....	910.995	548.409	199.125	1.658.529

Les autres renseignements demandés, notamment la répartition des pensions d'invalides par taux d'invalidité, pourront être communiqués dès l'achèvement des travaux actuellement en cours. D'autre part, les estimations conduisent à penser qu'au 31 décembre 1966 la répartition par âges des anciens combattants percevant la retraite était la suivante : bénéficiaires âgés de plus de soixante-cinq ans : 1.290.500 ; bénéficiaires âgés de moins de soixante-cinq ans : 31.000.

2286. — **M. Henry Rey** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que deux enfants ont recueilli, dans la succession de leurs père et mère, décédés, le mari le 22 mars 1940, et la femme le 20 décembre 1950, un immeuble à usage d'hôtel construit par leurs parents entre 1906 et 1909. Ils vendent cet immeuble par acte du 23 avril 1965 à une société civile immobilière. L'immeuble était alors loué à un hôtelier qui a résilié son bail postérieurement.

La société acquéreur a fait aménager l'immeuble en question en le transformant en appartements destinés à l'habitation, mais sans qu'il ait subi aucun agrandissement ni modifications extérieures autres que la création de parkings et l'abandon de quelques mètres carrés de terrain pour l'élargissement de la rue, et ce à la demande de la ville. Il a néanmoins été nécessaire de demander un permis de construire qui a été accordé. L'acte de vente a supporté la T. V. A. L'inspecteur des contributions directes estime que l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963 est applicable et veut taxer la plus-value réalisée en assimilant cette opération à la vente d'un terrain à construire. Si le texte appliqué à la lettre semble lui donner raison, il ne paraît pas que la solution à laquelle on aboutit soit conforme à l'esprit et aux intentions du législateur. Il lui demande si, dans la situation qui vient d'être exposée, il estime que la position de l'administration est fondée. (Question du 16 juin 1967.)

Réponse. — Le paragraphe I-4 de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 (art. 159 ter du code général des impôts) répute terrains non bâtis, pour l'imposition des plus-values prévue par ce texte, tous terrains à bâtir et biens assimilés dont la cession entre dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée visée à l'article 265-4° du même code. La position adoptée par le service local est donc entièrement fondée et correspond exactement à l'intention du législateur telle que celle-ci est révélée par les travaux préparatoires et les débats qui ont précédé l'adoption du texte en cause par le Parlement. Il n'est donc pas possible d'envisager la mesure d'exonération souhaitée par l'honorable parlementaire.

4134. — M. Darras expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la hausse du coût de la vie consécutive au relèvement des tarifs du gaz, de l'électricité, des transports, des prix des loyers et des produits de consommation courante met en difficulté des budgets d'un grand nombre de familles. La situation va s'aggraver encore du fait des ordonnances relatives à la sécurité sociale, qui élèvent le montant des cotisations et réduisent les remboursements. Il lui demande si, pour atténuer les conséquences de ces mesures sur le niveau de vie des familles, il n'envisage pas un relèvement de l'abattement à la base servant au calcul de l'impôt sur le revenu. (Question du 10 octobre 1967.)

Réponse. — Les problèmes de la nature de celui qui est évoqué par l'honorable parlementaire trouveront leur solution dans le cadre de la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui est actuellement à l'étude et qui sera prochainement soumise au Parlement. Sans attendre l'aboutissement de cette réforme, le Gouvernement s'est préoccupé de réduire, dans toute la mesure compatible avec les nécessités budgétaires, la charge fiscale pesant sur les catégories de contribuables les plus dignes d'intérêt. C'est ainsi que pour l'imposition des revenus de 1966, une déduction exceptionnelle de 100 francs a été accordée par l'article 1^{er} de la loi n° 67-1172 du 29 décembre 1967 aux contribuables dont la cotisation totale n'excédait pas 1.000 francs. D'autre part, une disposition sera soumise au Parlement au cours de la prochaine session en vue de doubler, pour l'imposition des revenus de 1967, le montant de la réduction d'impôt édictée par l'article 2-I de la loi n° 66-935 du 17 décembre 1966 en faveur des contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 55.000 francs.

4397. — M. Médecin rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963 repris à l'article 150 ter du code général des impôts prévoit que l'impôt sur le revenu des personnes physiques est applicable aux plus-values réalisées par les personnes physiques, ou par les sociétés de personnes et assimilées à l'occasion de la cession à titre onéreux ou de l'expropriation de terrains à bâtir, ou réputés tels, situés en France, ou de droits immobiliers afférents à ces terrains. Cette imposition est exigible, en principe, quelle que soit l'origine du droit de propriété du cédant, que le terrain ait été acquis à titre onéreux ou à titre gratuit. Il semblerait normal de tenir compte, pour l'application de ces dispositions, de certaines circonstances particulières justifiant une exonération. C'est ainsi que devraient, semble-t-il, faire l'objet d'une dérogation aux dispositions de l'article 150 ter susvisé, les opérations réalisées par les orphelins de guerre ayant recueilli le bien faisant l'objet d'une cession ou d'une expropriation il y a vingt-cinq ans ou plus dans la succession de leur père, mort pour la France. L'avantage qui leur serait ainsi accordé, ne constituerait qu'une faible compensation au dommage qui leur a été causé par la disparition de leur père. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin que de telles dérogations puissent être accordées. (Question du 24 octobre 1967.)

Réponse. — Les dispositions de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 (art. 150 ter du code général des impôts) ont une portée absolument générale et trouvent leur application quelle que soit la situation des contribuables qui réalisent les plus-values qui

entrent dans leur champ d'application. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager — comme le souhaite l'honorable parlementaire — l'adoption d'une mesure d'exonération qui ne manquerait pas d'être revendiquée par d'autres contribuables également dignes d'intérêt.

4611. — M. Duroméa expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les compagnies de transports urbains et interurbains, concessionnaires des réseaux de transports en commun communaux, dont l'ensemble des recettes est actuellement soumis à la taxe de prestations de services au taux de 8,50 p. 100, vont être assujetties, à compter du 1^{er} janvier 1968, à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 13 p. 100. Une faible partie seulement de l'augmentation du taux de la nouvelle taxe pouvant être compensée par le droit à déduction portant sur les achats de véhicules, de pièces détachées, de matières consommables (carburants exclus), sur les services (assurances exclus), etc. il en résultera pour les exploitations considérées un accroissement sensible des charges. Alors que les difficultés rencontrées par ces compagnies sont encore aggravées par l'asphyxie progressive de la circulation et la motorisation des usagers, il paraît extrêmement regrettable que de nouveaux chapitres de hausse, qui n'ont aucun lien direct avec l'exploitation, viennent aggraver un déficit dont la majeure partie est en définitive supportée par les collectivités concédantes. Il lui demande s'il envisage un allègement des charges nouvelles imposées aux concessionnaires de transports en commun urbains et interurbains, soit par un abaissement du taux qui leur sera applicable en matière de taxe à la valeur ajoutée, soit par une réduction de l'assiette de cette taxe qui pourrait ne porter que sur 75 p. 100 du montant des recettes d'exploitation. (Question du 3 novembre 1967.)

Réponse. — L'article 14-2-0 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, applicable au 1^{er} janvier 1968, soumet les transports de voyageurs au taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée alors que ces opérations supportaient antérieurement la taxe sur les prestations de services au taux de 8,50 p. 100. L'accroissement de la charge fiscale qui en résulte doit être en grande partie compensée par l'ouverture du droit aux déductions qu'entraîne l'assujettissement des transporteurs à la taxe sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, un allègement de la charge fiscale supportée par les intéressés a été réalisé par l'article 8-III de la loi n° 67-1114 du 22 décembre 1967 qui exonère du droit de timbre des quittances des billets délivrés par les entreprises de transports publics routiers de voyageurs lorsque leur prix ne dépasse pas 3 francs. Le caractère restrictif des dispositions de la loi du 6 janvier 1966 en ce qui concerne la liste des affaires bénéficiant du taux réduit de 6 p. 100 ainsi que les nécessités budgétaires ne permettent pas d'accorder une suite favorable aux propositions énoncées par l'honorable parlementaire.

4960. — M. Rousselet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des locataires habitant des logements économiques et familiaux construits avec l'aide de prêts garantis par l'Etat, dont le montant a été fixé par l'arrêté du 11 janvier 1960. Les promoteurs ayant bénéficié d'avantages particuliers, en vertu de l'article 2 de l'arrêté, s'étaient engagés à limiter le prix du loyer pour se soumettre aux clauses du contrat de prêt passé entre le crédit foncier et le sous-croiseur des entrepreneurs d'une part, et eux-mêmes, d'autre part. Le montant maximum de ces loyers, prévu au contrat, ne pouvait être majoré annuellement qu'en proportion de la moitié de la hausse de l'indice du coût de la construction, pour autant que ladite hausse n'excédait pas 50 p. 100, et des trois quarts de cette hausse, si elle dépassait 50 p. 100. Quelques années seulement après l'achèvement des travaux, un bailleur a augmenté les loyers de ses locataires de 40 à 60 p. 100. Devant les protestations des habitants de son immeuble, il a déclaré que le comité interministériel des prêts à la construction l'avait autorisé à revenir au régime général (art. 1^{er} de l'arrêté du 11 janvier 1960), que de ce fait : a) les stipulations contractuelles entre le crédit foncier et lui relatives au plafonnement des loyers se trouvaient effacées ; b) il en découlait que les clauses contenues, en conséquence de ce contrat, dans les baux de location étaient caduques ; c) les prix des loyers pouvaient donc désormais être fixés librement. Il lui demande si les locataires, qui ont choisi un appartement en se sachant protégé par un contrat entre le crédit foncier et le constructeur (dont les clauses concernant le montant du loyer sont reproduites dans le bail de location d'origine), sont, aujourd'hui, tenus de payer un loyer librement fixé par le bailleur, au mépris de ses engagements tant vis-à-vis du prêteur que de ses locataires. (Question du 17 novembre 1967.)

Réponse. — Les logements économiques et familiaux affectés à la location et construits avec l'aide d'un prêt spécial du crédit foncier accordé dans les conditions prévues à l'article 2 de l'arrêté du 11 janvier 1960 ne sont soumis au respect du loyer-plafond fixé par le contrat de prêt que pendant la durée de celui-ci. Si le prêt vient à être remboursé ou à être remplacé par un prêt accordé dans les conditions prévues à l'article 1^{er} dudit arrêté (ce qui

entraîne un remboursement partiel du prêt), l'emprunteur cesse d'être lié par les clauses du contrat initial; mais il n'en résulte nullement une modification des baux de location en cours, qui conservent leur effet entre les parties jusqu'à l'expiration de la durée convenue.

6086. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, depuis le 2 novembre dernier, il est possible de négocier officiellement au marché de la Bourse de Paris les pièces de 5 roubles à l'effigie de Nicolas II de Russie. Compte tenu de la proportion de métal fin contenu dans ces pièces, elles se négocient avec une prime supérieure à 30 p. 100 à la valeur de l'or. Or, jusque avant-guerre, ces pièces de 5 roubles n'étaient pas admises dans les caisses publiques; seules circulaient les pièces de 15 roubles, dites « Impériales » et les pièces de 7 roubles 1/2 correspondant respectivement, comme poids et comme titre, à nos pièces de 40 francs et 20 francs germinal. Ainsi, ces pièces de 5 roubles mises sur le marché français ne peuvent provenir de particuliers et seul le Gouvernement soviétique peut en avoir un stock important ou disposer du matériel nécessaire à leur frappe. Il lui demande: 1° quelles raisons ont présidé à l'introduction de ces pièces sur le marché français; 2° si c'est à la demande du Gouvernement soviétique que cette liberté a été accordée; 3° s'il ne serait pas possible de demander au Gouvernement soviétique d'affecter une partie de la prime ainsi encaissée par rapport au prix de l'or, à l'indemnisation des porteurs de litres russes. (Question du 6 janvier 1968.)

Réponse. — Les pièces de 5 roubles en or frappées à l'effigie de Nicolas II ont été effectivement mises en circulation en Russie de 1897 à 1911. De grandes quantités de ces pièces semblent avoir été introduites en France dès avant la Première Guerre mondiale et plus encore dans les années qui ont suivi celle-ci. Elles faisaient depuis longtemps l'objet d'un commerce assez actif, si bien qu'il est apparu souhaitable d'en prévoir la cotation à la séance hebdomadaire supplémentaire du marché libre des matières en or. Il est à peine nécessaire de préciser que cette mesure n'a fait l'objet d'aucun échange de vues avec le Gouvernement soviétique. Dans ces conditions, la suggestion formulée par l'honorable parlementaire à la fin de sa question ne paraît pas devoir être retenue.

6212. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les conséquences qu'entraîne, pour la pisciculture, l'application du taux de 16 2/3 p. 100 au titre de la taxe sur la valeur ajoutée pour la nourriture des poissons d'élevage. En effet, un tel taux place la pisciculture française en position d'infériorité par rapport aux piscicultures des pays du Marché commun (3,30 p. 100 pour l'Italie, notamment). Par ailleurs, elle constitue une discrimination par rapport aux autres éleveurs en France même, puisque les aliments destinés au bétail et animaux de basse-cour bénéficient du taux réduit de 6 p. 100. Or, la pisciculture est une profession éminemment agricole, dont les produits sont destinés à la consommation humaine, au même titre que les produits précités. La similitude entre l'aviculture et la pisciculture avait été retenue par la loi du 14 août 1954; d'autre part, la pisciculture vient d'être rattachée à la direction de l'élevage du ministère de l'Agriculture. Cette discrimination correspond donc à une injustice profonde dont s'émeuvent les pisciculteurs et qui aura comme résultat de les placer en position extrêmement difficile pour lutter contre la concurrence étrangère. Il est à craindre dans ces conditions que nombre de pisciculteurs familiaux soient amenés à abandonner leurs exploitations. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas aligner le taux de la valeur ajoutée sur les aliments destinés à la pisciculture sur le taux appliqué aux aliments destinés au bétail et animaux de basse-cour. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 c de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement les produits destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour; elles ne peuvent être étendues, comme le demande l'honorable parlementaire, aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage.

6224. — **M. Morillon** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il lui paraît conforme à l'intérêt national et à une politique correcte de décentralisation d'envisager la fermeture de comptoirs de la Banque de France et un bouleversement des structures de cette entreprise en vue de réduire son influence et ses prérogatives ainsi que son rôle de service public. Il lui demande: 1° s'il est vrai que le gouverneur de la Banque de France a fait part d'intentions en ce sens avec l'accord du pouvoir

de tutelle; 2° s'il est vrai qu'il a été prévu la fermeture du comptoir d'Épernay; 3° dans l'affirmative, s'il a tenu compte des graves répercussions que pourraient avoir ces fermetures, tant du point de vue des intérêts locaux que de celui du personnel de ces comptoirs. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Le réseau des comptoirs de la Banque de France, qui comprend actuellement 257 succursales et bureaux, a été constitué antérieurement à 1925 et n'a pas été modifié depuis cette date. L'évolution économique et démographique, les réformes de l'organisation administrative et les changements apportés depuis lors aux attributions de l'institut d'émission rendent indispensable une réorganisation de ce réseau, ainsi que vient de le recommander la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Cette réorganisation, qui renforcera l'action de la Banque de France en province, doit entraîner des remaniements ou des regroupements de services, permettant de plus larges délégations aux organismes régionaux. Elle a fait l'objet d'études de la part de la Banque de France, que le gouverneur vient de soumettre aux comités d'établissement et qui le seront ensuite au comité central d'entreprise. C'est à l'issue de cette procédure que le gouverneur de la Banque soumettra au ministre de l'économie et des finances les projets de suppression et les possibilités de remplacement des comptoirs par des activités nouvelles. Il n'est donc pas possible d'indiquer pour l'instant à l'honorable parlementaire si la fermeture de la succursale d'Épernay sera envisagée, mais il lui est précisé que toutes dispositions sont prises pour assurer la sauvegarde des intérêts du personnel des comptoirs fermés.

6278. — **M. de Broglie** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** les mesures qu'il envisage de prendre pour sauvegarder l'existence de la pisciculture française. Il lui expose qu'aux termes de l'instruction administrative du 3 juillet 1967 les aliments destinés à la nourriture des poissons ne bénéficient pas du taux réduit de 6 p. 100, contrairement à ce qui concerne la nourriture du bétail, et devront acquitter la taxe de 16,75 p. 100. Or, cette situation augmente le prix de revient de 0,48 franc au kilogramme par rapport au prix de revient des concurrents étrangers, essentiellement italiens. Il lui rappelle que dans la pratique il est notoire que les pisciculteurs italiens ne paient même pas les 3 p. 100 imposés par leur gouvernement, et insiste sur le tort décisif qui sera causé aux pisciculteurs français par l'envahissement déjà avancé des produits italiens sur les marchés de la Communauté européenne. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 c de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour, ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement les produits destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour; elles ne peuvent être étendues, comme semble le souhaiter l'honorable parlementaire, aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage. En ce qui concerne les produits importés, notamment en provenance d'Italie, la taxe sur la valeur ajoutée est exigible, lors de l'importation, dans les mêmes conditions qu'à l'intérieur, c'est-à-dire au taux de 6 p. 100 s'il s'agit de poissons entiers ou en filets, frais, séchés ou fumés.

6283. — **M. Rigout** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'instruction administrative du 3 juillet 1967, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires précise, page 18 et 19 A, que les aliments destinés à la nourriture des poissons ne bénéficient pas du taux réduit de 6 p. 100, contrairement aux aliments destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour. Ils devront acquitter le taux normal de 16 2/3 p. 100 de même que les aliments destinés aux chiens, chats, falcans, sangliers, gibier en général, oiseaux, cobayes et souris, c'est-à-dire des animaux dont l'élevage ou la possession peut présenter un caractère « somptuaire ». Or, la pisciculture est une profession éminemment agricole dont les produits sont destinés à la consommation humaine au même titre que les produits de l'aviculture. La loi du 6 janvier 1966 a du reste très bien discerné cette similitude puisque, dans son article 13 elle taxe au taux réduit de 6 p. 100: « les produits d'origine agricole, de la pêche, de la pisciculture et de l'aviculture n'ayant subi aucune transformation ». Par contre, la loi dissocie nettement les autres animaux susnommés des poissons d'élevage puisque, n'étant pas énumérés par l'article 13 au taux de 6 p. 100, ils sont imposables au taux de 16 2/3 p. 100 selon les termes de l'article 12. La similitude entre l'aviculture et la pisciculture n'est pas récente puisque déjà la loi du 14 août 1954 avait, en application des articles 271 et 290 du code général des impôts, englobé dans la suppression de la taxe à la production de la vente par les aviculteurs et les pisciculteurs des produits de leur exploitation. Elle vient d'être renouvelée par le rattachement de la pisciculture

à la direction de l'élevage du ministère de l'agriculture. Conformément à la logique et à l'équité, il lui demande s'il envisage que l'instruction administrative soit modifiée et que les aliments destinés à la nourriture des poissons d'élevage soient assimilés à ceux destinés à la nourriture des animaux de basse-cour. Une telle modification ne serait aucunement en contradiction avec la loi du 6 janvier 1966, ni sur le texte ni sur l'esprit. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 c, de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour, ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement les produits destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour ; elles ne peuvent être étendues aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage. Le fait que la pisciculture soit rattachée à la direction de l'élevage du ministère de l'agriculture au même titre que l'aviculture n'est pas, du point de vue des taxes sur le chiffre d'affaires, et notamment, compte tenu des dispositions susvisées, de nature à motiver une solution dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire. En ce qui concerne les produits en provenance de l'étranger, l'imposition s'applique lors de l'importation dans les mêmes conditions qu'à l'intérieur et, à cet égard, il y a donc unité de régime.

6305. — M. Lafay rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances les termes de sa déclaration du 27 avril 1967 selon laquelle la mise en vigueur, à compter du 1^{er} janvier 1968, de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, répond au souci de donner des atouts nouveaux à l'économie française et de placer les exportateurs français, grâce à la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée, dans la situation la plus favorable possible. Il est manifeste que ces objectifs ne sont nullement atteints en ce qui concerne les salmoniculteurs. En effet, le commerce des aliments utilisés pour la nourriture des poissons d'élevage donne lieu, conformément aux textes en vigueur, à la perception de la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 16,75 p. 100 alors que les taux pratiqués dans les mêmes circonstances par les autres pays membres de la Communauté économique européenne sont très nettement inférieurs. Pour que les activités des salmoniculteurs français demeurent compétitives et ne soient pas vouées à une régression, inéluctable en la conjoncture actuelle, il serait souhaitable que les aliments utilisés pour la nourriture des poissons d'élevage fussent taxés au taux réduit de 6 p. 100 qui est d'ailleurs applicable, en vertu de l'article 13 de la loi susvisée du 6 janvier 1966, aux opérations d'achat, d'importation, de vente, de livraison, de courtage ou de façon portant sur les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour. Cette mise à parité semble d'autant plus justifiée qu'elle est déjà réalisée pour les produits d'origine agricole, de la pêche, de la pisciculture et de l'aviculture qui sont uniformément assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 dès lors qu'ils n'ont subi aucune transformation. Il lui demande en conséquence de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que la réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux aliments utilisés pour la nourriture des poissons d'élevage puisse être réalisée, dès que possible, selon les modalités qui viennent d'être suggérées. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 c de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour, ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement les produits destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour ; elles ne peuvent être étendues, comme le demande l'honorable parlementaire, aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage.

6417. — M. Kesperoff expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société anonyme, fourreur en gros, est propriétaire, dans un immeuble en copropriété, des locaux où elle exerce sa profession. Cette société ayant l'intention de libérer ces locaux, trop importants eu égard aux affaires réalisées, pour les louer moyennant le versement préalable d'un « denier d'entrée » de 300.000 F, étant précisé que la société se reposerait alors dans des locaux plus restreints dont elle est d'ailleurs propriétaire dans le même immeuble en copropriété, il lui demande si le denier d'entrée perçu, représentant pour la société en cause l'octroi d'un droit à la propriété commerciale au profit de son locataire éventuel, doit être considéré comme l'élément d'une plus-value à long terme imposable au taux de 10 p. 100 au titre de l'impôt sur les sociétés. (Question du 20 janvier 1968.)

Réponse. — Les sommes payées par un locataire à titre de droit d'entrée, étant la contrepartie des avantages que l'intéressé tire de l'occupation de l'immeuble loué, doivent, en principe, être regardées comme un supplément de loyer et, à ce titre, être prises en compte pour la détermination des bases de l'impôt sur le revenu dont le propriétaire est redevable. Il en est ainsi, même lorsque la conclusion du contrat de location a pour effet de faire naître, au profit du nouvel occupant, un droit au bail de nature commerciale. Dès lors, les sommes que la société viendrait à percevoir à titre de « denier d'entrée » — et qui devraient être considérées comme constituant un droit d'entrée — devraient être comprises en totalité dans les résultats d'exploitation de l'exercice au cours duquel elles deviendraient exigibles en vertu des stipulations du contrat de bail et être soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

6512. — M. Léon Ayme expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'augmentation de certaines primes d'assurance automobile obligatoire a atteint 45 p. 100 dans la région de Carpentras, malgré les affirmations répétées des compagnies non démenties par le Gouvernement, que celles-ci ne sauraient dépasser 10 p. 100. C'est ainsi que le propriétaire d'une 2 CV payant pour la garantie obligatoire R. C. illimitée (promenade et trajet), 162 francs avant frais et impôts se voit réclamer, en vertu de la nouvelle tarification, la somme de 234 francs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour annuler les hausses abusives qui ont cours dans l'assurance automobile à l'heure où un grand hebdomadaire financier écrit que « le taux d'expansion des compagnies d'assurance est deux fois élevé que celui de l'ensemble de l'économie française » et où l'assurance automobile française est déjà réputée la plus chère du Marché commun. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — Les tarifs d'assurance en matière de responsabilité civile automobile ne sont pas déterminés par voie réglementaire mais sont fixés par chaque société dans le cadre d'un marché soumis à la libre concurrence. Au vu de statistiques concernant le coût et la fréquence des sinistres, le groupement technique des sociétés d'assurances contre les accidents a établi en 1963 un tarif professionnel de référence que le Gouvernement a décidé, en juillet 1964, d'ériger en tarif plafond, les sociétés restant libres de déterminer leur propre tarification au-dessous de la limite ainsi impartie. Depuis ce moment, la densité de la circulation automobile a augmenté davantage dans certaines régions que dans d'autres et simultanément une aggravation de la fréquence des accidents et surtout de leur coût a été constatée. Pour tenir compte de ces nouvelles données, un aménagement partiel des bases du tarif professionnel, relatif au classement des localités en diverses zones de tarification, a été autorisé. C'est dans ce cadre que certaines communes de la région de Carpentras ont été reclassées. Cependant une restriction importante a été apportée à l'application de ces mesures puisque la majoration demandée aux personnes qui restent assurées auprès de la même société ne peut avoir pour effet de porter la prime payable en 1968 à un niveau supérieur de 10 p. 100 à celui du tarif de référence antérieurement applicable. L'intervention du Gouvernement en ce domaine a eu pour objectif de contenir les augmentations de primes dans les limites strictement nécessaires à l'équilibre technique des opérations. Il convient de souligner à cet égard que l'accroissement annuel du volume des primes d'assurance, qui dépend pour l'essentiel du développement du parc des véhicules à moteur, ne s'accompagne pas automatiquement d'une amélioration des résultats des compagnies : ceux-ci dépendent, en effet, du rapport existant chaque année entre les sommes payées par les assureurs à titre d'indemnités, fixées selon les principes du droit français qui exige la réparation complète des dommages subis par les victimes, et le montant global des primes reçues. En ce qui concerne le cas particulier cité par l'honorable parlementaire il y aurait intérêt à ce que des renseignements précis soient communiqués à la direction des assurances au ministère de l'économie et des finances afin que puisse être exactement déterminé le montant de la prime maximum applicable à ce risque.

6514. — M. Gaudin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'instruction administrative du 3 juillet 1967, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, précise page 18, paragraphe 19 A, que les aliments destinés à la nourriture des poissons ne bénéficient pas du taux réduit de 6 p. 100, contrairement aux aliments destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour. Ils devront acquitter le taux normal de 16 2/3 p. 100 de même que les aliments destinés aux chiens, chats, faisans, sangliers, gibier en général, oiseaux, cobayes et souris, c'est-à-dire des animaux dont l'élevage ou la possession peut présenter un caractère somptuaire. Or la pisciculture est une profession éminemment agricole dont les produits sont destinés à la consommation humaine au même titre que les produits de l'aviculture. La loi du 6 janvier 1966 a du reste très bien discerné cette similitude puisque

dans son article 13 elle taxe au taux réduit de 6 p. 100 « les produits d'origine agricole, de la pêche, de la pisciculture et de l'aviculture n'ayant subi aucune transformation ». Par contre la loi dissocie nettement les autres animaux susnommés des poissons d'élevage puisque, n'étant pas énumérés par l'article 13 au taux de 6 p. 100, ces animaux sont imposables au taux de 16 2/3 p. 100 selon les termes de l'article 12. La similitude entre l'aviculture et la pisciculture n'est pas récente puisque déjà la loi du 14 août 1954 avait englobé dans la suppression de la taxe à la production, la vente par les aviculteurs et les pisciculteurs des produits de leur exploitation. Elle vient d'être renouvelée par le rattachement de la pisciculture à la direction de l'élevage du ministère de l'agriculture. Il lui demande s'il n'estimerait pas équitable de modifier l'instruction administrative du 3 juillet 1967 et d'assimiler les aliments destinés à la nourriture des poissons d'élevage à ceux destinés à la nourriture des animaux de basse-cour; modification qui ne serait aucunement en contradiction avec la loi du 6 janvier 1966, ni sur le texte ni sur l'esprit. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 c de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour, ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement les produits destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour; elles ne peuvent être étendues aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage. La circonstance que la pisciculture est une activité qui relève de la direction de l'élevage au ministère de l'agriculture n'est pas, du point de vue des taxes sur le chiffre d'affaires, et, notamment, compte tenu des dispositions susvisées, de nature à motiver une solution dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

6516. — M. Boscary-Monsservin expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il semblerait, en vertu des dispositions administratives actuelles, que les aliments destinés à la nourriture des poissons seraient passibles de la taxe sur la valeur ajoutée de 16 2/3 p. 100 et non pas 6 p. 100. Cela va imposer une charge écrasante pour la pisciculture française. Or, la pisciculture est une profession éminemment agricole. Il semble au surplus résulter des dispositions de la loi du 6 janvier 1966 et plus particulièrement de l'article 13 qui taxe au taux réduit de 6 p. 100 « les produits d'origine agricole, de la pêche, de la pisciculture et de l'aviculture n'ayant subi aucune transformation ». Il lui demande s'il n'estime pas opportun, dans ces conditions, de modifier les décisions administratives déjà intervenues concernant la pisciculture. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 c de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour, ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement les produits destinés à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour; elles ne peuvent être étendues, comme le demande l'honorable parlementaire, aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage.

6553. — M. René Pleven demande à M. le ministre de l'économie et des finances: 1° pour quels motifs, alors que les aliments destinés aux animaux de basse-cour sont taxés à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 et alors que dans les pays de la Communauté européenne les aliments utilisés dans les établissements piscicoles ne sont frappés que d'une taxation parfois inférieure à 6 p. 100, il a été décidé en France d'appliquer aux aliments utilisés pour la nourriture des poissons d'élevage le taux de 16 2/3 p. 100; 2° s'il est disposé à rétablir l'égalité fiscale entre aviculture et pisciculture, toutes deux activités agricoles, rattachées à la même direction de l'élevage du ministère de l'agriculture. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — 1° Aux termes de l'article 13 c de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100 les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour, ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement les produits destinés à la nourriture du bétail et de animaux de basse-cour; elles ne peuvent être étendues aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage. 2° Le fait que la pisciculture est une activité qui relève de la direction de l'élevage du ministère de l'agriculture au même titre

que celle de l'aviculture n'est pas, du point de vue fiscal et, notamment, compte tenu des dispositions susvisées, de nature à motiver une solution dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

6569. — M. Duffaut expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les conditions rigoureuses de l'hiver 1968 ont gravement influé sur la marche des affaires, notamment au cours du mois écoulé. L'adaptation au nouveau régime de la taxe à la valeur ajoutée est également une cause de ralentissement, la nouvelle structure des prix se mettant en place avec une certaine lenteur et des tâtonnements inévitables. Il s'ensuit une gêne dans la trésorerie des commerçants et artisans appelés par ailleurs à régler le solde de leurs impôts de 1967. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas d'accorder aux contribuables des facilités pour s'acquitter du premier tiers provisionnel dont l'échéance est normalement fixée au 15 février prochain. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — Il a été décidé d'autoriser tous les contribuables à réduire de 15 p. 100 le montant de leur premier acompte provisionnel de 1968. Cette mesure répondait sans doute mieux aux préoccupations de l'honorable parlementaire qu'un report d'échéance. De toute façon, les contribuables, notamment les commerçants et les artisans, qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, se trouvaient hors d'état de régler, pour le 15 février 1968, le montant réduit de leur premier acompte provisionnel de 1968, avaient toujours la possibilité de solliciter, individuellement, des délais supplémentaires de paiement. Il leur suffisait d'adresser au comptable du Trésor dont ils relèvent une requête écrite exposant leur situation particulière et précisant l'étendue du délai qui leur était nécessaire pour régler leur acompte. De telles requêtes sont instruites avec bienveillance par les comptables du Trésor, conformément aux instructions qui leur ont été données. L'octroi de délais de paiement n'a pas pour effet d'exonérer les contribuables de la majoration de 10 p. 100, qui est appliquée automatiquement aux acomptes provisionnels non réglés à la date légale (15 février pour le premier acompte). Mais, dès qu'ils se sont libérés du principal de leur dette dans les délais convenus avec les comptables du Trésor, les contribuables peuvent leur remettre une demande en remise gracieuse de la majoration de 10 p. 100. Ces demandes sont également instruites avec bienveillance.

6604. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en application de l'instruction administrative du 3 juillet 1967 relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires (§ 19 A), le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée, soit 16 2/3 p. 100, est applicable aux opérations portant sur les aliments destinés à la nourriture des poissons, alors que le taux réduit de 6 p. 100 s'applique aux opérations portant sur les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et les animaux de basse-cour. Les poissons se trouvent ainsi assimilés à d'autres animaux, tels que les chiens, chats, faisans, sangliers, gibier en général, oiseaux, cobayes, souris alors que, jusqu'à présent, en matière de taxe sur le chiffre d'affaires, la pisciculture a toujours été soumise au même régime que l'aviculture. C'est ainsi que la loi n° 54-817 du 14 août 1954, dans son article 10, II, modifiant le paragraphe 28 de l'article 271 et le paragraphe 20 de l'article 290 du code général des impôts, exonérait des taxes sur le chiffre d'affaires la vente par les aviculteurs et les pisciculteurs des produits de leur exploitation. D'autre part, à compter du 1^{er} juillet 1968, les pisciculteurs français vont subir une concurrence très sévère de la part des producteurs appartenant aux autres pays de la Communauté économique européenne, ceux-ci n'acquittant que de très faibles taxes sur les aliments piscicoles (3,30 p. 100 pour l'Italie notamment). Il lui demande si, dans ces conditions, il n'envisage pas de modifier l'instruction administrative du 3 juillet 1967 en soumettant les opérations portant sur les aliments destinés à la nourriture des animaux de basse-cour, étant fait observer qu'une telle décision répondrait à la fois à des raisons d'équité, sur le plan national, et à la nécessité de protection de nos élevages piscicoles, sur le plan européen. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13 c de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, au taux de 6 p. 100, les aliments simples ou composés utilisés pour la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour ainsi que les produits entrant dans la composition de ces aliments et dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'économie et des finances, pris après avis des professions intéressées. Ces dispositions visent exclusivement le produit destiné à la nourriture du bétail et des animaux de basse-cour; elles ne peuvent être étendues, comme le demande l'honorable parlementaire, aux produits destinés à la nourriture des poissons d'élevage.

6606. — M. Roulland signale à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il existe un problème concernant la taxe à la valeur ajoutée due par les exploitants de piscines, sur le chiffre d'affaires

réalisé à l'occasion de la location des piscines par le ministère de la jeunesse et des sports pour l'enseignement de la natation. Un certain nombre de piscines sont en effet occupées en exclusivité plusieurs heures par jour pendant l'année scolaire au titre du ministère de la jeunesse et des sports pour l'enseignement de la natation aux élèves des écoles. Une indemnité forfaitaire est versée aux exploitants des piscines, sur laquelle ceux-ci payaient, jusqu'à présent, la taxe locale majorée au taux de 8,50 p. 100 et devraient payer, à partir du 1^{er} janvier 1968, la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 13 p. 100. Or, cette indemnité peut être considérée aussi bien comme une participation aux frais d'enseignement que comme un loyer et, dans un cas comme dans l'autre, devrait être exonérée de toutes taxes. Il lui demande s'il peut préciser sa position sur ce point particulier. (*Question du 27 janvier 1968.*)

Réponse. — Les recettes correspondant aux droits d'entrée dans une piscine sont imposables à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 13 p. 100 dès lors que l'exploitation de l'établissement revêt un caractère commercial, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la qualité des usagers, simples particuliers, groupements ou établissements d'enseignement.

6742. — **M. Morison** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les cultivateurs ont bénéficié, dans le passé, d'une ristourne de 15 p. 100 sur le prix d'achat du matériel nécessaire à leur exploitation, ce que taux fut par la suite abaissé à 10 p. 100 et plafonné à 1.500 F pour les achats individuels. Il lui précise que, dans le régime antérieur, si l'achat d'un tracteur ou d'un matériel neuf donnait lieu à une reprise de vieux matériel de la part du vendeur, la ristourne de 10 p. 100 n'était calculée que sur la somme représentant la différence entre la valeur de ces deux matériels, ce qui paraît tout à fait anormal, la reprise du matériel usagé n'ayant rien à voir avec le montant de la T.V.A. payée par l'agriculteur sur la totalité de son matériel neuf, d'autant que, parfois, la reprise de moteurs vétustes ne représente qu'une convention entre acheteur et vendeur. Il lui demande si la ristourne, abaissée à 6,25 p. 100 depuis le 1^{er} janvier 1968, s'appliquera sur le prix du matériel neuf ou seulement sur la différence entre le prix d'achat du matériel neuf et le prix de vente du matériel d'occasion. (*Question du 3 février 1968.*)

Réponse. — La diminution du taux de la ristourne sur les achats de matériel agricole de 10 p. 100 à 6,25 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1968 n'entraîne aucune modification du mode de calcul. Comme dans le passé, cette ristourne demeure calculée sur le prix de vente en culture des matériels neufs. Par conséquent la reprise, par le vendeur, du matériel usagé de son client est une opération distincte de la transaction principale et doit être sans incidence sur le montant de la ristourne. Toutefois, il peut arriver en pratique que, par la facturation, le commerçant présente la reprise du matériel usagé comme une remise consentie sur le prix de vente du matériel neuf; la ristourne se trouve alors calculée sur un prix net inférieur au prix initial. La situation observée par l'honorable parlementaire correspond vraisemblablement à cette hypothèse et trouverait donc son explication dans les usages commerciaux.

6783. — **M. Jean Favre** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un contribuable ayant payé son tiers provisionnel avant la décision ministérielle récente accordant une réduction de 15 p. 100 pourra obtenir le report de cette réduction sur le deuxième tiers provisionnel. (*Question du 3 février 1968.*)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse affirmative. Il a été admis que le paiement ainsi effectué en trop sur le premier acompte pourrait s'imputer sur le deuxième.

6794. — **M. Leloir** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**: 1^o s'il a réellement l'intention, en accord avec le gouvernement de la Banque de France, de supprimer les trois instituts d'émission, à savoir: les comptoirs du Cateau, de Solesmes et de Caudry; 2^o dans l'affirmative, quelles mesures seraient prises pour assurer la sécurité de l'emploi du personnel. (*Question du 3 février 1968.*)

Réponse. — Il est exact que la succursale du Cateau et les bureaux auxiliaires de Caudry et de Solesmes figurent au nombre des comptoirs de la Banque de France dont la fermeture est envisagée. L'évolution économique et démographique, les réformes de l'organisation administrative et les changements apportés depuis lors aux attributions de l'institut d'émission rendent indispensables une réorganisation de ce réseau, ainsi que vient de le recommander la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Cette réorganisation, qui renforcera l'action de la Banque de France en province, doit entraîner des remaniements ou des regroupements de services, permettant de plus larges délégations aux organismes régionaux. Elle a fait l'objet d'études de la part de la Banque de France, que le gouverneur vient de soumettre aux comités d'établissement et qui le seront ensuite au comité central d'entreprise.

C'est à l'issue de cette procédure que le gouvernement de la Banque soumettra au ministre de l'économie et des finances les projets de suppression et les possibilités de remplacement des comptoirs par des activités nouvelles. Toutes dispositions seront bien entendu prises pour assurer la sauvegarde des intérêts du personnel des comptoirs supprimés.

6887. — **M. Ducoloné** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** les termes de l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1964. « Jusqu'au 31 décembre 1967, dans les zones définies par arrêté du ministre de la construction, toute offre de location d'un logement économique et familial bénéficiant d'un prêt spécial à la construction accordé sous le régime antérieur au 1^{er} janvier 1964, à l'exception des cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 11 janvier 1960, ne pourra être supérieure à un maximum fixé par arrêté conjoint du ministre de la construction et du ministre des finances et des affaires économiques. » Ainsi, depuis le 31 décembre 1967, les propriétaires des immeubles visés à cet article ont la possibilité d'augmenter comme ils l'entendent le montant des loyers qui leur sont dus par les locataires de ces immeubles. Cette libération des loyers de logements sociaux, venant à une période où la majeure partie des familles qui les occupent rencontrent les plus graves difficultés, va encore aggraver leur situation. En conséquence, il lui demande s'il ne lui semble pas indispensable de proroger les dispositions de l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1964 au-delà du 31 décembre 1967 et jusqu'à ce que l'actuelle crise du logement soit résolue. (*Question du 10 février 1968.*)

Réponse. — Les dispositions de l'article 13 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 1970 par l'article 61 de la loi de finances pour 1968 (n° 67-1114 du 21 décembre 1967).

6984. — **M. Pierre Bas** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés que rencontrent les retraités de l'Etat face à un paiement trimestriel de leur pension. Il lui demande s'il n'est pas possible de concevoir des paiements d'acomptes mensuels sur cette pension, le solde étant payé à la fin du troisième mois. (*Question du 17 février 1968.*)

Réponse. — Aux termes des dispositions combinées des articles L. 90 du code des pensions civiles et militaires de retraite et L. 109 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, les pensions inscrites au grand livre de la dette publique sont payables trimestriellement et à terme échu. Les avantages que pourrait présenter, pour les bénéficiaires, le règlement mensuel des pensions de l'Etat n'ont pas manqué de retenir l'attention des services compétents du département de l'économie et des finances. Mais l'adoption de cette mesure aurait pour effet de multiplier par trois les opérations relatives au paiement, surcharge que les effectifs et l'équipement actuels des services ne permettent pas d'assumer. Cette réforme augmenterait considérablement le coût du service des pensions de l'Etat. Cependant, en vertu des articles L. 96 et R. 105 d'une part, et L. 109 d'autre part des codes susvisés, la caisse nationale d'épargne et les caisses de crédit municipal sont autorisées à consentir aux pensionnés de l'Etat des avances représentant les arrérages courus d'un ou de deux mois, moyennant une commission fixée à 1 p. 100 du montant de chaque avance.

7059. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un contribuable de situation modeste, imposé pour la première fois en 1937 sur ses revenus de 1966, qui, ayant acquitté avant le 15 janvier 1968 l'imposition dont il était redevable envers le Trésor au titre de l'impôt général sur le revenu, a été invité à régler avant le 15 février 1968 le montant du premier tiers provisionnel pour l'année en cours. Il lui demande s'il n'estime pas que son administration devrait effectuer automatiquement, dans de tels cas, le report du second paiement à une date ultérieure afin d'éviter que les intéressés ne soient contraints d'effectuer deux règlements en moins de trente jours. (*Question du 17 février 1968.*)

Réponse. — En application des dispositions des articles 1664 et 1762 du code général des impôts, les contribuables qui ont été imposés à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les rôles de l'année précédente, c'est-à-dire ceux mis en recouvrement jusqu'au 31 décembre de cette année, pour une somme excédant un minimum fixé par arrêté du ministre de l'économie et des finances (actuellement 200 francs), doivent verser, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à émettre au cours de l'année courante, deux acomptes le 31 janvier et le 30 avril. Chacun de ces acomptes doit être égal au tiers de l'impôt de l'année précédente. Si l'un de ces acomptes n'a pas été intégralement versé le 15 du mois suivant celui au cours duquel il est devenu exigible, une majoration de 10 p. 100 est appliquée à la somme non réglée. L'administration n'est pas habilitée à déroger, en faveur de certaines catégories de contribuables, aux conditions légales d'exigibilité et de paiement

des acomptes provisionnels, telles qu'elles sont ainsi fixées. Mais des instructions ont été adressées aux comptables du Trésor leur prescrivant d'examiner, dans un esprit de large compréhension, les demandes individuelles de délais supplémentaires de paiement formées par des contribuables de bonne foi, momentanément gênés, qui justifient ne pouvoir s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les délais légaux. L'octroi de délais n'a pas pour effet d'exonérer les Intéressés de la majoration légale de 10 p. 100, qui est appliquée automatiquement à tous les acomptes non versés à la date légale. Mais, dès que les contribuables se sont libérés du principal de leur dette dans les délais convenus, ils peuvent saisir les percepteurs d'une demande en remise de cette majoration. Celle-ci est examinée avec bienveillance. Ces dispositions peuvent particulièrement être invoquées par les contribuables qui, ayant été soumis l'année précédente pour la première fois à l'impôt sur le revenu, et ayant donc dû acquitter cet impôt en une seule échéance, ont à payer à une date proche de cette échéance leur premier acompte provisionnel de l'année courante.

7110. — M. Chambaz attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que l'ordonnance du 29 septembre 1967 ayant substitué la commission des opérations des bourses au comité des bourses de valeurs ne semble pas avoir prévu, comme le regrettent les organisations syndicales intéressées, de maintenir la représentation du personnel dans la composition de cette commission. Les organisations syndicales intéressées remarquent également que les représentants du personnel ne peuvent obtenir les informations sur l'activité générale de leur secteur d'emploi, ni sur l'organisation du marché des valeurs immobilières par le fait qu'il existe seulement un comité interentreprises et non un comité central d'entreprises permettant cette information. Il lui demande si le Gouvernement envisage de maintenir le représentant du personnel au sein de l'organisme en cause. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — La commission des opérations de bourse instituée par l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 a des attributions plus étendues que celles qu'avait auparavant le comité des bourses de valeurs. Son rôle principal est de contrôler l'information des porteurs de valeurs mobilières et du public sur les sociétés qui font publiquement appel à l'épargne et sur les valeurs émises par ces sociétés. Il implique que la commission soit composée d'un petit nombre de personnes et jouisse d'une grande indépendance. C'est pourquoi le nombre des membres de la commission autres que le président a été fixé à quatre seulement, au lieu de huit pour le comité des bourses de valeurs. L'article 2 de l'ordonnance a, d'autre part, limité à deux le nombre des membres choisis en raison de l'expérience qu'ils ont acquise dans l'exercice d'une profession ayant pour objet la réalisation d'opérations de banque ou de bourse. Compte tenu de ces dispositions et de la nature des attributions de la commission des opérations de bourse il ne peut être envisagé de prévoir une représentation du personnel de la compagnie nationale des agents de change au sein du nouvel organisme.

7155. — M. Louis Terrenoire rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les farines de céréales utilisées pour la panification sont imposées à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 6 p. 100. Par contre, les autres farines sont soumises au taux de 13 p. 100. La farine de sarrasin, en raison du caractère populaire de son utilisation, assimilable à celle du pain dans certaines campagnes où elle est utilisée pour la fabrication de bouillies et de galettes était, avant le 1^{er} janvier 1968, complètement exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée. Elle est maintenant imposable au tarif des farines de type pâtisserie qui sont utilisées pour la confection de produits pouvant être considérés comme des produits de luxe. Il lui demande s'il compte reconsidérer le taux fixé pour l'imposition de la farine de sarrasin, afin qu'en raison de son caractère utilitaire elle soit soumise au taux de 6 p. 100 comme pour les farines de blé panifiables. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 13, c, de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, le taux réduit de 6 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée s'applique aux farines panifiables utilisées à la fabrication du pain de consommation courante. Les farines panifiables sont définies par les décrets du 5 avril 1935 et du 13 juillet 1963 (n° 63-720) et les arrêtés des 13 juillet et 24 décembre 1963. Il résulte de ces dispositions que la farine de sarrasin ainsi que les farines spéciales pour la pâtisserie et les semoules autres que celles de blé dur ne peuvent bénéficier du taux réduit de 6 p. 100 ; elles sont donc imposables à cette taxe au taux intermédiaire de 13 p. 100 prévu par l'article 14-1 de ladite loi pour tous les produits utilisés pour l'alimentation humaine qui ne sont pas expressément soumis au taux réduit. Dans ces conditions, et en raison du caractère particulier de ces dispositions fiscales, il n'est pas possible d'étendre, comme le souhaite l'honorable parlementaire, le bénéfice du taux réduit de 6 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée à la farine de sarrasin.

7164. — M. Halbout expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation d'un agent contractuel d'une association syndicale de reconstruction qui a cotisé jusqu'en 1962 à l'institution de prévoyance des agents contractuels et temporaires de l'Etat (I. P. A. C. T. E.) et qui, depuis cette date, est agent technique auxiliaire d'une ville, et lui demande dans quelles conditions la possibilité de continuer à effectuer des versements de cotisations à l'I. P. A. C. T. E. pourrait être accordée aux anciens contractuels de l'Etat ou assimilés, devenus agents non titulaires de collectivités publiques. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — Le décret n° 55-773 du 9 juin 1955 permet aux départements, communes et établissements publics relevant de ces collectivités d'affilier leur personnel non titulaire à l'I. P. A. C. T. E. sous la seule condition que leur personnel titulaire soit affilié à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou à un des régimes de retraites visés à l'article 600 du code de l'administration communale. Il apparaît donc que rien ne s'oppose à ce qu'une ville puisse affilier à l'I. P. A. C. T. E. un agent technique auxiliaire si celui-ci remplit les conditions prévues à l'article 2 du décret n° 55-773 du 9 juin 1955 et, en particulier : 1° s'il occupe un emploi à temps complet ; 2° s'il justifie d'une qualification technique assimilée à celle d'ingénieur ou exerce des fonctions correspondant à celles qui incombent à des fonctionnaires titulaires de l'Etat de la catégorie A ; 3° s'il perçoit une rémunération brute ramenée à l'année au moins égale au traitement budgétaire d'un agent titulaire de l'Etat classé à l'indice 225.

EDUCATION NATIONALE

4073. — M. Billoux expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'au lendemain de la rentrée scolaire à Marseille, il ressort que les dispositions nécessaires n'ont pas été prises pour rendre effective la prolongation de la scolarité dans cette ville. Les mesures d'accueil mises en place par l'administration départementale avec les moyens du bord (crédits de suppléance) aboutissent, selon les secteurs, aux résultats suivants : maintien systématique en fin d'études de tous les élèves n'ayant pas obtenu le certificat d'études primaires, ce qui ne manquera pas de troubler le fonctionnement normal de ces classes ; passage des élèves dans les classes d'accueil de la prolongation de la scolarité dans les écoles primaires, c'est-à-dire dans des classes de fin d'études débaptisées ; accueil des élèves munis du C.E.P. dans des classes de 4^e pratique, ouvertes à la rentrée et confiées en général à de jeunes instituteurs, souvent des remplaçants, sans la qualification et l'expérience indispensables pour ces classes particulièrement délicates. Le bureau départemental du S.N.I. a de nouveau protesté contre les mesures du Gouvernement qui n'a pas été capable d'appliquer ses propres décisions. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer : 1° l'ouverture de sections en trois ans dans les collèges d'enseignement technique afin d'y recevoir les enfants qui ont obtenu le C.E.P. faisant ainsi la preuve d'un niveau suffisant de connaissances ; 2° l'ouverture de classes de rattrapage dans les C.E.T. et la transformation des classes pratiques en classes de préparation au C.E.T. ; 3° que les instructions tendant à limiter à trente le nombre d'élèves dans les classes prévues soient strictement appliquées et que l'horaire des maîtres soit limité à vingt-quatre heures hebdomadaires afin de permettre la formation pédagogique indispensable ; 4° que ces classes soient dotées rapidement du matériel pédagogique nécessaire à leur fonctionnement. (Question du 10 octobre 1967.)

Réponse. — Pour la rentrée 1967 les instructions données aux recteurs et aux inspecteurs d'académie pour informer les parents, par l'intermédiaire des directeurs d'écoles primaires, des diverses orientations offertes aux enfants nés en 1953 qui n'envisageaient pas la poursuite de leurs études au delà de 14 ans faisaient état des possibilités suivantes : accès à un collège d'enseignement technique ; option pour une section d'éducation professionnelle ; maintien en classe de fin d'études. En outre il était prévu que exceptionnellement des dérogations à l'obligation scolaire pourraient être accordées lorsque des circonstances géographiques, familiales ou individuelles feraient de l'apprentissage la solution la plus conforme à l'intérêt professionnel de l'enfant. C'est en utilisant ces diverses possibilités que les autorités académiques ont pu assurer l'accueil de tous les enfants soumis à l'obligation scolaire. L'entrée des élèves dans les sections de C.E.T. en trois ans a fait l'objet d'une attention particulière : c'est ainsi que pour faciliter leur admission en tenant compte surtout des aptitudes décelées au cours de la scolarité antérieure et du niveau des connaissances acquises attestées par le dossier scolaire de l'enfant l'examen d'entrée dans les C.E.T. a été supprimé. Dans ces conditions 4200 élèves environ ont été admis dans les sections en trois ans ouvertes dans le département des Bouches-du-Rhône. Il est rappelé à l'honorable parlementaire qu'à la suite d'une question écrite n° 991 posée le 10 mai 1967, des indications lui ont été données sur l'ouverture de ces sections en trois ans dans la réponse parue au Journal officiel du 26 juin 1967. Pour maintenir la destination première des collèges d'enseignement technique et leur vocation à devenir des collèges de second cycle

court tout en leur permettant de recevoir le maximum d'élèves susceptibles de préparer un C.A.P., il n'est pas possible d'y créer des classes de rattrapage ou des classes pratiques. L'âge d'admission dans les classes pratiques qui font suite aux deux années du cycle de transition, ne permet d'ailleurs pas d'envisager pour ces élèves la préparation à l'entrée dans les sections en trois ans maintenues à titre transitoire dans les collèges d'enseignement technique. Par contre, les élèves de ces classes seront, comme les élèves des autres sections, orientés à la fin du premier cycle. Par le jeu de cette orientation, ceux d'entre eux qui ont obtenu des résultats suffisants pourront être admis à poursuivre leur scolarité dans le second cycle, par exemple dans les sections de préparation aux brevets d'études professionnelles. Il convient toutefois de noter que la nouvelle structure d'enseignement dénommée section d'éducation professionnelle associant l'école et l'entreprise devrait pouvoir rendre un service équivalent. En effet, cette formule de scolarité, dans laquelle les élèves reçoivent douze heures d'enseignement général dans un établissement scolaire et vingt-huit heures d'initiation dans une entreprise devrait permettre aux enfants qui ne suivent pas avec profit une scolarité à temps plein d'atteindre cependant un niveau suffisant pour préparer ultérieurement, par la voie de l'apprentissage, un certificat d'aptitude professionnelle. Les instructions du 10 septembre 1963, toujours en vigueur, ont donné les caractéristiques particulières de l'organisation des classes pratiques, et ont notamment précisé que « l'unité d'expérience devrait réunir au moins deux classes de trente élèves chacune ». C'est vers cette structure que tendent les organisations des établissements de premier cycle au fur et à mesure que l'application de la prolongation de la scolarité obligatoire modifie les effectifs. Par ailleurs, un horaire hebdomadaire adapté à ces classes va être prochainement publié. Il permettra d'inclure dans l'horaire hebdomadaire des maîtres les heures qu'ils doivent consacrer à l'étude et à l'application de la pédagogie spécifique de l'enseignement dans les classes pratiques. L'équipement des sections en matériel pédagogique est assuré normalement selon les règles en vigueur.

4945. — M. Ponsellé constate, à la lecture de la réponse faite par **M. le ministre de l'éducation nationale** le 2 octobre 1967 à sa question écrite n° 2702 du 30 juin 1967 relative à l'enseignement préscolaire, que l'administration s'attache moins à prendre conscience de la gravité de la situation existante et à faire connaître la nature des initiatives qu'elle compte prendre pour y remédier, qu'à brosser un tableau rétrospectif soulignant l'importance de l'effort accompli en la matière depuis 1948 et singulièrement à partir de 1958. Sans méconnaître en aucune façon la réalité de cet effort et le caractère concret des résultats obtenus en ce qui concerne l'élévation du taux de scolarisation des enfants de deux à cinq ans au cours de la période à laquelle les services de l'éducation nationale ont porté une spéciale attention sans vouloir minimiser la portée de l'action entreprise, il observe que les éléments statistiques contenus dans cette réponse et fixant les limites actuelles du problème ne démentent pas les chiffres dont faisait état sa question écrite du 30 juin 1967 et attestent donc qu'en dépit des incontestables progrès qui ont marqué le développement de l'enseignement préscolaire, les préoccupations en ce domaine demeurent très vives. Les perspectives d'avenir immédiat ne sont d'ailleurs pas pour les apaiser, puisque si le nombre d'élèves de l'enseignement préscolaire public accusait, en octobre dernier, une augmentation de 103.000 par rapport à 1966, la capacité d'accueil, évaluée en places d'élèves, des locaux ouverts à la dernière rentrée s'établissait pour les écoles maternelles à 48.000 contre 65.000 en 1966. Cette conjonction de la croissance des effectifs et de la diminution des nouveaux moyens d'accueil n'a pu qu'accroître le taux de surcharge des classes maternelles et enfantines et contraindre les directions à refuser l'inscription de nombreux enfants parmi les plus jeunes, alors que 51,5 p. 100 des enfants de trois ans ne sont pas actuellement scolarisés et que ce pourcentage atteint 87,4 p. 100 pour ceux de deux ans. Afin d'être à même d'apprécier très objectivement si la politique suivie à l'égard de l'enseignement préscolaire ne va pas, après les espoirs qu'elle avait pu faire naître, marquer une stagnation qui se transformerait rapidement en régression, il lui demande de lui indiquer : 1° La ventilation entre les enseignements préscolaire et élémentaire des 3749 postes dont le projet de budget prévoit la création pour 1968 ; 2° L'évolution, évaluée en places d'élèves, que connaîtra pour les écoles maternelles la capacité d'accueil des locaux à la rentrée scolaire de 1968 ; 3° Le nombre de classes réalisées dans l'enseignement préscolaire depuis le 1^{er} janvier 1966, sur les 7.622 qui constituent pour cet ordre d'enseignement l'objectif physique du V^e Plan ; 4° le nombre de places d'élèves correspondant à ces classes ; 5° si dans les zones rurales, hormis le cas d'un regroupement de communes ou d'une augmentation de la population, les collectivités locales ont le moyen d'obtenir des subventions pour la construction ou l'extension d'écoles maternelles dont l'insuffisance numérique constitue, dans ces zones, une situation de fait indiscutée. (Question du 16 novembre 1967.)

Réponse. — 1° Ce n'est que lorsque les informations statistiques nécessaires seront parvenues au ministère de l'éducation nationale que la ventilation des emplois budgétaires entre les enseignements élémentaire et préscolaire pourra être effectuée, c'est-à-dire dans le courant du mois d'avril 1968. Il est donc prématuré de répondre à la question posée. Il est rappelé à ce sujet que les 3.749 postes prévus par la loi de finances seront créés au 15 septembre 1968. **2°** Il ne peut être actuellement répondu à la question n° 2, l'enquête relative au nombre de classes mises en service à la prochaine rentrée ne pouvant être valablement faite avant le 15 juin 1968. **3°** Le nombre de classes mises en service en 1966 et en 1967 est de : 1.461 classes pour 1966, 1.368 classes pour 1967, soit au total 2.829 classes pour les années 1966 et 1967. **4°** Pour répondre à cette question il faut d'abord indiquer que le taux d'absentéisme dans les classes maternelles est considérable, irrégulier et saisonnier. Il n'est donc pas possible d'utiliser, pour l'évaluation du nombre de places offertes par la construction d'un nombre donné de salles, les mêmes critères que pour les constructions du premier degré élémentaire. Les commissions du Plan avaient effectué leurs calculs sur la base de 45 élèves par classe. En adoptant cette notion, le nombre de places mises en service serait de : 65.745 places pour 1966 et 61.560 places pour 1967. **5°** Conformément à l'avis de la commission de l'équipement scolaire, universitaire et sportif du V^e Plan, une priorité a été donnée à l'affectation des crédits de construction de classes primaires, élémentaires et maternelles aux zones bénéficiant de constructions de logements neufs groupés. Il convient de ne pas perdre de vue que la demande effective de construction dans cette catégorie d'équipement se manifeste surtout dans les zones urbaines. En effet, dans les zones rurales, d'habitat dispersé, l'âge des enfants appelés à fréquenter ces établissements (deux à cinq ans) présente pour leurs parents des difficultés de scolarisation beaucoup plus grandes qu'en ville (trajet, transport scolaire) et pour les collectivités locales des charges de fonctionnement d'autant plus lourdes (cantines, garderies) que les effectifs de ces classes sont faibles. Lorsqu'un ensemble de logements neufs est réalisé ou lorsqu'une priorité suffisante le justifie les autorités régionales peuvent décider la construction de classes maternelles et l'attribution d'une subvention de l'Etat au même titre que pour les classes primaires à l'aide des crédits qui leur sont délégués.

5246. — M. Houël expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les enseignants et l'Association des parents d'élèves du lycée technique municipal C. E. T. - C. E. G., rue Frédéric-Fays, à Villeurbanne, exigent que soit réservé à l'enseignement public et laïque la priorité des priorités pour permettre un recrutement massif des maîtres qualifiés et de surveillants, la possibilité d'accès dans les I. U. T. et dans de larges proportions aux titulaires du brevet technique et le maintien de toutes les sections de T. S. ; ils demandent également l'abrogation de la circulaire ministérielle du 5 octobre 1967 interdisant aux parents d'élèves de se réunir dans les établissements scolaires. Solidaire de ces revendications, il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour donner satisfaction aux enseignants et aux parents d'élèves de ce lycée. (Question du 28 novembre 1967.)

Réponse. — Les revendications soutenues par l'honorable parlementaire appellent les observations suivantes : le budget de l'éducation nationale, voté par le Parlement, a précisément pour objet de créer, chaque année, les emplois nécessaires à l'accueil des élèves fréquentant les établissements d'enseignement public. C'est ainsi que le budget de 1968 comporte la création de 31.612 emplois, ce qui représente la population active d'une ville comme Orléans. En ce qui concerne d'autre part l'accès dans les I. U. T. des titulaires du brevet de technicien, il convient de souligner que ce brevet a une finalité essentiellement professionnelle : ses détenteurs doivent pouvoir entrer immédiatement dans la vie active et y faire valoir le niveau de qualification qu'ils ont atteint, ce qui constitue pour eux un avantage indéniable. Toutefois, les réformes entreprises laissent à un certain nombre de techniciens brevetés la possibilité de poursuivre des études dans des établissements d'enseignement supérieur. C'est ainsi qu'actuellement le tiers d'une promotion est admis dans un établissement d'enseignement supérieur. Dans le même esprit, il est précisé que la fermeture de sections de techniciens supérieurs n'est envisagée qu'à la condition expresse que la totalité des élèves intéressés soient accueillis dans l'I. U. T. correspondant. Enfin, la circulaire du 5 octobre 1967 évoquée d'autre part par l'honorable parlementaire interdit la domiciliation des associations de parents d'élèves dans les établissements scolaires et toute propagande en faveur d'un groupement ou association privé à l'intérieur des établissements. Ces mesures placent sur un pied d'égalité les rapports entre l'administration collégiale et les divers organismes privés. Lorsqu'il s'agit d'aménager le régime scolaire dans l'intérêt des élèves, les associations de parents d'élèves collaborent avec l'administration et sont de plus en plus appelées à participer aux divers conseils des établissements. En outre, rien ne s'oppose à ce qu'une association de parents

d'élèves tiennent une réunion dans un établissement dès lors que le chef de ce dernier en a donné l'autorisation et agréé l'ordre du jour.

5412. — M. Eloy expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il pèse sur le lycée de Bavay (Nord) une menace de suppression des classes de seconde et de première; ainsi, celui-ci deviendrait à la rentrée scolaire 1968 un collège d'enseignement secondaire (C. E. S.). Que la situation de Bavay, au centre d'un canton essentiellement rural, ayant une population de 18.000 habitants, demande non pas la suppression des classes de première et de seconde mais, au contraire, la création d'une classe terminale. Le lycée avec un style secondaire complet, pourrait alors remplir pleinement le rôle pédagogique qui lui incombe. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour l'amélioration des structures du lycée de Bavay. (Question du 1^{er} décembre 1967.)

Réponse. — Le secteur de Bavay appartient au district de second cycle de Maubeuge; les besoins de ce district pour l'accueil dans les sections d'enseignement classique et moderne long en 1975 ont été évalués à 1.560 places. Le lycée de Maubeuge pourra recevoir pour sa part 1.000 élèves; l'actuel lycée de Bavay n'est pas en mesure d'accueillir les élèves qui n'auraient pas trouvé place au lycée de Maubeuge; la construction d'un autre établissement dans le district doit être prévue. Avec l'implantation à Ilaumont — cité de près de 20.000 habitants — d'un lycée pouvant scolariser 60 élèves dans les sections classique et moderne de type long, les besoins du district se trouveraient satisfaits. Toutefois, compte tenu de la situation assez particulière de ce secteur, enclavé rural en milieu industriel, la possibilité du maintien d'un établissement de second cycle à Bavay a été envisagée et fera l'objet d'une étude attentive. L'opportunité de l'ouverture, à la rentrée 1968, d'une classe terminale sera appréciée par le recteur de l'académie de Lille, en fonction notamment de l'importance des effectifs. Dans cette hypothèse, cette mesure de rentrée ne pourrait avoir qu'un caractère expérimental et ne préjugerait en aucune façon de la décision qui interviendra ultérieurement.

5434. — M. Pleds attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le grave malaise qui règne parmi le corps professoral des écoles normales nationales d'apprentissage (E. N. N. A.); ces établissements de haut niveau pédagogique, créés à la Libération, ont contribué depuis vingt-deux ans à la formation de plusieurs milliers de professeurs d'enseignement général, de professeurs d'enseignement technique, théorique et de professeurs techniques adjoints des C. E. T. Les professeurs des E. N. N. A. recrutés après un concours difficile qui leur accorde statutairement l'échelle indiciaire des agrégés posent avec vigueur le problème de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations. Il lui demande: 1^o s'il entend accorder aux professeurs des E. N. N. A. qui donnent tout leur enseignement dans les classes d'un niveau très nettement supérieur aux seconds cycles des lycées classiques modernes et techniques un abaissement des maxima de service qui les placerait à parité avec les professeurs des écoles d'ingénieurs. Il faut rappeler à ce sujet que le groupe de travail ministériel dit « Commission Laurent » a demandé très nettement cette parité; 2^o s'il ne lui paraît pas indispensable pour faire aux exigences du développement des connaissances et du progrès technique de placer le concours d'entrée dans les E. N. N. A. au niveau du D. U. E. S., D. U. E. L., du D. U. T., du B. T. S. ou du diplôme équivalent pour les P. E. G. ou les P. E. T. T. et pour les P. T. A. au niveau du brevet de technicien après une pratique professionnelle à fixer selon les spécialités; 3^o s'il a l'intention de prévoir, au budget de 1968, la création des nombreux postes nécessaires dans toutes les spécialités pour faire face à la formation de tous les personnels des C. E. T. aussi bien d'ailleurs qu'à celles des P. T. A. des lycées techniques; 4^o s'il ne serait pas possible d'organiser régulièrement les concours de recrutement, dans toutes les spécialités, de les annoncer plusieurs mois à l'avance, de faire autour d'eux toute la publicité nécessaire et de les ouvrir pour un nombre de places qui corresponde aux postes vacants et créés; 5^o quels sont les crédits de paiement effectivement inscrits aux budgets de 1967 et de 1968 pour la construction des E. N. N. A. de Paris et de Lille; 6^o s'il ne paraît pas indispensable, pour permettre l'accueil de tous les stagiaires et éviter des solutions condamnables comme l'external ou de fortune comme les centres associés ouverts dans les lycées techniques, de prévoir la construction de nouvelles écoles normales nationales d'apprentissage dans la région de l'Est de la France. (Question du 3 décembre 1967.)

Réponse. — 1^o Il n'en est pas dans les intentions du ministère de l'éducation nationale de procéder à une révision des obligations de service des différentes catégories de personnels enseignants. 2^o Les critères de recrutement des professeurs de collèges d'enseignement technique ont été fixés en fonction des éléments caractéristiques de l'enseignement qu'ils étaient appelés à dispenser. Il n'apparaît pas qu'il soit actuellement nécessaire de les modifier.

3^o Le budget de 1968 a prévu d'accroître le nombre des stagiaires accueillis dans les écoles normales nationales d'apprentissage et d'augmenter les moyens de ces établissements en personnels enseignants. 4^o Les concours de recrutement de professeurs de l'enseignement technique sont en principe organisés chaque année, sauf pour les disciplines ou spécialités à faibles effectifs pour lesquelles il n'y a d'ailleurs parfois pas de postes à pourvoir. Les difficultés d'organisation des différents concours ne permettent pas toujours d'en prévenir la date ou le déroulement longtemps à l'avance comme il conviendrait. Chaque fois que ce sera possible, les sessions seront annoncées plusieurs mois à l'avance afin que toute la publicité nécessaire puisse être assurée. 5^o La présentation du budget ne permet pas de faire apparaître les crédits de paiements destinés à telle ou telle opération individualisée. 6^o Il est actuellement procédé à une étude approfondie des besoins visibles des collèges d'enseignement technique en personnels enseignants. C'est en fonction des résultats de cette étude que pourra être envisagée l'implantation de nouvelles écoles normales nationales d'apprentissage.

5613. — M. Fajon expose à M. le ministre de l'éducation nationale que quatre-vingt-cinq personnes suivant depuis 1963 les cours de promotion sociale préparant au brevet professionnel de prothésiste dentaire lui ont fait connaître que les promesses renouvelées concernant l'ouverture d'une session au brevet professionnel n'ont pas été tenues. Elles manifestent leur inquiétude et leur mécontentement car elles n'ont pas pu concrétiser leur effort de perfectionnement, ce qu'elles considèrent comme une injustice qui porte un très sérieux préjudice à leur carrière. En conséquence, il lui demande quelles mesures il a prises ou compte prendre pour qu'une session du brevet professionnel soit organisée dans les plus brefs délais compte tenu que les intéressés ne feront acte de candidature que si ce diplôme porte le titre de « prothésiste dentaire ». (Question du 12 décembre 1967.)

Réponse. — Le brevet professionnel sanctionnant la qualification professionnelle acquise, par voie de promotion sociale, par les mécaniciens en prothèse dentaire n'a pu encore être institué, car les parties intéressées ne sont pas d'accord sur le titre même à délivrer. Il n'appartient pas au ministre de l'éducation nationale de prendre une décision dans une affaire qui concerne surtout les représentants de professions médicales et para-médicales. Toutefois, les services du ministère qui n'ignorent pas la situation regrettable de ceux qui ont fait l'effort de suivre des cours de perfectionnement sans pouvoir en obtenir la sanction s'emploient à trouver une solution qui satisfasse les divers intérêts en présence. Une session d'examen sera organisée dès que l'arrêté instituant le diplôme aura pu être signé et publié.

5664. — M. Hamelin rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret n° 58-632 du 22 juillet 1958 prévoit l'organisation des brevets professionnels comme examens publics. L'arrêté du 19 mai 1962, modifié par ceux du 1^{er} août 1962 et du 7 avril 1966, institue, sur le plan national des brevets professionnels de « coiffure pour messieurs » et de « coiffures pour dames » et prévoit l'organisation de l'examen. Le jury est composé de professionnels et de membres de l'éducation nationale. Il lui demande de préciser les mesures prises: 1^o pour que les candidats soient jugés le plus équitablement possible et en particulier pour qu'un professionnel, membre du jury, ne puisse reconnaître dans un candidat un concurrent en puissance, son jugement pouvant être alors influencé plus par des intérêts personnels que par les qualités professionnelles du candidat; 2^o pour assurer aux épreuves de cet examen un déroulement normal par la présence du public aux épreuves pratiques et aux épreuves orales. (Question du 12 décembre 1967.)

Réponse. — Les brevets professionnels de coiffure (coiffure pour messieurs et coiffure pour dames) comportent des épreuves pratiques, des épreuves écrites et des épreuves orales. Le jury est composé pour les deux tiers de représentants de la profession: employeurs, employés et représentants de l'enseignement public, et pour un tiers de représentants de l'enseignement public. Les épreuves pratiques se faisant sur modèles vivants, le problème de l'anonymat du candidat se pose. Dans ce but, une circulaire du 29 mars 1963 exige: 1^o que les membres du jury soient choisis dans tous les départements de l'académie sans que la représentation d'un seul département excède 35 p. 100; 2^o que si le jury est constitué pour un seul département, 65 p. 100 de ses membres ne résident pas dans le département. Dans l'intérêt même des candidats les épreuves ne sont pas publiques. La commission de surveillance est distincte du jury et ne participe pas à ses travaux. Le souci constant des services chargés de l'organisation des épreuves est d'assurer leur régularité. Les brevets professionnels de la coiffure sont des examens difficiles, mais ce métier comportant l'utilisation de produits pouvant être nocifs immédiatement ou à terme s'ils sont employés sans discernement, il est normal qu'on réclame des candidats le maximum de garanties.

5928. — M. Nègre attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des professeurs techniques adjoints de commerce exerçant dans les lycées techniques, professeurs qui ont la très lourde charge d'enseigner dans les classes d'enseignement long postérieures à la seconde, assurant ainsi la préparation aux baccalauréats de techniciens, du secteur tertiaire, ainsi que dans des classes de post-baccalauréat préparant notamment au brevet de technicien supérieur, de secrétariat, de distribution. Il lui demande s'il ne serait pas possible : 1° d'envisager en première mesure la suppression de l'épithète « adjoint » ces personnels n'étant pas des adjoints mais des « professeurs à part entière » qui pourraient par exemple s'appeler « professeurs de techniques administratives » par analogie avec la formulation appliquée aux disciplines enseignées dans les classes de « baccalauréat de technicien » ; 2° d'envisager la possibilité d'une réduction des horaires très lourds qui n'ont pas évolué depuis des années alors que les exigences de l'enseignement se sont considérablement accrues. Cette disposition serait d'autant plus normale que récemment les professeurs des collèges (P. E. T. T.) qui exercent dans les classes préparant au C. A. P. ou au B. E. P. viennent de bénéficier d'une amélioration qui place leur maxima de service au-dessous de ceux des P. T. A. C. (Question du 30 décembre 1967.)

Réponse. — 1° L'expression « professeur adjoint » désigne un corps de fonctionnaires qui comprend, à côté des professeurs techniques adjoints de commerce des personnels enseignant d'autres disciplines techniques. Il ne serait pas possible de modifier cette dénomination pour certains d'entre eux sans entraîner une modification de leur statut, laquelle n'est pas envisagée actuellement. 2° En ce qui concerne les professeurs techniques adjoints de commerce, le décret n° 64-172 du 21 février 1964 (Journal officiel du 26 février 1964) définit la nature de leur enseignement et fixe à 24 heures la durée normale de leur service hebdomadaire, chaque heure d'enseignement donnée dans une section de techniciens supérieurs étant décomptée pour une heure un quart. Il n'apparaît pas que ces obligations de service, comparées à celles des autres personnels enseignants, créent une distorsion au détriment des professeurs techniques adjoints de commerce.

6111. — M. Paquet demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il n'estime pas qu'il serait désirable que les élèves recevant l'enseignement technique supérieur que dispensent certains établissements spécialisés dans la formation de cadres hautement qualifiés, tels le lycée Vaucanson, puissent obtenir le bénéfice du régime de la sécurité sociale étudiante, afin d'être placés sur un pied d'égalité avec ceux de leurs disciples qui sont titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire. (Question du 6 janvier 1968.)

Réponse. — Le lycée Vaucanson de Grenoble assure la préparation : d'une part, du brevet de technicien supérieur d'électronique, d'autre part, du brevet de technicien papetier créé en vertu du décret de 1952 et qui n'a pas été reclassé brevet de technicien supérieur. Les dispositions des articles L. 565 et suivants du livre VI du code de la sécurité sociale relatifs aux modalités d'affiliation des étudiants aux assurances sociales sont applicables aux élèves du lycée Vaucanson qui poursuivent la préparation du brevet de technicien supérieur, et bénéficient effectivement du régime de « sécurité sociale étudiant ». Par contre, elles ne permettent pas l'affiliation à ce régime, des élèves qui préparent le brevet de technicien papetier, cette préparation relevant de l'enseignement du second degré et non de l'enseignement supérieur.

6113. — M. Mermaz rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il est indispensable de créer à Vienne (Isère) pour la rentrée scolaire 1968, une section type de collège d'enseignement général (enseignement moderne court, classes de 6^e et de 5^e) et il lui demande quelles sont les dispositions envisagées à ce sujet. (Question du 6 janvier 1968.)

Réponse. — Dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 1968, il a été demandé aux autorités académiques d'envisager la mise en forme pédagogique de collège d'enseignement secondaire des premiers cycles des lycées de Vienne, ce qui impliquera dans chacun d'eux l'organisation d'un enseignement général type collège d'enseignement général.

6307. — Mme Colette Privat attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation d'un professeur sortant du C. P. R. muni du C. A. P. E. S. et qui n'a pu rejoindre son poste d'affectation à la rentrée scolaire dans l'attente d'une maternité ayant nécessité des soins constants et un repos médical absolu. Elle lui demande : 1° quelle est la situation administrative de ce fonctionnaire qui n'a pu être installé ; 2° quels sont ses droits en ce qui concerne le remboursement des frais pharmaceutiques et

médicaux, et des frais d'accouchement ; 3° si ce fonctionnaire percevra, pendant l'absence due à la grossesse et jusqu'à la reprise du travail, un traitement et par qui ce traitement lui sera versé. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — 1° Jusqu'à son installation, la situation administrative de l'intéressée est celle de fonctionnaire stagiaire. Il lui appartient donc de solliciter un congé de maternité précédé le cas échéant d'un congé de maladie si la date prévue pour l'accouchement ne permet pas encore l'octroi du congé de maternité. 2° Le remboursement des frais pharmaceutiques et médicaux et des frais d'accouchement est à la charge de la caisse de sécurité sociale à laquelle était rattachée la stagiaire pendant son année au centre pédagogique régional. 3° Pendant la durée du congé de maternité et éventuellement des congés de maladie (trois mois à plein traitement et trois mois à demi-traitement au maximum en une année) la fonctionnaire stagiaire perçoit un traitement imputable sur le budget des C. P. R. Si à l'issue de ses congés elle ne peut rejoindre son poste, elle peut bénéficier des dispositions du décret n° 49-1239 du 13 septembre 1949 et demander un congé sans traitement pour une durée d'un an maximum renouvelable par périodes ne pouvant excéder une année à concurrence d'une durée totale de trois ans.

6390. — M. Ponceillé rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que l'un de ses prédécesseurs, répondant à une question écrite qui lui avait été posée au sujet de l'insuffisance de l'enseignement de la musique dans les écoles primaires et secondaires, avait fait connaître par la voie du *Journal officiel* (débat Assemblée nationale) du 17 juillet 1965, qu'une commission interministérielle comprenant des représentants du ministère des affaires culturelles, de l'éducation nationale et des personnalités particulièrement qualifiées du monde musical, avait entrepris depuis le mois de février 1964, l'étude des questions évoquées par l'intervenant ; la réponse ministérielle ajoutait que les conclusions de la commission seraient très prochainement déposées. Deux ans et demi s'étant écoulés depuis cette date, il est fort possible que la commission dont il s'agit a fait connaître son sentiment en la matière en formulant simultanément des propositions concrètes d'aménagements et de réformes. La teneur de la motion votée lors du congrès de la confédération musicale de France qui s'est tenu à l'U. N. E. S. C. O. les 27 et 28 octobre 1967, laisse à penser que ces aménagements et ces réformes restent encore à promouvoir. Ainsi que le souligne cette motion, il est manifeste que le nombre de postes de professeurs d'éducation musicale s'avère actuellement très nettement insuffisant et qu'une révision des programmes s'impose, les techniques musicales retenues étant souvent peu adaptées à l'âge mental et aux aspirations de l'enfant ; par ailleurs, les cours d'histoire de la musique se déroulent selon un découpage trop imparfaitement synchronisé avec celui qui préside à l'enseignement de l'histoire générale. Des aménagements non moins évidents se révèlent nécessaires dans le domaine des horaires car il est surprenant de constater que les emplois du temps, tels qu'ils sont définis pour les classes de 6^e et de 5^e par l'arrêté du 2 juin 1960 et pour celles de 4^e et 3^e par l'arrêté du 23 juin 1962, modifié, ne réservent hebdomadairement à chaque classe qu'une heure à l'enseignement de la musique alors que cet enseignement se voit consacrer chaque semaine deux heures aux U. S. A. et aux Pays-Bas, deux heures trente en Grande-Bretagne et en Suisse, trois heures en Autriche et au Japon, quatre heures en Allemagne et au Danemark, six heures en Hongrie. Il souhaiterait donc connaître la nature des conclusions déposées par la commission interministérielle susévoquée ainsi que les lignes directrices de la politique que le ministère de l'éducation nationale entend mettre en œuvre pour réaliser les aménagements et les réformes qui s'imposent afin que l'éducation musicale puisse s'engager dans la voie d'un enseignement à part entière, compte tenu des termes de la déclaration faite récemment par le directeur de la musique au ministère des affaires culturelles, selon lequel « les disciplines de la sensibilité importent au développement de l'homme autant que les disciplines de la connaissance ». (Question du 20 janvier 1968.)

Réponse. — La commission interministérielle de l'enseignement musical, comprenant des représentants du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles et des représentants du ministère de l'éducation nationale, qui s'était réunie en séance inaugurale, le 21 février 1964, a terminé ses travaux le 3 juin 1965 et fait connaître ses conclusions à la fin de l'année 1965. Les conclusions qu'elle a tirées l'ont amenée à prévoir, pour l'avenir, des réunions mixtes restreintes pour mettre en œuvre les réformes proposées. Actuellement une commission interministérielle étudie l'organisation d'un enseignement artistique comportant une option « Education musicale », dans les classes du second cycle conformément aux dispositions des textes réglementaires portant réforme de l'enseignement. A titre expérimental une option « Arts » portant sur l'éducation musicale a été ouverte, à la rentrée scolaire 1967 au lycée Jean-de-La Fontaine. Des programmes expérimentaux, établis en collaboration avec le ministère d'Etat chargé des affaires culturelles ont été fixés, pour cette option,

sur la base d'un horaire hebdomadaire de trois heures. Lors de la réunion de la commission interministérielle en date du 11 janvier 1968, il a été décidé d'étendre à une vingtaine d'établissements l'expérience commencée au lycée La Fontaine. D'autre part, la création d'une épreuve de musique au concours général est actuellement envisagée. Par ailleurs, dans les enseignements du premier degré et du premier cycle, des classes à horaires allégés ont été organisées, à titre expérimental, en faveur des élèves des conservatoires de musique dans les académies de Toulouse, Reims, Rouen et Lyon. Dans les classes élémentaires bénéficiant de cette expérience, l'horaire comprend vingt heures d'enseignement général donné par les instituteurs et une dizaine d'heures réservées à l'éducation physique et à la musique, cette dernière discipline étant dispensée dans les locaux et par les professeurs des conservatoires de musique. Des classes de 6^e et 5^e à horaires allégés fonctionnent également dans ces quatre académies et l'horaire hebdomadaire consacré à l'enseignement général a été ramené de 24 h 30 à 18 h 30. Il existe de plus à Reims et à Toulouse, des sections de 4^e créées à la rentrée scolaire de 1967. Il est permis de penser que l'expérience en cours sera étendue en 1968 à des sections de 3^e destinées à recevoir les élèves qui auront suivi normalement cette année les classes de 4^e à horaires allégés. Les mesures actuellement prises ou en cours d'expérimentation autorisent l'espoir d'une amélioration du niveau de l'enseignement musical dans les établissements scolaires.

6431. — M. Houël expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il a été saisi par l'association des parents d'élèves des écoles publiques de la situation scolaire à La Mulatière (Rhône), qui est la suivante : au groupe Paul-Nas, sur les huit classes existantes en 1966-1967, quatre classes ont été supprimées à la rentrée 1967-1968. Ces quatre suppressions découlant de la réorganisation du périmètre scolaire à la suite du nouveau groupe A-Camus, au Roule, n'ont en fait été compensés en tout et pour tout que par deux créations sous forme de transfert d'une au groupe A-Camus, l'autre au groupe A-Lassagne, soit une diminution de deux classes. De ce fait, le groupe Albert-Camus voit son effectif moyen porté à 37 élèves, avec dans certaines classes le chiffre fort élevé de 45 élèves ; le groupe Paul-Nas voit son effectif moyen porté à 32 élèves avec dans chaque classe deux divisions quelquefois totalement différentes. Par ailleurs, en ce qui concerne l'école maternelle du Roule, la rentrée scolaire s'est effectuée avec un effectif total de 293 inscrits, dont 13 n'ont pu être accueillis effectivement. Cet effectif réparti en cinq classes donne une moyenne de 56 élèves par classe et oblige la directrice à procéder à un roulement de demi-journées de présence pour les plus petits. D'autre part, les tests effectués par le psychologue scolaire confirment qu'une cinquantaine d'enfants devraient fréquenter une classe de perfectionnement, classe reconnue nécessaire par l'inspection académique elle-même. Les parents d'élèves estimant que les effectifs pléthoriques de chaque classe ne permettent pas de dispenser un enseignement scolaire normal et une éducation qu'ils sont en droit d'exiger pour leurs enfants, sont décidés à agir pour : 1^o la création d'une neuvième classe du groupe Albert-Camus (garçons) ; 2^o le rétablissement d'une cinquième classe au groupe Paul-Nas ; 3^o la création d'une sixième classe à l'école maternelle du Roule ; 4^o la création de deux classes de perfectionnement. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre dans ce sens. (Question du 20 janvier 1968.)

Réponse. — Le groupe scolaire Paul-Nas à La Mulatière (Rhône) comprend deux classes de garçons pour 62 élèves et deux classes de filles pour 62 élèves également, soit une moyenne de 31 élèves par classe. Dans une école de ce type, chaque classe comporte inévitablement plusieurs cours. Seule la gémination permettrait une répartition plus rationnelle par niveau. Il appartient à la municipalité de la demander à l'inspecteur d'académie. Au groupe Albert-Camus, la moyenne est sensiblement plus élevée. Elle s'établit à 37 pour l'ensemble, avec une classe de 43 élèves. La création d'une classe supplémentaire est envisagée pour la rentrée prochaine. L'école maternelle du Roule, avec 277 élèves inscrits pour cinq classes, semble surchargée, mais un récent contrôle a permis de constater que la moyenne des présences effectives ne dépassait pas 200. Le nombre d'élèves par classe se situe donc à un niveau fort acceptable. Cependant, si le nombre des inscriptions continue de croître, une sixième classe sera créée à la rentrée de 1968. L'ouverture d'une classe de perfectionnement à La Mulatière figure depuis l'année dernière au nombre des projets de créations du département du Rhône. Cependant l'ordre d'urgence établi par l'inspection académique ne permet pas l'ouverture de cette classe qu'a compter de la prochaine rentrée scolaire.

6484. — M. Lebon demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui faire connaître si un officier rétribué par le ministère des armées mais affecté sur un poste vacant de professeur certifié par délégation ministérielle dans un établissement de second degré (lycée, C. E. S.) est électeur et éligible pour la représentation de

professeur au conseil d'administration de l'établissement. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — En application du décret n° 62-924 du 3 août 1962, les personnels militaires servant en position hors cadre restent soumis, dans cette situation, à leur statut d'origine. Ils ne peuvent, dans ces conditions, être électeurs ou éligibles aux conseils ou bureaux d'administration des lycées et collèges dans lesquels ils sont appelés à enseigner.

6586. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un concours spécial, en deux parties, réservé aux maîtres auxiliaires de l'enseignement technique, P. E. G. et P. T. A. de C. E. T., a été prévu par un décret du 31 mars 1967. Il lui demande : 1^o si la leçon à présenter par les P. E. G. sera faite avec ou sans apports de documents et sur quel programme elle portera l'enseignement technique court en général ou programme des sections où le candidat exerce ; 2^o quelle sera la composition du jury national statuant en dernier ressort. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — 1^o L'épreuve d'admission des concours de recrutement de professeurs de collèges d'enseignement technique réservés aux maîtres auxiliaires consiste en une leçon en présence d'élèves. Pour les professeurs d'enseignement général en particulier, cette leçon sera faite avec apport des documents nécessaires et en principe portera, comme l'indique l'arrêté du 31 mai 1967 qui a fixé les modalités de ces concours, sur les programmes enseignés dans les collèges d'enseignement technique. 2^o La composition du jury national qui, pour chaque catégorie ou spécialité devra délibérer en vue de l'admission des candidats est précisée dans l'arrêté du 31 mai 1967. Les membres de ces jurys seront donc choisis parmi : les inspecteurs principaux et inspecteurs de l'enseignement technique ; les directeurs et professeurs des écoles normales nationales d'apprentissage ; les directeurs et professeurs des établissements d'enseignement technique.

6597. — M. Roche-Defrance expose à M. le ministre de l'éducation nationale les difficultés qui résultent pour certains établissements de l'application de la réforme scolaire. Il lui cite, en particulier, l'exemple d'une ville où seront supprimés, en même temps, le premier cycle du lycée de garçons, le lycée de jeunes filles et le collège d'enseignement général mixte. Ces suppressions entraîneront la création d'un C. E. S. en remplacement du lycée de jeunes filles. Cette concentration des effectifs pose le problème des locaux qui sont nettement insuffisants pour recevoir le nombre important des élèves et pour assurer un fonctionnement normal de l'établissement. En conséquence, il lui demande dans quelles conditions et dans quel délai pourrait intervenir l'extension prévue des bâtiments et, par ailleurs, s'il ne serait pas plus sage, dans ce cas particulier, de renvoyer l'application de la réforme après l'adaptation des locaux aux impératifs découlant de l'importance des effectifs à loger dans des conditions plus normales. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — Si l'honorable parlementaire veut bien préciser le nom de la ville à laquelle il fait allusion dans sa question, il sera possible de donner toutes les indications relatives à l'éventuel agrandissement dont il est fait état. Quoi qu'il en soit, la mise en place de la carte scolaire ne saurait intervenir en l'absence des moyens nécessaires au fonctionnement normal des établissements prévus, notamment en ce qui concerne les locaux qui devront se révéler suffisants et adaptés à l'accueil des élèves des deux sexes ainsi qu'aux différents enseignements dispensés. C'est ainsi que la réforme des structures pédagogiques des établissements de la ville en question ne pourra, semble-t-il, s'effectuer qu'après l'extension et l'aménagement des bâtiments indispensables à l'hébergement des élèves, garantissant ainsi l'exercice le plus satisfaisant des services d'enseignement et des mécanismes de l'orientation.

6644. — M. Westphal demande à M. le ministre de l'éducation nationale comment va être réglée, à la rentrée scolaire de septembre 1968, la situation des professeurs de C. E. G., délégués rectoraux dans les lycées classiques, modernes et techniques, dans les cas précis suivants : a) professeurs qui n'ont plus que quelques années de service qui les séparent de l'âge de la retraite et qui ne peuvent être réintégrés, en raison de l'absence de postes vacants dans leurs spécialités, tant dans les sections modernes courtes des C. E. S., que dans les C. E. G. (les règles d'affectation ou de mutation, compte tenu de la bivalence des maîtres, ont été récemment définies par la circulaire ministérielle n° IV 67-519 du 19 septembre 1967) ; b) professeurs à qui ne peut être réservé un poste dans un C. E. S. ou dans un C. E. G. relativement proche de leur domicile, comme le leur garantissait, en cas de résorption de leur poste de lycée, la réponse ministérielle à la question écrite du 9 janvier 1965 (débat Assemblée nationale, Journal officiel du 13 mars 1965). (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — Les principes posés par la réponse à la question écrite du 9 janvier 1965 restent applicables. Ils ont d'ailleurs été

complétés par de nouvelles dispositions qui figurent dans les circulaires n° 65-347 du 17 septembre 1965 et n° 67-1131 du 24 avril 1967. Lorsqu'il est nécessaire de réaffecter sur un poste du premier degré, des professeurs de C. E. G. qui avaient été provisoirement appelés à occuper un poste de professeur certifié, il est tenu compte de leur âge, de leur ancienneté dans ce poste, et de leur ancienneté de grade. Ils peuvent faire l'objet soit d'une réaffectation prioritaire dans un poste de C. E. G., soit d'une délégation rectorale sur un poste de P. E. G. de C. E. T., soit d'une utilisation dans les sections d'éducation professionnelle. Dans tous les cas, le souci de maintenir l'intéressé en fonctions dans la même ville est l'élément primordial qui entre en ligne de compte. Des contacts sont régulièrement pris avec les organisations syndicales afin de résoudre tous les cas particuliers avec le maximum d'équité, et en faisant appel, sur le plan local, à toutes les possibilités d'affectations sur des postes présentant un intérêt pédagogique comparable. Pour le cas où une réaffectation dans la même localité et dans des conditions satisfaisantes, ne serait pas possible, il est demandé chaque année aux services rectoraux d'indiquer à l'administration centrale les postes de professeurs certifiés qu'ils désirent voir laissés en dehors du mouvement national des professeurs titulaires du second degré, en vue de maintenir sur place les professeurs de C. E. G. Cette procédure est utilisée avec plus d'ampleur encore lorsqu'il s'agit de professeurs de C. E. G. qui n'ont plus que quelques années de service à accomplir avant l'âge de la retraite. Les mesures de rentrée intéressant tout à la fois les premiers cycles de lycées, les collèges d'enseignement secondaire et les collèges d'enseignement général d'un même secteur scolaire n'aboutissent pas, en général, à une réduction notable du nombre des postes budgétaires de collèges d'enseignement général. D'une part, des instructions ont été données à MM. les inspecteurs d'académie en vue d'étudier avec bienveillance les cas de ces maîtres dans le cadre des dispositions de la circulaire du 24 avril 1967. D'autre part, un groupe de travail fonctionne, au niveau de l'administration centrale, pour étudier les incidences sur la situation des personnels afin de les mesurer et d'y remédier. L'expérience de la dernière rentrée montre que l'ensemble des cas a pu être résolu de manière convenable.

6446. — **M. Pleds** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les inspecteurs de l'enseignement primaire ne perçoivent pas l'indemnité de logement. Il lui demande : 1° de lui donner les raisons pour lesquelles les inspecteurs primaires ne perçoivent pas ladite indemnité alors qu'on l'accorde à leurs subordonnés (des instituteurs) et à leurs supérieurs (les inspecteurs d'académie) ; 2° de lui faire connaître les autres catégories de fonctionnaires exclues de la susdite indemnité. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — 1° Les lois organiques du 30 octobre 1886 et du 19 juillet 1889 ont mis à la charge des communes, dans toute école régulièrement créée, les dépenses de logement des maîtres dispensant l'enseignement aux enfants de la commune prestataire. Le droit au logement, conféré aux instituteurs par ces dispositions législatives, présente un caractère exceptionnel. D'une manière générale, les fonctionnaires ne peuvent bénéficier d'un logement que lorsque les nécessités du service l'imposent. Tel est le cas des inspecteurs d'académie, en résidence départementale. Malgré l'importance des tâches qu'ils assument, les inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire ne sont soumis à aucune sujétion qui puisse rendre obligatoire l'attribution d'un logement. 2° Avec les instituteurs et les inspecteurs d'académie, cités par l'honorable parlementaire, les inspecteurs et inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports sont les seuls fonctionnaires relevant du ministère de l'éducation nationale auxquels la réglementation actuelle permet d'attribuer une indemnité représentative de logement.

6458. — **M. Jacques Barrot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur certaines situations résultant de la fermeture d'écoles rurales à faible effectif, lorsqu'il s'agit d'écoles qui étaient situées dans des hameaux ne pouvant être desservis par un service de ramassage scolaire soit en raison du trop petit nombre d'enfants d'âge scolaire (quelquefois ce nombre est réduit à l'unité), soit par suite de la difficulté d'accès due aux conditions physiques et climatiques de la région. Les familles intéressées sont alors obligées de recourir à l'internat ou à la demi-pension. Or, parfois il n'existe pas dans les environs d'écoles publiques faisant internat ou cantine, mais seulement des écoles privées. Dans ces conditions les familles ne peuvent bénéficier des bourses de fréquentation scolaires prévues par la circulaire n° 66-292 du 10 août 1966, celles-ci étant réservées aux élèves des écoles publiques. Les familles se trouvent ainsi placées dans une situation qui leur crée de graves difficultés financières. Il lui demande s'il envisage d'apporter à la circulaire du 6 août 1966 les compléments nécessaires afin que, dans les cas exceptionnels visés par la

présente question, les bourses de fréquentation scolaire puissent être accordées aux familles, que l'établissement fréquenté soit public ou privé, étant fait observer que les subventions accordées dans les zones désertées, en application de l'article 6 du décret n° 66-605 du 9 août 1966, aux chefs de famille agriculteurs ayant au moins deux enfants à charge, sont attribuées indifféremment aux enfants qui font leurs études dans un établissement public ou un établissement privé reconnu ou sous contrat et qu'il semblerait normal que les bourses de fréquentation scolaire soient également attribuées, quel que soit l'établissement fréquenté. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — Les bourses de fréquentation scolaire ne sont pas exclusivement destinées aux enfants admis en internat ou déjeunant dans une cantine mais peuvent être également accordées lorsque les familles sont amenées à placer leurs enfants en pension ou demi-pension chez l'habitant. Aucune disposition des textes en vigueur ne fait empêchement à l'attribution de ces bourses aux élèves de l'enseignement primaire privé dans les mêmes conditions que celles applicables aux élèves fréquentant l'école publique.

6764. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait qu'un seul poste nouveau apportant une décharge de classe à un directeur d'établissement primaire ou de C. E. G. a été accordé cette année au département de l'Essonne. Ce chiffre extrêmement faible ne correspond pas à l'extension démographique rapide de ce département, laquelle a pour conséquence un surcroît de travail pour les enseignants chargés de fonctions administratives et pédagogiques. De plus, les difficultés de ces enseignants se trouvent accrues par l'insuffisance des moyens mis à leur disposition pour assurer le remplacement des maîtres et des maîtresses absents. C'est ainsi qu'un directeur de C. E. G. responsable de 14 classes comprenant 430 élèves éprouve des difficultés considérables à assurer, à la fois vingt et une heures de cours, comportant une préparation du B. E. P. C., et le travail administratif et pédagogique inhérent à sa fonction. De nombreux exemples analogues pourraient être cités. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réexaminer la situation des directeurs d'écoles et de collèges dans le département de l'Essonne et accorder un nombre suffisant de décharges, en fonction des besoins réels. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — La décharge de classe des directeurs d'école est prévue par les dispositions du décret du 2 août 1890. Aux termes de ce texte réglementaire, peuvent seuls être dispensés de tenir une classe les directeurs et directrices d'écoles comprenant plus de cinq classes et au moins 300 élèves. Par circulaire en date du 22 mars 1966, les inspecteurs d'académie étaient invités, à l'occasion de chaque rentrée scolaire, à fournir la liste, établie par ordre préférentiel, des décharges de classe à accorder, compte tenu des classes existantes et du nombre d'élèves inscrits dans chaque établissement scolaire relevant de leur autorité. L'étude de ces propositions portant sur l'ensemble des départements a conduit, au titre de la rentrée scolaire 1966-1967, à l'établissement d'un barème — par type de décharge à accorder — basé essentiellement sur le nombre d'élèves inscrits dans tous les établissements de l'enseignement primaire et C. E. G. Par ailleurs, des mesures particulières ont été prises en ce qui concerne les écoles à vocation spéciale (classes de perfectionnement, etc.). Les décharges de classe accordées, compte tenu de ces dispositions, au département de l'Essonne, en août 1966, ont été les suivantes : a) décharges nouvelles : décharges totales : 5 ; demi-décharges : 11 ; décharges partielles : 8. b) décharges anciennes : maintien en totalité. Restant entendu toutefois que toutes celles qui ont été accordées en dehors des normes réglementaires devront être supprimées à l'occasion du départ du directeur ou de la directrice actuellement en fonction. Pour l'année 1967-1968, les disponibilités budgétaires n'ont pas permis d'augmenter le nombre total des décharges de classe admis en 1966. Les décharges nouvelles accordées en 1966 ont été renouvelées en totalité. Les décharges anciennes ont également été maintenues, à l'exception de dix d'entre elles supprimées à l'occasion du départ du directeur. C'est ainsi qu'il n'a été possible d'accorder, pour la France entière y compris les D. O. M., que dix nouvelles dispenses totales en compensation des dix suppressions intervenues. Ces décharges nouvelles ont été attribuées aux établissements comptant le plus grand nombre d'élèves inscrits, parmi ceux-ci figurait le C. E. G. mixte de Longjumeau-Boucher-Éssonne (773 élèves). La situation d'ensemble des décharges de classe fera prochainement l'objet d'un nouvel examen au titre de la rentrée scolaire 1968-1969, en fonction des disponibilités budgétaires.

6795. — **M. Verkindère** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si la circulaire du 21 janvier 1961 concernant l'élection du représentant du personnel de service au conseil d'administration d'un lycée d'État ou nationalisé est toujours en vigueur. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — Les dispositions de la circulaire du 21 janvier 1961 visée par l'honorable parlementaire et concernant l'élection d'un agent de service au conseil d'administration des lycées d'Etat ou nationalisés n'ont pas été abrogées.

6796. — M. Verkindère demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, dans le décompte des droits d'un établissements scolaire à des postes de secrétariat, il ne conviendrait pas, dans les établissements qui comportent des classes préparatoires aux grandes écoles, de majorer ce qu'indique le barème pour tenir compte de la surcharge de travail qu'apportent au secrétariat l'établissement et la transmission des dossiers de concours ainsi que la correspondance concernant les concours. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — La circulaire n° 347 du 19 août 1966 qui établit le barème de dotation des établissements d'enseignement en postes budgétaires d'administration et d'intendance universitaire précise que les normes sont fixées à titre indicatif. Les recteurs ont ainsi la possibilité, lors de la répartition des postes budgétaires mis à leur disposition, d'harmoniser les dotations des divers établissements en tenant compte des besoins spécifiques de certains d'entre eux et notamment de ceux comportant des classes préparatoires aux grandes écoles.

6803. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation du lycée Charlemagne, installé pour partie dans l'ancienne maison professe des Jésuites, 101, rue Saint-Antoine, à Paris. Malgré d'importantes réparations, l'état de ce vieux lycée laisse grandement à désirer et des travaux considérables sont indispensables à la fois pour assurer la sécurité des 1.700 élèves qui y font leurs études et pour conserver ces bâtiments historiques qui rappellent tant de souvenirs de notre histoire et sont, pour partie au moins, classés. Pareille situation ne pouvant continuer, il lui demande s'il compte prendre — conjointement avec M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles — les mesures nécessaires pour remettre l'ensemble des bâtiments du lycée Charlemagne dans l'état nécessité par la sécurité des élèves et leur conservation. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — Il est effectivement prévu de rénover, au lycée Charlemagne, les bâtiments réservés à l'enseignement des sciences physiques. Les services d'architecture de la ville de Paris font actuellement une étude destinée à évaluer la dépense. Cette opération sera financée par des crédits déconcentrés, avec la participation habituelle de la ville de Paris. D'autre part, une étude d'ensemble est actuellement en cours pour déterminer les travaux à réaliser d'urgence dans les lycées parisiens.

6847. — M. Fourmond appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les étudiants inscrits à la faculté des sciences d'Angers, titulaires de deux certificats d'études supérieures, auxquels une bourse a été attribuée pendant leurs deux premières années d'enseignement supérieur et qui ont été informés, le 1^{er} décembre 1967, qu'ils ne serait pas possible, faute de crédits suffisants, de renouveler leur bourse pour la troisième année d'études. Il s'agit, cependant, d'étudiants qui sont susceptibles de terminer leurs études dans le temps requis, puisque possédant deux certificats d'études supérieures, ils sont pas équivalence titulaires du D. U. E. S. Certains d'entre eux sont même dispensés d'une partie des épreuves du second cycle. Etant donné la date tardive à laquelle ils ont été informés de cette situation, il ne leur est pas possible de se procurer un travail rémunéré — ce qui constituerait, d'ailleurs, une solution bien peu favorable à la poursuite d'études sérieuses. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prendre toutes mesures utiles pour remédier à cette situation profondément regrettable. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La situation des étudiants en sciences d'Angers, titulaires de deux certificats d'études supérieures et qui demandaient le renouvellement de leur bourse pour une troisième année d'études a fait l'objet d'un nouvel examen et d'un règlement favorable après avis des chefs d'établissements.

6878. — M. Macquet expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'à la suite de la suppression de postes de C. E. G. lors de la transformation de certains de ces établissements en C. E. S. des professeurs de C. E. G., titulaires et pérennisés ont obtenu, lorsqu'ils étaient titulaires d'une licence d'enseignement, en compensation du poste qui leur était retiré, une délégation rectorale dans leur spécialité. Ces professeurs sont amenés à assurer dans le cadre de l'enseignement secondaire des heures supplémentaires pour compenser la perte de l'indemnité de logement qui leur était versée dans le cadre d'origine. Il lui demande quelle

solution doit être retenue pour rémunérer les heures supplémentaires faites par ces fonctionnaires, et : 1° s'ils doivent être d'après le plan comptable, code 20, adjoints d'enseignement, chargés d'enseignement (même qualification, mêmes conditions de travail); 2° ou en les assimilants aux maîtres auxiliaires licenciés (plan comptable, code 25); 3° ou en les assimilants aux maîtres auxiliaires bacheliers (plan comptable, code 26); 4° ou s'il faut ne pas tenir compte de leur licence d'enseignement et les rémunérer comme instituteurs enseignant dans les classes de premier cycle (plan comptable, code 70). (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — C'est la quatrième solution proposée par l'honorable parlementaire qui doit être retenue. Les modalités de calcul du taux de rémunération des heures supplémentaires, versées aux instituteurs et maîtres de collèges d'enseignement général délégués dans les lycées et les sections longues des collèges d'enseignement secondaire afin de compenser la perte de l'indemnité représentative de logement, sont fixées par la circulaire n° 65-50 du 4 février 1965.

6923. — M. Mermaz demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui indiquer la liste des sections de techniciens supérieurs (première et deuxième années) qui ont été créées dans les lycées techniques aux dates suivantes : rentrée scolaire 1965-1966; rentrée scolaire 1966-1967 et rentrée scolaire 1967-1968, en précisant chaque fois l'établissement d'implantation et la nature de la section créée. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La liste des sections de techniciens supérieurs qui ont été créées à la rentrée des années scolaires 1965-1966, 1966-1967 et 1967-1968, fait l'objet de trois tableaux ci-joints. Dans chacun d'eux, la nature des sections est caractérisée par l'intitulé des spécialités qui y sont enseignées et l'année d'étude correspondante. Les établissements où ces sections sont implantées, définis par un sigle qui se traduit de la manière suivante, sont localisés par leur adresse dans la ville où ils se situent :

L. T. E. : lycée technique d'Etat.
L. T. N. : lycée technique nationalisé.
L. T. D. : lycée technique départemental.
L. T. M. : lycée technique municipal.
(G = de garçons).
(F = de filles).
(M = mixte).

Il faut signaler, pour expliquer la nette diminution qui semble se manifester en ce qui concerne les créations de sections nouvelles depuis deux ans, qu'une autre formation de techniciens supérieurs a été instituée à partir de 1966-1967, celle des instituts universitaires de technologie.

Nombre et nature des sections de techniciens supérieurs créées dans les lycées techniques à la rentrée scolaire 1965-1966.

Adjoint technique du bâtiment :

Section première année, L. T. N. G., Diderot, Marseille (Bouches-du-Rhône).

Section deuxième année, L. T. E. G., Eglétons (Corrèze).

Electronicien :

Section première année, L. T. E. G., 107, boulevard du Général-Leclerc, Clichy (Seine).

Bureau études constructions mécaniques :

Sections première et deuxième année, L. T. E. G., avenue de l'Université, Talence (Gironde).

Section deuxième année, L. T. E. M., Pont-Allant, Maubeuge (Nord).
Section deuxième année, L. T. E. M., avenue Villars, Valenciennes (Nord).

Section première année, L. T. E. G., avenue Mermoz, Montpellier (Hérault).

Section deuxième année, L. T. N. M., rue de Gascogne, Saintes (Charente-Maritime).

Section deuxième année, L. T. N. M., boulevard Léon-Blum, Lorient (Morbihan).

Section première année, L. T. E. G., rue de Gournay, Creil (Oise).
Section deuxième année, L. T. E. G., boulevard Jouvencel, Brive (Corrèze).

Profession technico-commerciale, industrielle, métaux :

Section première année, L. T. N. M., rue H.-Faisans, Pau (Basses-Pyrénées).

Fabrications mécaniques :

Section deuxième année, L. T. N. G., 173, avenue Jean-Jaurès, Argenteuil (Seine).

Section deuxième année, L. T. E. M., boulevard Jean-Jaurès, Corbeil (Essonne).

Section première année, L. T. N. M., avenue Roger-Salengro, Champigny-sur-Marne.

- Section première année, L. T. N. M., place de Verdun, Agen (Lot-et-Garonne).
- Section deuxième année, L. T. E. M., place Washington, Le Mans (Sarthe).
- Section deuxième année, L. T. M. G., route de Saligny, Sens (Yonne).
- Section deuxième année, L. T. N. M., rue Amblard, Valence (Drôme).
- Section première année, L. T. N. G., boulevard Taine, Annecy (Haute-Savoie).
- Section première année, L. T. N. G., boulevard des Défenseurs, Lille (Nord).
- Section deuxième année, E. M. G., rue de France, Villeurbanne (Rhône).
- Section première année, L. T. E. G., rue des Jardiniers, Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Section deuxième année, L. T. N. G., rue de Kerichen, Brest (Finistère).
- Section deuxième année, L. T. E. M., boulevard Vitré, Rennes (Ille-et-Vilaine).
- Section première année, L. T. E. M., rue du Cateau, Saint-Quentin (Aisne).
- Traitements thermiques et métallographie :**
- Section deuxième année, L. T. N. M., rue Jean-Mermoz, Saint-Louis (Haut-Rhin).
- Electronicien, option Télécommunications :**
- Sections première et deuxième année, L. T. E. G., avenue de l'Université, Talence (Gironde).
- Section première année, L. T. E. G., boulevard Jouvenel, Brive (Corrèze).
- Electronicien, option Electronique industrielle :**
- Section deuxième année, L. T. M. G., Dorian, Paris.
- Section deuxième année, L. T. M. G., Diderot, Paris.
- Sections première et deuxième année, L. T. D. G., place des Célestins, Champagne-sur-Seine.
- Section première année, L. T. E. G., chemin Saint-Loup, Saint-Tronc, Marseille.
- Section première année, L. T. E. G., avenue Aristide-Briand, Vizille (Isère).
- Section première année, L. T. E. M., parc Grandmont, Tours (Indre-et-Loire).
- Constructions métalliques :**
- Section première année, L. T. N. G., rue du Colombier, Chambéry (Savoie).
- Fabrication chaudronnerie, tuyauterie industrielle :**
- Section première année, L. T. N. M., rue Lambrechts, Courbevoie (Seine).
- Electrotechnique, option Construction et équipement :**
- Section première année, L. T. N. G., avenue Jean-Jaurès, Argenteuil (Seine).
- Section deuxième année, L. T. E. M., rue Louis-Marchal, Belfort.
- Section première année, L. T. E. G., route Steendam, Coudekerque (Nord).
- Section première année, L. T. E. G., rue A.-Ferry, Epinal (Vosges).
- Section deuxième année, L. T. E. M., rue des Fiefs, Niort (Deux-Sèvres).
- Section deuxième année, L. T. E. G., boulevard des Nations, Mulhouse (Haut-Rhin).
- Section deuxième année, L. E. G., rue Vignat, Orléans (Loiret).
- Section deuxième année, L. T. E. G., rue Roosevelt, Reims (Marne).
- Electronicien, option Contrôle électrique :**
- Sections première et deuxième année, L. T. N. G., rue L.-Salva, Sotteville (Seine-Maritime).
- Métallurgie mécanique (S. A. I.) :**
- Sections première et deuxième année, L. E. M., avenue Ceinture, Enghien-les-Bains.
- Fabrications textiles, option Tissage :**
- Section deuxième année, L. T. N. M., cours du Général-Giraud, Lyon (Rhône).
- Fabrications textiles, option Bonneterie :**
- Section première année, L. T. E. G., avenue des Lombards, Troyes (Aube).
- Chimiste :**
- Section deuxième année, L. T. E. M., rue Ch.-Thivier, Montluçon (Vienne).
- Section deuxième année, L. T. E. G., avenue Aristide-Briand, Vizille (Isère).
- Section deuxième année, L. T. E. G., La Martinère, Lyon (Rhône).
- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard de la Victoire, Strasbourg (Bas-Rhin).
- Physicien :**
- Section deuxième année, L. T. E. G., rue Roosevelt, Reims (Marne).
- Analyses biologiques :**
- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard de la Victoire, Strasbourg (Bas-Rhin).
- Biochimiste :**
- Section deuxième année, L. T. M. F., Marie-Curie, Marseille (Bouches-du-Rhône).
- Section deuxième année, L. T. E. M., rue L.-Michel, Grenoble (Isère).
- Section première année, L. T. E. M., avenue Jean-Mermoz, Montpellier (Hérault).
- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard de la Victoire, Strasbourg (Bas-Rhin).
- Sections première et deuxième année, L. T. M. F., rue Libergier, Reims (Marne).
- Secrétariat, option Secrétariat direction :**
- Section deuxième année, L. M. F., Octave Gréard, Paris.
- Section deuxième année, L. T. N. M., rue L.-Desoyer, Saint-Germain-en-Laye.
- Section deuxième année, L. T. M. F., rue Lefebvre, Versailles (Seine-et-Oise).
- Section première année, L. T. E. M., avenue du Président-Wilson, Cachan (Seine).
- Section deuxième année, L. T. N. M., place de Verdun, Agen (Lot-et-Garonne).
- Section deuxième année, L. T. E. M., place Washington, Le Mans (Sarthe).
- Section première année, L. T. E. M., rue de Vendée, Cusset-Vichy (Allier).
- Section deuxième année, L. T. M. M., place de la Cathédrale, Poitiers (Vienne).
- Section deuxième année, L. T. N. M., rue Le Syem, Brest (Finistère).
- Section deuxième année, L. T. M. F., rue d'Aubilly, Charleville (Ardennes).
- Section première et deuxième année, L. T. M. F., rue Libergier, Reims (Marne).
- Secrétariat, option Secrétariat trilingue :**
- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard Bessières, Paris.
- Section première année, L. E. M., Palente, Besançon (Doubs).
- Sections première et deuxième année, L. T. E. F., La Duchère, Lyon (Rhône).
- Mécanographie, option Exploitation :**
- Section deuxième année, L. T. E. M., rue L.-Michel, Grenoble (Isère).
- Section deuxième année, L. T. N. M., rue Schoch, Strasbourg (Bas-Rhin).
- Comptabilité et gestion d'entreprise :**
- Section première année, L. T. M. M., rue Puiseux, Argenteuil (Seine).
- Section première année, L. N. M., rue L.-Desoyer, Saint-Germain-en-Laye.
- Section première année, L. T. E. G., rue du Maréchal-Joffre, Versailles.
- Section première année, L. T. E. M., avenue du Président-Wilson, Cachan.
- Section première année, L. T. N. M., rue Torrilhon, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
- Section deuxième année, L. T. M. M., Le Mont, Saint-Etienne (Loire).
- Section deuxième année, L. T. E. M., avenue Jean-Mermoz, Montpellier (Hérault).
- Section première année, L. T. M. M., avenue du Maréchal-Joffre, Perpignan (Pyrénées-Orientales).
- Distribution, commerce et gestion commerciale :**
- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard Bessières, Paris.
- Sections première et deuxième année, L. T. N. M., rue Beauvoisine, Rouen (Seine-Maritime).
- Distribution, commerce (S. A. I.) :**
- Section première année, L. T. E. G., rue Roosevelt, Reims (Marne).
- Tourisme, option Voyage :**
- Section première année, L. T. M. M., rue de Lucerne, Strasbourg (Bas-Rhin).
- Tourisme, option Accueil :**
- Section deuxième année, L. T. E. M., boulevard Bessières, Paris.
- Section deuxième année, L. T. N. M., rue de France, Nice (Alpes-Maritimes).

Diététique :

- Section deuxième année, L. T. E. M., avenue Jean-Mermoz, Montpellier (Hérault).
- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard Victoire, Strasbourg (Bas-Rhin).

Assistant d'ingénieur :

- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard Victoire, Strasbourg (Bas-Rhin).

Photographie :

- Section deuxième année, L. T. E. M., rue de Vaugirard, Paris.

Nombre et nature des sections de techniciens supérieurs créées dans les lycées techniques à la rentrée scolaire 1966-1967.

Adjoint technique du bâtiment :

- Section deuxième année, L. T. N. G., Diderot, Marseille (Bouches-du-Rhône).
- Section première année, L. T. M. M., route de Sutar, Anglet (Basses-Pyrénées).

Adjoint technique des travaux publics :

- Section première année, L. T. N. G., rue des Emmurées, Rouen (Seine-Maritime).

Aéronautique, mention Hyperfréquence :

- Section première année, L. T. E. G., rue Desvallières, Ville-d'Avray.

Bureau d'études, constructions mécaniques :

- Section première année, L. E. M., boulevard Jean-Jaurès, Corbeil (Essonne).
- Sections première et deuxième année, L. T. E. G., boulevard Champollion, Dijon (Côte-d'Or).
- Section deuxième année, L. T. E. M., avenue Jean-Mermoz, Montpellier (Hérault).
- Section deuxième année, L. T. E. G., rue de Gournay, Creil (Oise).
- Sections première et deuxième année, L. T. E. G., rue P-Dérignac, Limoges (Haute-Vienne).

Professions technico-commerciales industrie métaux :

- Section deuxième année, L. T. N. M., rue H-Faisans, Pau (Hautes-Pyrénées).

Fabrications mécaniques :

- Section deuxième année, L. E. M., avenue Roger-Salengro, Champigny-sur-Marne.
- Section deuxième année, L. T. N. M., place de Verdun, Agen (Lot-et-Garonne).
- Section deuxième année, L. T. E. G., boulevard Taine, Annecy (Haute-Savoie).
- Section deuxième année, L. T. N. G., boulevard des Défenseurs, Lille (Nord).
- Section deuxième année, L. T. E. G., rue des Jardiniers, Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Section première année, L. T. E. M., rue de la République, Albi (Tarn).
- Section deuxième année, L. T. E. G., avenue H-Brisson, Vierzon (Cher).
- Section deuxième année, L. T. E. M., rue du Cateau, Saint-Quentin (Aisne).

Electronicien option Télécommunications :

- Section deuxième année, L. T. E. G., boulevard Jouvenel, Brive (Corrèze).

Electronicien option Electronique Industrielle :

- Section deuxième année, L. T. E. G., chemin Saint-Loup, Saint-Tronc, Marseille (Bouches-du-Rhône).
- Sections première et deuxième année, L. T. E. G., boulevard Champollion, Dijon (Côte-d'Or).
- Section deuxième année, L. T. E. G., rue A-Briand, Vizille (Isère).
- Section première année, L. T. E. M., rue J-Lebleu, Armentières (Nord).
- Section deuxième année, L. T. E. M., parc Grandmont, Tours (Indre-et-Loire).

Constructions métalliques :

- Section deuxième année, L. T. N. G., rue du Colombier, Chambéry (Savoie).

Fabrication chaudronnerie, tuyauterie Industrielle :

- Section deuxième année, L. T. N. M., rue Lambrechts, Courbevoie (Seine).

Electrotechnique, option Construction équipement :

- Sections première et deuxième année, L. T. N. G., place Célestins, Champagne-sur-Seine (Seine-et-Marne).
- Section deuxième année, L. T. E. G., avenue Jean-Jaurès, Argenteuil (Seine).

- Sections première et deuxième année, L. T. E. G., boulevard Champollion, Dijon (Côte-d'Or).
- Section deuxième année, L. T. E. G., route de Stenndam, Coudekerque (Nord).
- Section deuxième année, L. T. E. G., rue A-Ferry, Epinal (Vosges).

Blanchiment, teinture, impression, apprêts :

- Section première année, L. T. M. M., cours du Général-Giraud, Lyon (Rhône).

Fabrications textiles, option Tissage :

- Section première année, L. E. G., rue du Maréchal-Joffre, Versailles (Seine-et-Oise).

Fabrications textiles, option Bonneterie :

- Section deuxième année, L. T. E. G., avenue des Lombards, Troyes (Aube).

Biochimiste :

- Section deuxième année, L. T. E. M., avenue Jean-Mermoz, Montpellier (Hérault).

Secrétariat, option Secrétariat direction :

- Section deuxième année, L. T. E. M., avenue du Président-Wilson, Cachan.

- Section première année, L. T. M. M., avenue Pierre-Brossolette, Le Perreux-sur-Marne.

- Section deuxième année, L. E. M., rue de Vendée, Cusset (Allier).
- Section première année, L. T. M. F., avenue Leloup-Bonhier, Nantes (Loire-Atlantique).

Secrétariat, option Secrétariat trilingue :

- Section deuxième année, L. E. M., Palente, Besançon (Doubs).

Comptabilité et gestion entreprise :

- Section deuxième année, L. T. E. M., avenue du Président-Wilson, Cachan.

- Section deuxième année, L. T. N. F., rue Puiseux, Argenteuil.
- Section deuxième année, L. N. M., rue L-Desoyer, Saint-Germain-en-Laye.

- Section deuxième année, L. E. G., rue du Maréchal-Joffre, Versailles.

- Section deuxième année, L. T. N. M., rue Torrilhon, Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

- Section première année, L. T. E. M., rue L-Michel, Grenoble (Isère).

- Section deuxième année, L. N. M., avenue du Maréchal-Joffre, Perpignan (Pyrénées-Orientales).

- Section première année, L. T. E. G., 10, rue Roosevelt, Reims (Marne).

Distribution, commerce, gestion commerciale :

- Section première année, L. E. M., Palente, Besançon (Doubs).

- Section première année, L. T. N. G., cours de la Marne, Bordeaux (Gironde).

- Section première année, L. T. N. M., rue Schoch, Strasbourg (Bas-Rhin).

- Section première année, L. T. E. G., rue Roosevelt, Reims (Marne).

Traitement de l'information :

- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., boulevard Bessières, Paris.

- Sections première et deuxième année, L. T. M. M., boulevard Jeanne-d'Arc, Marseille (Bouches-du-Rhône).

- Sections première et deuxième année, L. T. N. M., boulevard Neuf-Clés, Mâcon (Saône-et-Loire).

- Section première année, L. T. E. M., rue L-Michel, Grenoble (Isère).

- Sections première et deuxième année, L. T. E. M., avenue G-Berger, Lille (Nord).

- Sections première et deuxième année, L. T. E. F., avenue de la Duchère, Lyon (Rhône).

- Sections première et deuxième année, L. T. N. M., rue Schoch, Strasbourg (Bas-Rhin).

- Sections première et deuxième année, L. E. M., rue A-Recouvreur, Angers (Maine-et-Loire).

- Sections première et deuxième année, L. T. E. G., rue Roosevelt, Reims (Marne).

Tourisme, option Voyage :

- Section deuxième année, L. T. M. M., rue de Lucerne, Strasbourg (Bas-Rhin).

Tourisme, option Accueil :

- Section première année, L. T. M. M., rue de Lucerne, Strasbourg (Bas-Rhin).

Conseillère ménagère :

- Section première année, L. N. M., place Daubenton, Dijon (Côte-d'Or).

Nombre et nature des sections de techniciens supérieurs créées dans les lycées techniques à la rentrée scolaire 1967-1968.

Adjoint technique du bâtiment :

Section deuxième année, L. T. M. M., route de Sutar, Anglet (Basses-Pyrénées).

Adjoint technique des travaux publics :

Section deuxième année, L. T. N. G., rue des Emmurées, Rouen (Seine-Maritime).

Bureau études constructions mécaniques :

Section deuxième année, L. E. M., boulevard J.-Jaurès, Corbeil (Essonne).

Fabrications mécaniques :

Section première année, L. E. G., rue du Maréchal-Joffre, Versailles.

Section deuxième année, L. T. E. M., rue République, Albi (Tarn).

Electronicien, option Télécommunications :

Section deuxième année, L. T. E. G., boulevard du Général-Leclerc, (Clichy Seine).

Section deuxième année, L. T. E. D., rue L.-Salva, Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime).

Electronicien, option Electronique industrielle :

Section deuxième année, L. T. E. M., rue J.-Leblou, Armentières (Nord).

Section première année, L. T. N. G., avenue Eucalyptus, Nice (Alpes-Maritimes).

Electrotechnique, option Construction équipement :

Section première année, L. T. N. G., avenue Eucalyptus, Nice (Alpes-Maritimes).

Blanchiment, teinture, impression :

Section deuxième année, L. T. M. M., cours du Général-Giraud, Lyon (Rhône).

Secrétariat, option Secrétariat direction :

Section deuxième année, L. T. M. M., rue du 14-Juillet, Nantes (Loire-Atlantique).

Secrétariat, option Secrétariat trilingue :

Section deuxième année, L. T. M. F., rue E.-Lefebvre, Versailles.
Section première année, L. T. E. M., rue L.-Michel, Grenoble (Isère).

Section première année, L. T. E. M., avenue J.-Mermod, Montpellier (Hérault).

Distribution, commerce et gestion commerciale :

Section deuxième année, L. E. M., chemin des Courtills, Besançon (Doubs).

Section deuxième année, L. T. N. G., cours de la Marne, Bordeaux (Gironde).

Tourisme, option Accueil :

Section deuxième année, L. T. E. M., boulevard Bessières, Paris.
Section deuxième année, L. T. N. G., rue de France, Nice (Alpes-Maritimes).

Conseillère ménagère :

Section première année, L. T. N. F., rue A.-Dupuis-les-Sapins, Rouen (Seine-Maritime).

6924. — M. Mermaz demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui indiquer pour chacune des sections de première et deuxième année, le nombre (par académie si possible) des élèves fréquentant les sections de techniciens supérieurs ouvertes dans les lycées techniques depuis l'année scolaire 1957-1958 jusqu'à l'année scolaire 1967-1968. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Le tableau statistique ci-joint fournit, pour l'ensemble de la France, la répartition par année d'études et spécialité enseignée des élèves fréquentant les sections de techniciens supérieurs ouvertes dans les lycées techniques. La documentation existant au service central des statistiques et de la conjoncture, dont la création est intervenue en 1964, ne permet pas de remonter plus avant que l'année scolaire 1961-1962. Il est à noter, pour expliquer le ralentissement qui semble se manifester dans l'évolution des effectifs, au cours des trois dernières années, qu'une autre formation de techniciens supérieurs a été instituée depuis 1966-1967, celle des instituts universitaires de technologie dont les effectifs étaient de 1.678 élèves en 1966-1967 et de 5.379 en 1967-1968.

Evolution des effectifs de techniciens supérieurs des lycées techniques des années scolaires 1961-1962 à 1967-1968.

SECTIONS	1961-1962		1962-1963		1963-1964		1964-1965		1965-1966		1966-1967		1967-1968	
	1 ^{re} année.	2 ^e année.												
Adjoint technique des entreprises du bâtiment	79	49	127	73	104	99	173	132	199	169	257	201	264	236
Adjoint technique d'entreprise des travaux publics	64	79	98	51	130	102	139	115	166	130	202	154	213	184
Métier du bâtiment (options Couverture, Plomberie, Sanitaire)	45	33	9	»	14	15	14	14	15	14	16	16	20	16
Métier du bâtiment (option Installations thermiques)	20	17	»	»	40	20	40	20	44	40	48	40	49	46
Aéronautique (S. A. I.)	56	38	58	53	62	60	»	»	»	»	»	»	»	»
Aéronautique (option Propulseurs)	23	12	28	19	26	27	49	32	45	41	54	38	31	46
Aéronautique (option Cellules)	27	17	29	25	28	27	54	40	54	50	53	53	»	53
Aéronautique (option Equipements)	30	21	38	25	50	38	75	70	77	61	110	71	20	104
Aéronautique (mention Hyperfréquence)	»	»	»	»	»	»	»	14	»	»	»	12	»	»
Bureau d'études construction mécanique.	507	322	370	216	811	703	1.045	845	1.177	1.011	1.124	1.070	968	1.011
Micromécanique	93	51	187	89	63	58	71	65	64	68	61	62	48	57
Instruments d'optique et de précision	30	5	20	26	25	19	36	21	45	34	44	44	44	41
Professions technico-commerciales industrielles des métaux	27	30	43	26	108	61	142	121	156	121	192	142	176	182
Fabrications mécaniques	74	»	479	243	451	226	592	345	813	534	942	772	918	929
Frigoriste	28	14	35	23	39	34	49	35	53	45	60	41	53	52
Traitements thermiques et métallurgie	»	»	27	28	35	14	88	63	94	85	94	90	91	95
Electronicien (S. A. I.)	»	»	317	258	944	718	»	»	96	»	»	»	»	»
Electronicien (option Télécommunications)	531	388	»	»	26	57	389	397	434	420	297	457	234	311
Electronicien (option Electronique industrielle)	»	»	»	»	35	13	426	379	475	435	524	453	547	485
Moteurs à combustion interne	18	21	10	20	22	15	24	23	23	27	24	22	24	24
Constructions métalliques	»	»	215	184	21	14	21	15	35	15	42	32	47	35
Fonderie en moules métalliques	33	27	14	12	12	13	14	12	17	14	17	17	29	28
Fabrication en chaudronnerie, tuyauterie industrielle	5	»	»	»	15	12	20	15	34	18	28	33	37	29
Forge et estampage	21	»	15	»	19	10	14	14	17	14	12	16	14	13
Transformation des matières plastiques	»	»	17	18	15	17	20	15	16	20	20	14	18	19
Fonderie	37	15	56	»	58	50	72	54	95	66	79	81	70	59
Electro-technique (option Construction et équipement)	422	432	564	317	448	262	717	587	831	667	906	833	807	816
Electro-technique (option Contrôle électrique)	»	»	»	»	»	»	»	»	24	19	24	23	44	44
Métallurgie, mécanique, électricité	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Formations non spécifiées	87	39	»	»	»	»	»	15	»	12	12	10	12	12

SECTIONS	1961-1962		1962-1963		1963-1964		1964-1965		1965-1966		1966-1967		1967-1968	
	1 ^{re} année.	2 ^e année.												
Blanchiment, teinture, Impression, apprêt	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	»	»	7
Fabrications textiles (option Tissage)	11	4	3	1	5	7	15	3	9	11	11	25	15	7
Fabrications textiles (option Bonneterie)	15	17	3	»	10	9	17	5	35	14	25	12	30	17
Chimiste	112	96	219	127	241	207	221	179	277	245	291	281	200	275
Physicien	22	24	31	23	45	28	84	48	100	77	110	92	115	98
Analyses biologiques	106	65	137	118	154	118	165	102	213	96	234	153	233	158
Biochimiste	»	»	»	»	»	»	55	31	117	127	106	153	117	162
Contrôle industriel et régulation automatique	16	13	19	14	23	17	28	19	29	22	40	26	47	30
Secrétariat (option A, Secrétariat de direction)	302	341	349	363	792	625	1.145	614	1.381	1.009	1.791	1.242	2.083	1.529
Secrétariat (option B, Secrétaire trilingue)	»	»	»	»	»	»	144	116	266	165	281	246	381	259
Mécanographie (option A, Exploitation)	»	»	»	»	»	»	140	89	134	104	»	»	»	»
Mécanographie (option B, Construction et entreprise)	95	53	292	356	124	62	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptabilité et gestion d'entreprise	82	275	247	386	538	292	769	453	1.049	684	1.190	1.009	1.031	1.145
Publicité	»	»	32	»	29	21	22	18	26	15	38	26	37	26
Distribution, commerce et gestion commerciale	»	»	13	»	34	5	»	»	68	41	118	95	129	108
Distribution, commerce extérieur, publicité, forme non spécifiée	»	»	»	»	»	»	39	30	23	»	»	»	»	»
Traitement de l'information	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	209	129	217	337
Géomètre expert	85	98	90	73	140	134	157	137	171	145	199	160	201	186
Tourisme (option Voyage)	43	8	124	68	64	41	58	46	89	43	95	62	102	32
Tourisme (option Accueil)	»	20	9	»	12	»	6	»	22	»	22	»	30	»
Cinématographie (option Une image)	»	»	»	»	»	»	30	25	22	26	24	19	33	19
Cinématographie (option Deux sons et Reproductions sonores)	34	19	80	12	38	26	»	»	»	»	»	»	»	»
Diététique	60	35	62	24	64	67	99	50	154	65	172	106	174	145
Opticien lunetier	30	7	51	32	67	43	78	71	85	70	71	87	91	63
Assistant (e) d'ingénieur	96	54	151	81	191	108	166	140	226	165	229	185	243	202
Géologue prospecteur	16	16	17	13	17	14	19	16	25	19	27	24	31	27
Conseillère ménagère	»	»	11	15	62	41	9	10	15	19	33	18	51	43
Esthétique industrielle	»	»	48	46	16	11	14	14	18	16	19	16	22	17
Photographie	»	»	»	»	»	»	28	»	48	15	24	42	42	22
Formation de techniciens supérieurs non spécifiée	118	52	104	48	50	»	104	106	51	35	96	64	60	50
Total	3.500	2.807	4.839	3.515	6.305	4.572	7.927	5.839	9.786	7.417	10.705	9.135	10.483	9.939

7012. — M. Le Foll expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'article 86 du code des pensions (partie législative) qui régit le cumul d'une pension et des rémunérations d'activité des fonctionnaires admis à la retraite sur leur demande, avant d'avoir atteint la limite d'âge de leur ancien emploi, stipule, en son alinéa 3, que « peuvent cumuler intégralement le montant de leur pension avec celui des émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié, les titulaires de pension dont la rémunération annuelle n'excède pas le quart de la pension concédée ». Aucun article réglementaire n'a cependant précisé le mode de comparaison des gains d'activité avec le montant de la pension lorsque des agents de la fonction publique et tout particulièrement des enseignants, sont appelés à suppléer pendant de courtes périodes un professeur ou un instituteur, en congé régulier, ou qui accepteraient une fonction temporaire telle qu'agent de recensement. Ceci provoque en effet des interprétations contradictoires par les différentes administrations. Il lui demande si le total des gains doit être comparé à la rémunération annuelle autorisée (un quart de la pension concédée), ou si l'on doit comparer les émoluments perçus dans une période — une quinzaine par exemple — à la rémunération autorisée pendant cette période seulement (le vingt-quatrième du quart de la pension). Il lui fait remarquer que si cette interprétation, qui s'oppose à la disposition légale favorable au travail des retraités, était admise, le retraité serait toujours atteint par le cumul. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire est relative au principe de cumul d'une pension et de rémunérations d'activité. De ce fait, elle ressortit de la seule compétence du ministère de l'économie et des finances, direction de la dette publique.

7034. — M. Vivier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le décret n° 66-920 du 6 décembre 1966 portant « relèvement des indemnités de charges administratives allouées à certains personnels du ministère de l'éducation nationale » qui stipule en son article 7 : « Les directeurs et directrices d'écoles normales primaires chargés, en sus de leurs fonctions principales,

de la direction d'un centre régional de formation des maîtres de collèges d'enseignement général ou d'un centre régional de formation des instituteurs chargés de l'enseignement et de l'éducation des enfants et adolescents déficients ou inadaptés, peuvent bénéficier d'une majoration maximale de 600 francs par an de l'indemnité qui leur est allouée en vertu de l'article 6 ». Il lui demande : 1° si, pour l'application de ces dispositions, les centres régionaux de formation des maîtres de classes de transition ou de classes terminales pratiques sont assimilés aux centres de formation des maîtres de collèges d'enseignement général, puisque aussi bien les personnels qu'ils forment, d'une part, doivent subir les épreuves d'un certificat d'aptitude leur conférant l'équivalence indiciaire avec les maîtres de collèges d'enseignement général, et, d'autre part, sont appelés à exercer leurs fonctions dans les mêmes établissements que ceux-ci (C. E. G. ou C. E. S.) ; 2° dans la négative, quelles dispositions sont prévues pour permettre aux directeurs et directrices d'écoles normales primaires chargés en sus de leurs fonctions principales de la direction d'un tel centre, de bénéficier des mêmes avantages indemnitaires que ceux de leurs collègues désignés par l'article 7 du décret puisqu'ils assument des charges et responsabilités analogues. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — 1° La réglementation actuellement en vigueur ne permet pas d'étendre le bénéfice des dispositions de l'article 7 du décret n° 66-920 du 6 décembre 1966 aux directeurs d'écoles normales qui assurent, en plus de leurs fonctions principales, la direction d'un centre régional de formation des maîtres de classes de transition ou de classes terminales pratiques. 2° Des études sont actuellement menées en vue d'harmoniser la situation de ces directeurs avec celle de leurs collègues ayant la charge d'un centre régional de formation de maîtres de collèges d'enseignement général ou d'un centre régional de formation des instituteurs chargés de l'enseignement et de l'éducation des enfants et adolescents déficients ou inadaptés.

7286. — M. Manceau expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ont décidé en décembre 1967 de limiter leurs activités au

domaine strictement pédagogique à l'exclusion de tout travail administratif. Cette décision fut prise parce que les promesses qui leur avaient été faites ne se sont pas réalisées dans le budget 1968, notamment en ce qui concerne le reclassement indiciaire dont personne ne discute le bien-fondé, l'attribution d'une charge administrative évoquée à toutes les catégories voisines (inspecteurs d'académie, inspecteurs de l'enseignement technique, directeurs de l'école normale, chefs de tous les établissements et directeurs d'écoles élémentaires), une indemnité de logement avec l'attribution d'un logement de fonction dont bénéficie tout le personnel enseignant primaire, les maîtres de C. E. G., les chefs d'établissements et les inspecteurs d'académie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction à ces légitimes revendications. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — Il n'est pas possible de modifier l'échelonnement indiciaire des inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire, toute révision indiciaire en faveur d'une catégorie particulière de fonctionnaires étant pour le moment exclue à la suite d'une décision d'ordre général prise par le Gouvernement. Il est toutefois fait observer que le budget de 1968 prévoit un accroissement important du pourcentage des postes affectés de l'indice fonctionnel. Une nouvelle augmentation de ce contingent est envisagée dans le cadre des études préparatoires au projet de budget pour 1969. Par ailleurs l'octroi à ces personnels d'une indemnité pour charges administratives est actuellement à l'étude. En ce qui concerne l'attribution aux inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire d'un logement ou d'une indemnité représentative, il est rappelé que, si les lois organiques du 30 octobre 1886 et du 19 juillet 1889 ont mis à la charge des communes, dans toute école régulièrement créée, les dépenses de logement des maîtres dispensant l'enseignement aux enfants de la commune prestataire, le droit au logement, conféré aux instituteurs par ces dispositions législatives, présente un caractère exceptionnel. D'une manière générale, les fonctionnaires ne peuvent bénéficier d'un logement que lorsque les nécessités du service l'imposent. Tel est le cas des inspecteurs d'académie, en résidence départementale. Malgré l'importance des tâches qu'ils assument, les inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire ne sont soumis à aucune sujétion qui puisse rendre obligatoire l'attribution d'un logement.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

1966. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de l'équipement et du logement que le fort d'Aubervilliers qui occupe une superficie de 33 hectares n'est utilisé par le ministère des armées que sur un périmètre central restreint. Il croit savoir que le ministre des armées aurait donné son accord pour une cession de 25 hectares. Il lui demande les raisons pour lesquelles, à une époque où le manque de terrains paralyse le développement d'ensembles immobiliers, une emprise aussi importante reste inutilisée. (Question du 7 juin 1967.)

Réponse. — Des études sont activement poursuivies en vue de l'utilisation des 33 hectares du fort d'Aubervilliers. Une partie des terrains demeure affectée à l'autorité militaire et une autre partie est réservée à l'administration de l'assistance publique, au ministère de l'éducation nationale et à l'office public d'I. L. M. de la commune. Un premier projet d'aménagement n'a pu être suivi de réalisation en raison notamment de l'impossibilité où se trouvaient les administrations intéressées de procéder au financement des acquisitions des parcelles qui leur étaient affectées. Entre-temps, une étude menée par le service des ponts et chaussées sur les problèmes de transport a conduit à la nécessité de prolonger la ligne métropolitaine n° 7 et d'aménager une gare routière. Compte tenu de ces impératifs, un nouveau programme de construction a été mis au point et comporte les réalisations suivantes : un complexe hospitalier universitaire de 1.750 lits ; une caserne de gendarmerie comportant 600 logements ; 200 logements destinés aux cadres du ministère des armées ; 100 logements H. L. M. ; un groupe scolaire du premier cycle destiné à satisfaire les besoins engendrés par les nouveaux logements ; une gare routière avec parking de 1.000 places. Le plan masse établi par l'architecte-urbaniste, qui prévoit en outre la démolition partielle du mur d'enceinte et le remblaiement des fossés, a reçu l'accord du ministère de l'équipement et du logement, du ministère des armées et de l'assistance publique. Lorsque le maire d'Aubervilliers aura également donné un avis favorable, rien ne s'opposera à ce que les administrations intéressées mettent en œuvre la procédure d'échanges compensés nécessaire.

6766. — M. Maujolan du Gasset expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que se fait sentir, d'une façon urgente, la nécessité de la création d'un axe routier Ouest-Est, à quatre couloirs, en vue de désenclaver l'Ouest de la France, et aider par là à remettre cette région périphérique dans l'orbite de la communauté européenne. Alors que son éloignement la pénalise, il lui demande s'il ne serait pas opportun de saisir officiellement les auto-

rités européennes, et plus spécialement la « Commission européenne », de ce problème, et même, s'il ne serait pas opportun peut-être, de leur demander d'élaborer un projet, en accord avec les différentes collectivités locales et régionales, en vue de réaliser cette liaison d'intérêt européen. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — L'administration a conscience de l'intérêt que présente une liaison routière rapide entre l'Ouest et l'Est de la France, qui assurera en outre la liaison entre le littoral atlantique et l'Europe occidentale. C'est dans cet esprit qu'ont été engagées les études de cette liaison à l'occasion de la mise au point du plan directeur du réseau routier national pour l'horizon 1985. Ce plan directeur fournira les éléments nécessaires à l'établissement du programme du VI^e Plan ; les décisions éventuelles concernant la liaison Est-Ouest tiendront compte de tous les aspects techniques, économiques et financiers du problème. Il n'est pas opportun, au stade actuel des études, de saisir les autorités européennes de ce problème qui doit d'abord être instruit sur le plan national. Toutes assurances peuvent être données, qu'aussi bien pour l'établissement du plan directeur du réseau routier national, que pour la détermination du programme du VI^e Plan, l'administration tiendra compte, dans toute la mesure du possible, des vœux et des avis formulés sur le plan local.

INDUSTRIE

6220. — M. Roucaute attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le vif mécontentement que soulève dans la région cévenole la décision d'E. D. F.-G. D. F. de relever les compteurs quelques fois par an seulement. C'est ainsi que dans une petite commune du haut Gard les compteurs n'ont été relevés au cours de l'année 1967 qu'en mars et novembre, ce qui fera huit mois de consommation d'électricité à payer par l'usager en une seule fois. Les difficultés de paiement ainsi créées sont aggravées du fait que l'enneigement ne s'effectuant plus à domicile, nombre de personnes âgées, malades ou isolées ne possédant pas de compte bancaire ou postal ne peuvent se déplacer au bureau de poste ou à la caisse d'E. D. F.-G. D. F. pour effectuer le paiement de leurs redevances. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait fort préjudiciable à l'ensemble des petites gens de condition modeste. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Les mesures d'espacement des relevés de compteurs et d'encaissement des quittances d'électricité et de gaz ont été autorisées par l'ordonnance n° 58-881 du 24 septembre 1958 dont l'article 6 prévoit qu'il peut être dérogé aux dispositions des polices d'abonnement, des cahiers des charges, des conventions et de tous autres textes relatifs aux modalités de relevé des compteurs et d'encaissement des quittances d'électricité et de gaz. Les délais adoptés par Electricité de France et Gaz de France pour les relevés des compteurs sont en principe de trois mois en zone urbaine de quatre mois en zone rurale. Dans la commune du Gard dont le cas a été signalé par l'honorable parlementaire, la fréquence est de quatre mois et le délai de huit mois signalé s'est produit lors de la mise en place, en 1967, d'un ordinateur destiné à l'établissement et à la gestion des opérations de facturation pour le centre de Nîmes ; un relevé a été ainsi supprimé dans ces circonstances tout à fait exceptionnelles. La cadence normale de quatre mois a depuis été reprise et sera définitivement suivie. En ce qui concerne les modalités de paiement des quittances, l'article 15 de la loi de finances rectificative n° 64-1278 du 23 décembre 1964 a autorisé les organismes distributeurs d'électricité et de gaz à exiger le paiement soit en espèces à leur caisse, soit par un moyen postal ou bancaire. Toutefois, les distributeurs doivent, aux termes de cette loi, continuer à assurer le recouvrement à domicile des quittances si la demande leur en est faite par les usagers non titulaires d'un compte de caisse qui ne se trouvent pas en mesure de se déplacer par suite d'infirmité ou de vieillesse ou qui habitent au-delà d'un rayon de 3 km à partir d'une caisse habilitée à recevoir le paiement ou à émettre des mandats. Les usagers qui, en raison de leur âge ou de leur santé, rencontrent des difficultés particulières pour régler leurs factures ont donc la possibilité de demander aux services locaux d'Electricité de France-Gaz de France de continuer à assurer le recouvrement de leurs factures à domicile. Enfin, pour tenir compte des difficultés que peuvent présenter pour certains abonnés des paiements plus espacés, mais plus lourds, un système de versement d'acomptes a été institué et un arrêté du 21 octobre 1967 a fixé, à cet effet, le montant minimum de la consommation d'électricité et de gaz à partir duquel des acomptes pourront être perçus. Ce système sera mis en application dans le centre de Nîmes à partir du mois de juin prochain.

INFORMATION

7360. — M. Dameffé rappelle à M. le ministre de l'Information que sont exonérés du droit d'usage des postes de radiodiffusion, en application de l'article 15 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, les personnes âgées de soixante-cinq ans (ou soixante ans

en cas d'inaptitude au travail) vivant seules ou avec leur conjoint ou une personne ayant elle-même droit à cette exonération, si le montant de leurs ressources ne dépasse pas le plafond fixé pour ouvrir droit à un avantage vieillesse. Il appelle son attention sur une catégorie de personnes à laquelle il serait particulièrement souhaitable d'étendre ces mesures d'exonération. Il s'agit des malades hospitalisés dans les hôpitaux psychiatriques et pour lesquels la possession d'un poste récepteur de radiodiffusion représente non seulement un moyen de distraction mais constitue également un facteur dont le rôle thérapeutique est incontestable. Il lui demande s'il envisage d'étendre les dispositions du texte précité de telle sorte que ces malades puissent être dispensés du droit d'usage des postes de radiodiffusion, tout au moins lorsqu'il s'agit des malades dont les ressources n'excèdent pas un plafond à déterminer. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — L'article 15 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 ne réserve pas aux seules « personnes âgées » le bénéfice de l'exonération de la redevance de radiodiffusion. Cet avantage peut être également accordé, en application du même texte, aux aveugles, aux mutilés de guerre de l'oreille et aux invalides au taux d'invalidité de 100 p. 100, desquels il n'est d'ailleurs exigé aucune condition supplémentaire visant le montant de leurs ressources ou la composition de leur milieu familial. Or, la qualité d'invalidité au taux de 100 p. 100 est considérée comme acquise à toute personne pouvant produire à la fois : un certificat délivré par la mairie de son domicile attestant qu'elle est titulaire de la carte d'invalidité délivrée par les préfets en application de l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale ; un certificat médical spécifiant qu'elle est invalide au taux de 100 p. 100 ou absolument incapable d'exercer une activité professionnelle. Les malades satisfaisant à cette double formalité peuvent donc, avec toutes chances de succès, présenter une demande d'exonération de la redevance d'usage pour le radio-récepteur qu'ils utilisent chez eux ou à l'intérieur de l'établissement dans lequel ils sont hospitalisés. Pour les autres, la remise de la redevance peut leur être consentie à la double condition : qu'ils aient été admis au bénéfice de l'aide médicale ; que l'hôpital psychiatrique dans lequel ils reçoivent des soins continus figure sur la liste, établie par la préfecture, des établissements hospitaliers d'assistance gratuite et bénéficiant lui-même de l'exemption de la redevance de radiodiffusion. Quant aux malades n'entrant ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux catégories, aucune extension du texte précité ne peut être envisagée actuellement en leur faveur. En effet, aux termes de l'article 10 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959, « si des exonérations ou tarifs spéciaux étaient institués au profit de nouvelles catégories de bénéficiaires, ils ne pourraient prendre effet que moyennant compensation intégrale de la perte de recettes en résultant par une subvention inscrite au budget de l'Etat ». Aucune subvention de cette nature n'a été inscrite au budget de 1968.

7387. — M. Tourné demande à M. le ministre de l'information : 1° combien de personnes possédant des postes de télévision et de radio paient une redevance dans le département des Pyrénées-Orientales ; quelle est la part des postes de télévision à caractère public payant une redevance spéciale ; 2° quel a été le montant de toutes les redevances perçues au cours de l'année 1967 dans ce département pour : a) les postes de télévision ; b) les postes de radio ; 3° dans ce total des redevances, quelle a été la part des postes à caractère public se trouvant dans des cafés, restaurants ; 4° pour chacune des questions posées ci-dessus, quelle est la situation dans chacun des dix-huit cantons que comportent les Pyrénées-Orientales. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — 1° Au 31 décembre 1967 l'on pouvait dénombrer dans le département des Pyrénées-Orientales : a) 34.557 comptes de radiodiffusion se décomposant comme suit : 30.517 comptes de 1^{re} catégorie (redevance 30 F), 72 comptes de 2^e catégorie (débits de boissons) (redevance 60 F), 3.968 comptes exonérés de la redevance ; b) 47.436 comptes de télévision se décomposant comme suit : 46.730 comptes de 1^{re} catégorie (redevance 100 F), 205 comptes de 2^e catégorie (débits de boissons) (redevance 400 F), 501 comptes exonérés de la redevance.

2° et 3° Il est impossible de répondre à ces deux questions : en effet, l'imputation des paiements est faite compte par compte sans que les versements soient identifiés par département. Néanmoins, en partant des éléments fournis ci-dessus, il est permis d'aboutir aux recettes théoriques suivantes :

Radiodiffusion.

30.517 comptes payants à 30 F.....	915.510 F.
72 comptes payants à 60 F.....	4.320 F.

Télévision.

46.730 comptes payants à 100 F.....	4.673.000 F.
205 comptes payants à 400 F.....	82.000 F.

4° L'impossibilité de répondre, comme il est mentionné ci-dessus, aux questions 2° et 3° entraîne celle de fournir ce renseignement qu'en termes identiques l'honorable parlementaire a demandé dans une question écrite n° 18104 du 5 mars 1966 : le tableau qui lui avait été fourni à l'époque se rapportait à un comptage exceptionnel effectué en 1964 ; cette opération n'a pas été renouvelée depuis.

7391. — M. Roulland signale à M. le ministre de l'information le cas de certains téléspectateurs qui, pour des raisons variées, ont versé au service des redevances de l'O. R. T. F., au titre de leur compte, des sommes supérieures à celles dont ils sont réellement redevables. La plupart d'entre eux, leur erreur signalée et reconnue, ne formulent même pas de demande de remboursement, pensant de bonne foi, en vertu d'un usage courant, bénéficier d'un « avoir » sur leur redevance de l'année suivante. Ils ne le font que lorsqu'ils s'aperçoivent que l'O. R. T. F. ne tient aucun compte de ce trop-perçu, et il est ainsi répondu à leur réclamation qu'en vertu de l'article 5 du décret n° 58-277 du 17 mars 1958 la prescription est acquise au profit du budget annexe de l'O. R. T. F. six mois après la date de prescription. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette pratique abusive, soit par un allongement des délais de prescriptions permettant aux téléspectateurs de faire valoir leurs droits, soit en laissant adopter la règle de certaines administrations qui réservent au redevable un « avoir » sur l'année suivante en cas de trop-perçu. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Le décret n° 58-277 du 17 mars 1958 stipule effectivement que « la prescription est acquise au profit du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française six mois après la date de perception ». C'est donc à bon droit que ce texte est opposé au téléspectateur qui, au-delà de ce délai, réclame le remboursement d'une somme qu'il a versée à tort. Il convient d'observer toutefois que les régisseurs des recettes de l'office acceptent volontiers, lorsque la demande leur en est faite, d'effectuer un report grâce auquel une échéance postérieure est ouverte, partiellement ou totalement, par la somme versée en trop. Dans certains cas, le régisseur des recettes est même autorisé, par l'agent comptable, à renoncer à la prescription et à rembourser le trop-perçu après l'expiration du délai de six mois.

INTERIEUR

4655. — M. Virgile Barel rappelle à M. le ministre de l'intérieur que par lettre du 28 septembre 1967 il lui a signalé, sur la base d'un grave incident, le danger d'incendie auquel est exposé l'ensemble que constitue l'observatoire de Nice ; il lui demande son avis sur un projet qui consisterait à construire sur le point culminant du mont Gros, où se trouve l'observatoire de Nice, un bassin de grand volume pour une réserve d'eau afin de permettre le branchement des appareils des sapeurs-pompiers et de parer sans délai à tout danger d'incendie ; il lui demande si la suggestion étant admise, le ministère accorderait sa participation financière aux dépenses que l'on ne peut laisser à la charge des seules collectivités locales, si toutefois celles-ci acceptaient d'en assumer une partie. (Question du 4 novembre 1967.)

Réponse. — Le projet auquel fait allusion l'honorable parlementaire paraît en effet justifier la construction d'une réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie sur le point culminant du mont Gros où se trouve l'observatoire de Nice. Toutefois, ce dernier établissement dépend de l'université de Paris qui aurait seule, le cas échéant, l'initiative de tels travaux. D'autre part, les services techniques de la ville de Nice ont procédé au recensement de tous points d'eau utilisables par les sapeurs-pompiers dans le quartier avoisinant ledit observatoire ainsi que des travaux à prévoir pour l'amélioration et le renforcement des bouches d'incendie. La ville pourra solliciter une subvention du département de l'intérieur pour ces travaux.

4645. — M. Péronnet demande à M. le ministre de l'intérieur si, dans le cadre des nouvelles mesures en préparation concernant la sécurité routière, il envisage de limiter la vitesse des véhicules automobiles de tourisme. (Question du 20 janvier 1968.)

Réponse. — Un plan d'ensemble tendant à réduire le nombre et la gravité des accidents de la route est actuellement à l'étude au niveau interministériel. Les questions que pose la limitation généralisée de la vitesse des véhicules automobiles seront, à cette occasion, examinées.

6880. — M. Pierre Buron demande à M. le ministre de l'intérieur compte tenu des dispositions de l'article 7 du décret n° 62-544 du 5 mai 1962 : 1° comment doit être réglée la situation d'un rédacteur principal du 5^e échelon, indice 500 brut, qui, à la demande d'un

maire d'une ville d'égale importance, est d'accord pour une mutation et cela uniquement sur le plan du reclassement et de la rémunération. Lorsque seul un poste vacant de rédacteur existe, celui de rédacteur principal étant occupé; 2° l'agent peut bénéficier du maintien de son indice personnel, en application de l'article 7 et cela par dérogation, ou seulement d'une indemnité compensatrice comme certains fonctionnaires de l'Etat; 3° en cas de réponse négative, une modification du statut sur ce point particulier pourrait être envisagée afin d'aller dans le sens de la carrière communale en matière de mutation, d'autant qu'il s'agit d'emplois strictement équivalents pour des villes d'égale importance. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — En évoquant un cas particulier, l'honorable parlementaire pose en fait une question de principe sur les conditions générales qui doivent être remplies pour qu'un agent puisse être muté d'une commune à une autre commune. Aussi souhaitable que puisse être une telle opération pour la mise en place d'une véritable carrière communale, elle n'est concevable que si elle ne porte nulle atteinte aux droits réglementairement reconnus à l'agent concerné. Autrement dit, elle doit aboutir pour le moins à l'affectation régulière et immédiate à un poste identique à celui occupé dans la précédente collectivité. Elle implique donc l'existence d'une vacance d'emploi homologue. Toute solution qui conduirait à l'octroi, même à titre temporaire, d'une situation inférieure à celle dont bénéficiait l'agent dans la première commune serait contraire à la réglementation et devrait être écartée. Or, dans l'exemple cité, il ne pourrait en être autrement puisque le rédacteur principal dont la mutation est envisagée doit être affecté à un emploi de rédacteur doté d'une échelle indiciaire moins élevée qui ne saurait être modifiée pour un motif personnel.

6936. — M. Bernard Chochoy expose à M. le ministre de l'intérieur que les personnels auxiliaires des départements utilisés dans les services des préfectures font ressortir avec juste raison qu'ils exercent leurs fonctions depuis de nombreuses années sans qu'aucune perspective d'amélioration de leur situation ne leur soit offerte. Ce problème concerne d'ailleurs l'ensemble des agents des collectivités locales qui se trouvent dans la même situation. Au total ces personnels estiment qu'ils devraient bénéficier d'avantages analogues à ceux dont profitent les auxiliaires de l'Etat en application des dispositions du décret du 29 juin 1965 relatif à la titularisation, sous certaines conditions d'utilisation des auxiliaires dans des emplois de la catégorie D. Il lui demande de lui faire connaître dans quelles conditions il envisage de donner une suite favorable aux doléances des intéressés. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La question évoquée par l'honorable parlementaire fait actuellement l'objet d'une étude. L'application aux agents auxiliaires communaux et départementaux de dispositions identiques à celles prévues par le décret du 29 juin 1965 pour les auxiliaires de l'Etat nécessite l'intervention d'arrêtés ministériels. Les projets de textes établis, en ce sens, par les services du département de l'intérieur seront prochainement soumis à l'examen de M. le ministre de l'économie et des finances.

7226. — M. Yvon demande à M. le ministre de l'intérieur s'il peut indiquer quelle est la réglementation qu'il convient d'appliquer aux dépôts d'hydrocarbures liquides et de gaz liquéfiés dans les maisons d'habitations, et notamment dans les grands ensembles. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — Pour de tels dépôts dans les locaux d'habitation (maisons particulières et grands ensembles) trois cas distincts sont à considérer selon qu'il s'agit : de liquides inflammables de la première catégorie (point d'éclair inférieur à 55° C) ; de liquides inflammables de la deuxième catégorie (point d'éclair compris entre 55 et 100° C) ; d'hydrocarbures liquéfiés, dont la pression de vapeur à 15° C est supérieure à 1 bar. En ce qui concerne les premiers, seuls peuvent être autorisés les dépôts classés en troisième classe répondant aux arrêtés types n° 254 et 257 de la réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour les seconds, c'est-à-dire les hydrocarbures liquides de la deuxième catégorie, une nouvelle distinction doit être faite entre établissements classés et non classés. Les établissements classés sont soumis aux prescriptions de l'arrêté type n° 225. Il ne peut, dans ce cas, être question de installations de troisième classe, celles de première et de deuxième classe n'étant pas admises dans les immeubles en cause. En ce qui concerne les établissements non classés, un projet d'arrêté et une circulaire concernant son application, relatifs aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages et à l'utilisation de ces produits plus particulièrement destinés au chauffage, ont été élaborés au ministère de l'industrie par le comité technique de l'utilisation des produits pétroliers. Ces règlements pourront certainement être publiés sous bref délai. Enfin, les installations de gaz de pétrole liquéfiés doivent satisfaire aux dispositions du recueil n° 1299 de 1967, publié au Journal officiel, comprenant le décret du 23 mai 1962,

complété par les arrêtés des 15 octobre 1962, 17 octobre 1963, 31 mars 1964, 21 février 1966, 15 septembre 1966 et la circulaire du 17 mai 1967.

7511. — M. Guichard appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le cas d'un maire qui désirerait se rendre acquéreur d'un lot compris dans un lotissement appartenant à sa commune et lui demande si une telle vente peut être conclue entre la commune et le maire de celle-ci sans qu'il soit fait application de l'article 175 du code pénal qui interdit à tout officier public de prendre ou recevoir quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudication, entreprise ou régie dont il a ou avait en tout ou en partie l'administration ou la surveillance. (Question du 9 mars 1968.)

Réponse. — Etant précisé qu'il appartient aux tribunaux répressifs d'apprécier dans chaque cas d'espèce si les éléments constitutifs du délit prévu à l'article 175 du code pénal sont réunis, il semble que le magistrat municipal intéressé courrait un risque sérieux en se rendant acquéreur d'un lot compris dans un lotissement réalisé par sa commune.

JEUNESSE ET SPORTS

6942. — M. Gouhier attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse et des sports sur le fait que plusieurs centaines d'élèves du lycée de Bondy ne disposent, pour le cours d'éducation physique, que d'un plateau d'évolution et d'un préau d'école primaire dangereux par mauvais temps. Les installations sportives communales mises à la disposition du lycée certains jours de la semaine ne peuvent pas remplacer les installations à créer sur place. Le temps limité, le trajet, les intempéries entravent la bonne marche des activités physiques et sportives. Une telle situation freine le développement du goût de la pratique des activités sportives chez les jeunes lycéens, et cela malgré la bonne volonté, le dévouement et la compétence du corps enseignant et des professeurs d'éducation physique. Il lui demande : 1° si le projet définitif a été établi et approuvé par l'ensemble des services intéressés et quelle est la liste des installations prévues (gymnases, plateaux d'évolution, piscine, pistes, etc.) avec la construction du lycée; 2° quelles mesures il compte prendre pour que les crédits nécessaires à cette construction soient attribués afin qu'elle soit réalisée en même temps que le lycée. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Le plan de masse du lycée de Bondy a laissé, dès son origine, une place importante à un programme d'installations sportives. Ce programme demande à être revu sous l'angle d'un équipement sportif municipal unitaire permettant de satisfaire les besoins prioritaires des élèves et également ceux de l'ensemble de la population du quartier. La recherche de ce plein emploi devrait réagir sur la conception et la consistance de ce programme, notamment en ce qui concerne l'élément nautique. Des études dans ce sens, qu'il appartient à la commune de Bondy de diligenter, viennent de commencer avec le concours du service départemental de la jeunesse et des sports. Cette mise au point demandera, en tout état de cause, un certain délai. Il y a tout lieu de penser que c'est tout au début du VI^e Plan que des dispositions pourront être prises pour assurer la participation financière de l'Etat à la réalisation de ce projet. Les élèves utilisent, en attendant un plateau définitif de la part de l'établissement et grâce aux crédits de location versés à la commune par le service départemental de la jeunesse et des sports, les gymnases Léo-Lagrange, Roger Lengro, Jean-Zay et le stade municipal.

JUSTICE

6818. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de la justice : 1° de lui indiquer le nombre de poursuites engagées à la diligence du parquet pour atteinte à l'ordre public, par appel à la haine raciale en 1965, 1966 et 1967; 2° s'il a l'intention de donner des instructions au parquet en ce domaine. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — 1° En 1965, une poursuite a été engagée à la diligence du ministère public des chefs d'injure et diffamation raciales; en 1966, aucune poursuite de cette nature n'a été exercée; en 1967, le nombre de ces poursuites a été de sept. Il convient de préciser que ces chiffres ne concernent que les diffamations et injures raciales au sens des articles 32 (§ 2) et 33 (§ 2) de la loi du 29 juillet 1881 qui répriment, lorsqu'elles ont pour but d'exciter à la haine entre les citoyens, la diffamation et l'injure envers un groupe de personnes qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée. Il y a lieu, en effet, de noter que les parquets sont parfois saisis de plaintes ou dénonciations dans lesquelles les faits incriminés sont inexactement qualifiés « diffamation ou injure raciales ». En effet, s'il s'agit

bien généralement d'une diffamation ou d'une injure à caractère racial, celle-ci ne concerne qu'une personne déterminée; or, même s'il est fait allusion à l'origine, à la race ou à la religion d'une personne déterminée, il a toujours été décidé par la Cour de cassation que de tels faits ne pouvaient caractériser que le délit ordinaire de diffamation ou d'injure envers un particulier. En revanche, les délits proprement dits d'injure et de diffamation raciales, doivent, pour être caractérisés, être commis envers un groupe de personnes. 2° Les affaires de cette nature sont, en règle générale, étudiées par la chancellerie elle-même qui est saisie, soit par les parquets, soit par les organisations privées qui se sont donné pour mission de lutter contre le racisme. Lorsque des poursuites sont exercées, des instructions sont systématiquement données aux représentants du ministère public de requérir des juridictions de jugement une application ferme et exemplaire de la loi.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

7216. — **M. Tomasin** appelle l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur la situation faite aux receveurs et chefs de centres des P. T. T. au regard de celle du personnel placé sous leurs ordres et des autres fonctionnaires ou agents des services publics. Les chefs d'établissement des P. T. T. sont en permanence responsables de la bonne marche de leur bureau, de la sécurité des locaux, des installations et des fonds qui leur sont confiés. Leur intervention peut être sollicitée à tout moment même la nuit, et, en définitive, la durée des services qu'ils assurent excède largement les quarante-cinq heures de travail exigés des agents de la fonction publique. La fixation des échelles de traitements de ces fonctionnaires a tenu compte de la gratuité du logement et de l'indemnité de gérance et de responsabilité qu'ils percevaient, si bien que ces avantages ne peuvent être considérés comme la compensation des sujétions particulières qui viennent d'être exposées. Les receveurs et chefs de centre des P. T. T. qui assurent la permanence du service téléphonique, du service télégraphique et du courrier ne peuvent bénéficier que d'un week-end réduit alors que de très nombreux travailleurs du secteur privé ou du secteur public disposent d'un repos hebdomadaire de deux jours. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable et possible que pour tenir compte de la permanence du service assuré par ces fonctionnaires, ceux-ci puissent bénéficier de deux semaines d'autorisation d'absence qui pourraient être prises en dehors de la période des congés. L'affectation de quelques agents supplémentaires dans chaque brigade de réserve départementale permettrait d'accorder à ces personnels ce repos supplémentaire particulièrement justifié. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — Les sujétions signalées par les requérants sont inhérentes à la fonction de receveur et de chef de centre des P. T. T. Pour tenir compte de cette situation particulière, les intéressés bénéficient de l'indemnité de gérance et de responsabilité et d'un logement de fonctions attribué à titre gratuit, avantages importants qui n'ont d'ailleurs pas influencé la fixation des échelles indiciaires des intéressés. L'administration s'efforce d'ailleurs d'alléger, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du service public le poids des sujétions supportées par les chefs d'établissement. C'est ainsi que le développement de l'automatique en matière d'installations téléphoniques a permis de suspendre presque complètement le service des appels urgents les dimanches et jours fériés. Cette mesure qui concerne l'ensemble des bureaux de faible importance à l'exception de ceux qui sont encore équipés en manuel ou qui sont spécialement désignés par l'administration, libère donc pratiquement les receveurs titulaires de toutes obligations professionnelles ces jours-là. Ceux qui ne bénéficient pas de cette dispense reçoivent une compensation particulière. Mais il n'est pas possible d'accueillir favorablement la demande des intéressés concernant l'octroi de deux semaines supplémentaires de congé. En effet le régime et la durée des congés annuels prévus en faveur des agents titulaires de l'Etat ont été fixés par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires et rappelés en dernier lieu par la circulaire n° FP 696 du 7 avril 1964 du ministère d'Etat chargé de la fonction publique.

7353. — **M. Maojoun du Gasset** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que, depuis le 15 janvier 1968, les bureaux de postes sont fermés le samedi à 13 heures. Or, ce sont les receveurs des postes, dans les postes de petite classe (4°, 3° et 2°) qui sont obligés d'assurer eux-mêmes le départ du courrier et le télégraphe de 14 heures à 13 heures. Il lui demande s'il n'evoisage pas de compenser financièrement ou par une équivalence en temps, ces demi-journées ainsi consacrées au service. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Les sujétions signalées sont inhérentes à la fonction de receveur et de chef de centre des P. T. T. Pour tenir compte de cette situation particulière, les intéressés bénéficient de l'indemnité de gérance et de responsabilité et d'un logement de fonctions

attribué à titre gratuit. L'administration s'efforce d'ailleurs d'alléger, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du service public le poids des sujétions supportées par les chefs d'établissement. C'est ainsi que le développement de l'automatique en matière d'installations téléphoniques a permis de suspendre presque complètement le service des appels urgents les dimanches et jours fériés. Cette mesure qui concerne l'ensemble des bureaux de faible importance à l'exception de ceux qui sont encore équipés en manuel ou qui sont spécialement désignés par l'administration, libère donc pratiquement les receveurs titulaires de toutes obligations professionnelles ces jours-là. Ceux qui ne bénéficient pas de cette dispense reçoivent une compensation particulière. En réalité les intéressés demandent l'octroi de deux semaines supplémentaires de congé. Mais il n'est pas possible d'accueillir favorablement cette revendication. En effet, le régime et la durée des congés annuels prévus en faveur des agents titulaires de l'Etat ont été fixés par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires et rappelés en dernier lieu par la circulaire n° FP 696 du 7 avril 1964 du ministère d'Etat chargé de la fonction publique.

7410. — **M. Poniatowski** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que la réglementation actuelle de son administration interdit le paiement à domicile des mandats d'un montant supérieur à 1.000 francs. Il attire son attention sur le fait que de nombreuses personnes âgées et quelquefois malades ou infirmes — c'est en particulier le cas des veuves des combattants de la guerre 1914-1918 — touchent des pensions de retraite dont les échéances trimestrielles dépassent le montant ci-dessus indiqué. Il lui demande si, compte tenu de l'augmentation du taux de pensions de retraites, il ne lui paraîtrait pas désirable que les bénéficiaires des mandats, âgés de plus de soixante-dix ans ou atteints d'infirmités rendant pénibles sinon impossibles de longs déplacements, puissent, sur demande qu'ils feraient à leur centre de paiement, percevoir à domicile les sommes qui leur sont adressées. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — La limitation à 1.000 francs du montant des mandats payés à domicile résulte de l'obligation dans laquelle se trouve l'administration de contenir les sommes emportées par les préposés dans des limites compatibles avec l'exécution pratique de leur tâche et les conditions de sécurité indispensables. Cependant, afin d'éviter des déplacements pénibles aux bénéficiaires malades ou infirmes, l'administration a, depuis de nombreuses années, autorisé les receveurs des guichets des bureaux de poste à assurer, dans de tels cas, quels que soient l'âge des intéressés et le montant des titres, le paiement à domicile des mandats-cartes payables en main propre, dès lors que ces bénéficiaires en expriment le désir par une demande motivée. De surcroît, les pensionnés ont toujours la possibilité de demander le paiement de ces pensions par inscription sur leur livret de caisse nationale d'épargne ou par imputation au crédit d'un compte courant postal, ce qui leur permet de constituer un mandataire susceptible de se substituer à eux pour toucher les mandats aux guichets des bureaux de poste. En outre, si le paiement est effectué par inscription au crédit d'un compte courant postal, les bénéficiaires disposent de la possibilité de tirer au fur et à mesure de leurs besoins des chèques de retrait qui leur sont payés à domicile lorsqu'ils n'excèdent pas 1.000 F. Enfin, dans les mêmes limites et en participant au service des retraits à vue, il leur est également loisible de faire encaisser des chèques aux guichets des bureaux de poste par une tierce personne munie seulement d'une de leurs pièces d'identité.

TRANSPORTS

6552. — **M. Schloesing** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le dommage qui résulterait de la suppression de la ligne Libos-Cahors. Il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre à cet égard. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — En ce qui concerne les trains de voyageurs, il est rappelé que pour réduire son déséquilibre financier, la S. N. C. F. a été amenée à dresser le relevé des services omnibus de voyageurs déficitaires, dont le transfert sur route pourrait contribuer à une amélioration de sa situation financière. La ligne Libos-Cahors figure effectivement sur ce relevé. Il n'est nullement question, comme la question de l'honorable parlementaire le laisserait penser, de « supprimer » la ligne Libos-Cahors mais simplement de transférer sur route le seul trafic des trains omnibus de voyageurs de cette ligne, ce qui est très différent. Soumises au Gouvernement, ces propositions ont fait l'objet d'un accord de principe, conforme à la politique suivie depuis plusieurs années qui tend à modifier les modes d'exploitation de certains services lorsque ceux-ci ne sont plus adaptés au contexte économique. Bien entendu, cette décision ne préjuge pas celles qui seront prises dans chaque cas particulier. Pour ce qui concerne notamment la ligne de Libos-Cahors, il convient à cet égard de souligner que son transfert sur

route n'est pas envisagé pour l'instant. En revanche, si le trafic continuait à diminuer, il serait indispensable de modifier cette attitude. De toute façon, s'il en était ainsi, aucune décision ne serait prise sans qu'aient été consultés le conseil général, le comité technique départemental des transports et les autorités locales.

6303. — **M. Christian Bonnet** expose à **M. le ministre des transports** que le texte de loi évoqué dans la réponse qu'il a bien voulu faire le 20 décembre, à sa question écrite n° 4570, ne parle nullement du certificat de salubrité institué pour les viandes, par un décret n° 64-308 du 4 avril 1964 et un arrêté du 25 avril 1964 (paru, celui-là, au *Journal officiel* du 12 juin de la même année). Il lui indique qu'un arrêté du ministre des transports, pris en application du décret du 4 avril 1964, pourrait fort bien, sans intervention de M. le ministre de l'Agriculture, décider que les produits de la pêche importés doivent être, comme les autres produits d'origine animale, accompagnés d'un certificat de salubrité délivré par le service sanitaire de l'Etat d'origine. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de profiter, sans tarder, de la possibilité qui lui est offerte en ce sens. (*Question du 13 janvier 1968.*)

Réponse. — Le décret n° 64-308 du 4 avril 1964 auquel se réfère l'honorable parlementaire et qui prévoit la création d'un certificat de salubrité pour les produits d'origine animale admis à l'importation, ne s'applique qu'à une liste de denrées limitativement énumérées par référence au tarif douanier, parmi lesquelles ne figurent pas les produits de la pêche. Cette question fait l'objet d'une étude en liaison avec les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture, afin de permettre de faire bénéficier le poisson et les autres produits de la mer importés d'un régime de protection aussi efficace que les autres denrées d'origine animale visées par le décret, dans le cadre des dispositions prévues en application de la loi du 8 mai 1965.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

6584. — 24 janvier 1968. — **M. Odru** expose à **M. le ministre des transports** qu'un Super-Constellation L. 1049, immatriculé FBGNE, entièrement remis à neuf en 1960, qui aurait été revendu le 16 août 1967 pour une somme modeste à un particulier, a quitté Orly le 17 août 1967 piloté par un équipage d'Air France. A bord de l'appareil se trouvait un ex-commandant de bord, président directeur général de la Sogesta, inculpé d'escroquerie et d'émissions de chèques sans provision, en liberté provisoire depuis le 26 octobre 1966. Au sujet des conditions dans lesquelles la vente, le chargement, puis le vol du Super-Constellation ont été effectués, il lui demande : 1° combien a coûté la remise à neuf de cet appareil, et combien il a été vendu ; 2° s'il y a eu un chargement d'armes et d'explosifs à bord de ce Super-Constellation dans la zone industrielle d'Air France d'Orly Nord, par qui ce chargement a été autorisé et contrôlé ; 3° cet avion et son chargement ont été acheminés à Lisbonne par les soins d'Air France, ensuite ils auraient été dirigés vers l'île sous domination portugaise de Sao Tome, puis vers Enugu, capitale du Biafra. Il lui demande s'il est possible que la direction d'Air France ait pu être tenue dans l'ignorance d'une telle destination pour le chargement qu'elle transportait, et s'il est possible que le pavillon et l'immatriculation d'Air France puissent être utilisés à couvrir une partie d'un trafic plus ou moins avouable, s'il est exact que l'avion ait continué à voler avec une immatriculation et sous pavillon français au-delà de Lisbonne, qui a autorisé de tels faits, qui a donné l'autorisation de transport de ce chargement ; 4° comment cet ex-commandant de bord en liberté provisoire après la découverte d'un trou de près d'un milliard d'anciens francs dans sa comptabilité, a été autorisé à quitter le sol français et par qui ; 5° qui lui a renouvelé sa licence de vol et sur la base de quels renseignements ; 6° qui a donné l'ordre à des instructeurs du personnel navigant d'Air France de lui faire passer sa « qualification sur machine » au-dessus de Bordeaux, et s'il est d'usage de faire passer aux pilotes de telles épreuves sur des appareils chargés ; 7° qui a donné à la tour de contrôle de Mérignac les ordres nécessaires pour qu'il puisse effectuer plusieurs atterrissages ; 8° lorsque le Super-Constellation FBGNE a été vendu, qui a été chargé de recueillir les renseignements nécessaires sur l'usage qui serait fait ultérieurement de l'appareil.

6475. — 19 janvier 1968. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que, lors de l'exécution de grands travaux d'équipement et, notamment les travaux autoroutiers, de nombreuses caves coopératives voient leur équilibre économique et financier

compromis par la disparition de production généralement réceptionnée par elles. Cela est particulièrement vrai pour les coopératives viticoles implantées le long de l'autoroute A 9 Narbonne—Orange. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun d'obtenir pour ces coopératives la réparation des dommages. Il ne semble pas que les textes en vigueur offrent cette possibilité et il serait nécessaire de combler cette anomalie.

6507. — 20 janvier 1968. — **M. Perillier**, se référant aux engagements pris en 1960, 1961 et 1962, tant par l'actuel Premier ministre que par son prédécesseur et par les responsables du département des finances et du budget, demande à **M. le ministre de l'Agriculture** : 1° s'il peut lui assurer que les ordonnances n° 60-937 et 60-1256 prises en application de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, qui en prévoyait la ratification par le Parlement, seront prochainement soumises à ce dernier ; 2° prenant acte de l'accord intervenu entre les représentants des bouilleurs de cru et du comité national de défense contre l'alcoolisme sur la nécessité d'encourager la fabrication des jus de fruits par les récoltants au moyen des prêts et des subventions prévus par la loi du 30 juillet 1960, quelles sont ses intentions à l'égard du règlement commun des revendications des producteurs de fruits en leur double qualité de bouilleurs et de fabricants possibles de jus de fruits.

6508. — 20 janvier 1968. — **M. Christian Bonnet** demande à **M. le ministre de l'Agriculture** de lui faire connaître si un retraité militaire devenu exploitant agricole doit verser à la caisse des assurances sociales de son département la cotisation basée sur son exploitation et, dans l'affirmative, s'il n'est pas en droit de demander à la caisse nationale militaire de sécurité sociale le remboursement des cotisations retenues sur sa pension militaire.

6594. — 25 janvier 1968. — **M. Sénès** expose à **M. le ministre de l'Agriculture** que dans le passé les caisses de crédit mutuel agricole, en ce qui concerne l'attribution des prêts aux viticulteurs sinistrés, avaient la possibilité de se référer, pour déterminer le montant des pertes, à des périodes de récolte normale et c'est ainsi que les pertes servant de base à l'attribution du prêt étaient généralement déterminées par comparaison de la récolte obtenue l'année du sinistre, avec la récolte moyenne évaluée sur les trois ou cinq dernières années normales. L'application du décret du 4 octobre 1965 conduit maintenant les caisses régionales de crédit mutuel agricole à déterminer le montant des pertes par comparaison avec la récolte moyenne évaluée sur les trois années précédant le sinistre. Il a toutefois été admis que l'une de ces trois années pourrait ne pas être prise en considération si la récolte était inférieure de plus de 25 p. 100 à la moyenne des deux autres. Il appelle son attention sur la situation des viticulteurs victimes des gelées répétées depuis 1963 et des viticulteurs sinistrés en 1963 qui, s'étant trouvés dans l'obligation de procéder à l'arrachage de leurs vignes, ont vu leurs récoltes considérablement diminuées au cours des trois dernières années et qui ne peuvent, de ce fait, bénéficier d'un prêt à moyen terme spécial, à la suite du gel de 1967. Il lui demande s'il compte autoriser le crédit agricole et les comités départementaux d'expertises à avoir la possibilité d'évaluer le montant des pertes en se référant à une récolte moyenne évaluée sur trois ou cinq années normales de production.

6610. — 25 janvier 1968. — **M. Jenn** demande à **M. le ministre de l'Agriculture** de lui préciser les moyens dont dispose le préfet d'un département pour contrôler efficacement l'installation, comme exploitants agricoles, des ressortissants de nationalité étrangère, suisses notamment. L'ordonnance n° 45-2568 du 2 novembre 1945 et ses textes d'application, notamment le décret n° 54-72 du 20 janvier 1954 et l'arrêté ministériel du 30 mars 1955 disposent que le ressortissant étranger doit, au préalable, demander au préfet l'autorisation de s'installer comme exploitant agricole. Celui-ci peut, en regard à certaines considérations, soit autoriser, soit refuser cette installation. Toutefois ces textes peu efficaces ne paraissent avoir prévu aucune sanction d'ordre économique susceptible d'être appliquée à l'étranger qui, passant outre à la décision de refus du préfet, s'installe comme exploitant agricole. La réglementation en matière de cumuls et réunions d'exploitations ou de fonds agricoles paraît plus efficace en ce sens que l'article 188-9 du code rural édicte les sanctions pénales applicables à toute personne ayant contrevenu aux dispositions des articles 188-3-5 et 8 du code rural. Il lui demande en outre 1° si, le principe du contrôle total de toute opération de cumul ou de réunion de fonds agricoles ayant été admis dans un règlement départemental en cette matière, le préfet peut systématiquement faire obligation à tout étranger désirant s'installer comme exploitant agricole, de lui présenter la demande préalable prévue aux articles 188-1 et 188-5 du code rural et, en cas de non-observation,

mettre en œuvre les sanctions prévues à l'article 188-9 dudit code ; 2° s'il n'envisage pas, afin de rendre efficace la réglementation existante, de compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-2568 susvisée et de ses textes d'application, par l'institution de sanctions d'ordre pénal identiques à celles prévues à l'article 188-9 du code rural.

6612. — 20 janvier 1968. — **M. Meunier** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la nouvelle rédaction de l'article 2 de l'arrêté permanent du 10 octobre 1955 prévoit, en ce qui concerne la chasse en temps de neige, que le tir des cerfs, biches, chevreuils est permis pour les détenteurs d'un droit de chasse bénéficiaires du plan de tir « dans les massifs d'un minimum de 75 hectares d'un seul tenant » seulement en battues d'au moins cinq fusils et sans chien d'arrêt. Il lui demande si, pour bénéficier de cette autorisation il faut être titulaire d'un droit de chasse sur 75 hectares d'un seul tenant, ou s'il suffit d'être titulaire d'un droit de chasse sur 20 ou 30 hectares se trouvant dans un massif de 75 hectares d'un seul tenant ; en d'autres termes, si des chasseurs qui sont détenteurs d'un droit de chasse sur des propriétés d'une surface globale inférieure à 75 hectares se trouvant au milieu d'un massif de 1.000 hectares par exemple, appartenant à l'Etat, peuvent bénéficier du droit conféré par le texte précité ou si cet avantage est réservé aux chasseurs qui ont un droit de chasse sur 75 hectares minimum d'un seul tenant se trouvant dans un massif plus important.

6619. — 22 janvier 1968. — **M. Degraeve** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les établissements privés de lutte antituberculeuse. Ces établissements fonctionnent, depuis l'ordonnance du 19 octobre 1945, à un prix de journée fixé par le préfet, de la même manière que pour les établissements hospitaliers publics et assimilés aux publics. Ils ne doivent donc, en principe, connaître ni bénéfice ni déficit qui puisse être incorporé, deux ans plus tard, à leur budget prévisionnel. Toutefois, à la différence des établissements publics il leur a été accordé une rémunération, limitée à 3 p. 100 de leur capital non amorti, ce qui a permis de les maintenir dans la catégorie des établissements à but lucratif, assujettis à la patente et à la T. V. A. Alors qu'ils demeurent financièrement, civilement et pénalement responsables de leur gestion, une réglementation supplémentaire de 1948 leur a même paradoxalement imposé un directeur-médecin dont les fonctions et les droits sont tels que, non propriétaire mais salarié de son établissement, il dispose véritablement et juridiquement du patrimoine de son employeur sans aucune sorte de responsabilité personnelle hormis la médicale. A un moment où on assiste à une baisse de leur activité telle que certains envisagent, comme nombre d'établissements publics et assimilés, leur reconversion ou une fermeture rapide, il se pose, pour eux seuls, des problèmes que la réglementation n'a pas prévus au moment où elle leur fut imposée car, il n'est pas question de dire qu'ils l'ont choisie ou acceptée. Leur budget consiste, pratiquement, dans la production d'un état prévisionnel des seules dépenses admises et contrôlées par les services de la population. Il exclut toutes réserves habituelles aux entreprises commerciales. Il lui demande donc de quelle façon ces établissements pourront obtenir, à partir du jour de cessation de leur fonctionnement, et simultanément, de tout versement des collectivités payantes, le remboursement de frais obligatoirement à leur charge et que le mode de calcul du prix de journée n'a pas permis de prévoir : les indemnités de licenciement de leur personnel, le déficit de leurs exercices passés et celui en cours.

6665. — 24 janvier 1968. — **M. Pierre Cornet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une entreprise industrielle est actuellement en litige avec une administration publique pour la fourniture d'un important marché. Le contrôleur financier de cette administration semble avoir reçu des instructions tendant à limiter la marge bénéficiaire brute de ce marché à 7 p. 100, soit 3,5 p. 100 net après impôt sur les sociétés. Une telle position appelle certaines remarques en ce qui concerne l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises. La société en cause, pour l'application de l'ordonnance précitée, doit, tout d'abord effectuer au taux de 5 p. 100 la rémunération des capitaux propres de l'entreprise. Ceux-ci s'élevaient pour 1967 à environ 17 millions de francs. Le chiffre d'affaires pour 1967 s'élève à un peu plus de 16 millions de francs, soit une valeur sensiblement égale à celle des capitaux propres de l'entreprise. Pour rémunérer ces capitaux propres au taux de 5 p. 100 la marge bénéficiaire brute doit être de 10 p. 100. La société doit ensuite dégager une réserve de participation pour l'intéressement des travailleurs. On peut envisager un taux d'intéressement de 5 p. 100 des salaires bruts annuels (comme pour la rémunération des capitaux propres de l'entreprise) soit 60 p. 100 du salaire mensuel, ce qui apparaît normal, compte tenu du fait que certaines

entreprises ou administrations accordent à leur personnel un treizième et même, parfois, un quatorzième mois. Dans la société en cause le montant total des salaires et appointements bruts pour l'année 1967 s'est élevé à environ 6 millions. La part des salaires dans la valeur ajoutée de l'entreprise est de 50 p. 100. Compte tenu des modalités de calcul de la réserve de participation prévue par les ordonnances, les 5 p. 100 d'intéressement représentent une somme égale à 20 p. 100 du salaire annuel à trouver dans le bénéfice net ou à 40 p. 100 des salaires annuels à trouver dans le bénéfice brut, soit dans le cas particulier de 40 p. 100 de 6 millions : 2 millions 400.000 francs, cette somme représentant environ 15 p. 100 du chiffre d'affaires. En conséquence, pour rémunérer les capitaux propres de l'entreprise au taux de 5 p. 100 et verser au personnel un intéressement de 5 p. 100 des salaires bruts annuels, la marge bénéficiaire brute de l'entreprise doit être de 10 p. 100 + 15 p. 100 = 25 p. 100. Il lui demande comment à partir des modalités pratiques d'application de l'ordonnance du 17 août 1967, telles qu'elles viennent d'être exposées, une administration publique peut considérer comme normale une marge bénéficiaire correspondant à un montant brut de 70 p. 100 d'un marché passe avec une entreprise.

6463. — 19 janvier 1968. — **M. Mainguy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. L'article 10 du décret prévoit que : « dans les six jours de la convocation (à une assemblée générale) un ou plusieurs copropriétaires ou le conseil syndical, s'il en existe un, notifient à la personne qui a convoqué l'assemblée les questions dont ils demandent l'inscription à l'ordre du jour. Ladite personne notifiée aux membres de l'assemblée générale un état de ces questions cinq jours au moins avant la date de cette réunion ». Il lui demande à qui incombe la charge des frais entraînés par cette procédure. Il souhaiterait savoir si ceux-ci doivent être supportés par le syndicat des copropriétaires comme le sont les convocations à l'assemblée générale ou seulement mis à la charge de l'auteur de la question complémentaire. Celle-ci concernant l'ensemble de la copropriété et étant donc d'intérêt général, il apparaîtrait normal que ces frais soient supportés par l'ensemble de la copropriété. Le problème ainsi posé n'est pas négligeable sur le plan financier puisque une lettre recommandée avec accusé de réception, y compris les frais de confection, revient à environ 3,50 francs l'unité. S'il s'agit d'un ensemble de 1.000 copropriétaires, un copropriétaire voulant utiliser le droit que lui donne l'article précité aurait donc à déboursier une somme de 3.500 francs. Une telle dépense ne saurait évidemment être engagée par un seul copropriétaire, car alors la procédure envisagée porterait en elle-même sa propre interdiction d'application. Si les frais ne pouvaient être mis à la charge de l'ensemble des copropriétaires peut-être conviendrait-il alors de modifier les dispositions du texte précité, de telle sorte que les questions complémentaires ainsi posées figurent sous la rubrique « questions diverses » à l'ordre du jour de l'assemblée générale. Ces questions seraient alors discutées au cours de celle-ci, sans qu'il soit nécessaire de diffuser un ordre du jour complémentaire, préalablement à la réunion, à tous les copropriétaires.

6541. — 23 janvier 1968. — **M. Dijoud** demande à **M. le ministre de l'industrie** quelles mesures particulières il envisage de prendre en faveur des petits artisans dont les métiers, en raison du progrès social, sont en voie de disparition, et plus particulièrement en faveur des artisans arrivant en fin de carrière et pour qui des mesures de reconversion ne peuvent être envisagées.

7129. — 16 février 1968. — **M. Valentin** indique à **M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales** que les problèmes relatifs à l'environnement de l'homme par son milieu naturel ont pris une acuité nouvelle dans le monde moderne, aussi bien du point de vue de la vie individuelle que de la vie collective. Les organismes existants n'ont pas toujours vu leurs structures se modifier sensiblement en fonction de l'évolution des problèmes à résoudre et de l'acquisition des données scientifiques. Par exemple l'inadaptation des structures actuelles de la météorologie tout comme des solutions de réorganisations partielles et sans coordination avec d'autres disciplines. Il lui demande : 1° si le Gouvernement a défini ou compte définir une politique d'ensemble pour la prise en charge et la solution des problèmes évoqués, et, dans ce cas, quelles structures il entend proposer aux organismes publics chargés de traiter ces questions ; 2° en particulier, à la veille de l'élaboration du VI^e Plan, si les investissements nécessaires dans ces domaines présentant une certaine unité seront traités par une commission de modernisation compétente pour déterminer les coordinations indispensables.

7139. — 16 février 1968. — **M. Vinson** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire**, au moment où les grands équipements de la région lyonnaise sont inscrits à l'ordre du jour d'un prochain conseil interministériel, sur la nécessité fondamentale d'entreprendre rapidement l'aménagement de la route nationale n° 7 entre Lyon et Roanne. Cet aménagement devrait pouvoir comporter l'élargissement à 4 voies des sections : L'Arbresle—Tarare—Amplepuis et Roanne, et le percement d'un tunnel routier sous le col des Sauvages pour le franchissement des monts du Lyonnais. Il apparaît en effet que nul ne s'est jusqu'ici résolu à affronter cette barrière naturelle, alors même qu'elle représente un obstacle dirimant au développement économique harmonieux de la région. Il tient à souligner que la réalisation d'un tel projet aurait l'immense avantage de réanimer la vie économique roannaise et de revivifier l'Ouest du département du Rhône. Il lui demande donc s'il envisage de mettre à l'étude, pour qu'ils soient inscrits au VI^e Plan, les aménagements routiers et autoroutiers destinés à créer un courant nouveau entre Lyon et les départements du Centre d'une part, et Lyon, la Suisse et l'Europe d'autre part.

7220. — 21 février 1968. — **M. Péronnet** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation — concernant les abattements de zones de salaires — des personnels civils du ministère des armées. Il lui demande s'il peut faire connaître les chances qui s'offrent à ces ouvriers d'Etat de bénéficier des récentes décisions, à savoir l'application du taux d'abattement de 2 p. 100 alors que celui de 6 p. 100 est effectivement appliqué.

7235. — 21 février 1968. — **M. Mermaz** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire**, que la ville de Vienne et sa région traversent depuis 1964 une crise très grave qui a été marquée notamment par la fermeture des hauts fourneaux de Chasse et des Etablissements réunis Pascal Valluit (textiles) et par de nombreux licenciements intervenus dans diverses entreprises. La seule ville de Vienne a perdu depuis 1964 1.200 emplois. Devant la nouvelle menace que fait peser sur l'emploi le détachement de vingt-trois communes de l'arrondissement de Vienne, **M. le ministre de l'intérieur** a reconnu le 1^{er} décembre dernier devant l'Assemblée nationale que « le ministère de l'équipement et la délégation de l'aménagement du territoire et de l'action régionale venaient de lui faire connaître qu'ils étaient disposés à envisager favorablement la réalisation d'une nouvelle zone industrielle à Vienne. Cette nouvelle zone pourrait être créée dès 1968, hors contingent ». Le ministre de l'intérieur faisait savoir que la délégation à l'aménagement du territoire accorderait un préjugé favorable à la demande de classement de la région de Vienne en zone 3 au cours du premier semestre de 1968. **M. le Premier ministre** ayant repris l'ensemble de ces promesses et quelques autres, dans une lettre adressée par lui à un parlementaire de la majorité en date du 14 décembre 1967 et dans laquelle il écrivait notamment : « Le Gouvernement favorisera, bien entendu, dans toute la mesure du possible, la création effective d'emplois dans cette zone », il lui demande : 1° quelles dispositions ont été prises depuis deux mois pour la préparation et la mise en œuvre des mesures envisagées ; 2° à quel type d'activités industrielles le Gouvernement songe pour le relèvement économique de la région viennoise ; 3° quel niveau de salaires et quelles conditions de travail seront offerts aux habitants par les nouvelles entreprises. Il lui rappelle à ce propos qu'il est urgent de restructurer et d'équiper la région : les structures d'accueil doivent être rajoutées et renforcées. Il faut assurer notamment une meilleure desserte routière et un développement des télécommunications. Il lui signale également qu'il y a lieu de prévoir des implantations d'usines sur les zones industrielles de Chasse, Reventin-Vaugris et Saint-Maurice-l'Exil. Il s'étonne que le député de la majorité ayant fait état de création prochaine de 1.200 emplois, le Gouvernement soit resté silencieux sur le chiffre avancé. Parmi les mesures envisagées pour remédier à la situation de détresse que connaît la région viennoise, **M. le ministre de l'intérieur** portait à la connaissance de l'Assemblée nationale, le 1^{er} décembre dernier, que sur la réserve spéciale de logements aidés par l'Etat dont dispose la D.A.T.A.R. pour loger le personnel de nouvelles industries, une tranche d'une centaine de logements pourrait être accordée au département de l'Isère pour attribution à Vienne, en plus de son contingent normal. Il rappelle que si le même député de la majorité a annoncé, lors des débats sur la modification des limites départementales devant l'Assemblée nationale, l'octroi d'une tranche supplémentaire de trois cents logements H. L. M. pour 1968, le contingent complémentaire actuellement retenu par le Gouvernement n'est plus que de cent logements. Or, le programme de 1.080 logements locatifs, prévu pour la ville de Vienne, dans le cadre du V^e Plan, est nettement insuffisant. Dans cette ville où

les conditions de logement sont en général difficiles, plus de quinze cents demandes d'attribution de logements H. L. M. sont en instance à l'heure actuelle.

7244. — 21 février 1968. — **M. Montagne** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** comment il entend, dans le cadre d'un véritable aménagement du territoire, limiter l'accroissement de la population parisienne, et donc de ne pas le favoriser ainsi qu'il vient d'être fait en décidant d'accorder à la région parisienne une augmentation des prêts complémentaires familiaux à la construction supérieure, semble-t-il, de 35 p. 100 à celle accordée en province.

7135. — 16 février 1968. — **M. Cattin-Bazin** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que l'allocation de salaire unique fixée à 38,90 F pour un enfant, 70,80 F pour deux enfants, et 97,25 F pour trois enfants et plus n'a pas varié depuis le 1^{er} janvier 1962. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il devrait, en accord avec le ministre de l'économie et des finances, prendre toutes mesures utiles pour que cette allocation soit régularisée en fonction de l'augmentation du coût de la vie depuis 1962.

7152. — 17 février 1968. — **M. de Préaumont** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la récente déclaration d'un homme politique qui a cru pouvoir affirmer que la France serait au dernier rang des pays européens en ce qui concerne l'ensemble des mesures d'aide aux personnes âgées. Il lui demande de lui faire connaître quelle est la situation réelle à cet égard en lui apportant les éléments d'information permettant d'effectuer d'utiles comparaisons.

7150. — 17 février 1968. — **M. Michel Durafour** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que certains artisans faconniers du textile considérés comme salariés, tout en étant payés au rendement, et ayant subi sur leurs salaires les retenues correspondant aux diverses charges sociales imposées aux salariés, se voient refuser, en cas de chômage total ou partiel, le bénéfice des prestations servies par les caisses des A. S. S. E. D. I. C. Il lui demande s'il peut préciser la situation de ces artisans à l'égard du régime de l'aide aux travailleurs sans emploi, institué par la convention du 31 décembre 1958, et indiquer si, dans l'hypothèse où ils ne rentreraient pas, jusqu'à présent, dans le champ d'application de cette convention, ils ne sont obligatoirement assurés contre le risque de privation totale ou partielle d'emploi, à compter du 1^{er} janvier 1968, en application de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967.

7174. — 17 février 1968. — **M. Vivier** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des cheminots retraités ayant perçu un complément de traitement non soumis à la retenue de 6 p. 100 pour la retraite. Il lui demande si ce complément de traitement ne pourrait pas être intégré au traitement proprement dit, afin d'être soumis à la retenue de 6 p. 100 pour la retraite.

7176. — 17 février 1968. — **M. Alduy** demande à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** : 1° quelles dispositions il entend prendre pour rendre plus efficace l'action des services officiels en vue de créer une véritable bourse de l'emploi ; 2° devant l'accroissement du chômage, si des mesures sont envisagées pour canaliser l'entrée de la main-d'œuvre étrangère suivant les besoins réels du marché de l'emploi ; 3° s'il n'est pas possible de créer en faveur des jeunes qui ne peuvent trouver un emploi, soit à la fin de leurs études, soit à la sortie du service militaire, une allocation chômage au même titre que les travailleurs, ceci afin de leur permettre de ne pas automatiquement retomber à la charge de leurs parents.

7188. — 19 février 1968. — **M. Maujolan du Gasset** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que, pour enrayer le mouvement de fléchissement démographique dangereusement sensible actuellement, annuler les conséquences de la loi Neuwirth dans ce qu'elle peut avoir de néfaste du point de vue population, une législation familiale doit être encouragée. Or l'accroissement de population est due à une minorité de familles ; donc de mères de familles. Puisque, sur 100 familles, 59 n'ont pas d'enfants, seules 41 en ont. Ce reliquat se répartit de la façon suivante : 30 p. 100 et plus ont 1 ou 2 enfants ; 11 p. 100 seulement ont 3 enfants et plus. L'avenir du pays repose donc, statistiquement, sur 11 p. 100 des familles. Il lui demande s'il n'envisage pas de récompenser ces mères de familles, notamment par une retraite à 60 ans ; ce, suivant certaines modalités.

7189. — 19 février 1968. — **M. Salardalme** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que certains hôpitaux ruraux sont invités à verser une cotisation au Fonds de participation des employeurs, et ce, dans le cadre des mesures tendant à favoriser la formation du personnel éducateur spécialisé destiné à exercer dans les établissements publics et privés pour mineurs inadaptés. Des sommes importantes sont inscrites chaque année au budget de ces établissements, sans avoir la garantie que les éducateurs fournis par le C. R. E. A. I. assureront le fonctionnement du centre prévu. Il est, en effet, constaté que cette catégorie de personnel se dirige systématiquement vers les établissements privés fonctionnant même à tout lucratif, alors qu'ils ont été formés dans des centres fonctionnant sous le patronage de l'Etat. Dans ces conditions, les responsables de la gestion de ces établissements hospitaliers considèrent que cette charge n'est pas justifiée puisqu'ils n'ont pas la certitude d'obtenir les éducateurs spécialisés qui leur sont absolument indispensables. La circulaire du 5 décembre 1967 ne paraissant pas comporter de garanties suffisantes sur ce point, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses semblant contraire à l'intérêt même d'un service public.

7191. — 19 février 1968. — **M. Dijoud** demande à **M. le ministre des affaires sociales** : 1° si les ordonnances n° 67-580 et 67-581 du 13 juillet 1967, complétées par la circulaire 3-45 F. N. O. S., rendent obligatoire la cotisation des employés des caisses d'allocation familiales aux A. S. S. E. D. I. C. aux taux de 0,07 p. 100. Cette nouvelle disposition semble en contradiction avec la reconnaissance de la stabilité de l'emploi intervenue lors de l'établissement de la convention collective nationale ; 2° si on doit interpréter cette mesure comme une remise en cause de la convention collective, et, dans la négative, quelles sont les raisons qui ont conduit le Gouvernement à prendre cette disposition particulière.

7192. — 19 février 1968. — **M. Dijoud** demande à **M. le ministre des affaires sociales** s'il peut lui faire connaître ce qui a été fait pour assurer un travail en rapport avec leurs possibilités aux handicapés physiques et les résultats chiffrés des offres et demandes d'emploi réservés à cette catégorie de travailleurs ainsi que les résultats de placement à d'autres titres.

7194. — 19 février 1968. — **M. Jacques Baumel** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les difficiles conditions dans lesquelles fonctionnent les équipes de secouristes de la Croix-Rouge sur les autoroutes et les routes à grande circulation. Ils travaillent à titre bénévole comme volontaires, sont obligés de payer eux-mêmes leur équipement, leur essence et leurs moyens de transport et ne reçoivent aucune aide de la direction nationale de la Croix-Rouge. Ces équipes de jeunes gens désintéressés ne disposent pas d'un matériel suffisant pour faire face au nombre croissant des accidents de la route. Il faudrait renforcer leurs effectifs par des moyens téléphoniques adaptés et l'achat de camionnettes rapides, de motos et d'installation de postes fixes. A la veille des grands déplacements de printemps et de l'été prochain, qui entraîneront une activité plus importante que jamais de ces postes de secours routiers, il lui demande de prendre des mesures urgentes, afin de doter ces équipes de secouristes, d'un équipement plus perfectionné tout en prévoyant de les décharger de leurs frais personnels en leur attribuant une indemnité pour leurs journées de travail. Devant les problèmes de plus en plus angoissants posés par le développement de la circulation et l'augmentation des accidents de la route, il serait très grave de ne pas apporter une aide supplémentaire à ces équipes de volontaires dont le dévouement et l'esprit de sacrifice ne peuvent suffire à faire face aux nécessités de leur mission.

7196. — 20 février 1968 — **M. Cornut-Gentille** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les inconvénients qui résultent du mode de calcul de la retraite de sécurité sociale, d'une part, pour de très nombreux rapatriés qui n'ont retrouvé en France qu'un emploi leur assurant un salaire inférieur à celui qu'ils avaient outre-mer et inférieur au plafond de la sécurité sociale et, d'autre part, pour tous les travailleurs qui sont victimes des licenciements dus à des disparitions, fusions ou concentrations d'entreprises et, d'une façon générale, à l'instabilité de l'emploi. La plupart des premiers, qui ont racheté leurs cotisations au titre de l'assurance volontaire sur la base du plafond, ne pourront bénéficier que d'une retraite réduite en raison de la réglementation actuellement en vigueur. Il en est de même des seconds qui, du fait des licenciements dont ils sont victimes, perdent presque toujours les avantages de salaire acquis du fait de leur ancienneté dans les entreprises et, s'ils ont la cinquantaine, ne peuvent que très difficilement retrouver, surtout en période de chômage, un salaire équivalent. L'organisation d'un système d'attribution de points de

retraite annuels serait susceptible d'apporter un remède à ces inconvénients. Toutefois, en attendant une réforme de cette nature, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de prévoir dès à présent des mesures transitoires qui remédieraient rapidement à une situation préjudiciable à un nombre croissant de salariés.

7207. — 20 février 1968. — **Mme Aymé de la Chevrelière** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les conditions défectueuses de logement des vingt-trois internes en médecine du centre hospitalier de Niort. Les logements de fonction de ceux-ci sont répartis entre différents points du centre hospitalier et la ville ; le seul lieu commun étant la salle de garde qui se révèle trop petite pour une collectivité aussi importante. Ces internes qu'ils soient célibataires ou mariés ne disposent que d'une seule chambre. Actuellement, une famille de sept personnes dont cinq enfants vit dans deux pièces. Afin de remédier à cet état de chose, la commission administrative avait décidé de construire un internat neuf comportant trente-deux logements ainsi que des locaux communs : salle de garde, bibliothèque, salle de réunion, etc. La construction de cet édifice devait être confiée à l'Office des H.L.M. sur un terrain que le centre hospitalier lui avait vendu pour une somme symbolique. Un accord avait d'ailleurs été signé, à cet égard, entre le président de la commission administrative et le président de l'Office H. L. M., le financement devant être assuré par la caisse d'épargne de Niort. Cette solution satisfaisant pleinement toutes les parties, les accords étaient réalisés, les plans établis, lorsque le ministère de l'équipement et du logement a provoqué l'annulation du projet, motif pris que « la législation sur les H. L. M. de même que celle sur l'aide à la construction privée exclut traditionnellement les logements de fonction de ses champs d'application ». Une telle décision porte un préjudice certain au centre hospitalier, car les conditions de logement des internes sont nettement inférieures à celles des autres hôpitaux de la région sanitaire Poitou-Charentes dont les internes sont recrutés par le même concours. Il est bien évident que dans les services le rôle de l'interne est primordial, puisque seul il assure la continuité des soins étant présent auprès des malades matin et soir et la nuit grâce au service de garde. Les conditions de vie faites à ces internes nuisent à leur qualité de travail. Il s'agit là d'un problème grave qu'il importe de résoudre dans l'intérêt même des malades ; c'est pourquoi elle lui demande quelle évolution il envisage de prendre pour porter remède à cette situation, soit qu'il intervienne auprès de son collègue, **M. le ministre de l'équipement et du logement** afin qu'il modifie la position précédemment prise, soit que de toute autre manière il puisse provoquer la réalisation des constructions nécessaires.

7209. — 20 février 1968. — **M. François Bénard** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** que l'article L. 511 du code de la sécurité sociale prévoit que les prestations familiales sont accordées aux personnes résidant en France, ayant à leur charge des enfants qui y résident également. Cependant, lorsque la résidence hors de France des enfants est justifiée par la poursuite de leurs études ou de leur formation professionnelle, elles peuvent bénéficier du régime français des prestations familiales. Il est possible, également, d'envisager que ces enfants puissent ouvrir droit aux prestations prévues par les règlements de la Communauté économique européenne concernant la sécurité sociale, lorsqu'ils résident dans un des pays membres de cette communauté. Il lui expose, à cet égard, qu'un travailleur indépendant a trois de ses enfants qui sont élèves d'un établissement scolaire situé en Belgique. Cette personne a demandé à la caisse d'allocation familiales dont elle dépend que les prestations familiales lui soient payées suivant le barème de la Communauté économique européenne. Il lui a été répondu qu'il était nécessaire dans ce cas qu'elle ait la qualité de salarié, alors qu'elle est travailleur indépendant. Cette réponse ajoutait que des dispositions particulières étaient prévues en faveur des départements frontaliers, mais qu'elles n'étaient pas applicables aux familles résidant dans l'Oise. La discrimination ainsi faite entre travailleurs salariés et travailleurs indépendants et entre parents résidant dans les départements frontaliers et parents résidant dans d'autres départements apparaît extrêmement regrettable, c'est pourquoi il lui demande s'il envisage une modification des dispositions applicables en cette matière, de telle sorte que les parents se trouvant dans une situation analogue à celle qui vient d'être exposée puissent bénéficier des prestations familiales.

7211. — 20 février 1968. — **M. La Combe** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que la ville d'Angers attribue chaque année au titre de l'article 7 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959, une « allocation aux familles pour frais de surveillance des enfants aux études ». L'article 7 est ainsi libellé : « Les collectivités locales peuvent faire bénéficier des mesures à caractère social, tout enfant, sans considération de l'établissement qu'il fréquente ». Une circu-

laire ministérielle du 14 février 1961 stipule à l'article 2 : « L'article 7 de la loi du 31 décembre 1959 ne s'applique pas aux établissements scolaires eux-mêmes, mais aux élèves fréquentant tous les établissements d'enseignement quel que soit le statut. Il concerne seulement des mesures de caractère social qui, visant à aider, faciliter, encourager la fréquentation et le travail scolaire, ne représentent pas à proprement parler des dépenses de fonctionnement des établissements ». La direction de l'U. R. S. S. A. F. a fait savoir aux écoles privées que ces allocations tombaient sous le coup de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale et que par conséquent les charges sociales devaient être payées. Cette interprétation résulte du fait que pour des raisons de simplification, l'administration municipale fait effectuer le versement de ces allocations aux professeurs ayant assuré la surveillance, par l'intermédiaire des associations gestionnaires des écoles, alors que juridiquement elles devraient être mandatées à chaque famille ayant confié un ou plusieurs enfants à la surveillance, les familles ayant alors la charge de rémunérer les maîtres. Il s'agit donc « d'honoraires » versés aux professeurs par les familles ayant demandé l'organisation de la surveillance, de la même façon que s'ils faisaient garder leurs enfants à leur domicile. En outre, il n'y a aucun « lien de subordination » entre les écoles et les maîtres dans l'exercice de ces fonctions de surveillance extra-scolaire. Il lui demande s'il peut lui faire connaître sa position à l'égard du problème qui vient d'être exposé.

7224. — 21 février 1968. — **M. Deschamps** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que lors d'un licenciement, l'employeur peut, pour des raisons personnelles, soutenir que ledit congédiement l'a été en raison de fautes graves commises par le salarié en cause. Il lui demande en conséquence : 1° si ce simple fait a pour effet de priver les salariés des indemnités de chômage auxquelles ils peuvent prétendre ; 2° si, dans le cas où la faute grave ne serait pas admise par un jugement du conseil de prud'hommes, le salarié peut, le cas échéant perdre le bénéfice de l'indemnité de chômage pendant le temps qui se serait écoulé entre sa demande d'emploi à la main-d'œuvre et celle où il pourrait justifier que la faute grave n'a pas été admise par la juridiction compétente ; 3° dans la négative, quelles sont les raisons qui pourraient motiver une situation qui apparaîtrait comme étant préjudiciable au salarié victime d'une situation qu'il subit et qui, éventuellement pourrait être tenu pour responsable d'une appréciation abusive de textes qui n'ont très certainement pas voulu porter atteinte aux droits reconnus des salariés sans emploi.

7232. — 21 février 1968. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre des affaires sociales** la situation dramatique dans laquelle se trouvent placés des dizaines de milliers de familles dont le chef est frappé par la maladie ou le chômage et qui ne peuvent faire face aux charges du foyer, en particulier au paiement des loyers. Ceux-ci atteignent dans les immeubles récemment construits, soit par des sociétés immobilières comme la S.C.I.C., soit par des sociétés d'H.L.M., 300 à 450 F pour un F4. Ces loyers déjà exorbitants pour des salaires mensuels de 700 à 900 F, fréquents dans la région parisienne, sont à la lettre insupportables pour des familles dont la seule ressource est l'allocation de chômage ou l'allocation journalière de la sécurité sociale. Dans ce cas, le montant du loyer absorberait presque intégralement le montant de l'allocation. Il s'ensuit une impossibilité absolue de payer la quittance de loyer, les retards s'accumulent avec la menace angoissante de l'expulsion qui pèse à terme sur ces familles. Il lui demande s'il n'entend pas d'urgence créer une allocation logement particulière pour permettre à ces familles de payer régulièrement leur loyer pendant la période du chômage ou de la maladie du chef de famille.

7248. — 22 février 1968. — **M. Gaudin** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur le cas d'une personne de nationalité espagnole au service depuis 1931 d'un agriculteur rapatrié d'Algérie en 1962. Cette personne qui atteindra 65 ans, l'âge de la retraite, dans les mois prochains ne peut obtenir la validation des services passés pour lesquels elle a régulièrement cotisé à une caisse algérienne. En effet elle ne bénéficie pas de la qualité de rapatriée ayant après son départ d'Algérie, passé trois mois en Espagne avant de rejoindre son employeur en France. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il estime possible de prendre en faveur de cette personne âgée qui a fait l'effort de prévoyance nécessaire pour ses vieux jours et que seuls des événements politiques dont elle n'est pas responsable empêchent d'obtenir une retraite normale.

7277. — 22 février 1968. — **M. Houël** expose à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** que la situation de l'emploi continue à se dégrader dans la région lyonnaise, que par ailleurs, la C. I. F. T. E. site route d'Heyrieux, à Lyon (7^e), vient de faire savoir qu'elle se

proposait de licencier 113 salariés, invoquant le prétexte d'une baisse de programme alors qu'il y a quatre mois, cette entreprise, embauchait encore du personnel. Il lui demande : 1° si cette situation ne lui semble pas anormale et quelles dispositions il compte prendre pour refuser les licenciements ainsi demandés ; 2° dans le cas contraire, quelles dispositions la direction de cette entreprise entend prendre pour assurer le reclassement du personnel licencié en maintenant à celui-ci les avantages acquis.

7287. — **M. Manceau** expose à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** qu'à l'usine Rhadium de Saint-Calais Sarthe une cinquantaine de personnes viennent d'être licenciées : certaines d'entre elles étant âgées de cinquante-cinq à soixante-cinq ans, ne pourront retrouver du travail. Par ailleurs, il convient de signaler que dans cette entreprise, les salaires sont anormalement bas. Ces deux faits portent préjudice, non seulement aux travailleurs qui en sont les premières victimes mais aussi à la vie économique de Saint-Calais et de ses environs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer le plein emploi dans cette catégorie ; 2° pour imposer aux employeurs et notamment à la Société Rhadium le paiement de salaires décents ; 3° pour permettre aux travailleurs âgés frappés de licenciement, de bénéficier d'une pré-retraite leur permettant de conserver leurs droits à la retraite des vieux travailleurs salariés.

7292. — 22 février 1968. — **M. de Grailly** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les cas d'exonération de cotisations d'allocations familiales pour les travailleurs indépendants. Le décret n° 67-585 du 18 juillet 1967 a modifié les conditions exigées, à cet égard, par le décret n° 61-744 du 17 juillet 1961. L'insuffisance du revenu professionnel, s'il est inférieur au salaire servant de base au calcul des prestations constitue désormais une condition suffisante d'exonération des cotisations. Il s'agit d'un assouplissement appréciable de la réglementation antérieure, dans la mesure où la condition cumulative d'âge n'est plus exigée, dès lors qu'il est justifié de l'insuffisance des ressources procurées par l'activité considérée. Mais il en résulte que les assujettis âgés de soixante-cinq ans et plus, ou de soixante ans pour les femmes seules, se trouvent désormais soumis au régime de droit commun sans qu'il soit prévu aucune exonération spéciale en leur faveur. Ce système ne tient donc pas compte de la situation particulière de ces personnes âgées tenues de continuer à exercer leur activité au-delà d'un âge où la plupart des salariés jouissent d'une retraite leur assurant un revenu généralement supérieur à celui pris en considération par le texte susvisé. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas opportun de compléter les dispositions du décret du 18 juillet 1967 en portant à un multiple du salaire de base retenu pour le calcul des allocations familiales, le montant du plafond des revenus ouvrant droit à l'exonération des cotisations pour les travailleurs indépendants âgés de soixante-cinq ans, cet âge étant réduit à soixante ans pour les femmes seules.

7274. — 22 février 1968. — **M. Lemoine** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il peut lui préciser : 1° le montant total des dépenses relatives à la construction du foyer de progrès agricole de Meymac ; 2° l'usage qui est fait actuellement des locaux de ce foyer de progrès agricole ; 3° la perspective d'utilisation de ces locaux.

7212. — 20 février 1968. — **M. Tomasini** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que la loi du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance a prévu que les demandes de délivrance du titre de combattant volontaire de la Résistance devaient être formulées dans le délai d'un an suivant la publication du règlement d'administration publique pris pour son application. Ce R. A. P. date du 21 mars 1950, mais des prorogations successives ont été accordées, si bien que la forclusion n'a été opposée aux demandeurs de carte de combattant volontaire de la Résistance qu'à compter du 1^{er} janvier 1959. Sans doute ce délai peut-il apparaître comme ayant eu une durée suffisante. Il convient cependant de noter que de nombreux dossiers ont été égarés par les organismes qui s'étaient chargés de les constituer. D'ailleurs, il faut observer en ce qui concerne les déportés et internés résistants que le délai de forclusion a été relevé pendant un an, et s'agissant des candidats à la carte de combattant qu'aucun délai ne leur a été imposé pour présenter leur demande. L'existence d'un délai de forclusion n'apparaissant pas justifiée lorsqu'il s'agit de faire valoir des droits qui ne semblent pas pouvoir être prescrits, il lui demande en conséquence s'il compte proposer une levée définitive, ou tout au moins provisoire, de la forclusion opposable aux candidats à la carte de combattant volontaire de la Résistance.

7241. — 21 février 1968. — **M. Marceau Laurent** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que, par suite de sa décision de dissolution en 1966 des commissions départementales, chargées de l'examen des demandes d'attribution de la carte de combattant, de nombreux dossiers sont restés en suspens dans les services départementaux. Il lui demande s'il n'envisage pas de créer de nouvelles commissions chargées de reprendre le cours des travaux suspendus, et, le cas échéant, à quelle date.

7171. — 17 février 1968. — **M. Ponceillé** expose à **M. le ministre des armées** qu'un renfort sérieux pourrait être donné à la gendarmerie nationale, dans le domaine de la police de la route, en créant, dans le cadre de cette arme, des unités spécialisées, à base de soldats du contingent. Sur le plan des principes ce projet ne paraît devoir rencontrer aucune objection : des jeunes gens sont, ou doivent, être affectés au titre du service national, à des unités de sapeurs-pompiers, à des équipes de sauvetage-déblaiement, à des unités de garde-côtes de la marine marchande, à des organismes socio-éducatifs du ministère de la jeunesse. On ne voit donc pas pourquoi ils ne pourraient collaborer à la sécurité routière. Sur le plan de l'efficacité les jeunes recevraient une instruction poussée concernant les règles de la circulation, les transmissions, le secourisme, etc., en plus de leur instruction militaire de base, ils pourraient, en cas de nécessité, participer à la défense opérationnelle du territoire spécialement dans la protection et la régulation des transports. Sur le plan pratique il paraît possible de constituer des escadrons dérivés des escadrons d'active de gendarmerie mobile, puisque le système des escadrons dérivés à base de réservistes a déjà été longuement étudié. En somme cette institution ne créerait que peu de dépenses au regard des avantages qu'elle apporterait. Les mesures de détail concernant l'organisation, les missions paraissent devoir être réglées sans difficulté. Les jeunes hommes, participant, sous l'uniforme, à la protection de leurs concitoyens, ressentiraient certainement l'utilité immédiate de leurs tâches, et le sentiment de leurs responsabilités personnelles. Enfin, ces escadrons, institués à l'intérieur de la gendarmerie, seraient dans le cadre d'action défini par la réponse n° 6998 parue au *Journal officiel* du 8 décembre 1967. Il lui demande : 1° si ces propositions recueillent son agrément, ce qu'il compte faire pour les promouvoir ; 2° dans la négative, pour quelles raisons.

7172. — 17 février 1968. — **M. Ponceillé** demande à **M. le ministre des armées** de lui faire connaître : 1° le nombre d'enquêtes effectuées en 1967 à Paris (circonscription de la préfecture de police) et dans les dix plus grandes villes de France par la gendarmerie nationale, au profit des ministères civils ; 2° le nombre d'infractions (par catégorie) relevées, et celui des malfaiteurs arrêtés par la gendarmerie et sur les mêmes territoires, c'est-à-dire que soit établi pour l'année 1967 un tableau analogue à celui publié au *Journal officiel* (débat) du 9 juillet 1966, en réponse à sa question n° 19927 du 7 juin 1966.

7173. — 17 février 1968. — **M. Ponceillé** demande à **M. le ministre des armées** pour quelles raisons l'important problème de l'aide à la construction en faveur des gendarmes n'a pas encore reçu de solutions conformes à l'équité. Il attire son attention sur le fait que les réponses du ministre de la construction et de l'urbanisme, aux diverses questions traitant de ce sujet et déposées par des parlementaires, se bornaient à exposer une réglementation de caractère général, applicable aux fonctionnaires civils et militaires obligés d'occuper un logement dit de fonction. Or le cas particulier des gendarmes en service permanent et en état de disponibilité permanente, demande une réglementation particulière. En raison des répercussions de cette question sur le moral et la vie même des personnels de la gendarmerie, il appartient au ministre des armées de la faire étudier et de proposer toutes mesures justes et nécessaires. Il faut rappeler que : 1° l'obligation du logement en caserne, l'obligation d'intervenir à tout moment même à la place de fonctionnaires absents de leurs bureaux ou de leur poste, constituent une sujétion de tous les jours et de tous les instants pour les gendarmes et un grave inconvénient pour les familles ; 2° l'avantage matériel du logement en caserne n'existe plus, car les gendarmes paient un loyer sous forme d'une réduction d'indemnité et ne perçoivent pas l'allocation logement, alors que beaucoup de fonctionnaires civils sont logés par l'Etat dans les H. L. M. à loyers avantageux et perçoivent l'allocation logement ; 3° le logement en caserne des gendarmes constitue une opération avantageuse pour l'Etat parce que pour remplacer une brigade encasernée par une brigade de fonctionnaires ne fournissant que huit heures de travail par jour, et obtenir les mêmes résultats, il faudrait un effectif à peu près triple. L'Etat aurait donc à payer beaucoup plus d'hommes, et il devrait leur verser les allocations logements et devrait encore les loger en H. L. M. On pourrait aussi mentionner au bénéfice de l'Etat, les avantages moraux et pratiques du logement en caserne : communauté de pensée, surveillance des matériels, continuité du

service, mobilité des personnels, etc. Si on étudie la question sur un plan plus élevé, il faut bien constater que le mode de vie des gendarmes, compte, au regard des mœurs actuelles, des servitudes anachroniques. Ces servitudes sont nécessaires mais elles devraient être assorties de compensation au lieu d'être la cause de pénalisation. D'autant plus que l'Etat en tire des avantages considérables. Les gendarmes se rendent compte en prenant leur retraite qu'ils n'ont pas de logement, alors que s'ils avaient pris une autre voie, ils en posséderaient un, payé pour la plus grande partie par l'Etat. Ce traitement injuste et discriminatoire agit sur le moral du personnel de la gendarmerie et nuit au recrutement de cette arme.

7124. — 16 février 1968. — **M. Métayer** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation suivante : un lotisseur a acquis avant 1960, en payant le droit de mutation, divers terrains et réalisé des ventes de lots dès avant le 15 mars 1963 : ces lots étant destinés à la construction de maisons d'habitation, les acquéreurs payaient le droit de mutation au taux réduit de 4,20 p. 100. Depuis le 15 mars 1963, les lots ont été vendus, en accord avec le service local de l'enregistrement, pour un prix hors taxes, l'acquéreur payant la T. V. A. au taux réduit de 4,166 p. 100. A partir du 1^{er} janvier 1968, le lotisseur va vendre ses lots moyennant un prix T. V. A. comprise. Il lui demande s'il peut lui confirmer que ce lotisseur est autorisé à récupérer la T. V. A. sur les travaux faits par lui dans ses lotissements du 15 mars 1963 au 31 décembre 1967, bien que pendant cette période la T. V. A. exigible à l'occasion des ventes de lots ait été réglée par les acquéreurs : une non-récupération desdites taxes apparaîtrait en effet contraire au principe même de la T. V. A.

7131. — 16 février 1968. — **M. Poudevigne** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si dans les conversations qu'ils a eues à Moscou avec les dirigeants de l'U.R.S.S. il a pu évoquer le problème du remboursement des dettes des emprunts russes.

7134. — 16 février 1968. — **M. Caffin-Bazin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si la redevance des droits d'auteur et des taxes dues au contributions indirectes est obligatoire pour toutes les fêtes organisées par diverses sociétés à but non lucratif, telles que sociétés de sports, maisons des jeunes, sous des écoles, etc. ou si une exonération partielle ou totale peut être accordée sur demande présentée par les dirigeants des associations intéressées.

7138. — 16 février 1968. — **M. Mermaz** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** pourquoi les assurances-vie souscrites entre 1958 et 1962 ne sont pas déductibles dans les déclarations des revenus faites chaque année pour l'établissement des impôts sur le revenu (impôt sur le revenu des personnes physiques) sauf si le manquant de la prime a subi une hausse de 50 p. 100 ; s'il envisage d'apporter une modification à cette disposition.

7144. — 17 février 1968. — **M. Biary** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** dans quelle mesure une inspection des impôts directs peut pénaliser un salarié, alors que ses employeurs n'ont pas assuré en temps voulu le paiement du versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires, bien que les services départementaux de la taxe sur les salaires et des retenues à la source disposent de tous pouvoirs pour récupérer ladite taxe ou ledit versement sur les employeurs fautifs.

7145. — 17 février 1968. — **M. Biary** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que les salariés de maisons étrangères paient déjà au lieu et place de leurs employeurs étrangers les charges patronales de sécurité sociale et les charges patronales de retraite complémentaire (C. C. V. R. P. et I. R. P. V. R. P.). En conséquence, il lui demande pourquoi certaines inspections des impôts directs dévient le droit pour ces salariés au bénéfice de la réduction d'impôt sur les salaires dont il s'agit. En effet, il faut considérer que les salariés d'employeurs français ne subissent pas directement la charge du versement forfaitaire de 5 p. 100, mais la subissent indirectement dans le coût des produits consommés. Dans ces conditions, si l'interprétation de l'administration rejoint celle de certaines inspections des impôts, alors il faut admettre qu'un autre salarié français subit à la fois la charge d'impôt issue du non-bénéfice de la réduction d'impôt sur salaires d'origine étrangère, mais subit à la fois encore la charge indirecte dans le coût des produits consommés.

7146. — 17 février 1968. — **M. Biary** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**: 1° si l'article 8 de la loi du 6 janvier 1966 portant réforme de la T. V. A., et prévoyant un certain nombre d'exonérations, s'applique également aux représentants de commerce qui ne sont pas liés aux maisons qu'ils représentent par un contrat de louage de services mais par un contrat de mandat. Tel est le cas par exemple des sociétés commerciales assujetties à l'impôt sur les sociétés qui exercent la profession de représentant et sont liées par contrat à des firmes dont elles assurent la représentation dans un secteur délimité; 2° dans l'affirmative, si une société se trouvant dans le cas exposé ci-dessus, et de ce fait exclue du régime de la T. V. A., aurait la possibilité d'opter pour son assujettissement à cette taxe.

7148. — 17 février 1968. — **M. La Combe** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêts économiques. Le rapport qui précède le texte de cette ordonnance précise qu'elle se propose d'ouvrir aux activités économiques un cadre juridique mieux adapté aux caractéristiques d'un grand nombre d'entre elles, comme aux intentions de leurs promoteurs. Les nouveaux groupements d'intérêts économiques dont elle rend possible la création doivent permettre aux « entreprises désireuses de conserver leur individualité et leur autonomie de mettre en commun certaines de leurs activités, telles que: comptoirs de vente, bureaux d'exportation et d'importation, organismes de recherche ». Il semble que les groupements d'intérêts économiques peuvent être constitués par des entreprises à vocation très différente pour effectuer leurs transports, c'est ainsi que de telles entreprises pourraient envisager de créer des groupements qui seraient chargés d'effectuer les transports de l'une de ces entreprises dans le sens Province—Paris, cependant que les mêmes camions effectueraient les transports d'autres produits dans le sens Paris—province pour une autre des entreprises adhérentes au groupement. Une telle activité paraît répondre parfaitement au but de ces groupements. Cependant, certaines entreprises qui l'envisagent ne peuvent courir le risque de se trouver en infraction avec la coordination des transports routiers et craignent donc que de tels transports ne puissent être autorisés car ils seraient en infraction avec le décret du 14 septembre 1949 modifié ainsi qu'avec les décrets du 28 juillet 1965 et la circulaire du 6 août 1965. Toutefois, à compter du 1^{er} juillet 1968 les frontières vont être largement ouvertes en Europe et les transports routiers français devront faire face à la concurrence des transports allemands, belges et surtout néerlandais. Si les groupements d'intérêts économiques, compte tenu des textes précédemment rappelés, ne peuvent pas effectuer des transports pour des entreprises à vocation très différente, rien n'empêcherait deux ou trois sociétés de fonder une société de transports dont le siège social serait au Pays-Bas, les camions étant immatriculés aux Pays-Bas, le lieu d'exploitation se trouvant en France, à moins que de nouvelles dispositions n'interviennent avant le 1^{er} juillet 1968 pour s'opposer à une telle pratique. Compte tenu des difficultés que peuvent connaître les entreprises françaises pour créer des groupements d'intérêts économiques susceptibles d'assurer leurs transports dans les conditions qui viennent d'être exposées, ainsi que des moyens détournés qui peuvent actuellement être mis en œuvre dans le cadre du Marché commun, il lui demande de lui préciser, en accord avec son collègue **M. le ministre des transports**, si l'ordonnance du 23 septembre 1967 permet la création de groupements d'intérêts économiques ayant l'activité envisagée.

7150. — 17 février 1968. — **M. La Combe** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des habitants de la ville d'Angers, propriétaires de la maison qu'ils occupent, qui vont être amenés à engager des dépenses relativement importantes en raison de l'obligation qui leur est faite d'effectuer le raccordement des installations sanitaires aux collecteurs d'égouts en cours d'aménagement dans cette ville. Ces petits propriétaires auront à supporter, non seulement la dépense obligatoire de 750 francs pour le raccordement extérieur mais, encore, tous les frais résultant des raccordements intérieurs, ceux-ci nécessitant dans certains cas, le changement des appareils sanitaires et parfois l'installation de canalisations longues et le percement de sols ou de murs épais dans les constructions anciennes. Ces travaux entraîneront des dépenses variables mais qui peuvent atteindre des sommes comprises entre 2.000 et 5.000 francs et même plus. Or, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques, si la valeur locative des maisons occupées par leurs propriétaires n'est plus incorporée dans leurs revenus, en contrepartie les travaux effectués dans ces maisons ne peuvent plus venir en déduction des revenus. Ces dispositions lésent évidemment les propriétaires lorsque le montant des travaux effectués dépasse la valeur locative des maisons. Tel est le cas en ce qui concerne le raccordement à l'égout. L'article 11, paragraphe II de

la loi de finances pour 1965 a cependant prévu que les propriétaires peuvent déduire directement de leur revenu global, pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les dépenses de ravalement des immeubles qu'ils occupent dont le montant peut être déduit des revenus jusqu'à un maximum de 5.000 francs, cette disposition étant semble-t-il destinée à tenir compte du fait qu'il s'agit de travaux qui ont été rendus obligatoires. Il semblerait donc normal que des mesures analogues soient prises pour les travaux de raccordement d'égouts puisqu'ils sont obligatoires à Angers. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures tendant à ce que les propriétaires se trouvant dans la situation qui vient d'être exposée ne soient pas appelés à payer des impôts s'appliquant à des dépenses auxquelles ils ne peuvent échapper.

7154. — 17 février 1968. — **M. Alain Terrenore** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 14-2-f de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires prévoit que le taux intermédiaire de 13 p. 100 de la T. V. A. est applicable « à la construction, à la livraison, à la réparation ou à la réfection des voies et bâtiments de l'Etat et des collectivités locales ainsi que de leurs établissements publics ». Il lui expose que cette disposition a pour effet de pénaliser les écoles privées sous contrat, lesquelles pour les mêmes travaux exécutés dans les mêmes communes et pour les mêmes enfants, subiront une imposition plus élevée de 3,66 p. 100 que les écoles publiques. De même, les maisons de retraite à caractère confessionnel subiront le même préjudice, bien qu'elles ne puissent librement disposer de leurs biens. En effet, bien que de telles collectivités soient considérées comme privées, lorsqu'elles veulent aliéner leurs biens, elles sont soumises à une autorisation de la puissance publique qui se traduit par un décret autorisant l'aliénation. Il semblerait donc normal que le fait de disposer ou non librement de ses biens puisse être le critère retenu pour déterminer si une collectivité a, ou non, un aspect purement privé et doit donc, s'agissant de ses travaux immobiliers être imposée au taux de 16,66 p. 100 ou au taux de 13 p. 100. Il lui demande s'il envisage, lorsqu'il s'agit d'écoles privées sous contrat ou de maisons de retraite à caractère confessionnel ne pouvant disposer librement de leurs biens, de les assimiler aux établissements publics, afin qu'elles ne soient éventuellement soumises, à propos de leurs travaux immobiliers, qu'à la T. V. A. au taux intermédiaire de 13 p. 100.

7157. — 17 février 1968. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui indiquer si les dispositions insérées dans le décret du 9 mars 1966, annexe I, qui spécifient notamment que « les tarifs sont communiqués à l'assuré social ou à ses ayants droit préalablement à l'admission du malade dans l'établissement », signifient que la direction d'une clinique médicale agréée par la sécurité sociale n'est pas tenue d'affleurer les prix, étant donné que ces derniers sont ceux fixés par un arrêté préfectoral, augmentés, éventuellement, des suppléments convenus entre les parties lors de l'entrée du malade dans l'établissement.

7158. — 17 février 1968. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui faire connaître: 1° comment et dans quelles conditions est évalué le prix de journée d'une clinique médicale, agréée par la sécurité sociale, en ce qui concerne les éléments suivants: a) le logement, qu'il soit à une ou à deux personnes; b) le petit déjeuner; c) le déjeuner de midi; d) le dîner du soir; 2° si ce prix global doit supporter la taxe sur les prestations de services de 8,50 p. 100 ou 9,30 p. 100, l'impôt devant être acquitté sur l'impôt et à partir du 1^{er} janvier 1968 la T. V. A. au taux de 13 p. 100; 3° si ces suppléments fixes peuvent, éventuellement, être incorporés au prix de journée, en accord avec le client, lorsque la fourniture de ces suppléments est constante; 4° si le fait même de justifier de la fourniture des services est de nature à permettre au service du contrôle de considérer qu'il existe un prix de vente illicite, alors que ce dernier n'est, en réalité, qu'un prix forfaitaire facilement vérifiable par le vérificateur.

7159. — 17 février 1968. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui indiquer 1° comment ses services établissent le prix de journée dans une clinique médicale, agréée par la sécurité sociale et quels sont les différents pourcentages compris dans ce prix en ce qui concerne: a) la nourriture, b) le chauffage, c) l'éclairage, d) le loyer; e) le salaire du personnel; f) le salaire de la direction; g) les charges sociales; h) les impôts directs et indirects; i) les frais d'entretien du linge, du matériel, des bâtiments; j) la rémunération du capital engagé; k) tous les autres éléments pouvant intervenir dans l'établissement du prix de revient et dans la détermination du bénéfice légal prévu dans le prix de journée; 2° s'il existe une monographie de l'exploitation d'une clinique médicale par catégories.

7160. — 17 février 1968. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** 1° si, dans l'établissement du prix de journée d'une clinique médicale, agréée, par la sécurité sociale, l'exploitant a la possibilité, lorsque son épouse et un enfant sont effectivement occupés à des travaux permanents dans l'établissement, de tenir compte des salaires qu'ils auraient pu percevoir s'ils avaient été employés comme des salariés ordinaires et ce, dans les conditions d'emploi correspondant aux coefficients prévus par la convention collective des maisons de santé privées; 2° si ces salaires fictifs destinés à l'établissement d'un prix de revient doivent être considérés comme des rémunérations assujetties au paiement des cotisations de sécurité sociale, alors qu'en réalité ils seront partie intégrante des bénéfices d'exploitation lors de l'arrêté des comptes en fin d'exercice.

7162. — 17 février 1968. — **M. Barberot**, se référant aux dispositions de l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite, appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des fonctionnaires qui ont élevé deux enfants dont un enfant incurable. Il lui rappelle que, du point de vue fiscal, un enfant grand invalide est considéré comme représentant pour les parents une charge équivalente à celle de deux enfants normaux, puisque, conformément aux dispositions de l'article 195-2 du code général des impôts, le quotient familial est augmenté d'une part entière au lieu d'une demi-part pour chaque enfant titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Une considération analogue devrait être retenue pour l'application des dispositions du code des pensions relatives à la majoration accordée aux fonctionnaires titulaires ayant élevé au moins trois enfants. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de prendre toutes mesures utiles, soit par voie réglementaire, soit par le dépôt d'un projet de loi, afin que, pour l'application de l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite, un enfant grand invalide soit assimilé à deux enfants normaux, ce qui permettrait d'accorder la majoration de 10 p. 100 aux fonctionnaires ayant élevé deux enfants dont l'un est un enfant incurable.

7165. — 17 février 1968. — **M. Michel Jacquet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les terrains destinés à la réalisation d'espaces verts, et non à la construction, rentrent dans le champ d'applications des dispositions de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 relatives à l'imposition de certaines plus-values foncières.

7166. — 17 février 1968. — **M. Jacques Barrot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des entreprises de transports routiers de voyageurs auxquelles l'application du taux de 13 p. 100 pour l'assujettissement à la T.V.A. impose une charge qui leur est très difficile de supporter. Si des décisions ne sont pas prises en faveur de cette catégorie de professionnels, un grand nombre de ceux-ci seront dans l'obligation de cesser leur activité et cette disparition causera une gêne aux populations rurales. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de donner une suite favorable aux requêtes formulées par ces entreprises tendant à obtenir : 1° la réduction à 6 p. 100 du taux de la T.V.A. qui leur est applicable (en Allemagne, les services réguliers de transports de voyageurs inférieurs à 50 km sont imposés à 50 p. 100 du taux normal — soit 5 p. 100 — et en Hollande, on prévoit un taux de 4 p. 100; 2° la possibilité de déduire de la T.V.A. dont elles sont redevables, le montant des taxes incorporées dans le prix des carburants et le coût des primes d'assurance.

7167. — 17 février 1968. — **M. Christian Bonnet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 766 du code général des impôts prévoit qu'« est réputé au point de vue fiscal faire partie, jusqu'à preuve contraire, de la succession de l'usufruitier, toute valeur mobilière, tout bien meuble ou immeuble appartenant pour l'usufruit au défunt, et pour la nue-propriété à l'un de ses présomptifs héritiers ou descendants d'eux, même exclu par testament, ou à ses donataires ou légataires institués, même par testament postérieur, ou à des personnes interposées, à moins qu'il y ait eu donation régulière et que cette donation, si elle n'est pas constatée dans un contrat de mariage, ait été consentie plus de trois mois avant le décès ». Il lui demande si la donation régulière visée audit article faisant exception à la présomption légale, s'applique aussi bien à la donation de la nue-propriété à un héritier présomptif qu'à la donation de l'usufruit par un héritier présomptif à son auteur.

7168. — 17 février 1968. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'intérêt que présenterait la prolongation du délai prévu pour le dépôt des déclarations des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Traditionnellement, l'administration accorde quelques

jours de délai après le dernier jour de février et il est, dès à présent, permis de penser que la date de dépôt pourrait être reportée du jeudi 29 février au lundi 4 mars, mais il y aurait un intérêt manifeste à accorder une semaine de délai supplémentaire et à reporter la limite au lundi 11 mars. En effet, de nombreuses entreprises ont recours, cette année, à la récapitulation des salaires de leur personnel par machine mécanographique et ont connu de ce fait les inévitables difficultés de tout démarrage. Un sursis a été accordé en ce qui concerne le dépôt des déclarations de la taxe sur les salaires jusqu'à la fin de février, à condition qu'à l'état 2460 des employeurs soient jointes les fiches individuelles pour le personnel employé. Beaucoup d'entreprises termineront leurs vérifications dans les derniers jours de février et ne pourront communiquer à leurs employés leur décompte individuel qu'à ce moment. Il serait donc souhaitable d'admettre d'une manière générale que quelques jours de délai supplémentaire seront accordés aux particuliers pour procéder au dépôt de leur déclaration. Il lui demande s'il a l'intention de prendre une mesure libérale en ce sens.

7175. — 17 février 1968. — **M. Vivier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'inégalité fiscale qui est faite aux retraités. Ceux-ci en effet sont doublement pénalisés lorsqu'ils déclarent leurs ressources pour la détermination de ce qu'on appelle le revenu imposable : 1° alors qu'une fraction substantielle des rentes ou allocations acquises à titre onéreux peut être déduite du revenu déclaré, les pensions des retraités sont comptées intégralement comme si elles étaient octroyées à titre gratuit. Il lui demande s'il ne serait pas équitable de considérer que les fonctionnaires et les militaires subissent des retenues sur leurs traitements et soldes pendant la durée de leur carrière active pour constituer leur pension de retraite; 2° seuls les retraités sont frustrés d'une autre déduction. Tous les salariés ont en effet le droit, sans qu'ils aient à donner la moindre justification, de faire sur le montant global de leur salaire ou traitement annuel un abattement forfaitaire d'au moins 10 p. 100 pour frais professionnels. En effet, un retraité a des frais nouveaux que lui impose une adaptation souvent difficile à une situation nouvelle dont les mille désagréments empirent d'année en année et dont le caractère onéreux s'accroît sans cesse : leur état de santé ou leur âge les contraignent souvent à engager des dépenses supérieures à leurs frais professionnels antérieurs.

7177. — 17 février 1968. — **M. Aldoy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences que ne manquent pas d'avoir sur le petit commerce de détail les conventions commerciales dites de « stabilité » passées entre son département ministériel et les groupements commerciaux à pouvoir d'achat concentré tels que magasins populaires, magasins à rayons multiples, supermarchés, etc., en particulier pour la vente des eaux minérales — mentionné dans l'annexe 3 des dites conventions — parmi les produits en baisse. En effet, il arrive que les eaux minérales, boissons gazeuses ou bières soient vendues sous le biais de la pratique des « ventes promotionnelles » à un prix inférieur au prix de revient réel du produit, dont la vente en gros taxée est bloquée à son niveau de 1960. Ainsi le professionnel spécialisé dans la vente de boissons gazeuses n'a pas la possibilité d'opérer une péréquation sur d'autres produits lui permettant ainsi de compenser la perte enregistrée, l'activité que le commerçant non spécialisé est autorisé à faire sur les articles ne figurant pas dans ceux annoncés au titre de « ventes promotionnelles ». Il lui demande s'il ne pense pas qu'une réglementation devrait être définie et applicable au commerce de détail pour la pratique d'un prix de vente plus en rapport avec le prix de revient réel, en interdisant par exemple d'offrir plus d'une fois par an et pendant une durée supérieure à quinze jours consécutifs un même produit. Outre les inconvénients signalés, il rappelle que ce mode de vente porte un préjudice considérable à la vente du vin, le taux de T.V.A. appliqué aux bières, par exemple, étant déjà un motif suffisant de concurrence.

7179. — 19 février 1968. — **M. Bécam** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 238 du code général des impôts la première infraction aux dispositions de l'article 240 du code général des impôts n'est pas sanctionnée lorsque les personnes tenues de souscrire la déclaration prévue par cet article ont réparé leur omission soit spontanément, soit à la première demande de l'administration, avant la fin de l'année au cours de laquelle la déclaration devait être souscrite. Dans une note D. G. du 17 juin 1955, n° 2919, page 14, l'administration a indiqué que les prescriptions insérées au B. O. C. D., 2° partie, n° 5 de 1953, conservent toute leur valeur dans la mesure où elles sont plus libérales que les dispositions légales. En vertu de cette tolérance, le délai actuellement prévu par l'article 238 n'était pas opposé au contribuable qui produisait « une attestation des bénéficiaires des rémunérations certifiant qu'ils les ont comprises dans leurs propres déclarations en temps opportun et, s'ils tiennent une comptabilité, indiquant le folio du livre-journal qui contient

l'inscription de ces rémunérations ». Il lui demande si, compte tenu du fait que les sanctions prévues par l'article 233 du code général des impôts ont essentiellement pour objet d'éviter les pertes de recettes que pourrait entraîner pour le Trésor la non-production de la déclaration prévue par l'article 240, les mesures de tempérament admises par l'administration sont applicables, en cas de première infraction, chaque fois que ce but peut être atteint sans difficulté particulière pour le service ou si, au contraire, l'administration locale est juge de l'application de ces mesures de tempérament. En particulier il lui demande, toujours dans l'hypothèse d'une première infraction : 1° si, dans la mesure où aucune condition de bonne foi n'est plus exigée, l'application des tolérances légales peut être subordonnée à des circonstances de fait telles que, par exemple, la ponctualité habituelle du contribuable, le montant des rehausséments pratiqués par ailleurs, la qualité du bénéficiaire, etc. ; 2° si une omission relevée lors d'une vérification de comptabilité peut être couverte par la remise au vérificateur de l'attestation susvisée et, dans l'affirmative, s'il y a lieu de distinguer selon que les sommes non déclarées ont été reçues par le bénéficiaire au cours d'une période prescrite ou non encore atteinte par la prescription chez ce dernier (omission commise au cours d'un exercice ne coïncidant pas avec l'année civile).

7186. — 19 février 1968. — **M. Pierre Lagorce** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne serait pas possible aux artisans de l'automobile à la fois réparateurs et détaillants essence de ne pas comprendre dans leur chiffre d'affaires le montant des produits pétroliers qu'ils vendent, de façon à ne pas être privés, par l'augmentation excessive dudit chiffre d'affaires, du bénéfice de la décote.

7199. — 20 février 1968. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les caves vinicoles ne sont que des dépositaires des vins qu'elles ont en cave. Leur objet principal est la vinification des vendanges apportées par leurs membres, le logement et la conservation du vin ainsi obtenu. Elles sont donc, à titre principal, des prestataires de services. Accessoirement, et en dehors des ventes du vin qui leur appartient — vin part de cave — soumises obligatoirement à la T. V. A. avec droit de récupération des taxes supportées par elles, elles peuvent être amenées à effectuer, depuis le 1^{er} janvier 1968, deux sortes de ventes à titre d'intermédiaires : 1° des ventes faites d'ordre et pour compte des adhérents qui opteront pour leur assujettissement à la T. V. A. et qui, bien entendu, seront également soumises à cette taxe ; 2° des ventes faites d'ordre et pour compte des adhérents qui n'opteront pas pour ledit assujettissement. Il lui signale que les caves vinicoles ont été invitées à facturer et à acquitter la T. V. A., même sur la deuxième catégorie de ces ventes, ce qui engendrera pour leurs dirigeants des obligations administratives supplémentaires très importantes sans utilité pratique. Il lui demande, si pour les ventes faites pour leurs adhérents non assujettis à la T. V. A., qui resteront les plus importantes et les plus nombreuses et qui, dans la grande majorité des cas seront réalisées avec des négociants en vins, les caves vinicoles ne doivent pas ou ne pourraient pas bénéficier des dispositions du texte de l'instruction administrative du 6 novembre 1967 (chapitre II, section IV, paragraphe E 3) visant les intermédiaires qui s'entremettent dans la réalisation d'achats soumis à la T. V. A. (achats de vins), c'est-à-dire ne pas être recherchées sur ces ventes en paiement de la T. V. A., ledit paiement incombant normalement aux négociants-acheteurs (article 4-17° de la loi du 6 janvier 1966 et article 261 du C. G. I.).

7200. — 20 février 1968. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que pour les ventes de vin réalisées par les caves vinicoles, soit pour leur compte, soit pour le compte de leurs adhérents, le fait générateur de la T. V. A. est la livraison. Il lui signale que, de ce fait, ces caves, dont la trésorerie est très limitée risquent d'avoir à faire l'avance de la T. V. A. au Trésor en cas de paiement des ventes après les délais d'exigibilité de cette taxe, ce qui pourrait entraîner pour elles une gêne financière non négligeable. Il lui demande si, comme cela est prévu pour leurs adhérents assujettis, on ne pourrait pas leur permettre de payer la T. V. A. exigible seulement au moment de l'encaissement du prix (acomptes ou soide).

7202. — 20 février 1968. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'arrêté n° 25494 du 14 décembre 1967 prévoit que les prix des places de cinéma ne peuvent être supérieures à ceux licitement pratiqués dans chaque salle et pour chaque catégorie de places à la date du 1^{er} juillet 1967. Cette prescription est motivée par l'atténuation de la charge fiscale qui, selon l'administration des finances, doit résulter de la mise en vigueur au 1^{er} janvier 1968 de la T. V. A. et plus spécialement de la mise en application de l'article 33 de la loi du 6 jan-

vier 1966. En revanche, il convient de noter que les exploitants de salles cinématographiques ont à supporter la T. V. A. incorporée dans les prix des produits et matériels dont ils ont besoin, sans avoir aucune possibilité de déduction de cette taxe puisque leurs opérations ne sont pas passibles de la T. V. A. Ainsi, l'atténuation de charge subie par l'exploitation cinématographique apparaît tout à fait problématique par suite de la hausse des prix des matériels utilisés. Il lui demande, en conséquence, s'il ne conviendrait pas de revenir sur la décision qui a fait l'objet de l'arrêté du 14 décembre 1967.

7203. — 20 février 1968. — **M. Fouchier** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** la question émise du 19 août 1967, n° 2370, à laquelle il avait été répondu qu'elle faisait l'objet d'une étude. Il lui demande si cette étude est effectuée et s'il peut obtenir une solution au problème posé.

7204. — 20 février 1968. — **M. Morison** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation dans laquelle se trouvent depuis le 1^{er} janvier 1968 les ramasseurs de lait. Il lui précise à ce sujet : 1° que certains des industriels auxquels cette production est livrée règlent leurs fournisseurs sur le prix de base de 1967 majoré de 5 p. 100 de hausse mais diminué de l'incidence effective de la T. V. A., ce qui se traduit en définitive par une baisse de 15 p. 100 exclusivement supportée par les intéressés ; 2° que ceux des industriels qui effectuent eux-mêmes les règlements aux producteurs se trouvent de ce fait dispensés d'avoir à payer le montant de la T. V. A. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux ramasseurs de lait de pouvoir continuer d'exercer une activité qui, déjà peu rémunératrice avant le 1^{er} janvier 1968, risque maintenant de ne plus présenter aucun intérêt.

7205. — 20 février 1968. — **M. Morison** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation particulièrement difficile dans laquelle se trouvent les entrepositaires et grossistes d'eaux minérales qui, sans avoir la possibilité d'augmenter leurs prix de vente, doivent acquitter aujourd'hui le montant de la T. V. A. alors qu'ils n'étaient précédemment assujettis qu'à la taxe locale. Il lui précise que si certains magasins d'alimentation vendent les eaux minérales strictement à leurs prix de revient et parfois même en-dessous de celui-ci, une telle pratique n'est possible que parce qu'ils compensent le manque à gagner sur cet article par les bénéfices qu'ils réalisent sur d'autres. Il lui demande s'il n'estime pas qu'en raison de la situation particulière dans laquelle se trouvent les intéressés il serait nécessaire, soit de leur appliquer le régime spécial de T. V. A., soit de les autoriser à majorer leur marge bénéficiaire demeurée inchangée depuis 1959.

7206. — 20 février 1968. — **M. François Bénard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que si la T. V. A. est un impôt logique et simple voulant frapper également tous les biens de consommation quel qu'en soit le circuit de distribution, son application pose un problème dans le cas de la prothèse dentaire. Dans ce domaine trois circuits de distribution sont possibles : 1° dans les laboratoires de mutuelles et de caisses de sécurité sociale. Il lui demande quel sera le régime fiscal de ceux-ci ; 2° dans les laboratoires inscrits au registre des métiers. La fabrication d'une prothèse consiste en la transformation de matériaux et fournitures divers en vue de la construction d'un appareil individuel, fonctionnel ou esthétique. Ces travaux, assujettis à la T. V. A., sont revenus exclusivement à des chirurgiens dentistes ou à des médecins stomatologistes qui n'en sont pas les consommateurs mais qui, en tant que membres de professions libérales, ne pourront récupérer la T. V. A. lors de la revente à leurs patients qui sont eux, les véritables consommateurs ; 3° dans les laboratoires dépendant directement d'un chirurgien dentiste ou d'un médecin stomatologiste. Ces praticiens, outre leur travail de cabinet, ont la possibilité de diriger leur propre laboratoire de prothèse dentaire et d'y employer un certain nombre d'ouvriers salariés. Cette « fourniture à soi-même » n'est jusqu'à présent assujettie à aucune taxe. La réforme fiscale, remplaçant la taxe locale ou la T. P. S. par la T. V. A. ne s'applique donc pas à ce type de laboratoire. Cette discrimination fiscale semble tout à fait anormale, les praticiens de la troisième catégorie bénéficiant outre un prix de revient moins élevé, d'une détaxe totale. Cette situation désavantage les cabinets de faible et moyenne importance ainsi que les artisans et industriels de la prothèse dentaire. Cette inégalité des taxes, pouvant influencer les patients dans le choix du praticien, va à l'encontre du libre jeu de la concurrence et peut nuire à la qualité des soins et des travaux pratiqués. En effet, la prothèse dentaire nécessite chaque jour l'utilisation de techniques de plus en plus complexes et diversifiées ; les investissements y sont une nécessité ainsi que

l'emploi de personnel hautement qualifié et spécialisé, ceci dans le seul but d'offrir une prothèse de qualité. Il semblerait anormal que soient favorisés les laboratoires dépendant directement des chirurgiens dentistes, qui n'ont pas toujours les mêmes soucis et dans lesquels des notions de rentabilité conduisent à des travaux plus routiniers. Il lui demande s'il peut prévoir des modalités d'application de la T. V. A. dans le cas de la prothèse dentaire tels que dans les différents circuits de distribution précités les taxes soient fixées de manière équivalente.

7215. — 21 février 1968. — **M. Kaspereit** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° quelles sont, pour l'application des dispositions de l'article 180 du code général des impôts, les conséquences qu'entraîne pour un contribuable la possession d'un appartement dont il se réserve la jouissance; 2° quels sont parmi les éléments suivants, ceux qui doivent être pris en considération : charges de copropriété ou locatives, dépenses d'entretien, d'amélioration ou d'embellissement, valeur locative ou revenu net foncier déterminé conformément aux dispositions des articles 30 et 31 du C. G. I.; 3° quelles ont été en la matière les conséquences de l'article 11 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 repris à l'article 15 II du C. G. I. supprimant la taxation des revenus de logements dont le propriétaire se réserve la jouissance.

7222. — 21 février 1968. — **M. Bouthière** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation d'un agriculteur fermier exploitant, avec ses enfants, un domaine qui a été mis en vente. Ce domaine a été acquis par l'exercice, en faveur de l'un des enfants, du droit de préemption tel qu'il est déterminé par le statut du fermage. Il lui demande si cette mesure permet à l'enfant en cause de bénéficier des mêmes avantages fiscaux que ceux qui auraient été consentis au père, à titre personnel, savoir exonération totale des droits de timbre, des droits de mutation et des taxes locales. Il lui précise, en outre, que le bénéficiaire réel du droit de préemption s'engage à respecter toutes les conditions prévues par la loi sur les cumuls et à tenir l'engagement d'exploiter pendant cinq années.

7225. — 21 février 1968. — **M. Deschamps** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un commerçant qui, avant l'application de la T. V. A. était au forfait pour son chiffre d'affaires, peut se voir réclamer par l'administration des contributions indirectes, un acompte provisionnel plus que doublé par rapport au précédent; que la régularisation, après la déduction de la T. V. A. payée aux fournisseurs, ne pourra très certainement pas avoir lieu avant 12 à 18 mois, c'est-à-dire qu'en fait l'administration a peut-être pensé qu'étant donné la situation économique actuelle, ledit commerçant devrait plus que doubler son chiffre d'affaires en 1968. Il lui demande en conséquence : 1° si la situation ci-dessus n'a pas seulement pour effet : a) d'augmenter la participation du commerçant à la relance de l'impôt en procurant ainsi des rentrées budgétaires « anormales » non négligeables pour le Trésor public, même s'il est vrai qu'il y aura régularisation plus tard; b) de fausser ainsi l'équilibre budgétaire de l'Etat en portant au chapitre recettes des encaissements qu'il faudra sans doute rembourser; 2° si un commerçant qui opérerait comme le fait l'administration ne risquerait pas de se voir pénaliser par le service des prix; 3° quelles mesures il compte prendre en l'affaire pour éviter cette perception d'impôts abusive.

7231. — 21 février 1968. — **M. de Poulpiquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les inconvénients graves que présente pour les jeunes agriculteurs l'obligation qui leur est faite d'obtenir la cession de l'exploitation de leurs parents, père ou oncle, et ces derniers veulent obtenir l'indemnité viagère de départ. Il lui fait remarquer que les charges qui pèsent sur un jeune agriculteur obligé de s'installer et de s'équiper sont déjà très lourdes, un fermage étant généralement beaucoup moins élevé que les annuités d'emprunt pour l'achat d'une exploitation. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'abroger le décret en question mettant dans l'obligation les exploitants agricoles propriétaires d'effectuer une cession de leur exploitation à leurs enfants ou neveux pour bénéficier de l'allocation viagère de départ.

7233. — 21 février 1968. — **M. Estier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que les services extérieurs du Trésor, en plus de leurs tâches traditionnelles qui augmentent sans cesse, sont de plus en plus sollicités par les questions économiques auxquelles ils ont naturellement vocation. Or, ces services, au dévouement desquels le ministre a bien voulu récemment rendre hommage, fonctionnent actuellement dans des conditions très difficiles. C'est ainsi que de nombreux postes

ruraux sont en intérim et que la plupart des postes urbains n'ont pas l'effectif en rapport avec leur expansion souvent considérable. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour pallier les inconvénients de cette situation, notamment par la création d'emplois d'encadrement et d'exécution dans le budget de 1969.

7237. — 21 février 1968. — **M. Boulay** indique à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la taxe sur les salaires prévue aux articles 231 et suivants du code général des impôts est due par les employeurs sur les traitements, salaires, indemnités et émoluments, y compris les avantages en nature, qu'ils versent à leurs salariés mais que, conformément à l'article 51 de l'annexe III du même code, les sommes énumérées à l'article 81 du code général des impôts sont exclues des bases de calcul de cette taxe. Cette exclusion concerne, notamment, les « allocations spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et effectivement utilisées conformément à leur objet ». Or, il lui fait observer que l'article 2 de l'arrêté du 10 juin 1954, modifié par l'arrêté du 20 décembre 1963, limite, en ce qui concerne les centres de vacances, cette exclusion de la base de calcul de la taxe sur les salaires aux seuls frais versés aux fonctionnaires de l'éducation nationale participant à l'encadrement des colonies de vacances organisées par les départements et les communes. Il en résulte une discrimination injustifiée à l'égard des centres de vacances organisés par d'autres personnes et spécialement par les associations type loi de 1901 et par les comités d'entreprise. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître : 1° pour quelles raisons une discrimination est-elle faite sur la nature des frais (stage, équipement, documentation, déplacement, etc.) versés aux personnes chargées d'encadrer les enfants dans des centres de vacances, selon qu'il s'agit ou non de personnes fonctionnaires de l'éducation nationale; 2° quelles mesures il compte prendre pour que cesse la pénalisation qui résulte des mesures restrictives prises, quant au champ d'application des dispositions de l'article 81-1° du code général des impôts, à l'égard des associations loi de 1901 ou des comités d'entreprise qui gèrent des centres de vacances dont le personnel n'est pas issu des services de l'éducation nationale et auquel ils remboursent des frais « inhérents à leurs fonctions ou à leur emploi ».

7239. — 21 février 1968. — **M. Duffaut** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'extension de l'application de la taxe à la valeur ajoutée à de nombreuses entreprises ou petites exploitations personnelles, entraîne des difficultés d'adaptation et des hésitations assez considérables. En conséquence, les comptables et experts comptables sont actuellement submergés de questions posées par des contribuables qui ont le souci de respecter la loi. Ils éprouvent de grandes difficultés pour mener de front le travail particulièrement important qu'ils ont traditionnellement à accomplir en cette période de l'année et le travail supplémentaire que leur impose la documentation des redevables nouvellement assujettis à la taxe. Il lui rappelle qu'il a par avance, remercié les professionnels de la comptabilité pour leur collaboration à la mise en œuvre de la nouvelle législation. Il lui demande si pour tenir compte de ce concours qui a été largement apporté, il ne lui paraît pas opportun d'accorder certains délais exceptionnels pour la production des déclarations et des bilans.

7240. — 21 février 1968. — **M. Jacques Maroselli** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'augmentation annuelle des fonctionnaires de l'Etat est fixée tantôt à 4 p. 100, tantôt à 4,5 pour 100 fractionnée en deux tranches payées à partir d'avril puis d'octobre. En prenant le cas d'un traitement de 1.000 F par mois, l'augmentation qui en résulte est : 1° de 20 francs par mois à compter du 1^{er} avril de l'année budgétaire en cours et de 40 francs à partir d'octobre (4 p. 100); 2° de 25 francs par mois à compter du 1^{er} avril de l'année budgétaire en cours et de 50 francs à partir d'octobre (4,5 p. 100). Il en résulte que dans le premier cas une augmentation globale de 240 francs, soit 2,4 p. 100, et dans le deuxième cas une augmentation globale de 300 francs, soit 3 p. 100. Il lui demande s'il peut lui indiquer comment les services des finances établissent qu'il s'agit d'une augmentation de 4 ou de 4,5 p. 100 suivant le cas.

7243. — 21 février 1968. — **M. Montagne** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui faire connaître s'il est exact que le gouvernement de la Banque de France entend supprimer un certain nombre de comptoirs et, notamment, celui de Louviers. Dans l'affirmative, quels apaisements peuvent être donnés en ce qui concerne les possibilités de reclassement du personnel.

7251. — 22 février 1968. — **M. Périllier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation de plus en plus difficile des transporteurs publics routiers de voyageurs du fait de la baisse croissante de leur trafic. Considérant que la

réduction massive de leur activité porterait un grave préjudice aux moins favorisés et à la vie économique des localités rurales qu'ils desservent, demande s'il lui serait possible d'envisager l'adoption des mesures suivantes en faveur des entreprises de transports intéressées : a) application du taux réduit de 6 p. 100 comme pour les hôtels de tourisme; b) possibilité de déduire de la T. V. A. les taxes frappant les carburants et les assurances, faute de quoi la taxe acquittée par elles est supérieure à la « valeur ajoutée ».

7255. — 22 février 1968. — **M. Chochoy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le sort réservé aux bailleurs de fonds de commerce et à leurs locataires par la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires. En effet, alors que l'article 14-2 c de la loi susvisée soumet d'une façon générale les prestations relatives à la fourniture de logement à la T. V. A., au taux de 13 p. 100, le bénéfice du taux réduit de 6 p. 100 étant de plus accordé aux mêmes prestations fournies, notamment, par les hôtels classés de tourisme, la somme correspondant au loyer de locaux nus donnés en location en même temps qu'un fonds de commerce, doit supporter obligatoirement la T. V. A. au taux de 16,66 p. 100. Etant précisé que cette taxe n'est pas déductible par le locataire, il lui demande, s'il ne serait pas possible de revenir sur la doctrine administrative qui veut que soit imposé aux taxes sur le chiffre d'affaires le montant global du loyer perçu par le bailleur et considérer, à l'avenir, comme civile la location de locaux nus consentie concurremment avec celle intéressant les éléments d'un fonds de commerce. Il lui demande de même si, aux termes des textes actuellement en vigueur, le bailleur peut, à l'occasion de la construction ou de la réfection des immeubles donnés en location, déduire intégralement la T. V. A. facturée par les entrepreneurs auxquels il a eu recours pour effectuer les travaux.

7266. — 22 février 1968. — **M. Doize** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le code général des impôts indique dans son article IV que : « pour la détermination des traitements et salaires à retenir pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les contribuables exerçant les professions désignées dans le tableau ci-dessous ont droit à une déduction supplémentaire pour les frais professionnels, calculée d'après les taux indiqués audit tableau... ». Dans ce tableau figurent notamment les professions : inspecteurs d'assurances des branches vie, capitalisation et épargne : 30 p. 100. D'autre part, l'ordonnance du 4 octobre 1945 modifiée portant organisation de la sécurité sociale et postérieure au code général des impôts, indique dans son article 43 que : « le contrôle de l'application, par les employeurs et les travailleurs indépendants des législations de sécurité sociale est confié aux contrôleurs et inspecteurs de la sécurité sociale désignés par le ministre du travail ». « Le ministre du travail peut autoriser les caisses primaires de sécurité sociale et, le cas échéant, les caisses d'allocations familiales, à confier à certains de leurs agents le contrôle prévu à l'article 43 ci-dessus ». Dans ces conditions, il lui demande s'il entend faire bénéficier par assimilation, les contrôleurs et inspecteurs de la sécurité sociale et notamment les inspecteurs des directions régionales du ministère du travail, les contrôleurs de comptabilité, les contrôleurs des travailleurs indépendants et les enquêteurs des U. R. S. S. A. F., les contrôleurs de la prévention des caisses régionales, les inspecteurs sinistres des caisses primaires, les enquêteurs des caisses d'allocations familiales et les inspecteurs de contentieux des organismes de sécurité sociale de la déduction supplémentaire pour frais professionnels de 30 p. 100 prévus à l'article IV du code général des impôts.

7288. — 22 février 1968. — **M. Leloir** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences des dispositions de l'article 87 de la loi de finances pour 1968. Cet article prévoit que les dépenses occasionnées par le contrôle des établissements industriels et commerciaux classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, sont mises à la charge de ces derniers à dater du 1^{er} janvier alors que depuis toujours les services officiels effectuaient gratuitement ces contrôles. S'agissant des petits revendeurs de gaz, classés en 3^e catégorie qui coulent annuellement 250 à 300 charges et pour lesquels la marge brute est de 250 à 300 francs par an, ceux-ci vont se voir taxés de la somme de 100 francs ce qui ne manquera pas de leur porter le plus grave préjudice. Bon nombre seront contraints de cesser une activité, qui étant déjà peu rémunératrice, risque de devenir délicate. Il lui demande s'il ne lui semble pas équitable d'envisager l'exonération de la taxe en question pour certains établissements classés en 3^e catégorie et en particulier pour les revendeurs de gaz.

7290. — 22 février 1968. — **Mme Aymé de la Chevrelère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'article 87 de la loi de finances pour 1968 lequel prévoit que les

dépenses occasionnées par le contrôle des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, sont couvertes par une taxe spéciale versée par ces établissements. Il lui expose, à cet égard, que les concessionnaires de gaz de pétrole liquéfiés doivent posséder un ou plusieurs emplacements de stockage qui sont généralement classés comme établissements « dangereux, insalubres ou incommodes » de deuxième classe. Ces concessionnaires vont devoir payer une taxe annuelle de 300 francs, c'est-à-dire la même que les établissements de première classe qui comprennent, par exemple, les grandes raffineries de pétrole. Les distributeurs terminaux ou vendeurs de détail de gaz de pétrole liquéfiés sont généralement classés en établissements de troisième classe et si faible que soit leur dépôt de gaz, ils auront à supporter une taxe annuelle de 100 francs. Ces points de vente au nombre de 200.000 en France, assurent d'après les statistiques professionnelles une vente moyenne de 200 à 250 bouteilles de gaz par an et sont rétribués par une commission ou marge brute ne dépassant pas 300 francs par an en moyenne. La nouvelle taxe risque donc d'amputer d'un tiers les marges déjà dérisoires de ces distributeurs. Elle lui demande quelles mesures il envisage de prendre, en accord avec son collègue **M. le ministre de l'industrie**, dans le cadre du décret prévu à l'article 87 précité de façon à ne pas faire supporter aux concessionnaires et distributeurs en cause la charge d'une taxe disproportionnée par rapport à leur bénéfice.

7143. — 17 février 1968. — **Mme Aymé de la Chevrelère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur une circulaire du 16 janvier 1968 émanant de la direction des bibliothèques et de la lecture publique. Cette circulaire prévoit qu'une part des crédits alloués aux bibliothèques centrales de prêts sera utilisée directement par la direction des bibliothèques et de la lecture publique pour des achats de livres effectués par celle-ci, à partir du 1^{er} mars 1968, en faveur des bibliothèques centrales de prêts. Cette mesure est présentée comme la contrepartie de l'augmentation des crédits destinés au développement de la lecture publique, une certaine centralisation des commandes permettant des conditions plus économiques d'achat, étant considérée comme devant entraîner une augmentation du nombre et du choix des livres pouvant être offerts aux lecteurs. Cette circulaire ajoute que le groupement d'achats constitué à cet effet laissera « dans l'ensemble » aux directeurs des bibliothèques centrales de prêts, la liberté du choix de leurs commandes. La centralisation ainsi prévue semble devoir entraîner des conséquences regrettables. Jusqu'à présent les achats fait directement par les directeurs des bibliothèques centrales de prêts auprès des librairies locales permettaient de procéder de manière simple et rapide. Les librairies font habituellement une réduction de l'ordre de 15 p. 100 du prix d'achat et répondent très facilement aux demandes des directeurs de bibliothèques, lesquels peuvent ainsi satisfaire dans les meilleures conditions possibles les demandes des donateurs bénévoles qui souvent expriment tardivement leurs désirs. Les libraires fournissent habituellement dans un délai de 15 jours les commandes qui leur sont remises. Il est vraisemblable que les délais résultant de l'action de l'organisme central d'achats seront plus longs. En conclusion, la rapidité, l'efficacité, la simplicité qui sont les caractéristiques de la procédure actuelle disparaîtront en contrepartie d'économies qui demeurent douteuses. En outre, le coup porté aux libraires de province sera très grave. Ils ne peuvent d'une manière générale subsister que grâce aux commandes faites par les écoles des différents degrés et par celles très importantes et régulières faites par les bibliothèques municipales et centrales de prêts. Cet aspect de la décision prise n'est certainement pas négligeable. Pour toutes ces raisons, et en insistant surtout sur le fait que des mesures centralisatrices dont les excès ont été depuis quelques temps critiqués dans les domaines les plus divers, sont également regrettables dans celui-ci, elle lui demande s'il envisage de rapporter la décision ayant fait l'objet de la circulaire précitée.

7170. — 17 février 1968. — **M. Charles Privat** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** les difficultés que rencontrent sur le plan matériel les instituteurs admis à participer aux stages de formation de maîtres de classes pratiques. Les intéressés sont détachés pour une année scolaire par l'inspecteur d'académie dont il relève et doivent se rendre à l'école normale d'instituteurs ou d'institutrices qui leur est désignée presque toujours dans une autre ville que la leur, souvent dans un autre département. Il n'est prévu ni logement ni pension pour les stagiaires, et aucune allocation ne leur est attribuée. Ces conditions matérielles désavantageuses entraînent donc pour les stagiaires des frais supplémentaires importants (location d'une chambre, déplacements, augmentation des frais d'entretien, nourriture, achat de matériel, livres, etc...). Il lui demande donc s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles permettant d'indemniser les stagiaires des frais supplémentaires qu'ils doivent supporter.

7180. — 19 février 1968. — **M. Robert Fabre** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation peu enviable faite aux personnels auxiliaires de son ministère en particulier pour ce qui concerne la stabilité de l'emploi. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre des dispositions dans le cadre des textes existants (circulaire du 12 juin 1967), pour assurer à ces auxiliaires administratifs le préavis et l'indemnité qui leur sont dus, ainsi qu'une plus grande stabilité d'emploi : 1° en donnant des instructions à M.M. les recteurs pour que les actes d'engagement portent précisément mention de la durée du préavis légal, 8 jours pour un service de moins de 6 mois, 1 mois pour un service de 6 mois à 1 an, 3 mois pour un service supérieur à 1 an ; 2° en invitant M.M. les recteurs à inscrire dans l'acte d'engagement qu'une indemnité (demi mois de traitement pour un service de 1 à 2 ans, 1 mois pour un service supérieur à 2 ans) est due en cas de licenciement qui ne serait fondé ni par la démission de l'intéressé, ni par mesure disciplinaire ; 3° en excluant toute mutation ou nomination de titulaire à une autre date que le 15 septembre de chaque année où, par le jeu des créations de postes budgétaires, peut s'effectuer dans les académies une rotation qui permet à un grand nombre d'auxiliaires de conserver un emploi. Ainsi devraient être réglementairement fixés au 15 septembre l'effet du concours de sténodactylos, celui du recrutement externe d'attachés d'administration et d'intendance, enfin, celui de la titularisation des auxiliaires en application du décret du 29 juin 1965.

7183. — 19 février 1968. — **M. Montalat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conditions de fonctionnement des services de l'inspection primaire. Dans de nombreux cas, les inspecteurs primaires doivent mettre à la disposition de l'administration universitaire, une pièce de leur appartement qu'ils transforment en bureau et dont ils assurent l'entretien. Il lui demande si, compte tenu des charges très lourdes représentées par cette sujétion, il ne conviendrait pas de relever très sensiblement l'allocation compensatrice de 400 francs qui est servie à ces fonctionnaires.

7210. — 20 février 1968. — **M. Fanton** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les nominations de candidats âgés de 55 ans ou plus à une charge de directeur de classes primaires, de collège d'enseignement général ou à la sous-direction d'un collège d'enseignement secondaire. Il lui demande si la commission administrative paritaire départementale des instituteurs a le droit d'écartier systématiquement les candidatures de personnes âgées de plus de 55 ans retenus sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur. Il lui fait valoir que les directeurs en place peuvent exercer jusqu'à 60 ans. Son attention a déjà été attirée sur cette question puisqu'une circulaire du 11 juillet 1967 précise : 3° il semble que certains candidats qui présentaient, d'autre part, les qualifications requises n'ont pu être inscrits sur la liste d'aptitude uniquement en raison de leur âge jugé trop élevé. Il apparaîtrait comme particulièrement équitable que les candidats en cause ne fassent pas l'objet d'une élimination systématique.

7214. — 21 février 1968. — **M. Dusseaux** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : 1° quel est le nombre de candidats appartenant à l'enseignement privé qui se sont présentés aux épreuves du C. A. P. E. S. depuis qu'ils en ont la possibilité ; 2° quel est le nombre d'admissibles ; 3° quel est le nombre de reçus définitifs ; 4° combien parmi les reçus définitifs ont opté pour l'enseignement public.

7221. — 21 février 1968. — **M. Antonin Ver** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation du personnel de direction des lycées et C. E. S. dont les obligations et les charges ne cessent de croître et d'accroître la dégradation de la fonction, concrétisée en septembre 1967 par de nombreux postes vacants. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour : 1° hâter la parution du statut qu'il a envisagé pour tous les chefs d'établissements secondaires ; 2° revaloriser leur fonction et celle des censeurs.

7252. — 22 février 1968. — **M. Pleds** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** les raisons pour lesquelles les élèves des classes de fin d'études de transition et pratiques : 1° ne sont soumis à aucune observation scolaire systématique, comme le sont les élèves de l'enseignement général fréquentant le cycle dit « d'observation » ; 2° sont frustrés d'autre part de l'enseignement des langues vivantes, alors que leurs aptitudes n'ont pas été observées. Il lui demande en conséquence quelles mesures il envisage de prendre pour faire cesser des mesures discriminatoires à la fois injustes et humiliantes pour les enfants qui en sont les victimes.

7256. — 22 février 1968. — **M. Forest** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le décret du 21 mars 1922 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de logement due au personnel enseignant. Il lui demande s'il peut lui préciser : 1° si un instituteur et une institutrice, mariés, exerçant dans des communes éloignées de plus de 2 kilomètres, ont droit à l'indemnité particulière comme s'ils étaient célibataires : a) dans le cas où ils n'auraient pas d'enfants ; b) dans le cas où ils auraient des enfants ; 2° si la notion d'éloignement de 2 kilomètres doit être considérée de clocher à clocher ou entre établissements scolaires.

7270. — 22 février 1968. — **M. Maisonnat** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les parents d'élèves et la section syndicale du personnel enseignant du lycée de La Mure (Isère), lui ont fait part des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles fonctionne cet établissement scolaire très important. En effet, 14 classes comptent plus de 35 élèves et 3 autres plus de 40. Des locaux qui comportent quelque 22 classes préfabriquées sont dispersées en quatre endroits différents de la ville et 2 salles sont installées dans un groupe scolaire primaire. Ces conditions matérielles, plus précaires encore en période de froid rendent plus difficiles les problèmes d'organisation et de surveillance et le travail scolaire s'en trouve gravement perturbé. Il lui signale qu'un projet de construction est en cours d'étude dans les services académiques qui attendent une décision de la commission nationale de la carte scolaire. Il lui demande en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour doter rapidement le lycée de La Mure des locaux indispensables à son bon fonctionnement, et s'il ne juge pas opportun pour obtenir un meilleur rendement du travail scolaire, de réduire les normes actuelles des effectifs des classes.

7272. — 22 février 1968. — **M. Robert Vizet** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation créée dans la région de Palaiseau et de la vallée de Chevreuse par l'absence d'établissement d'enseignement technique. Cette région en expansion constante et rapide est au centre d'un secteur très important des activités de recherches et d'industries de pointe comme l'électronique et l'énergie atomique. D'autre part, la création prochaine des zones d'activités à Palaiseau et à Orsay pourrait offrir un autre débouché à la jeunesse de la région. Les services de l'enseignement technique ayant, dès 1964, reconnu la nécessité d'implanter un établissement d'enseignement technique à Palaiseau, le terrain ayant été immédiatement mis à disposition. Il lui demande si son ministère a l'intention de financer dans des délais rapprochés la construction d'un C.E.T. à Palaiseau.

7275. — 22 février 1968. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** son intervention pour la réalisation d'un lycée classique et moderne à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Il lui demande pour quelles raisons il n'a pas répondu à sa question n° 4607 du 3 novembre 1967, concernant les délais de réalisation de cet établissement, si impatiemment attendu par la population rosnoise.

7279. — 22 février 1968. — **M. Robert Vizet** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les élèves d'Igny, de Bièvres et de Vauhallan fréquentant des établissements scolaires du premier cycle du second degré sont obligés d'effectuer un trajet assez long pour se rendre dans les C. E. S. situés à Verrières, Palaiseau ou Vélizy. Outre les conditions de transport onéreuses, peu pratiques et très fatigantes pour des écoliers, des difficultés supplémentaires se font jour en raison de l'insuffisance de places dans ces établissements. Les communes d'Igny, Bièvres et Vauhallan, connaissent actuellement une expansion démographique importante et le nombre de places dans les C. E. S. de la région risque d'être largement insuffisant à la prochaine rentrée. Il lui demande à quelle date la construction des C. E. S. prévus à Igny et à Bièvres sera financée et quelles mesures il compte prendre pour assurer la prochaine rentrée scolaire dans des conditions normales.

7322. — 16 février 1968. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que la faiblesse des traitements des concierges et gardiens d'immeubles appelle une revalorisation. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la réaliser.

7296. — 22 février 1968. — **M. Fanton** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que depuis quelques semaines, l'agitation politique semble prendre des proportions importantes dans un grand nombre d'établissements universitaires. Si la distribution de tracts ou l'organisation de manifestations à l'extérieur de la faculté est parfaitement conforme à la liberté d'expression et aux règlements des diverses facultés, il est en revanche inadmissible que des cours

ou des travaux dirigés soient troublés par des manifestations de caractère politique organisées par des groupuscules irresponsables qui empêchent ainsi la majorité des étudiants de travailler comme ils le souhaitent. Il lui demande en conséquence s'il peut lui faire savoir si les textes réglementaires concernant l'interdiction dans l'enceinte de l'Université de toute manifestation à caractère politique sont toujours en vigueur et, dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour faire respecter un règlement qui est d'ailleurs conforme à la traditionnelle liberté de pensée et d'expression de l'Université.

7147. — 17 février 1968. — **M. Boscher** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'une entreprise a, en faisant apport de sa contribution de 1 p. 100, obtenu d'un promoteur immobilier la réservation d'un certain nombre de logements pour ses ressortissants. Ceux-ci ont été amenés à signer, à leur entrée dans les lieux, un bail de 3, 6 et 9 années. Dans la mesure où un de ces locataires a depuis cessé d'appartenir au personnel de la firme ayant réservé le logement par le versement susindiqué, le propriétaire lui oppose ce licenciement pour ne pas procéder au renouvellement du bail, lors de l'échéance d'une des périodes triennales. Il lui demande si cette attitude est conforme aux lois et règlements en vigueur.

7151. — 17 février 1968. — **M. de Préaumont** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur une personne occupant, en suite d'un bail écrit, un local d'habitation de 5 pièces principales soumis aux dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948. Cette personne âgée de 60 ans vit depuis plus de 20 ans, au su de tous, avec sa sœur qui vient d'atteindre l'âge de 70 ans. Il lui demande si l'intéressé est exonéré de la majoration de loyer de 50 p. 100 instituée par le décret du 13 septembre 1967, cette majoration pour insuffisance d'occupation n'étant en particulier pas applicable aux personnes âgées de plus de 70 ans. Dans la négative, et si l'occupation par ces deux personnes de 5 pièces devait être considérée comme une occupation insuffisante, il lui expose que ce locataire et sa sœur peuvent justifier de productions littéraires donnant lieu à des bénéfices non commerciaux faisant régulièrement l'objet de déclarations fiscales, ces bénéficiaires leur assurant une vie normale et leur donnant droit à 1 ou 2 pièces supplémentaires destinées à la documentation et aux archives et leur permettant un travail de bureau sans réception de clients. Une telle utilisation doit normalement entraîner la majoration de 30 p. 100 s'appliquant aux appartements professionnels. Il lui demande si, dans ce cas particulier, cette majoration doit prendre effet à partir de la demande d'augmentation formulée par le propriétaire ou si elle doit avoir un effet rétroactif, et si oui, lequel.

7178. — 19 février 1968. — **M. Longueue** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'en application de l'arrêté interministériel en date du 14 octobre 1963 les organismes d'H. L. M. sont habilités à réclamer à leurs locataires une indemnité en sus de leur loyer lorsque la vérification des ressources a permis de constater le dépassement d'un certain plafond. Cette indemnité appelée « surloyer » est calculée au moyen d'un pourcentage appliqué au montant du loyer. D'autre part, le décret n° 63-1027 du 14 octobre 1963 a ajouté un article 1^{er} bis au décret du 27 mars 1954 fixant les conditions d'attribution des logements des organismes d'H. L. M. qui prévoit : « A partir du moment où l'organisme peut mettre à la disposition des locataires ou occupants un logement répondant aux caractéristiques définies à l'article 6 de l'arrêté du 13 octobre 1963 et à leurs besoins personnels ou familiaux, la procédure d'expulsion doit être engagée par l'organisme contre les locataires ou occupants qui refusent cette offre ». Il en résulte que si un organisme d'H. L. M. dispose de logements du type I. L. N., il doit les offrir aux locataires dont les ressources dépassent le plafond réglementaire et si ceux-ci refusent le local proposé, l'organisme se trouve dans l'obligation d'engager une procédure d'expulsion à leur encontre. Ces prescriptions impératives paraissent de nature à entraîner des conséquences fâcheuses pour les locataires des logements H. L. M. construits après le 3 septembre 1947 dont les ressources dépassent les plafonds prévus pour l'admission à leur logement. Leur expulsion est, en effet, susceptible de provoquer dans la plupart des cas des perturbations d'ordre professionnel ou familial. Il lui demande : 1° s'il a l'intention d'étendre le surloyer aux constructions antérieures à 1967 ; 2° combien de procédures d'expulsions ont été engagées depuis le mois d'octobre 1963 en application du décret précité ; 3° s'il envisage d'assouplir cette réglementation afin d'éviter les expulsions.

7187. — 19 février 1968. — **M. Longueue** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'en application de l'arrêté interministériel en date du 14 octobre 1963 les organismes d'H. L. M. doivent réclamer à leurs locataires occupant des appartements

construits après le 3 septembre 1947 une indemnité en sus de leur loyer lorsque leurs ressources dépassent un certain plafond. En outre, le décret n° 63-1027 du 14 octobre 1963 a ajouté un article 1^{er} bis au décret du 27 mars 1954 fixant les conditions d'attribution des logements des organismes d'H. L. M. qui prévoit : « A partir du moment où l'organisme peut mettre à la disposition des locataires ou occupants un logement répondant aux caractéristiques définies à l'article 6 de l'arrêté du 13 octobre 1963 et à leurs besoins personnels ou familiaux, la procédure d'expulsion doit être engagée par l'organisme contre les locataires ou occupants qui refusent cette offre ». D'autre part l'obligation faite aux offices d'H. L. M. de muter en I. L. N. leurs locataires dont les ressources dépassent le plafond, au besoin en engageant une procédure d'expulsion, est susceptible dans de nombreux cas de provoquer des perturbations d'ordre professionnel ou familial, en particulier dans les grandes villes où la mutation oblige à un changement de quartier. Il lui demande : 1° combien de procédures d'expulsions ont été engagées depuis le mois d'octobre 1963 en application du décret du 27 mars 1954 modifié ; 2° s'il envisage d'assouplir la réglementation notamment en laissant à l'organisme d'H. L. M. le soin de décider de l'opportunité d'engager une procédure d'expulsion.

7234. — 21 février 1968. — **M. Palmero** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'à la date du 24 septembre 1966, il a répondu à sa question écrite n° 20779 du 3 août 1966, que son administration mettait au point les conditions dans lesquelles sera organisé le contrôle technique obligatoire et périodiques des véhicules automobiles et des remorques de plus de 750 kgs, et lui demande à quelle date approximative, il compte publier les mesures réglementaires annoncées, en lui rappelant qu'il vient d'être publié par la Fédération nationale des clubs automobiles que le tiers des véhicules contrôlés dans les centres existants, présentait des défauts souvent ignorés du conducteur.

7236. — 21 février 1968. — **M. Michel Jacquet** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que, d'après les informations qui lui sont parvenues, les familles qui se proposent de faire prochainement une opération d'accession à la propriété de leur logement avec l'aide financière du Crédit immobilier ne pourraient bénéficier des décisions récentes concernant l'augmentation du montant des prêts familiaux. Les organismes de crédit immobilier de la Loire font savoir, en effet, que les crédits dont ils disposent actuellement, grâce à un déblocage de fonds opéré en leur faveur par certaines caisses d'épargne à la fin de l'année 1967, par suite d'un arrêté de bonifications daté du 22 décembre 1967, et reçu par eux au début de février 1968, doivent, selon les instructions qui leur ont été données, être répartis d'après le barème antérieur. Cette situation place les organismes de crédit immobilier de la Loire devant de sérieuses difficultés. Aux familles qui, en novembre-décembre 1967 et janvier 1968 leur ont apporté leur dossier, en vue d'obtenir un prêt, ils ont fait savoir qu'ils ne pouvaient immédiatement honorer leur demande, étant obligés d'attendre que de nouveaux crédits leur soient attribués. Entre-temps, ces familles ont appris par la presse, la radio et la télévision, qu'une amélioration des moyens de financement avait été décidée par le Gouvernement et elles ont pensé qu'elles en seraient bénéficiaires. Or, les organismes de crédit immobilier sont dans l'obligation, avant de prévoir une augmentation, d'épuiser d'abord les crédits de 1967, qui viennent de leur être attribués tout récemment, en appliquant les taux en vigueur sous l'ancien régime. Il lui demande s'il n'estime pas que ces familles, disposant toutes de revenus très modestes, et qui rencontrent déjà d'énormes difficultés pour réunir les sommes nécessaires au financement de leur projet, devraient dès maintenant pouvoir bénéficier du régime plus favorable des prêts familiaux qui a été prévu dans les récentes mesures utiles à cet effet.

7245. — 21 février 1968. — **M. Sudreau** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que de nombreux propriétaires, que les articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 autorisent à reprendre leur immeuble pour s'y loger ou loger leurs enfants, en sont empêchés du fait de l'article 22 de la même loi, si l'occupant des lieux y exerce sa profession. Cette situation apparaît particulièrement préjudiciable aux propriétaires âgés, empêchés de finir leurs jours sous leur propre toit et pour lesquels la majoration de loyer pour usage professionnel ne compense en rien cette privation du logis familial. Son maintien est d'autant plus difficile à justifier que les locataires professionnels entrés dans les lieux postérieurement au 1^{er} septembre 1948 ne sont pas protégés contre le droit de reprise. Il demande dans quel délai le Gouvernement compte faire aboutir la modification de la législation en vigueur envisagée sur ce point et s'il ne conviendrait pas en premier lieu d'exclure du champ d'application de l'article 22 les cas dans lesquels le propriétaire, au bénéfice duquel s'exerce le droit de reprise, a plus de 65 ans.

7295. — 22 février 1968. — **M. Hébert** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation difficile de la pêche artisanale française. Celle-ci représente en valeur 40 p. 100 de la production totale et fait vivre près de 30.000 personnes. Son importance n'est pas négligeable puisque ses apports sont composés d'espèces plus variées, plus fraîches et plus recherchées que celles de la pêche industrielle. Malgré son organisation en coopératives de production, en ateliers de mareyage et de filetage, malgré des accords passés avec les chaînes de distribution, la pêche artisanale n'obtient pas à la première vente le prix qui justifie la qualité et la diversité de sa production. Elle se trouve en situation d'infériorité devant les mécanismes de distribution. Le prix moyen du poisson à la première vente est très voisin du prix international, mais celui-ci est inférieur au prix de revient français, par suite des aides financières publiques accordées par nos partenaires. Or, l'application stricte du calendrier de désarmement douanier et contingentaire s'est effectuée sans qu'ait seulement été amorcée l'harmonisation des conditions de production entre nos partenaires qui, tous, ont réduit la part de l'autofinancement des armements, allongé les crédits et amoindri l'intérêt des emprunts. En ce qui concerne la situation actuelle, il devient chaque jour plus évident que la valeur du poisson pêché en France ne couvre plus ni les salaires ni les charges d'exploitation. Ni l'amortissement des capitaux apportés ou empruntés pour acheter le navire. Nos partenaires n'ayant pas les mêmes charges de production que les nôtres trouvent chaque jour à l'ouverture des frontières un marché d'expansion naturel qu'ils exploitent largement. Le tonnage importé est ainsi passé de 1958 à 1965 de 93.000 tonnes à 280.000 tonnes et, en valeur de 158 à 265 millions, soit 40 p. 100 de la valeur de production française. Et pourtant la quantité de poisson offert par le producteur français ne serait pas insuffisante pour couvrir le coût de la production si le prix auquel il trouve acquéreur était suffisant. Ce prix est actuellement déterminé par le niveau des offres faites aux mandataires, grossistes et collectivités par les producteurs étrangers qui se livrent directement d'Ostende, d'Ymuiden ou de Bremerhaven. Compte tenu de l'extrême gravité de la situation actuelle, il lui demande : 1° s'il compte prendre les mesures nécessaires pour contrôler les importations de poissons étrangers et contrebalancer le dumping pratiqué par la plupart des pays qui nous expédient leurs poissons, en accordant un soutien du même ordre à l'industrie française de la pêche ; 2° s'il envisage que soit contrôlée et réorganisée la commercialisation du poisson, afin que les prix payés par les consommateurs ne représentent pas quatre à cinq fois les prix au débarquement ; 3° s'il compte engager une action tendant à ce que la politique des pêches des partenaires du Marché commun soit uniformisée.

7163. — 17 février 1968. — **M. Barberot**, se référant aux dispositions de l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite, appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** sur la situation des fonctionnaires qui ont élevé deux enfants dont un enfant incurable. Il lui rappelle que, du point de vue fiscal, un enfant grand invalide est considéré comme représentant pour les parents une charge équivalente à celle de deux enfants normaux, puisque conformément aux dispositions de l'article 195-2 du code général des impôts, le quotient familial est augmenté d'une part entière, au lieu d'une demi-part, pour chaque enfant titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Une considération analogue devrait être retenue pour l'application des dispositions du code des pensions relatives à la majoration accordée aux fonctionnaires titulaires ayant élevé au moins trois enfants. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de prendre toutes mesures utiles, soit par voie réglementaire, soit par le dépôt d'un projet de loi, afin que, pour l'application de l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite, un enfant grand invalide soit assimilé à deux enfants normaux, ce qui permettrait d'accorder la majoration de 10 p. 100 aux fonctionnaires ayant élevé deux enfants dont l'un est un enfant incurable.

7253. — 22 février 1968. — **M. Chochoy** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** qu'en raison de la situation de la femme dans la fonction publique d'aujourd'hui et du caractère de la pension telle qu'elle est définie par l'article 1^{er} du nouveau code, le bien-fondé de l'aménagement des règles de la réversibilité sur le conjoint survivant de la pension des femmes fonctionnaires semble désormais admis. Il lui demande s'il entre bien dans ses intentions de proposer prochainement à l'agrément du Parlement, par modification du code des pensions, l'adoption de dispositions étendant, au profit du mari survivant d'une femme fonctionnaire décédée, la réversibilité de la pension de cette dernière dans des conditions analogues à celles qui régissent actuellement la réversibilité de la pension du mari au profit de sa veuve.

7254. — 22 février 1968. — **M. Boucheny** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** la situation des ouvriers professionnels des administrations publiques. Ces agents, dotés d'une haute technicité et qui sont tenus obligatoirement de subir un examen professionnel afin d'être intégrés dans leur cadre, n'ont bénéficié, au cours des dernières années, d'aucune amélioration de carrière, les seules mesures prises n'ayant eu pour but que de faciliter le recrutement qui s'avère de plus en plus difficile, compte tenu du décalage qui s'accroît entre le traitement de ces agents et les salaires servis dans le secteur privé. Il lui demande, les mesures qu'il compte prendre afin d'améliorer la situation de ces personnels.

7260. — 22 février 1968. — **M. Boucheny** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** l'exposé des motifs du décret 62-694 du 26 mai 1962 qui prévoyait un certain nombre d'aménagements de carrières des catégories C et D : « Ces mesures sont les premières décisions prises par le Gouvernement à la suite du vœu du conseil supérieur de la fonction publique, en date du 20 février 1962, aux termes duquel des études devraient être activement menées afin d'apporter aux problèmes des catégories C et D une solution adaptée aux nécessités de chaque service par la voie de fusions, par celle de l'élargissement des débouchés et de la promotion sociale aux échelles supérieures, par celle des regroupements d'échelles, par des reclassements ou des revisions indiciaires. Elles ne préjugent pas des mesures qui seront ultérieurement prises... l'ensemble de ces mesures doit s'insérer dans la politique de promotion sociale dont le principe a été décidé par le Gouvernement et qui doit recevoir ses premières applications dans les catégories du personnel d'exécution et de maîtrise d'exécution de la fonction publique. » Confirmant ses engagements, le 30 mai 1962, le ministre chargé de la fonction publique écrivait aux fédérations de fonctionnaires : « Je vous confirme... mon intention de reprendre à très bref délai l'étude, en liaison avec votre organisation syndicale, d'un plan de remise en ordre des catégories de personnel d'exécution. » Or, depuis cette époque, le Gouvernement a refusé la discussion, et s'est borné à des mesures de portée très limitée, à savoir : décret n° 65-228 du 29 juin 1965, concernant la titularisation des auxiliaires dans la limite des emplois vacants ; décret n° 66-715 du 28 septembre 1966, portant revalorisation indiciaire : a) de 5 points bruts des 5 premiers échelons de l'échelle ES 1 ; b) de 5 points bruts pour les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 8^e, 9^e et 10^e échelons et de 10 points bruts pour les 5^e, 6^e et 7^e échelons de l'échelle ES ; décret n° 67-38 du 9 janvier 1967, modifiant la réglementation en vigueur en matière de promotion à l'échelle supérieure (règle du 1/8) ; décret n° 67-746 du 30 août 1967, relevant de 1 à 3 points d'indice certains échelons de l'échelle E3 (agents de bureau). Ces mesures prises en faveur de quelques catégories d'agents ne sauraient constituer l'amorce du plan de reclassement promis, elles laissent entier le problème d'ensemble du reclassement des cadres C et D, dont le décalage ne cesse de s'accroître. C'est pourquoi, il lui demande, si le Gouvernement est décidé à procéder en 1968 au reclassement promis, et à dégager les crédits indispensables.

7262. — 22 février 1968. — **M. Boucheny** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** la situation des sténodactylographes des administrations publiques. Ce personnel, qui est tenu de subir les épreuves d'un examen professionnel afin d'être intégré dans le cadre C, est recruté sur la base d'un C. A. P. dont le niveau est équivalent au B. E. P. C., diplôme exigé pour les adjoints administratifs et commis classés en échelle E.S.3, alors que les sténodactylographes ne sont classés qu'en échelle E.S.2. Compte tenu du diplôme et de la technicité exigés, il lui demande s'il n'envisage pas le classement à parité des sténodactylographes avec les adjoints administratifs et commis.

7263. — 22 février 1968. — **M. Boucheny** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** que dans les établissements publics sous tutelle, office national des forêts et office national interprofessionnel des céréales, les agents de bureau assument dans leur quasi-totalité des tâches de commis. Or, la différence de traitement entre ces deux grades est très importante, c'est ainsi qu'au 8^e échelon un agent de bureau perçoit une rémunération mensuelle nette de 759,90 francs alors que celle d'un commis au même échelon s'élève à 965,62 francs. Cette situation défavorable est particulièrement grave au ministère de l'Agriculture si on la compare à celle d'autres départements ministériels, et notamment au ministère des finances où le cadre D n'est considéré que comme un cadre de transition. Dans ces conditions, compte tenu des connaissances et de la technicité requises par ces agents d'exécution, des tâches effectuées, il lui demande s'il entend accépter les propositions émanant du ministère de l'Agriculture tendant à transformer en emplois de catégorie C les trois quarts des emplois d'agents de bureau.

7264. — 22 février 1968. — **M. Boucheny** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** la situation des agents de service des administrations publiques. Ces agents, qui ne bénéficient pas d'un déroulement de carrière normal, puisqu'un agent de service de 2^e catégorie au 6^e échelon, indice 145 réel, doit passer quatre ans dans cet échelon avant d'atteindre le 7^e échelon de son grade, doté seulement de l'indice réel 147, n'ont par ailleurs aucun débouché de carrière valable, l'indice de sommet de cette dernière échelle étant de 151 réel alors que le 8^e échelon de l'échelle E. 1 est doté de l'indice 149. Il lui demande quelles mesures il envisage pour améliorer le déroulement et le débouché de carrière de ces agents.

7265. — 22 février 1968. — **M. Boucheny** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** de lui faire connaître si le problème crucial pour les agents des services extérieurs du ministère de l'agriculture et des établissements publics sous tutelle, des fusions d'échelles ES 1 et ES 2, ES 3 et ES 4 sera inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil supérieur de la fonction publique. Ces mesures, pleinement justifiées, ont été avancées à plusieurs reprises par le ministère, notamment dans l'exposé des motifs du décret du 26 mai 1962, et lors des deux dernières sessions du conseil supérieur de la fonction publique, seul le manque de crédits a empêché que s'effectue cette fusion, notamment celle des échelles ES 1 et ES 2.

7267. — 22 février 1968. — **Mme Claire Vergnaud** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** que les sténodactylographes demeurent une des rares catégories de fonctionnaires pour laquelle aucune amélioration ni de carrière, ni d'indice n'a été enregistrée depuis plusieurs années. Elle lui demande, compte tenu du diplôme exigé et de la technicité requise, quelles mesures il compte prendre pour améliorer le sort de cette catégorie d'agents.

7273. — 22 février 1968. — **Mme Claire Vergnaud** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** qu'il avait fait connaître à plusieurs reprises aux représentants des fédérations de fonctionnaires sa volonté de réunir tous les trois mois le conseil supérieur de la fonction publique. Elle lui demande : 1^o les raisons qui l'ont conduit à reviser cette position, puisque le conseil supérieur de la fonction publique ne s'est pas réuni depuis le mois de juin 1967 ; 2^o s'il a l'intention de revenir à un fonctionnement normal de cet organisme conformément au décret qui prévoit la réunion trimestrielle de celui-ci.

7278. — 22 février 1968. — **Mme Claire Vergnaud** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** que la catégorie B est l'une des rares catégories de fonctionnaires à ne pas avoir bénéficié — hormis un relèvement dégressif des 5 premiers échelons du corps des secrétaires administratifs ou de rédacteurs et dont le bénéficiaire indiciaire pour le 5^e échelon n'a été que de 5 points bruts — d'une revalorisation indiciaire depuis la parution du décret n° 61-204 du 27 février 1961, fixant les dispositions statutaires des corps de catégorie B. Cette revalorisation est justifiée par le fait que, de 1962 à ce jour, les avantages obtenus par la catégorie A (20 points nets en moyenne à chaque échelon) et les revisions indiciaires obtenues par les catégories C et D ont apporté aux bénéficiaires quelques satisfactions, mais ont abouti à écraser la catégorie B. C'est ainsi qu'actuellement le sommet de la carrière de la catégorie C (échelle M E 3) est doté de l'indice net 310, alors que le 9^e échelon de la classe normale des secrétaires administratifs ou de rédacteurs n'est doté que de l'indice net 300, et il faut 16 ans de services en carrière théorique (c'est-à-dire du 1^{er} au 9^e échelon) pour atteindre cet indice. Plus des 2/3 de la carrière normale de ce corps se déroulent donc sur des indices inférieurs à ceux de la catégorie C ; alors qu'au lendemain de la Libération, les secrétaires d'administration des administrations centrales, qui constituaient à l'époque le seul corps de catégorie B, dépassaient en 9 ans l'indice de sommet de la catégorie C. Elle lui demande : 1^o ce qu'il compte faire pour que cesse cette anomalie, compte tenu que les débouchés offerts à la catégorie B n'apportent aucune amélioration aux agents classés en classe normale ; 2^o de lui faire connaître la raison pour laquelle les fonctionnaires de catégorie B de nombreuses administrations — contrairement aux promesses faites — sont exclus de la bonification d'ancienneté de 18 mois obtenue par les agents du ministère des finances, des P. et T. et de l'intérieur.

7120. — 16 février 1968. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il peut lui indiquer : 1^o les quantités de stupéfiants saisis par ses services au cours des 19 dernières années : héroïne, morphine, opium, chanvre indien, L. S. D. ; 2^o la répartition géographique de ces saisies ; 3^o quel

a été le nombre des trafiquants de stupéfiants arrêtés au cours des dix dernières années ; 4^o quel est le nombre des toxicomanes utilisant des stupéfiants arrêtés ou inculpés à la suite d'enquêtes diligentes par ses services au cours des dix dernières années ; 5^o quelle est la répartition des professions des toxicomanes en question.

7193. — 19 février 1968. — **M. Lafay** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que si la nocivité du bruit n'est plus discutée, cette unanimité d'opinion n'a cependant pas encore incité les pouvoirs publics français à prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'une lutte efficace puisse être engagée contre un état de fait qui, au stade actuel de notre civilisation mécanisée, revêt déjà le caractère d'un fléau social en raison de la gravité de ses manifestations sur l'organisme humain. La nécessité de le prévenir et de le combattre constitue donc assurément un impératif d'intérêt général. Les instances gouvernementales semblent avoir été, jusqu'à ce jour, enclines à s'en remettre aux autorités préfectorales et municipales du soin de mettre en œuvre cette prévention et cette répression, estimant que les initiatives à prendre demeuraient essentiellement fonction des circonstances locales. Il n'est pas niable que les pouvoirs de police dévolus aux autorités susmentionnées par les articles 97 et 107 du code de l'administration communale, les habilite à édicter des mesures propres à assurer la tranquillité publique, mais il est non moins évident que l'imprécision du cadre dans lequel peuvent s'exercer ces pouvoirs et l'extrême généralité de la portée des articles susvisés ne sont guère compatibles avec la cohésion et l'ampleur que doit obligatoirement revêtir une politique de lutte contre le bruit. Les difficultés que rencontrent tant les préfets que les maires pour intervenir en ce domaine, sont d'ailleurs illustrées par le fait que les ministères de l'intérieur et de la santé publique ont dû, par une circulaire commune en date du 28 mars 1961, rappeler à ces autorités les attributions qui leur étaient imparties en ce qui concerne la protection de la tranquillité publique et leur faire parvenir un projet d'arrêté type destiné à les guider dans leur action. Ces instructions ne pouvaient être suivies d'effets pleinement satisfaisants car elles ont nécessairement conservé le caractère de simples recommandations à l'instar de celles contenues dans la circulaire du 24 mai 1963 qui a défini un règlement sanitaire type susceptible d'être repris dans chaque département et prévoyant, dans son article 11, l'isolement phonique des vide-ordures, éviers broyeurs et autres équipements du logement tels que ascenseurs et appareils sanitaires. Certes, le Gouvernement usant de son pouvoir réglementaire est parallèlement intervenu de façon plus pressante en fixant par décrets et par arrêtés un certain nombre de normes. C'est ainsi que le décret du 22 octobre 1955 a prescrit que les pièces d'habitation devaient avoir un isolement sonore suffisant mais ce texte est demeuré bien souvent inopérant car plus de huit années se sont écoulées avant que ne soit publiée, le 17 décembre 1965, une circulaire d'application. Quant aux arrêtés ministériels qui ont été pris, notamment les 15 juillet 1954, 21 mars 1961, 25 octobre 1962 et 20 mai 1966, pour limiter l'intensité des bruits des véhicules à moteur et des bateaux de navigation intérieure, ils s'analysent en autant de mesures, louables sans aucun doute, mais impuissantes à endiguer la progression du fléau par suite de leur fragmentation et des larges lacunes qu'elles laissent subsister. En dépit de son désir de progresser l'administration ne pourra jamais mener à bien une action conduite de cette manière car elle ne dispose pas de l'infrastructure juridique qui lui serait indispensable pour atteindre l'objectif qu'elle s'est fixée. Les tergiversations qui marquent les travaux d'élaboration de l'arrêté relatif à la lutte contre les bruits produits par les engins de chantiers, apportent la preuve des difficultés qu'engendre l'absence de cette infrastructure. Les insuffisances de ces dispositions éparses et la nécessité d'instaurer, au plus tôt, un véritable statut de la lutte contre le bruit ont d'ailleurs été mises en évidence par le jugement du tribunal de grande instance de Nice du 9 décembre 1964, qui a été confirmé par l'arrêt rendu le 17 février 1966 par la cour d'appel d'Aix, et qui a conclu à la responsabilité d'une compagnie aérienne à raison des dommages causés au voisinage par le bruit de ses appareils au décollage et à l'atterrissage. Les jugements en cause ont posé un problème que l'utilisation intensive des avions supersoniques rendra de plus en plus préoccupant. La solution de ce problème et, par delà, de ceux que posent toutes les formes des agressions soniques, ne saurait résulter d'initiatives limitées. Elle implique pour le présent et rend indispensable pour l'avenir la définition d'une politique appréhendant la question dans son ensemble. Alors que les autorités préfectorales et municipales tenaient théoriquement des dispositions contenues dans les articles 97 et 107 du code précité, les moyens de lutter contre la pollution atmosphérique, puisque leurs pouvoirs spécifiques de police englobent la prévention des atteintes à la salubrité publique, le Gouvernement a cependant pris conscience de l'insuffisance d'une action qui aurait été menée sur cette seule base et a contribué à promouvoir l'adoption par le Parlement de la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques

et les odeurs. Il lui demande si la gravité des nuisances causées par le bruit ne devraient pas conduire le Gouvernement, avant que la dégradation de la situation ne soit devenue irréversible, à adopter une attitude analogue à celle qui l'ont amené à susciter l'intervention du texte législatif précité, en invitant les administrations intéressées à se concentrer pour mettre au point les lignes directrices d'un plan qui, après avoir été soumis aux délibérations de l'Assemblée nationale et du Sénat, se révélerait être certainement, lors de son application, le seul dispositif susceptible d'empêcher que le bruit, maladie professionnelle aux termes du décret n° 63-405 du 10 avril 1963, ne devienne à brève échéance une maladie endémique dans notre pays.

7197. — 20 février 1968. — **M. Alduy**, se référant à la réponse qui lui a été faite à sa question écrite n° 2808 enregistrant le refus du Gouvernement d'appliquer l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961 qui lui fait obligation d'indemniser les rapatriés spoliés d'Algérie, demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles mesures il entend prendre en faveur des rapatriés titulaires de prêts qui ne peuvent actuellement tenir leurs engagements en raison de très grosses difficultés auxquelles ils, doivent faire face pour le remboursement de leurs dettes et sont poursuivis en justice. Il lui demande s'il ne pense pas que le Gouvernement devrait suspendre toute poursuite dans l'attente du vote par le Parlement de la proposition de loi n° 610 tendant à instaurer un moratoire des dettes contractées par les Français d'Algérie.

7198. — 20 février 1968. — **M. Dejean** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du plan et de l'aménagement du territoire**, que divers programmes d'investissements et diverses opérations prévues au plan quinquennal d'équipement ont fait l'objet de mesures de déconcentration et que, de ce fait, la répartition à l'intérieur des enveloppes départementales relève désormais de la compétence des préfets sans que la C.O.D.E.R. soit informée des opérations retenues et de leur état de financement. Il lui demande s'il estime que cette répartition doit conserver un caractère confidentiel ou si, au contraire, il a donné des instructions aux préfets des départements pour qu'un compte rendu du financement sur crédits déconcentrés soit annuellement communiqué par le préfet : 1° aux délégués représentant à la C.O.D.E.R. le département considéré ; 2° au conseil général du département appelé à consentir pour la plupart de ces opérations un financement complémentaire.

7213. — 21 février 1968. — **M. Juquin** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'il a été saisi de suggestions tendant à faciliter la connaissance immédiate du groupe sanguin des victimes d'accidents de la circulation (mention sur le permis de conduire et sur la carte d'identité). Il lui demande si le Gouvernement a examiné ce problème et quelle est sa doctrine et ses intentions à ce sujet.

7291. — 22 février 1968. — **M. Pierre Cornet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation faite aux agents communaux non titulaires en matière de retraite complémentaire. Ces personnels ne peuvent être affiliés à l'institution générale de retraite des agents non titulaires de l'Etat (I.G.R.A.N.T.E.) que sous la double condition : 1° que les communes dont ils relèvent soient immatriculées à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; 2° qu'ils aient une activité hebdomadaire d'au moins 36 heures. Cette situation présentant de très sérieux inconvénients pour les personnels en question, il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager des mesures qui permettraient aux personnels communaux non titulaires : a) de ne pas se trouver pénalisés personnellement par le fait que la commune pour laquelle ils travaillent n'est pas affiliée à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; b) de bénéficier d'un assouplissement des règles de l'I.G.R.A.N.T.E. permettant l'affiliation des agents sans conditions de durée de travail.

7249. — 22 février 1968. — **M. Desson** demande à **M. le ministre de la justice** quelle interprétation il convient de donner à la loi du 11 juillet 1966 concernant l'adoption, et plus précisément l'adoption « plénière », s'appliquant à un enfant de parents divorcés, confié à la mère, et dont le père se désintéresse complètement, dans les cas suivants : 1° quand le père divorcé, sollicité dans les formes légales de donner son consentement à l'adoption, se refuse à répondre ; le nouvel article 348 du code civil — substitué à l'ancien qui réglait la question — étant, lui, muet sur ce point, mais continuant à exiger le consentement des deux parents, peut-on considérer la non-réponse comme un consentement ; 2° la loi nouvelle ne faisant aucune exception au bénéfice de l'adoption plénière et devant donc s'appliquer à un enfant, de parents divorcés comme aux autres, comment peut-on le faire bénéficier d'une telle adoption

par le deuxième mari de sa mère remariée (ce qui aura pour effet de reconstituer pour lui la meilleure famille possible) étant donné que l'adoption plénière rompt totalement les liens avec la famille d'origine, alors que, dans le cas particulier considéré, il convient de les laisser subsister avec la mère légitime épouse de l'adoptant ; peut-on considérer, la famille d'origine étant dissoute par le divorce, que les liens sont rompus seulement avec la famille paternelle (père ayant le divorce contre lui et se désintéressant de l'enfant), ou bien faut-il admettre que la mère, après avoir consenti à une adoption plénière qui est de l'intérêt manifeste de l'enfant mais qui rompra tout lien avec elle, devra à son tour l'adopter pour lui restituer à son égard toutes les prérogatives d'enfant légitime, et le pourra-t-elle.

7169. — 17 février 1968. — **M. Pierre Bas** se permet d'attirer l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur sa question n° 4345 du 20 octobre 1967 et lui demande s'il a l'intention de lui répondre prochainement, l'article 138 du règlement prévoyant que les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions.

7250. — 22 février 1968. — **M. Périllier** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation de plus en plus difficile des transporteurs publics routiers de voyageurs du fait de la baisse croissante de leur trafic. Considérant que la réduction massive de leur activité porterait un grave préjudice aux moins favorisés et à la vie économique des localités rurales qu'ils desservent, il lui demande s'il lui serait possible d'envisager l'adoption des mesures suivantes en faveur des entreprises de transports intéressées : a) application du taux réduit de 6 p. 100 comme pour les hôtels de tourisme ; b) possibilité de déduire de la T.V.A. les taxes frappant les carburants et les assurances, faute de quoi la taxe acquittée par elles est supérieure à la « valeur ajoutée ».

7268. — 22 février 1968. — **M. Robert Vizet** expose à **M. le ministre des transports** que les travailleurs de la région d'Igny n'ont aucun moyen de transport pour se rendre à leur lieu de travail situé dans le secteur du Petit-Clamart-Vélizy dont l'industrialisation se développe à un rythme très rapide. Il lui demande si les services de son ministère ne pourraient pas étudier l'installation d'une ligne de transport public dans ce secteur.

7269. — 22 février 1968. — **M. Robert Vizet** expose à **M. le ministre des transports** que le développement démographique et l'expansion rapide de l'Essonne, notamment dans le Nord du département, mettent en évidence l'insuffisance des transports en commun et plus particulièrement dans le sens transversal du département. Le développement de la zone industrielle de Massy, la création prochaine d'autres zones industrielles à Palaiseau et à Orsay, ainsi que l'implantation des grandes écoles sur le plateau de Palaiseau vont encore aggraver le caractère de sous-équipement des transports dans cette région. Dans ces conditions, il lui demande si son ministère n'envisage pas de donner plus d'importance au service voyageurs de la ligne dite de Grande Ceinture—Versailles—Juvisy afin de rapprocher un grand nombre de personnes de leur lieu de travail.

7271. — 22 février 1968. — **M. Robert Vizet** expose à **M. le ministre des transports** les difficultés que rencontrent les travailleurs de Vauhallan, Gomonvilliers par Igny, Le Pileu par Palaiseau pour se rendre à Paris tous les jours en empruntant la ligne de Sceaux. La seule desserte existant entre ces quartiers et la gare de Massy-Palaiseau distante de plusieurs kilomètres est un service de cars privé qui, actuellement, ne peut plus donner satisfaction, tant en ce qui concerne le confort et les horaires, la région considérée étant en pleine extension. Il lui demande si son ministère ne pourrait pas envisager la création d'une ligne d'autobus R.A.T.P. afin d'améliorer la liaison de cette région avec Paris.

7282. — 22 février 1968. — **M. Gouhier** expose à **M. le ministre des transports** que le dramatique accident survenu au triage des gares Pantin-Noisy et qui a coûté la vie à un facteur chef de la S. N. C. F. met à nouveau en lumière les graves carences de la Société nationale dans le domaine de la sécurité du travail. En effet, dans le secteur Pantin-Noisy où sont occupés plus de 1.000 cheminots, il n'existe aucun service sanitaire permanent (ambulance, infirmier) et le service d'ambulance qui existait dans le passé, a été supprimé. En outre l'augmentation de la productivité, la compression des effectifs et le refus de diminuer la durée de travail,

aggravent la situation des cheminots et rend plus dangereux le travail qu'ils effectuent. Il lui demande : 1° s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour que le secteur des gares Pantin-Noisy soit doté d'un service sanitaire permanent et qu'un service d'ambulance soit assuré ; 2° s'il entend faire droit aux justes revendications des cheminots concernant le renforcement de la sécurité, ce qui suppose en particulier un renforcement des effectifs et une diminution du temps de travail.

7289. — 22 février 1968. — **Mme Prin** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des marins-pêcheurs de Bouloigne-Etaples qui sont en grève depuis plus de deux semaines. Leur mouvement a pour cause la dégradation de leur pouvoir d'achat dû à l'importation massive de poisson provenant des pays du Marché commun. Ces importations provoquent l'écroulement des cours à la production, sans aucune répercussion d'ailleurs sur les prix à la consommation. Les salaires étant déterminés en fonction de la valeur du poisson débarqué, on peut évaluer à 30 p. 100 la baisse du pouvoir d'achat des marins-pêcheurs. Pour la pêche artisanale, le produit de la vente du poisson se trouve absorbé par les dépenses d'exploitation et les marins rémunérés à la part sont privés de tout gain. De plus, l'inquiétude grandit chez les marins devant la perspective de la suppression totale des droits de douane entre les pays du Marché commun au 1^{er} juillet de cette année, l'ouverture des frontières et la libre circulation des marchandises. La situation risque alors de devenir catastrophique si des mesures de protection en faveur de la pêche industrielle et artisanale française ne sont pas prises. En conséquence, elle lui demande s'il entend prendre toutes dispositions pour faire droit aux légitimes revendications des marins-pêcheurs, et s'il envisage de promouvoir les mesures nécessaires à la sauvegarde de la pêche industrielle et artisanale française.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 alinéas 4 et 61 du règlement.)

5842. — 19 décembre 1967. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi n° 66-427 du 18 juin 1966 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise a été votée il y a bientôt dix-huit mois. Il lui demande s'il envisage de prendre prochainement les décrets d'application de cette loi, afin d'accélérer la mise en place des comités d'entreprise, attendus impatiemment par tous les salariés de l'agriculture.

5878. — 19 décembre 1967. — **M. Robert-André Vivien** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut : 1° lui indiquer l'effectif réel des personnels rémunérés sur les crédits de son ministère, en distinguant les personnels non titulaires et les personnels titulaires et, pour ces derniers, en précisant la catégorie à laquelle ils appartiennent ; 2° rapprocher les chiffres constatés des emplois budgétaires ; 3° préciser le mois auquel correspondent les renseignements fournis.

5892. — 19 décembre 1967. — **M. Louis Terrenoire** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en vertu de l'article 36 de la loi de finances rectificative pour 1966 (n° 66-948 du 22 décembre 1966) le fonds national des abattoirs peut accorder une prime forfaitaire aux collectivités publiques, aux groupements de collectivités qui suppriment leurs abattoirs avant la fin de la période transitoire déterminée en application de l'article 10 de la loi n° 65-543 du 8 juillet 1965. La fin de cette période transitoire a été fixée par le décret n° 67-297 du 31 mars 1967 au 31 décembre 1967. Il résulte des textes rappelés que les collectivités publiques qui n'auront pas pris une décision de fermeture de leurs abattoirs avant le 31 décembre 1967 ne pourront bénéficier de l'aide du fonds national des abattoirs. Dans ce cas, d'ailleurs, les abattoirs ne répondant pas aux conditions d'implantation, de construction, de fonctionnement et de gestion prévues par la loi du 8 juillet 1965 seront supprimés en 1971. Afin de leur permettre de choisir en toute connaissance de cause entre les deux solutions qui s'offrent ainsi à elles, il lui demande s'il compte modifier l'article 1^{er} du décret du 31 mars 1967 en prorogeant la date du 31 décembre 1967, de telle sorte que les collectivités publiques intéressées puissent disposer d'un délai supplémentaire de réflexion.

5904. — 20 décembre 1967. — **M. Poniatowski** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que le décret n° 59-957 du 3 août 1959 a prévu que les établissements classés centres hospitaliers doivent posséder un laboratoire de biologie médicale, et qu'une réponse écrite en date du 13 juin 1963 indique qu'un laboratoire hospitalier est tenu d'effectuer tous les examens ou analyses relevant de sa compétence et intéressant les malades hospitalisés ou traités en consultations externes. En conséquence, il lui demande si le laboratoire général d'un centre hospitalier possédant un service hématologique peut être dessaisi de cette discipline contre le gré de son chef de service au profit d'un centre de transfusion dépendant ou non du centre hospitalier et non enregistré comme laboratoire d'analyses médicales.

5908. — 20 décembre 1967. — **M. Maugein** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi n° 66-427 du 18 juin 1966 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945, elle-même modifiée par les lois n° 46-1065 et 50-961, prévoit en son article 1^{er} que les décrets pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre chargé du travail rendront obligatoire l'institution de comités d'entreprises dans diverses entreprises et sociétés agricoles ainsi que dans les organisations professionnelles agricoles. Il lui demande à quelle étape en est la préparation de ces décrets plus de dix-sept mois après la promulgation de la loi.

5910. — 20 décembre 1967. — **M. Roche-Defrance**, appelant l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la réponse faite le 3 novembre 1967 par **M. le ministre des affaires sociales** à la question écrite n° 3933 posée par **Mme Aymé de la Chevrelière**, lui demande si l'organisation autonome des exploitants agricoles a émis un avis sur l'avant-projet de décret relatif à la coordination des régimes d'assurance vieillesse des non-salariés qui a été soumis à son département ministériel par le ministre des affaires sociales. L'étude de ce projet est, en effet, suspendue depuis plus de dix-huit mois dans l'attente de cet avis.

6380. — 13 janvier 1968. — **M. Palmero** expose à **M. le Premier ministre** que le *Journal officiel*, Débats parlementaires, Assemblée nationale n° 1 du samedi 6 janvier 1968, indique que 187 questions écrites de députés n'ont pas reçu de réponse dans le mois suivant leur publication. Il lui demande quelles instructions il compte donner pour éviter le renouvellement de cette situation qui à l'évidence dans de nombreux cas apparaît comme sans justification.

6403. — 16 janvier 1968. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelles sont les raisons qui actuellement s'opposent au dépôt du projet de loi de ratification de la Convention européenne des droits de l'homme.

6389. — 15 janvier 1968. — **M. Lafay** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur l'opportunité d'adapter à l'état présent des connaissances et des techniques médicales les textes réglementant les procédés reconnus valables aux fins du constat du décès d'un patient sur le corps duquel il est envisagé d'opérer un prélèvement d'organe dans un but scientifique ou thérapeutique. Il y a vingt ans, en effet, les décrets du 31 décembre 1941 et du 17 avril 1943 qui imposaient un délai de 24 heures entre le constat de décès et l'autopsie ont été modifiés, à la suite de l'adoption par le Parlement, le 5 juin 1947, d'une proposition de résolution dont les termes furent repris par le décret du 20 octobre 1947. Ce texte autorise à procéder sans délai à l'autopsie et aux prélèvements dans des hôpitaux déterminés, sous certaines conditions, et en particulier stipule que le décès doit être attesté par deux médecins dont le constat soit fondé sur « tous procédés reconnus valables par le ministre de la santé publique ». Ces procédés ont été précisés dans une circulaire ministérielle en date du 3 février 1948 et rappelés dans une lettre du 19 septembre 1958 adressée aux préfets et aux directeurs départementaux de la santé. Or, les procédés officiels énumérés dans ladite circulaire consistent uniquement à vérifier la cessation du fonctionnement du système cardio-vasculaire, c'est-à-dire à établir la « mort cardiaque ». Il est hautement souhaitable que la notion de « mort cérébrale » soit également précisée réglementairement, un certain nombre de procédés ayant été mis au point au cours de ces dernières années, qui permettent de la constater scientifiquement. Le caractère officiel donné aux signes valables de la mort cérébrale leverait l'obstacle qui s'oppose en certains cas au prélèvement d'organes et permettrait en particulier aux chirurgiens français de pratiquer la transplantation du cœur et de faire bénéficier les malades des

techniques d'avant-garde dans les meilleures conditions. On sait, en effet, que, lorsque la mort cérébrale survient irrémédiablement, le cœur excité peut continuer à battre mais que le décès réel, quoi qu'on fasse, cette prolongation artificielle n'ayant pas de signification organique valable. Le constat scientifique de la mort cérébrale permet ainsi de transplanter un organe sans attenter à un souffle de vie humaine. Pour ces raisons, il lui demande en accord avec les spécialistes qualifiés et les commissions compétentes, s'il envisage, par voie réglementaire, de rendre officiels les procédés valables permettant de conclure au décès par mort cérébrale.

6395. — 16 janvier 1968. — **M. René Pleven** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les graves inconvénients qui résultent du fait que les élèves des écoles maternelles et des jardins d'enfants ont cessé d'être examinés par les médecins de l'hygiène scolaire alors qu'ils l'étaient lorsque ce service était rattaché au ministère de l'éducation nationale. Il lui demande quelles mesures sont prévues pour assurer l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur la surveillance des enfants du premier âge et le recrutement nécessaire de médecins d'hygiène scolaire et d'assistantes médico-scolaires en nombre suffisant.

6449 — 17 janvier 1968. — **M. Arthur Cornette** expose à **M. le ministre des affaires sociales (emploi)** que la situation de l'emploi devient de plus en plus critique dans la région lilloise et que de ce fait le climat social se détériore chaque jour davantage. Cette fois, ce sont les Etablissements Decauville, à Marquette-lez-Lille, qui procèdent à des licenciements massifs de personnel. 60 licenciements viennent en effet d'être annoncés par la direction, auxquels doivent s'ajouter le licenciement de 7 délégués du personnel dont le secrétaire du comité d'entreprise. En outre, la direction, invoquant des raisons de rentabilité, prévoit encore une vingtaine d'autres licenciements au cours des mois qui viennent, son objectif étant de diminuer les effectifs de 40 p. 100. Devant des mesures aussi graves qui interviennent à une époque où le chômage s'accroît dans notre région et dans le pays, l'émotion règne, non seulement dans le personnel des Etablissements Decauville, mais également chez tous les travailleurs de la région lilloise, spécialement ceux de la sidérurgie, inquiets du sort qui leur est réservé. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour éviter les licenciements abusifs qui se succèdent à un rythme inquiétant dans la région du Nord, particulièrement atteinte par le chômage et dont l'économie est gravement menacée.

6326. — 12 janvier 1968. — **M. Bourgoïn** signale à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'il a eu à plusieurs reprises à s'occuper de faire obtenir des pensions de réversion à des veuves de militaires algériens ayant servi dans l'armée française et actuellement décédés. Il n'a jamais pu obtenir satisfaction et il sait, par ailleurs, que les dossiers ne sont étudiés qu'avec une extraordinaire lenteur. Il est très possible que ces dossiers constitués en Algérie ne soient pas ou soient mal transmis. Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette pénible situation qui laisse quelquefois des veuves chargées d'enfants dans le dénuement le plus complet.

6365. — 13 janvier 1968. — **Mme Vaillant-Couturier** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'un certain nombre d'anciens combattants n'ont pas encore été amnistiés pour des condamnations prononcées en relation avec des faits s'étant produits durant la guerre de 1914-1918. Par ailleurs, aux termes de l'article 11 de la loi du 12 juillet 1937, certains anciens combattants sont exclus du bénéfice de la pension à laquelle ils pourraient prétendre. Elle lui demande: 1° s'il ne lui semble pas souhaitable d'amnistier enfin totalement les anciens combattants qui ont fait l'objet de condamnations durant la première guerre mondiale; 2° et tout au moins, dans l'immédiat, s'il ne lui paraît pas opportun d'abroger les dispositions de l'article 11 de la loi du 12 juillet 1937, afin que tous les anciens combattants puissent bénéficier de la pension afférente à ce titre; 3° dans l'affirmative, quelles dispositions le Gouvernement entend prendre ou proposer à cet effet.

6428. — 17 janvier 1968. — **M. Quettier** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** sur la gravité de la mesure qui vient de frapper Laurent Farruggia, professeur de philosophie au lycée de Basse-Terre (Guadeloupe). Cet enseignant a été informé le 10 janvier 1968 qu'il était mis à la disposition du recteur de l'académie de Bordeaux et qu'à compter du 15 janvier 1968 il cesserait de percevoir tout traitement

en Guadeloupe. Cette décision arbitraire frappe un fonctionnaire de qualité, marié à une Guadeloupeenne, père de trois enfants, qui sans doute a eu le tort de s'intéresser avec compétence et générosité aux problèmes économiques et politiques de la Guadeloupe et de publier récemment le résultat de ses travaux en un livre intitulé « Autonomie pour la Guadeloupe ». L'indignation des Guadeloupéens est grande devant cette mesure qu'ils considèrent à juste titre comme une atteinte à la liberté d'expression et qui leur rappelle trop celle qui a frappé déjà huit professeurs et instituteurs expulsés de leur île, en vertu de l'ordonnance du 15 octobre 1960. Se faisant l'interprète de l'émotion des démocrates français solidaires du peuple guadeloupéen en lutte contre le colonialisme, il lui renouvelle sa demande d'abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960 et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour l'annulation de la mesure qui vient de frapper M. Farruggia.

6328. — 12 janvier 1968. — **M. Lehn** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'à compter de la date d'entrée en vigueur de l'article 26 de la loi du 15 mars 1963, les exonérations prévues à l'article 1241, 1°, du code général des impôts (exonération des droits de mutation lors de la première mutation à titre gratuit d'immeubles à usage d'habitation achevés postérieurement au 31 décembre 1947) ont été subordonnées à la production du récépissé du dépôt à la mairie compétente de la déclaration prévue par la réglementation relative au permis de construire, ce document permettant à l'administration d'apprécier si l'immeuble dont l'exonération est demandée est effectivement achevé au jour de la mutation. Il lui signale que depuis l'entrée en vigueur de l'article 26 de la loi du 15 mars 1963 précité, il arrive couramment que les immeubles déjà occupés depuis une période de plusieurs mois au moment où intervient la mutation à titre gratuit et, par conséquent, pouvant être considérés comme achevés en fait, n'ont pas encore, en raison d'une carence de l'architecte ou du maître d'œuvre, fait l'objet d'une déclaration d'achèvement, ce qui rend impossible la production du document justificatif précité. Il lui demande si, dans cette dernière hypothèse, les parties étant dans l'impossibilité d'obéir aux prescriptions légales, l'administration ne pourrait admettre qu'il soit justifié de l'achèvement desdits immeubles par un autre moyen de preuve.

6329. — 12 janvier 1968. — **M. Hoguet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, en vertu des dispositions de l'article 1397 du code général des impôts, les contribuables peuvent obtenir le dégrèvement de la contribution foncière en cas de démolition même volontaire de la totalité ou d'une partie d'un immeuble bâti, à partir du premier jour du mois suivant le commencement de la démolition. Il semble que l'obtention d'un dégrèvement de l'espèce soit subordonné à l'interprétation que l'on donne au mot « démolition », chaque cas paraissant devoir être un cas d'espèce. Toutefois, par un arrêt du Conseil d'Etat du 12 février 1947 (7^e sous-section), la haute assemblée a décidé que les transformations effectuées à un immeuble dont les murs extérieurs ainsi que la presque totalité des murs intérieurs et la toiture ont été conservés ne constitue pas une démolition partielle de nature à permettre au propriétaire de réclamer une révision de l'évaluation de son immeuble. Il lui demande si, *a contrario*, on peut en déduire, pour un immeuble dont les murs extérieurs ont été conservés parce que mitoyens, mais dans lequel tous les murs intérieurs ont été démolis, ainsi que les plafonds et les planchers dont, en outre, la toiture a été enlevée complètement, qu'il y a bien démolition partielle permettant d'obtenir le dégrèvement prévu en la matière par l'article 1397 précité du code général des impôts.

6330. — 12 janvier 1968. — **M. Boscher** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 et l'ordonnance n° 67-837 du 28 septembre 1967 ont précisé le régime général des opérations de crédit-bail, notamment dans le cas de biens d'équipement et de matériel d'outillage. Ces textes donnent au locataire la possibilité d'acquiescer tout ou partie des biens loués moyennant un prix tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers. Il lui demande si, en vertu de cette disposition légale, l'entreprise locataire qui acquiert, à l'issue du contrat de location, le bien loué est en droit de l'inscrire à l'actif de son bilan pour sa valeur d'origine, c'est-à-dire pour la valeur pour laquelle ce bien a été acheté par le loueur; et corrélativement, si elle peut amortir ce bien sur cette valeur, étant entendu que la totalité des sommes versées à titre de loyers serait *inso facto* et spontanément réintégrée dans les résultats de l'exercice qui enregistre l'immobilisation du bien précédemment loué. A titre d'exemple, un matériel d'une valeur de 400.000 F amortissable en cinq ans est donné en location moyennant un loyer annuel de 120.000 F. La location dure quatre ans, à l'expiration desquels

le locataire achète le matériel moyennant 30.000 F. Le montant des loyers déduits étant de 480.000 F, cette somme serait réintégrée aux résultats du cinquième exercice qui enregistrerait, par ailleurs, l'inscription au compte « Immobilisations » de ce matériel pour sa valeur d'origine (400.000 F) et l'amortissement de la totalité de la valeur du bien immobilisé. Dans cet exemple, en effet, la durée d'utilisation du matériel n'est plus que d'un an, compte tenu de la période d'utilisation initialement prévue. Il paraît donc normal d'amortir la totalité dans cette hypothèse. S'il ne partage pas ce point de vue, il lui demande de préciser quelles conséquences l'entreprise locataire qui achète ce matériel est susceptible de tirer, pour son bilan, des dispositions légales suivant lesquelles le prix résiduel d'achat tient compte, au moins pour partie, des versements faits à titre de loyers. Estimer qu'au cas où l'option est levée, le matériel doit être inscrit en « immobilisation » pour le prix de rachat et amorti sur la durée d'amortissement restant à courir reviendrait à assimiler le crédit-bail à deux opérations distinctes : location, d'une part, vente de matériel d'occasion, d'autre part. Ce serait oublier que dans le crédit-bail la faculté de rachat et le prix de rachat sont convenus à l'avance et que celui-ci tient compte, au moins pour partie, des loyers payés pendant la période de location. Il est rappelé que le système du crédit-bail fait profiter de l'amortissement dégressif non pas l'entreprise qui utilise le matériel, mais celle qui le lui loue et que le système favorise, en fait, le bailleur de fonds tout en étant, pour le locataire, moins favorable. En effet, dans le cas d'un matériel utilisable pendant cinq ans, l'annuité dégressive est calculée au taux de 40 p. 100, ce qui est largement supérieur au montant du loyer (au moins pour les deux premières années) et qui permettrait à l'entreprise locataire de reporter sur plus de cinq ans l'amortissement en cas d'exercice déficitaire, alors que la déduction du loyer contribue à former le déficit d'exploitation reportable pendant cinq ans au maximum. Le système du crédit-bail est en définitive plus défavorable pour l'utilisateur que le recours à l'emprunt qui permettrait d'acheter ce matériel, de l'amortir et de déduire, en outre, les intérêts versés au prêteur.

6341. — 12 janvier 1968. — **M. Abellin**, se référant aux dispositions de l'article 156 II 7° du C. G. I., fait observer à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en application de ces dispositions et de celles de l'article 3 de la loi de finances pour 1967 (loi n° 66-935 du 17 décembre 1966), le montant des primes d'assurance-vie afférentes à des contrats conclus ou ayant fait l'objet d'un avenant d'augmentation entre le 1^{er} janvier 1950 et le 1^{er} janvier 1957 ou entre le 1^{er} juillet 1957 et le 31 décembre 1958 et à concurrence de 50 p. 100 de leur montant, les primes afférentes à des contrats qui seront conclus ou qui auront fait l'objet d'un avenant d'augmentation entre le 1^{er} janvier 1967 et le 31 décembre 1970 sont déductibles du revenu net servant de base pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'étendre le bénéfice de cette déduction — tout au moins dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi de finances pour 1967 — aux contrats conclus ou ayant fait l'objet d'un avenant d'augmentation entre le 1^{er} janvier 1957 et le 1^{er} juillet 1957, afin de rétablir l'égalité entre tous les contribuables qui ont souscrit un contrat ou un avenant d'augmentation entre le 1^{er} janvier 1950 et le 31 décembre 1958.

6345. — 13 janvier 1968. — **M. Dominati** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un acquéreur d'immeuble sous réquisition. Après 14 années de réquisition et d'absence totale de perception d'indemnités d'occupation, le propriétaire obtient de l'Etat (ministère de la construction) une indemnité de réparation de dommages fixée en 1966 au tiers du montant établi contradictoirement avec les services de la préfecture de la Seine. Ledit propriétaire utilise immédiatement l'indemnité à la remise en état partielle de l'immeuble sinistré. L'intervenant demande si l'administration des contributions directes est fondée à exiger la réintégration intégrale de la somme perçue dans le revenu établi par le déclarant au titre de l'année 1966.

6356. — 13 janvier 1968. — **M. Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 19 de la loi n° 63-254 du 13 mars 1963 et l'article 755 bis du code général des impôts précisent que les dettes à la charge du défunt qui ont été contractées pour l'achat de biens compris dans la succession et exonérés de droits de mutation par décès ou dans l'intérêt de tels biens sont imputées par priorité sur la valeur desdits biens. Il lui demande : 1° quelle est la nature des dettes visées par les articles précités ; 2° en particulier si, lorsqu'un époux commun en biens acquies a fait construire au cours de la communauté des immeubles bénéficiant de l'exonération de droits de mutation par décès sur des terrains à lui propres, on doit considérer la récompense due par sa succession à la communauté comme une « dette », au sens desdits articles, ou si,

au contraire, elle peut être déduite valablement de l'actif successoral ; 3° si la récompense due à la communauté par une succession dans laquelle ne figureraient activement que des immeubles exonérés de droits de mutation, serait elle-même exonérée de droits de mutation.

6358. — 13 janvier 1968. — **M. Kaspereit** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que des dispositions ont été prises en faveur des petites entreprises assujetties à la T. V. A. dès le 1^{er} janvier 1968. Ces entreprises devant pouvoir bénéficier soit de la franchise, soit d'une décade spéciale, il lui demande quelles seront les possibilités de déduction accordées aux clients des bénéficiaires de franchise ou de décade. Il est certain, en effet, qu'à l'époque de la rédaction de la facture initiale, le régime effectif n'est pas connu puisqu'il ne sera apprécié qu'en fin d'année et qu'au surplus, s'il y avait impossibilité, pour le client, de déduire la T. V. A. figurant sur sa facture d'achat propre à la nature du produit, le résultat définitif irait à l'encontre du résultat recherché puisqu'il aboutirait à défavoriser commercialement les petites entreprises.

6368. — 13 janvier 1968. — **M. Boucheny** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 195 du code général des impôts, le nombre de parts à prendre en considération pour le calcul de l'I. R. P. en ce qui concerne les contribuables célibataires aveugles et grands infirmes titulaires de la carte d'invalidité, est porté à 1,5. Cet allègement leur est supprimé s'ils se marient, même avec un conjoint atteint également de cécité. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre, afin que les ménages de grands infirmes puissent bénéficier du même allègement fiscal que lorsqu'ils sont célibataires.

6372. — 13 janvier 1968. — **M. Masse** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en application de l'article 9 du décret du 21 mai 1953, des indemnités forfaitaires pour frais de déplacement à l'intérieur de la résidence ont été attribués à certains fonctionnaires de services extérieurs. Le taux de ces indemnités, fixé successivement par les décrets des 1^{er} août 1956, 22 octobre 1956, 3 février 1959 et 30 juin 1964, était, en dernier lieu, de 350 francs par an (soit 29,16 francs par mois). Or, ces dispositions ont été abrogées par l'article 25 du décret du 10 août 1966, qui précisait qu'un arrêté interministériel désignerait les cas dans lesquels les agents du groupe I exerçant des fonctions dans les communes de plus de 70.000 habitants ou de plus de 10.000 habitants. L'arrêté interministériel susvisé n'étant pas encore intervenu à plus de quinze mois du décret qui le prévoyait, ces agents du groupe I ne perçoivent plus de remboursement depuis le 1^{er} janvier 1967. Depuis cette date, soit depuis douze mois, ils en sont réduits, s'ils veulent continuer leur service, à faire l'avance de ces frais, soit à l'heure actuelle 350 francs pour chacun d'eux. Cette situation est aggravée par le fait que le taux antérieur de 350 francs par an (ou 29,16 francs par mois) ne remboursait qu'incomplètement les frais réels engagés. En effet, dans une ville comme Marseille par exemple où le coût du carnet de tickets de transport en commun est de 4,50 francs, le remboursement mensuel de 29,15 francs ne couvrirait l'achat que de six carnets. Quand on sait que, compte tenu de l'allongement des sections résultant de l'étendue de la ville et de ses banlieues, un fonctionnaire de ce groupe utilise en moyenne un carnet tous les deux jours, on voit que ce remboursement mensuel n'assure que douze à treize jours d'activité extérieure par mois. Pour le restant du mois les frais de déplacement sont couverts par l'intéressé lui-même. Il lui demande de lui indiquer quelles instructions il compte donner en vue de la parution dans les délais les plus brefs de ce décret et, en particulier, s'il n'estime pas devoir établir des indemnités de déplacement qui couvrent réellement les frais occasionnés à ces fonctionnaires par les trajets accomplis dans l'exercice de leur profession.

6378. — 13 janvier 1968. — **M. Cottin-Bezin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que les exploitants non salariés membres des commissions départementales de remembrement ne sont indemnisés que de leurs seuls frais de déplacement, et ne reçoivent aucune indemnité destinée à compenser le manque à gagner qui résulte pour eux de cette activité, alors qu'on peut estimer que dans certains départements les intéressés consacrent au total l'équivalent d'un mois de travail aux réunions de ces commissions. Il lui fait observer que la plupart des professionnels de l'agriculture, membres des commissions départementales de remembrement, sont des exploitants et qu'ils ne sont par forcément directement intéressés par les opérations dont il est question dans ces réunions. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager de leur verser, à l'instar de ce qui existe au bénéfice des membres salariés non fonctionnaires des commissions de remembrement, et en supplément du dédommagement des frais de déplacement, une indemnité forfaitaire de vacation.

6391. — 15 janvier 1968. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 2 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, sont exonérées de tout droit proportionnel d'enregistrement, les opérations se rapportant notamment à des mutations de jouissance ayant donné lieu à la perception de la taxe sur la valeur ajoutée. Entrent dans cette catégorie d'opérations les concessions d'exploitation de marques. A compter du 1^{er} janvier 1968, dans le cas d'une concession consentie par une entreprise française à une autre entreprise française pour une exploitation sur la France, les redevances encaissées par la société concédante seront assujetties à la T. V. A. et ne donneront pas lieu à la perception du droit de mutation de 1,40 p. 100. Compte tenu du libellé même dudit article 2, lequel se réfère expressément à la perception de la T. V. A., il semble résulter que dans le cas d'une concession consentie par une entreprise française à une entreprise située à l'étranger, la redevance devrait être assujettie au droit proportionnel de 1,40 p. 100 du fait que s'agissant d'un service rendu hors du territoire métropolitain, celui-ci est exonéré de la T. V. A. Il en serait de même, mais au prorata des opérations réalisées dans le cas d'une concession consentie par une entreprise française à une autre entreprise française, et dont la redevance s'appliquerait à des transactions commerciales réalisées tant en France qu'à l'étranger. Sur la partie des livraisons faites à l'étranger, la redevance payée à l'entreprise concédante étant exonérée de la T. V. A. se trouverait ainsi soumise à la perception du droit de mutation de 1,40 p. 100. Il semble que cette taxation ne soit pas dans la ligne de la politique d'incitation à l'exportation proposée par le Gouvernement et adoptée par le Parlement. Il demande en conséquence s'il compte prendre toutes mesures utiles en vue d'exonérer du droit proportionnel de 1,40 p. 100 les redevances se rapportant à des concessions d'exploitation de marques, que ces redevances s'appliquent à des transactions faites en France ou à l'étranger.

6399. — 16 janvier 1968. — **M. Mauger**, en se référant aux réponses aux questions écrites posées par **M. Sanson** (réponse du 7 août 1965) et par **M. Tirefort** (réponse du 1^{er} avril 1967), demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'est pas possible d'admettre, ainsi qu'il l'est pour les émoluments dus au notaire rédacteur d'un testament authentique, que les émoluments proportionnels dus, lors du décès du testateur, au notaire dépositaire d'un testament olographe ou mystique soient admis en déduction de l'actif laissé par le défunt pour la liquidation des droits de mutation par décès.

6400. — 16 janvier 1968. — **M. Offroy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation tout à fait anormale dans laquelle se trouvent placées les entreprises françaises tritratrices de graines de colza depuis que le Gouvernement italien a, par des mesures incompatibles avec le traité de Rome et les autres textes d'application subséquents, fermé pratiquement à deux reprises, et notamment par un décret national en date du 21 novembre 1967, son marché à l'importation de l'huile de colza. Au mépris d'un traité signé il y a des années et dont les modalités d'application aux produits oléagineux avaient été unanimement déterminées il y a quelques mois, et bien qu'il ait bénéficié, de la part de la Communauté européenne, d'une mesure de faveur exceptionnelle tenant compte des contingences de son économie nationale, un des pays ayant adhéré au Marché commun met ainsi arbitrairement dans une position extrêmement délicate, et qui pourrait devenir rapidement intenable, des producteurs agricoles, des industriels et des négociants qui, afin de se placer sur le marché européen, ont dû eux-mêmes contracter des engagements qu'ils risquent de ne pouvoir tenir en raison de développements imprévisibles, entièrement étrangers à leur initiative, et sur lesquels ils sont évidemment dépourvus de tout moyen d'action. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre, soit pour obtenir de tous les cosignataires du traité de Rome le respect de leurs engagements, soit pour rétablir par tous moyens appropriés les conditions économiques qui résultaient de l'application régulière de ce pacte et de ses modalités d'application. Cette question intéresse particulièrement les industries installées dans la région dieppoise parce qu'elles se consacrent uniquement ou essentiellement à la fabrication de l'huile de colza; elles ont d'autre part l'avantage de se trouver à proximité des zones de production de la graine, et le port de Dieppe leur permet d'assurer sous forme de graines, de tourteaux ou d'huiles les importations et exportations correspondant à leurs activités.

6414. — 16 janvier 1968. — **M. Rossi** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un exploitant individuel a fait apport en société en nom collectif, constituée avec ses enfants

à la date du 1^{er} octobre 1967, de son fonds de commerce, de son matériel d'exploitation et d'une partie de son stock de marchandises. Le surplus du stock de marchandises, en l'occurrence les trois quarts, sera vendu par la société pour le compte de l'exploitant individuel, et moyennant une commission, sur une période de deux ou trois ans maximum. A la date du 1^{er} janvier 1968, un quart du surplus de stock a été vendu par la société. De ce fait, l'exploitant individuel va bénéficier d'un crédit de T. V. A. sur stock déductible à raison d'un tiers sur 1968, et de deux tiers sur les cinq ans à venir à compter du 1^{er} janvier 1969. Il lui demande s'il ne serait pas possible, dans ce cas particulier (vente prévue sur deux ou trois ans), de déduire le crédit de T. V. A. sur stock, au prorata des ventes mensuelles, comme cela est possible dans le système A en vigueur jusqu'au 31 décembre 1967 pour les assujettis partiels (N. A. 4171-2.1 du 29 octobre 1948).

6416. — 17 janvier 1968. — **M. Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi du 15 mars 1963 prévoit dans son article 28 que les profits de caractère habituel réalisés par des particuliers sur la vente d'immeubles qu'ils ont fait construire ou dont ils ont souscrit des parts dans une société immobilière sont passibles d'un prélèvement de 15 p. 100 libératoire ou non selon que le vendeur remplit certaines conditions ou non. La loi du 19 décembre 1963, dans son article 4, prévoit que les profits de caractère occasionnel réalisés moins de cinq ans après l'achèvement de la construction ne sont imposables que si le cédant ne peut pas établir le caractère non spéculatif de l'opération et ce dans la mesure où le contribuable a obtenu de l'inspecteur des contributions directes la délivrance d'un certificat modèle 411. Il lui expose qu'un médecin de marine a souscrit des parts donnant vocation à l'attribution de trois appartements, actuellement achevés depuis quatre ans, dans des sociétés immobilières transparentes. Il est père d'un enfant titulaire d'une carte d'invalidité dont la santé précaire l'a obligé à demander sa mise à la retraite anticipée pour lui permettre de s'implanter dans une région particulièrement favorable à la santé de l'enfant. En conséquence, il se trouve dans l'obligation d'installer ou d'acquérir un cabinet médical, ce qui entraîne pour lui la nécessité de vendre les parts dont il vient d'être parlé. Il lui demande: 1° si, dans le cas particulier ci-dessus, le vendeur peut être totalement exonéré du prélèvement de 15 p. 100, le caractère non spéculatif de l'opération étant nettement établi ainsi que son caractère « occasionnel » malgré la pluralité des ventes; 2° dans l'affirmative: a) quelles sont les preuves et les pièces nécessaires à fournir; b) à quelle administration est-il nécessaire de les fournir (enregistrement ou contributions directes).

6423. — 17 janvier 1968. — **M. Paquet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelle sera la position fiscale des coopératives de mise en marché, dites coopératives de vente. En effet, celles-ci, fondées la plupart du temps à partir de la loi complémentaires d'orientation agricole, n'ont d'autre objet, en regroupant les producteurs sous le statut de la coopération, que de négocier la vente d'un produit et de faire entrer ainsi les agriculteurs dans la voie de l'économie contractuelle. Ce sont en fait des groupements de vente. Or, il se trouve que les coopératives de vente sont soumises, par la loi du 6 janvier 1966, à la T. V. A. Il lui demande si, de ce fait, les entreprises qui contracteront avec elles ne risquent pas d'être en position défavorisée, car elles disposeront d'un crédit d'impôt inutilisé qui grèvera leur prix de revient; en d'autres termes, si les producteurs qui auront adhéré à l'esprit de la loi complémentaire d'orientation agricole ne vont pas être sanctionnés par la loi du 6 janvier 1966.

6427. — 17 janvier 1968. — **M. Degraeve** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la note n° 3761 du 27 avril 1967 (B. O. C. D. du 31 mai 1967) de la direction des impôts qui fixe à 19 p. 100 des salaires limités à deux fois le plafond de cotisation des cadres le taux de cotisation des régimes de retraite et de prévoyance. Cette note précise que la partie affectée à la prévoyance ne doit pas dépasser 25 p. 100 des cotisations. Or, dans ces 19 p. 100, l'administration a précisé qu'il fallait y comprendre le taux de 10,25 p. 100 sur le plafond de cotisation de la sécurité sociale destiné à la retraite et la prévoyance (décès, invalidité, etc.) de cet organisme. Il lui demande s'il faut comprendre que ce taux de 10,25 p. 100 doit être également réparti dans la proportion de 75 p. 100 à la retraite et de 25 p. 100 à la prévoyance.

6441. — 18 janvier 1968. — **M. Rabourdin** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui préciser les raisons qui s'opposent à l'application du décret n° 64-464 du 25 mai 1964 aux contrôleurs

du Trésor de son administration centrale et de lui dire les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cet état de choses préjudiciable aux fonctionnaires visés.

6452. — 17 janvier 1968. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un contribuable veuf peut comprendre au nombre des personnes à sa charge, pour l'application de l'article 196 du C. G. I., son enfant mineur n'ayant aucun revenu personnel, qui est confié à la garde de son grand-père, et pour lequel ce dernier perçoit les prestations familiales, étant précisé que l'intéressé remet au grand-père une certaine somme mensuelle pour l'entretien de son enfant.

6457. — 17 janvier 1968. — **M. Louis-Jean Delmas** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'à l'occasion du départ à la retraite du proviseur du lycée de garçons de Montauban, le premier cycle de cet établissement a été transformé en C. E. S. à la direction duquel un principal a été nommé tandis que la direction du deuxième cycle a été confiée à la directrice du lycée de filles qui cumule les deux directions. Il lui demande si cette modification doit être considérée comme une opération terminée ou bien si elle constitue, comme il paraît vraisemblable, l'amorce d'une réorganisation de l'enseignement dans les différents établissements d'enseignement secondaire et technique de la ville et, dans ce cas, s'il lui est possible de lui faire connaître à quoi aboutira, en définitive, la nouvelle organisation.

6443. — 12 janvier 1968. — **M. Charles Privat** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** que la commune de Tarascon s'est trouvée exclue du projet de répartition de la valeur locale de la force motrice de la chute de Vallabrègues, sur le Rhône, et de ses aménagements. Or la commune de Tarascon se trouve concernée au premier chef par les travaux entrepris aussi bien au point de vue : 1° des risques : une partie de son terroir devant servir de champ d'expansion au Rhône ; 2° des inconvénients : un important dépôt de déblais de 45 hectares devant être constitué au Sud de l'agglomération, là où devait s'implanter une zone industrielle ; celle-ci ne pourra être réalisée, la hauteur des déblais devant atteindre 4 mètres au-dessus de la voie ferrée, rendant impossible tout raccordement ; 3° des charges : l'élargissement des voies communales 37 et 38, nécessaires aux travaux du barrage, a dû être réalisé et les terrains indispensables à cet aménagement ont été acquis par la commune. La création d'un hameau de 160 logements pour les ouvriers et employés du barrage va obliger la commune à étendre les dessertes municipales d'alimentation en eau, d'évacuation des eaux usées, d'enlèvement des ordures ménagères, de réfection et d'entretien de la voirie, etc. Il lui demande donc s'il entend faire inclure la commune de Tarascon dans les propositions de répartition de la valeur locale de la force motrice de la chute de Vallabrègues et de ses aménagements.

6439. — 18 janvier 1968. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** l'impossibilité qu'ont les petites communes rurales d'utiliser le fuel-oil domestique pour le ramassage des ordures ménagères et l'entretien des chemins ruraux. Une telle utilisation constitue, en effet, un délit douanier passible de sanctions pénales et fiscales prévues à l'article 414 du code des douanes. Cette situation aggrave les difficultés financières déjà difficilement surmontables de ces communes. En effet, elles disposent, pour la plupart, d'aucune autre ressource que les centimes additionnels et n'en ont pas moins de lourdes charges à supporter et si l'on considère que l'utilisation de ce fuel détaxé est mis au service de la population rurale, on devrait pouvoir envisager d'étendre les attributions du F. O. D. à ces tâches. C'est en tout cas une revendication très importante pour ces communes. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour satisfaire ces revendications qui apporteraient une aide appréciable à la gestion de ces communes.

Rectificatifs.

Au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 9 mars 1968.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1° Page 724, 1^{re} colonne, rétablir comme suit les cinq dernières lignes de la réponse de M. le ministre de la justice à la question n° 5659 de M. Bertrand Denis : « ... c'est ainsi que pour la période allant du 1^{er} janvier 1966 au 15 septembre 1967, sur 1.114 films examinés, 108, dont 41 français, ont fait l'objet d'une interdiction aux mineurs de dix-huit ans, 78, dont 18 français, d'une interdiction aux mineurs de treize ans, tandis que 22 films, dont 7 français, étaient totalement interdits ».

2° Page 726, réponse de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, à la question n° 5710 de M. Granel :

a) Huitième ligne de la réponse, au lieu de : « ... et à entrepris... », lire : « ... et a entrepris... » ;

b) A la dixième ligne, au lieu de : « ... de la Loire moyenne) du type de ceux qui existent... », lire : « ... de la Loire moyenne) des organismes d'études pluridisciplinaires du type de ceux qui existent... ».

Au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 16 mars 1968.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1° Page 796, 1^{re} colonne, dans le texte de la question n° 6189 de M. Depietri, précédant la réponse de M. le ministre de l'industrie, il y a lieu de modifier comme suit la onzième ligne dudit texte, au lieu de : « ... est appelé un jour à faire partie... », lire : « ... sont appelés un jour à faire partie... ».

2° Page 786, 1^{re} colonne :

a) Troisième ligne de la réponse de M. le ministre des armées à la question n° 8932 de M. Guerlain, au lieu de : « ... ainsi qu'en faveur des militaires de litres de guerre... », lire : « ... ainsi qu'en faveur des militaires non officiers à solde mensuelle titulaires de litres de guerre... ».

b) Quinzième ligne, au lieu de : « ... du décret n° 44-1374 du 31 décembre 1964 », lire : « ... du décret n° 64-1374 du 31 décembre 1964 ».

3° Page 786, 2^e ligne de la réponse de M. le ministre des armées à la question n° 7257 de M. Scènes, au lieu de : « ... les dossiers de la Légion d'honneur au titre de l'article R.42 du code de la Légion d'honneur... », lire : « ... les dossiers de nominations et de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre de l'article R.42 du code de la Légion d'honneur... ».

Au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 23 mars 1968.

1° QUESTIONS ÉCRITES

Page 831, 2^e colonne, 5^e et 6^e ligne de la question n° 7971 de M. Virgile Barel à M. le ministre de l'agriculture, au lieu de : « ... frappés par la tornade de grêle du 8 février 1964... », lire : « ... frappés par la tornade de grêle du 8 février 1968... ».

2° RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

a) Page 870, 1^{re} colonne, question de M. Ahelin à M. le ministre de l'éducation nationale, au lieu de : « ... 6847. — M. Ahelin... », lire : « 6487. — M. Ahelin... ».

b) Page 874, 1^{re} colonne, question de M. Marette à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, au lieu de : « 6184. — M. Marette... », lire : « 6814. — M. Marette... ».